



PLAN LOCAL D'URBANISME

I- Rapport de présentation

*Approuvée par délibération du conseil municipal
du 14 décembre 2017*



Élaboration n° I

Prescrite le 17/09/2012

Arrêtée le 23/06/2016

Approuvée le 14/12/2017

 **URBAN PROJECTS**
urbanisme Programmation urbaine

URBAN PROJECTS

58 avenue Georges Clemenceau
34 000 MONTPELLIER

Courriel : contact@urbanprojects.fr

LEXIQUE	I
AVANT-PROPOS	9
PARTIE I : DIAGNOSTIC TERRITORIAL	15
LE CONTEXTE COMMUNAL	15
SITUATION GEOGRAPHIQUE	
HISTOIRE COMMUNALE	
LE CONTEXTE INTERCOMMUNAL	18
LE SICTOM DE PEZENAS-AGDE	
LA COMMUNAUTE DE COMMUNES LES AVANTS - MONTS DU CENTRE HERAULT	
LES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX	21
LE SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE DU TERRITOIRE (SRADDT) DE LA REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON	
LE SCHEMA REGIONAL CLIMAT AIR ENERGIE LANGUEDOC-ROUSSILLON	
LE SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE LANGUEDOC ROUSSILLON	
LE SDAGE RHONE-MEDITERRANEE-CORSE 2010-2015	
LE SAGE « ORB-LIBRON»	
LE PLAN CLIMAT-ENERGIE TERRITORIAL DE L'HERAULT	
LE PLAN DEPARTEMENTAL D'ACTION POUR LE LOGEMENT DES PERSONNES DEFAVORISEES DE L'HERAULT	
LE SCHEMA DEPARTEMENTAL DES CARRIERES DE L'HERAULT	
LE PLAN DEPARTEMENTAL D'ELIMINATION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES DE L'HERAULT 2002-2012.	
LE SCOT DU BITERROIS	
SYNTHESE ENJEUX DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX	
LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE	65
LES SUP	
AMENDEMENT DUPOND	
VESTIGES ARCHEOLOGIQUES	
LE CONTEXTE DEMOGRAPHIQUE	75
CARACTERISTIQUES DE LA POPULATION	
LA TAILLE DES MENAGES	
... AU SEIN DE MENAGES ACTIFS	
UNE POPULATION ACTIVE SUR LA COMMUNE MAIS OUVERTE SUR SON BASSIN D'EMPLOI	
NIVEAU DE VIE	
PROJECTIONS DEMOGRAPHIQUES	
LES ENJEUX DE LA COMMUNE D'AUTIGNAC EN TERMES DEMOGRAPHIQUES	
LOGEMENT ET DYNAMIQUE DE LA CONSTRUCTION	88
APERÇU DE L'ETAT DES LOGEMENTS A AUTIGNAC	



LES TYPES DE RESIDENCES ET LEURS IMPORTANCES RESPECTIVES
LE RENOUVELLEMENT ET LA CONSTRUCTION DANS LA COMMUNE
LES ENJEUX DE LA COMMUNE EN TERMES DE LOGEMENT

LE CONTEXTE ECONOMIQUE **101**

LA PERTE DE VITESSE DE L'AGRICULTURE
ACTIVITES COMMERCIALES ET DE SERVICES
UN TOURISME DYNAMIQUE
PERSPECTIVES D'EVOLUTION
LES ENJEUX EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

LES TRANSPORTS ET LES DEPLACEMENTS **127**

LES MODES DE TRANSPORT : UNE OMNIPRESENCE DE LA VOITURE
CONDITIONS DE CIRCULATION
LA SECURITE ROUTIERE
LES TRANSPORTS EN COMMUN
LES MODES DE DEPLACEMENT ALTERNATIFS SUR LA COMMUNE
LES ENJEUX EN TERMES DE DEPLACEMENTS

LES ESPACES PUBLICS **147**

APPROCHE GÉNÉRALE
LES ESPACES PUBLICS CENTRAUX
LES ESPACES PUBLICS EXCENTRES
FONCTIONNEMENT URBAIN
LES ENTRÉES DE VILLE
LA PROBLEMATIQUE DU STATIONNEMENT A AUTIGNAC ET INVENTAIRE DES PLACES

LES TERRAINS NON BATIS DANS LE TISSU URBANISE **163**

LES SECTEURS DE PROJETS
CONCLUSION

LES EQUIPEMENTS ET LES SERVICES, BESOINS ET PROJETS **178**

LES EQUIPEMENT SCOLAIRES
LES EQUIPEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS
LES ENJEUX EN MATIERE D'EQUIPEMENTS ET DE SERVICES

L'ORGANISATION URBAINE **183**

SITE ET URBANISATION
LE DEVELOPPEMENT DU VILLAGE AU FIL DES ANS
LES LIMITES D'URBANISATION ET LES PERSPECTIVES

PARTIE II : L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT **204**



ASPECTS REGLEMENTAIRES	204
DONNEES PHYSIQUES SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL	205
OCCUPATION DU SOL	
GEOLOGIE	
GEOLOGIE DU BASSIN ET SON INFLUENCE SUR LES RESSOURCES EN EAU	
HYDROLOGIE	
CLIMATOLOGIE	
LE PATRIMOINE NATUREL ET LES CONTINUITES ECOLOGIQUES	221
LES GRANDES ENTITES ECOLOGIQUES DE LA COMMUNE D'AUTIGNAC	
LES CORRIDORS ECOLOGIQUES	
LE PATRIMOINE NATUREL	
LES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX	
LES PAYSAGES	237
LES ELEMENTS PAYSAGERS NATURELS DU TERRITOIRE COMMUNAL	
LES ELEMENTS PAYSAGERS ANTHROPIQUES DU TERRITOIRE COMMUNAL	
FRANGES URBAINES, LIMITES ET EXTENSION FUTURE DE LA VILLE	
EVOLUTIONS DU PAYSAGE	
ENJEUX	
LE PATRIMOINE CULTUREL ET HISTORIQUE	258
ANALYSE DE LA CONSOMMATION D'ESPACE AGRICOLE ET NATURELS PAR L'URBANISATION	261
LA METHODE	
ANALYSE HISTORIQUE DE LA CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS ET AGRICOLES A AUTIGNAC	
L'ANALYSE DES EVOLUTIONS RECENTES	
ENJEUX EN MATIERE DE CONSOMMATION D'ESPACE NATUREL ET AGRICOLE	
LA GESTION DE L'EAU	270
LA SITUATION ACTUELLE DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE	
LA SITUATION FUTURE DE L'ADDUCTION EN EAU POTABLE	
LA DEFENSE INCENDIE	
LE RESEAU D'EAUX USEES	
ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	
LE RESEAU D'EAUX PLUVIALES	
LES ENJEUX EN MATIERE DE RESEAUX	
L'ENERGIE	291
LE CONTEXTE REGLEMENTAIRE	
LA RESSOURCE ENERGIE RENOUVELABLE (POTENTIEL EOLIEN ET SOLAIRE)	



LA MAÎTRISE DE LA DEMANDE EN ENERGIE

LE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES SUR LA COMMUNE

ENJEUX ET LEVIERS D'ACTIONS DU PLU SUR LA MAÎTRISE DE L'ENERGIE

LA GESTION DES DECHETS

297

LES DIFFERENTES CATEGORIES DE DECHETS

LA COLLECTE DES DECHETS MENAGERS

LE TRAITEMENT

LE TRI SELECTIF DES DECHETS A DOMICILE

LES POINTS VERTS

LES ZONES DE RISQUES, LES CONTRAINTES ET LES INSTALLATIONS CLASSEES 299

LES RISQUES NATURELS

LE RISQUE INONDATION

LE RISQUE RUISSELLEMENT URBAIN

LE RISQUE RETRAIT GONFLEMENT DES ARGILES

LE RISQUE SISMIQUE

LE RISQUE INCENDIE ET FEUX DE FORÊT

LES RISQUES TECHNOLOGIQUES

LE RISQUE TRANSPORT DE MATIERE DANGEREUSE (TMD)

LES RISQUES INDUSTRIELS

POLLUTION DES SOLS

NUISANCES ET POLLUTION SUR LA COMMUNE

315

POLLUTION ET QUALITE DE L'AIR

LE BRUIT

CONFORT OLFACTIF

EXPOSITION AU PLOMB – PATURNISME

PARTIE III : JUSTIFICATION DES LIMITATIONS ADMINISTRATIVES AU DROIT DE LA PROPRIÉTÉ 321

JUSTIFICATIONS DES CHOIX RETENUS POUR LE PADD

321

JUSTIFICATIONS DES CHOIX RETENUS POUR LE ZONAGE ET LE RÈGLEMENT

323

LA ZONE U1 : LE CŒUR DE VILLAGE

LA ZONE U2 : LE TISSU PAVILLONNAIRE ET LES LOTISSEMENTS

LES ZONES AU : D'UNE URBANISATION À L'AUTRE

LES ZONES A : DE LA ZONE AGRICOLE AUX PROJETS AGRICOLES

LES ZONES N : LES ZONES NATURELLES

LES EMPLACEMENTS RÉSERVÉS

LES PROTECTIONS L.151-23



PARTIE IV : INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

358

INCIDENCES DU PLAN

358

LES NOUVELLES ZONES À URBANISER
EFFETS SUR LE CADRE PHYSIQUE
EFFETS SUR L'HABITAT
INCIDENCES SUR LE CADRE PAYSAGER ET PATRIMONIAL
INCIDENCES SUR LA DÉMOGRAPHIE
EFFETS SUR LES ÉQUIPEMENTS ET SERVICES PUBLICS
EFFETS SUR L'ACTIVITÉ ET L'EMPLOI
EFFETS SUR LES INFRASTRUCTURES ET RÉSEAUX
EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT

MESURES POUR LIMITER LES INCIDENCES NÉGATIVES DU PLAN

370

ZONES À URBANISER
LOGEMENTS
POPULATION DÉMOGRAPHIE
RÉSEAUX
TRAFIC ROUTIER
POLLUTION LUMINEUSE
ÉNERGIES RENOUVELABLES
ÉCOLOGIE

INDICATEURS DE SUIVI

374

INDICATEURS SUR L'ENVIRONNEMENT
INDICATEURS SUR LE MILIEU HUMAIN



LEXIQUE

A

A : Zone agricole. Représente 9 % du territoire couvert par le PLU.

AU: Zone à urbaniser. Concerne 6 % du territoire couvert par le PLU.

Aire urbaine : Selon l'INSEE, une aire urbaine est un ensemble de communes d'un seul tenant et sans enclave constitué par un pôle urbain (agglomération comptabilisant au moins 5 000 emplois) et une couronne péri-urbaine de communes rurales ou d'unités urbaines dont au moins 40 % de la population résidente travaille dans le reste de l'aire urbaine.

Alignement : En matière de voirie, on entend par alignement le tracé fixant, au moyen de lignes géométriques, la limite légale, actuelle ou future, de la voie publique.

ANAH : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat. Agence qui attribue des subventions pour améliorer le confort dans l'habitat privé.

AOC : Appellation d'origine contrôlée.

B

BTP : Bâtiments travaux publics.

C

CAF : Caisse d'allocations familiales.

Communauté de communes : La communauté de communes est un EPCI regroupant plusieurs communes d'un seul tenant et sans enclave. Elle a pour objet d'associer des communes au sein d'un espace de solidarité en vue de l'élaboration d'un projet commun de développement et d'aménagement de l'espace. Les conditions « d'un seul tenant et sans enclave » ne sont pas exigées pour les communautés de communes existant à la date de la publication de la loi du 12 juillet 1999 ou issues de la transformation d'un district ou d'une communauté de villes en application de cette même loi (cf. art. 51 et 56).

Constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif : Le code de l'urbanisme ne donne aucune définition de la notion d'équipement collectif et c'est donc au cas par cas, dans la jurisprudence, que la qualification d'équipement collectif apparaît. Un équipement collectif est une installation assurant un service d'intérêt général destiné à répondre à un besoin collectif de la population. Le caractère public ou privé de la personne chargée de la réalisation ou de la gestion de l'équipement est sans incidence. Peu importe également que le mode de gestion de l'activité soit commercial, associatif, civil ou administratif. Il peut exister des équipements collectifs qui, du point de vue de leur mode de gestion, sont exploités sous une forme commerciale, y compris d'ailleurs par des personnes publiques. Enfin, l'objet de l'activité n'est pas déterminant. On donne fréquemment une liste des équipements, qui peuvent être scolaires, sanitaires, sportifs ou culturels. Plus largement, la jurisprudence qualifie d'équipement collectif une maison de retraite en partie médicalisée, une salle de sports et une cantine scolaire, une bibliothèque, un centre culturel, une usine d'incinération d'ordures. (Réf. Bulletin de jurisprudence de droit de l'urbanisme 1/2006. Conclusions de M. Aguila Yann, commissaire du gouvernement).

COS : Coefficient d'occupation des sols. Il détermine la surface constructible sur un terrain. Cette surface est obtenue en multipliant ce coefficient par la surface du terrain (ou unité foncière).

Ex : la constructibilité d'un terrain de 100 m² situé en zone AU où le COS est égal à 2, est de 100 m² x 2 = 200 m² de plancher.

CU : Certificat d'urbanisme. Acte administratif, établi par le maire sur demande adressée en mairie, qui informe si un terrain est constructible ou non au vu des règles d'urbanisme (pour combien de mètres carrés, cette constructibilité étant garantie pour un an), le régime des taxes et participations d'urbanisme qui sont applicables à un terrain ainsi que l'état des équipements publics existants ou prévus (desserte par les réseaux). Délai : 2 mois.

D

DATAR : Délégation de l'aménagement du territoire et à l'action régionale. Nouvelle appellation :

DIACT : Délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité des territoires.

DDAF : Direction départementale de l'agriculture et de la forêt.

DDE : Direction départementale de l'équipement.

DFCI : Défense des forêts contre les incendies.

DIREN : Direction régionale de l'environnement.

DUP : Déclaration d'utilité publique. Un projet d'intérêt public (équipements publics, voirie, transport, logements sociaux...) nécessite des acquisitions de terrains ou de bâtiments par la personne publique qui en a l'initiative (État, département, ville, SNCF...) pour les libérer et les démolir. Il peut alors donner lieu à expropriation après D.U.P. Après une enquête publique, au cours de laquelle un dossier faisant le bilan coûts/avantages du projet est mis à la disposition du public qui peut s'exprimer, le Préfet peut déclarer le projet d'utilité publique. Cette D.U.P. déclenche ensuite, si les négociations amiables n'aboutissent pas, la procédure d'expropriation, au terme de laquelle le juge civil fixe le prix et les indemnités (aux propriétaires et locataires) et transfère la propriété du bien à la personne publique.

DRAF : Direction régionale de l'agriculture et de la forêt.

DRIRE : Direction régionale de l'industrie de la recherche et de l'environnement.

Droit de préemption urbain (D.P.U.) : C'est un instrument de politique foncière institué au profit des communes leur permettant d'exercer un droit de préemption en vue de la création d'équipements publics (espaces verts, écoles...), la réalisation de logements sociaux, la restructuration de quartiers ou d'îlots ou encore la création de réserves foncières.

E

EBC : L'espace boisé classé est une zone protégée dans les documents d'urbanisme, destinée à préserver ou à créer un espace boisé, et quasiment inconstructible (sans compensation).

EDF : Electricité de France.

Emprise publique : Espace occupé par/ou réservé pour - une voie publique, une place ou un dégagement urbain, faisant partie du domaine public et donnant accès directement aux terrains riverains.

ENS : Espace naturel sensible. C'est un espace vert ou forestier, un territoire dont les qualités en termes de flore, de faune, constituent un intérêt écologique à protéger. Il est délimité par le Conseil Général et bénéficie d'un droit de préemption, en vue de sa préservation et de son éventuelle ouverture au public.

Equivalent - logement : La notion d'équivalent - logement correspond à une habitation comportant deux ou trois chambres et abritant cinq personnes maximum. Dans le cas d'habitations plus grandes

et pour les autres destinations, les caractéristiques du dispositif d'assainissement sont fixées conformément à la réglementation en vigueur en application de la circulaire du 22 mai 1997.

EPCI : Les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) sont des regroupements de communes ayant pour objet l'élaboration de « projets communs de développement au sein de périmètres de solidarité ». Ils sont soumis à des règles communes, homogènes et comparables à celles de collectivités locales. Les communautés urbaines, communautés d'agglomération, communautés de communes, syndicats d'agglomération nouvelle, syndicats de communes et les syndicats mixtes sont des EPCI.

ER : Emplacement réservé.

Etalement urbain : Correspond à la diffusion, dispersion dans l'espace de l'urbanisation (habitat, emplois, commerces).

F

G

H

HLM : Habitat à loyer modéré.

HQE : Démarche haute qualité environnementale. Elle vise à limiter les impacts d'aménagement, de construction ou de réhabilitation sur l'environnement et s'inscrit dans une démarche de développement durable.

Une construction HQE implique :

- une économie des ressources ;
- une réduction de la pollution de l'air, de l'eau et du sol ;
- une réduction de la production des déchets ultimes ;
- des relations satisfaisantes du bâtiment avec l'environnement immédiat ;
- une qualité des ambiances du point de vue du confort et de la santé.

I

IGN : Institut géographique national.

Ilôt : L'ilôt est la partie du territoire, bâtie ou non, délimitée par des voies publiques ou privées.

INRA : Institut national de la recherche agronomique.

INSEE : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques.

Installations classées pour la protection de l'environnement - ICPE : Les usines, ateliers, dépôts, chantiers, et d'une manière générale, toutes les installations qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature et de l'environnement, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique (art. L.511-I du Code de l'environnement).

Installations classées soumises à autorisation (art. L.512-I du Code de l'environnement) : Celles qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L.511-I. **Installations classées soumises à déclaration (art. L.512-8 du Code de l'environnement)** : Celles qui présentent moins de danger et d'inconvénients mais doivent néanmoins respecter les prescriptions générales édictées par le Préfet en vue d'assurer dans le département la protection des intérêts visés à l'article L.511-I.

J, K

L

LAURE : Loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie du 30 décembre 1996 qui oblige l'élaboration d'un PDU pour les agglomérations de plus de 100 000 habitants.

Limites séparatives du terrain : Limites mitoyennes avec une autre propriété. Les limites séparatives peuvent être différenciées en deux catégories :

- les limites latérales aboutissant à une voie ou une emprise publique : il s'agit des limites latérales du terrain qui ont un contact en un point avec la limite riveraine d'une voie ou d'une emprise publique, elles sont mitoyennes avec une autre propriété publique ou privée ;
- les limites de fond de terrain : ce sont les limites d'un terrain qui n'ont aucun contact avec une voie ou une emprise publique, leur tracé caractérise les coeurs d'îlots, elles sont situées à l'opposé de la voie.

LOF : Loi d'Orientation Foncière du 30 décembre 1967 à l'origine de l'urbanisation contemporaine fixant les procédures (ZUP, ZAC) ou les plans directeurs (POS, SDAU).

Loi Urbanisme et Habitat : La loi n°2003-590 du 2 juillet 2003 Urbanisme et habitat comporte un volet relatif à l'urbanisme qui permet de lutter, à court terme, contre la pénurie de terrains, dont la disponibilité est nécessaire à la construction de nouveaux logements. Sans bouleversement du droit, et notamment de la loi solidarité et renouvellement urbains (loi SRU), les principales modifications apportées au code de l'urbanisme consistent notamment à simplifier le PLU en clarifiant son contenu, en faisant de la modification la procédure de droit commun et en étendant la procédure de révision simplifiée.

Logement vacant : Un logement vacant est un logement inoccupé se trouvant dans l'un des cas suivants :- proposé à la vente, à la location ; - déjà attribué à un acheteur ou un locataire et en attente d'occupation;- en attente de règlement de succession ; - conservé par un employeur pour un usage futur au profit d'un de ses employés ; - gardé vacant et sans affectation précise par le propriétaire (exemple un logement très vétuste...).

M

Marge de recul : C'est l'espace compris entre la construction et la voie ou l'emprise publique.

Mixité urbaine (fonctionnelle) : Ce concept tient compte du fait qu'une ville est tout d'abord un mélange, qui ne fonctionne bien qu'avec toutes ses composantes d'habitat, de services, d'équipement pour toutes les catégories de population.

N

N : Zones naturelles.

Natura 2000 : La démarche Natura 2000 relève d'une directive de l'union européenne qui vise à créer un réseau écologique cohérent des espaces naturels. Ces espaces comprennent des zones spéciales de conservation pour les habitats naturels et des zones de protection spéciale pour les habitats des espèces d'oiseaux.

O

ONF : Office national des forêts.

Opération d'ensemble : Toute opération ayant pour objet ou pour effet de porter à plus de 1 le nombre de lots ou de constructions issus de ladite opération : division, lotissement, permis groupé, ZAC, association foncière urbaine...

P

PAC : Porté à connaissance.

PADD : Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables est un document du Plan Local d'Urbanisme (PLU) créé par la Loi SRU (Solidarité et Renouvellement Urbains). Il définit les orientations générales d'aménagement et d'urbanisme retenues sur l'ensemble du territoire.

PAE : Programme d'aménagement d'ensemble.

PAR : Plantations à réaliser.

PDALPD : Plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées.

PDU : Plan de Déplacements Urbains. Démarche de planification initiée par la loi LOTI (Loi d'Orientation des Transports Intérieurs du 30/12/1982) et visant à créer les conditions d'une évolution de la mobilité compatible avec la notion de développement durable à travers «un usage coordonné de tous les modes de déplacements, notamment par une affectation appropriée de la voirie, ainsi que la promotion des modes les moins polluants et les moins consommateurs d'énergie».

La Loi sur l'Air et l'Utilisation rationnelle de l'Énergie (LAURE du 30/12/96) a rendu obligatoire l'élaboration d'un PDU pour les agglomérations de plus de 100000 habitants. Enfin la Loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU du 13/12/2000) renforce le pouvoir prescriptif des PDU et rend leur démarche cohérente avec les autres documents de planification (Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), Plans Locaux d'Urbanisme (PLU)).

Permis de démolir : Autorisation administrative qui doit être obtenue préalablement à la démolition partielle ou totale de tout bâtiment.

Toutefois, certaines démolitions peuvent être réalisées sans l'octroi du permis de démolir quand elles sont imposées par un acte administratif ou judiciaire: démolitions effectuées sur un bâtiment menaçant de ruine ou sur un immeuble insalubre, démolitions résultant d'une décision de justice devenue définitive.

Permis de lotir : Le lotissement est une opération qui consiste à diviser un terrain en plus de deux lots à construire sur une période de moins de 10 ans. Cette opération est soumise à autorisation administrative préalable.

PLAI : Prêt locatif aidé d'intégration

Plan masse : Plan à échelle réduite qui situe les implantations d'un ou plusieurs bâtiments sur leur terrain et dans leur environnement et qui permet de définir les ensembles bâtis.

Planification : Capacité de déterminer à l'avance ce qui doit être fait et la manière de le faire.

PLH : Programme local de l'habitat. La Loi d'Orientation sur la Ville en 1992 propose un outil intercommunal de programmation de l'offre et de la demande en matière de logements, le PLH.

PLS : Prêt locatif social.

PLU : Plan local d'urbanisme. C'est le document qui fixe les règles d'urbanisme applicables sur le territoire de la commune (règles générales d'utilisation des sols et règles de construction). C'est le document sur la base duquel sont instruits les permis de construire. Mais le PLU, c'est aussi la traduction formelle d'une vision globale du devenir de la ville ou de l'agglomération.

PLUS : Le terme Plus (Prêt locatif à usage social) désigne le logement social locatif subventionné par l'Etat et réalisé par les organismes de logements sociaux.

PME : Petites et moyennes entreprises.

PMI : Petites et moyennes industries.

POS : Plan d'occupation des sols.

PPRI : Plan de prévention du risque inondations.

PPRIF : Plan de prévention des risques incendies de forêt.

PSMV : Plan de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé. Ce plan comporte notamment l'indication des immeubles ou parties d'immeubles dont la démolition, l'enlèvement, la modification ou l'altération sont interdits ainsi que les immeubles dont la démolition ou la modification pourra être imposée par l'Administration.

Q

R

Réhabilitation : Travaux d'amélioration générale, ou de mise en conformité avec les normes en vigueur, dans le volume de la construction existante.

Renouvellement urbain : Opération d'aménagement permettant de :

- reconquérir des terrains laissés en friche,
- restructurer des quartiers d'habitat social, dans le cadre d'un projet urbain.

RGA : Recensement général agricole.

S

SAGE : Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux. Les schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) définissent au plan local les dispositions à mettre en œuvre pour une gestion équilibrée de la ressource en eau et des milieux aquatiques. Institués par la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, les premiers SAGE ont été mis à l'étude à partir de 1996, date à laquelle les schémas directeurs de bassins ont été approuvés.

SCOT : Schéma de cohérence territoriale. C'est un document qui présente, à l'échelle intercommunale, les grandes orientations d'urbanisme et d'aménagement d'un territoire, dans la perspective du développement durable et dans le cadre d'un projet stratégique d'aménagement et de développement. Il sert de cadre de référence pour les différentes politiques menées sur un territoire sur les thèmes de l'habitat, des déplacements, des équipements commerciaux, de l'environnement, et de l'organisation de l'espace d'une manière générale.

SDAP : Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine.

SDAU : Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme. Les schémas directeurs ont été institués par la loi d'orientation foncière de 1967. Ce sont des documents prospectifs intercommunaux ayant pour objet de fixer les principales orientations de l'aménagement sur des territoires définis et de déterminer la destination générale des sols. Ils doivent être compatibles avec les lois d'aménagement et d'urbanisme. Ils ont été remplacés par des schémas de cohérence territoriale.

SUP : Servitude d'utilité publique. Les servitudes d'utilité publique instituent des mesures de protection limitant l'utilisation des sols, et génèrent des consultations spécifiques des services compétents lors de l'instruction des permis de construire. Elles concernent certains ouvrages et sites

existants (monuments historiques, lignes électriques, ondes radioélectriques, etc.).

SEVESO : Le 24 juin 1982 la directive dite SEVESO demande aux Etats et aux entreprises d'identifier les risques associés à certaines activités industrielles dangereuses et de prendre les mesures nécessaires pour y faire face. La directive SEVESO II, qui remplace la directive SEVESO à partir du 3 février 1999, renforce la notion de prévention des accidents majeurs en imposant notamment à l'exploitant la mise en œuvre d'un système de gestion et d'une organisation (ou système de gestion de la sécurité) proportionnés aux risques inhérents aux installations.

SIVOM : syndicat intercommunal à vocation multiple.

SIVU : syndicat intercommunal à vocation unique.

SRU : Loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains promulguée le 13 décembre 2000. Elle traduit la volonté de promouvoir un développement des aires urbaines plus cohérent, plus durable et plus solidaire.

T

Taux de vacance : Le taux de vacance est la part des logements vacants parmi les logements locatifs proposés à la location dans l'ensemble des logements loués ou proposés à la location.

TCSP : Transport en commun en site propre

TER : Train express régional.

TGV : Train à grande vitesse.

U

U : Zones urbaines.

URSSAF : Union de Recouvrement des Cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales.

V, W, X, Y

Z

ZAC : Zone d'Aménagement Concerté. C'est une zone à l'intérieur de laquelle, la Collectivité publique décide d'aménager et d'équiper des terrains en vue de la réalisation de constructions et aménagements publics (équipements créés ou agrandis pour les nouveaux habitants, voies et espaces verts nouveaux ...) et privées (logements libres et sociaux, commerces, bureaux...).

ZAD : Zone d'Aménagement Différée.

ZICO : Zones Importantes pour la Conservation des oiseaux.

ZNIEFF : Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique.

Zonage du PLU : Le zonage consiste à diviser le territoire couvert par le P.L.U. en différentes zones ou espaces à l'intérieur desquels s'appliquent les règles définies par le P.L.U. Le P.L.U. délimite les zones urbaines ou à urbaniser et les zones naturelles ou agricoles et forestières à protéger.

ZPPAUP : Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager. C'est un document destiné à mettre en valeur et à protéger les éléments patrimoniaux de certains quartiers d'une commune tout en conciliant le développement économique de ceux-ci.

ZPS : Zones de Protection Spéciales.

AVANT-PROPOS

La Commune d'Autignac est actuellement soumise au Règlement National d'urbanisme ou RNU, par une délibération du 24 octobre 1994. C'est le règlement national d'urbanisme qui s'applique dans la commune. La compétence instruction des autorisations d'urbanisme est préfectorale.

Une des dispositions législatives essentielles des communes soumises au RNU est la règle dite de la constructibilité limitée : « En l'absence de plan local d'urbanisme ou de carte communale opposable aux tiers, ou de tout document d'urbanisme en tenant lieu, seules sont autorisées, en dehors des parties actuellement urbanisées de la commune :

1° L'adaptation, le changement de destination, la réfection ou l'extension des constructions existantes ;

2° Les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, à la réalisation d'aires d'accueil ou de terrains de passage des gens du voyage, à l'exploitation agricole, à la mise en valeur des ressources naturelles et à la réalisation d'opérations d'intérêt national ;

3° Les constructions et installations incompatibles avec le voisinage des zones habitées et l'extension mesurée des constructions et installations existantes.

4° Les constructions ou installations, sur délibération motivée du conseil municipal, si celui-ci considère que l'intérêt de la commune, en particulier pour éviter une diminution de la population communale, le justifie, dès lors qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages, à la salubrité et à la sécurité publique, qu'elles n'entraînent pas un surcroît important de dépenses publiques et que le projet n'est pas contraire aux objectifs visés à l'article L. 110 et aux dispositions des chapitres V et VI du titre IV du livre 1er ou aux directives territoriales d'aménagement précisant leurs modalités d'application».

Compte tenu de la quasi-impossibilité de construire hors des villages et hameaux constitués dans les communes ne disposant pas d'un document d'urbanisme, celles-ci sont, de fait, fortement incitées à se doter d'un tel outil de planification.

La Commune a lancé le 3 avril 2007 une première procédure pour l'élaboration d'une Carte Communale afin de porter un projet de croissance de 1000 à 1200 habitants maxima à l'horizon 2017. Ce document a cependant été annulé par les services de l'Etat pour le motif d'une urbanisation trop importante, la DDTM souhaitant que la commune élabore son PLU.

La Commune d'Autignac, sous l'impulsion du CAUE et du Conseil Général de l'Hérault a ensuite procédé en 2010 à la réalisation d'une étude urbaine portant sur l'évolution du tissu urbain communal.

Dans le cadre réglementaire défini par les lois SRU (solidarité et renouvellement urbains, décembre 2000), UH (urbanisme et habitat, juillet 2003), ENL (engagement national pour le logement, juillet 2006) et ENE dite « Grenelle 2 » (engagement national pour l'environnement, juillet 2010), la commune d'Autignac a décidé d'élaborer son Plan Local d'Urbanisme (PLU) par délibération du conseil municipal du 17 septembre 2012

L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme est le moment majeur d'une commune, moment où elle se doit de fixer des objectifs et un horizon. Ce document d'urbanisme permettra également d'assurer la maîtrise foncière, d'organiser le développement dans une enveloppe définie, concertée et volontaire. De plus, les évolutions législatives et réglementaires sont conséquentes (notamment la loi portant Engagement national pour l'environnement dite Grenelle II). Aujourd'hui, la préservation de l'environnement, des corridors écologiques et de la ressource en eau est primordiale et élevée au rang de priorité nationale.

Les objectifs à poursuivre ont été définis de sorte à respecter les dispositions nationales, mais également à maintenir une vision partagée par le Conseil Municipal.

les objectifs poursuivis sont :

- permettre un développement maîtrisé de l'urbanisation de sorte à capter et conserver les jeunes ménages sur la commune,
- équilibrer et diversifier l'offre de logements,
- gérer un apport raisonné de population, dans le temps en fonction des équipements publics (école, eau potable, station d'épuration),
- maintenir l'identité patrimoniale (à la fois bâti et naturelle notamment l'agriculture et les paysages),
- améliorer la circulation et le stationnement dans le village, repenser le fonctionnement urbain, et favoriser les déplacements doux,
- améliorer la situation de l'eau sur la commune,
- accompagner l'agriculture sur le territoire,

Le projet de PLU intégrera une dimension intercommunale et fera apparaître les contraintes et objectifs des secteurs urbanisés des communes limitrophes impactant la commune d'Autignac.

Le présent rapport de présentation, comme l'indique l'article R.123-2 du Code de l'urbanisme, comprend quatre parties distinctes :

I. Le diagnostic

Il est établi au regard des prévisions économiques et démographiques et précise les besoins

répertoriés en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace, d'environnement, d'équilibre social de l'habitat, de transports, d'équipements et de services.

2. L'état initial de l'environnement

L'environnement est ici pris au sens large du terme. Il se définit à la fois par son organisation structurelle à savoir le sol, l'air, l'eau, la faune, la flore et l'homme et par son organisation fonctionnelle c'est-à-dire les différentes composantes de l'écosystème. L'analyse s'effectue à la fois sur les milieux naturels et les milieux urbains et s'appuie très largement sur les résultats de l'analyse de l'Agence Torres Borredon architectes urbanistes et Jérôme Classe Paysagiste Géographe qui ont réalisé l'étude urbaine de la commune en 2010.

3. La justification des choix retenus

Elle s'opère à plusieurs échelles puisque sont abordés :

- la compatibilité du document avec les dispositions de l'article L. 121-1 (équilibre, mixité et environnement)
- la compatibilité avec les orientations du Schéma de Cohérence Territoriale du Biterrois, du SDAGE Orb Libron,
- les choix de délimitation des zones et des règles qui y sont applicables,
- les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables (le PADD) et les orientations d'aménagement et de programmation.

4. Les incidences du projet sur l'environnement

Cette partie expose la manière dont le projet prend en compte le souci de la préservation de l'environnement (naturel et urbain) et sa mise en valeur.

L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme doit s'inscrire dans le respect des principes applicables en matière d'aménagement et d'urbanisme, et doit répondre à un certain nombre d'objectifs, notamment :

I. Principe général (article L.110 du Code de l'urbanisme)

« Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences. Afin d'aménager le cadre de vie, d'assurer sans discrimination aux populations résidentes et futures des conditions d'habitat, d'emploi, de services et de transports répondant à la diversité de ses besoins et de ses ressources, de gérer le sol de façon économe, d'assurer la protection des milieux naturels et des paysages ainsi que la sécurité et la salubrité publiques et de promouvoir l'équilibre entre les populations résidant dans les zones urbaines et rurales et de rationaliser la demande de déplacement, les collectivités publiques

harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace ».

2. Principes complémentaires (article L.121-1 du Code de l'urbanisme)

Ils sont issus de la loi « SRU » du 13 décembre 2000. Ils s'imposent aux documents d'urbanisme et donc aux Plans Locaux d'Urbanisme, et concernent :

1° L'équilibre entre :

- a) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
- b) L'utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- c) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;

1° bis La qualité urbaine, architecturale et paysagère des entrées de ville ;

2° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements et de développement des transports collectifs ;

3° La réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, et la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.

L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme, doit donc être l'occasion de fixer le projet urbain et les actions à mettre en œuvre le respect de l'environnement : les documents d'urbanisme doivent veiller à l'utilisation économe de l'espace, à la sauvegarde du patrimoine naturel et bâti, à la maîtrise de l'expansion urbaine et des besoins de déplacement, à la maîtrise de la circulation automobile, à la préservation de l'environnement et à la prise en compte des risques de toute nature.

Le Plan Local d'Urbanisme d'Autignac devra garantir:

- une organisation de l'espace prenant en compte la nécessité de protéger et de mettre en valeur l'environnement et le paysage,
- une qualification des espaces urbanisables intégrant des projets globaux de développement

ou des projets de restructuration urbaine.

Il devra traiter la question des déplacements en les organisant au mieux sous la forme d'une « mobilité durable » et en tenant compte des différents enjeux du développement urbain établis à l'échelle du futur SCOT.

Règles de compatibilité (article L.123-I-9 du Code de l'urbanisme)

Le plan local d'urbanisme doit, s'il y a lieu, être compatible avec les dispositions du schéma de cohérence territoriale, du schéma de secteur, du schéma de mise en valeur de la mer et de la charte du parc naturel régional ou du parc national, ainsi que du plan de déplacements urbains et du programme local de l'habitat.

Il doit également être compatible avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux en application de l'article L. 212-I du code de l'environnement ainsi qu'avec les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux en application de l'article L. 212-3 du même code.

Lorsqu'un de ces documents est approuvé après l'approbation d'un plan local d'urbanisme, ce dernier doit, si nécessaire, être rendu compatible dans un délai de trois ans. Ce délai est ramené à un an pour permettre la réalisation d'un ou plusieurs programmes de logements prévus dans un secteur de la commune par le programme local de l'habitat et nécessitant une modification du plan.

Le plan local d'urbanisme prend en compte au titre du L111-I-I du Code de l'urbanisme, lorsqu'ils existent, les schémas régionaux de cohérence écologique (SRCE) et les plans climat-énergie territoriaux (PCET).

Objectifs et contenu (article L.123-I du Code de l'urbanisme)

Le Plan Local d'Urbanisme repose sur un diagnostic territorial établi au regard des prévisions économiques et démographiques réalistes et cohérentes avec celles du SCOT en projet, qui doit dégager les points forts et faibles du territoire, les dysfonctionnements, les opportunités, les atouts à valoriser et les problèmes à résoudre.

Il suppose également une définition des enjeux du territoire en matière d'environnement.

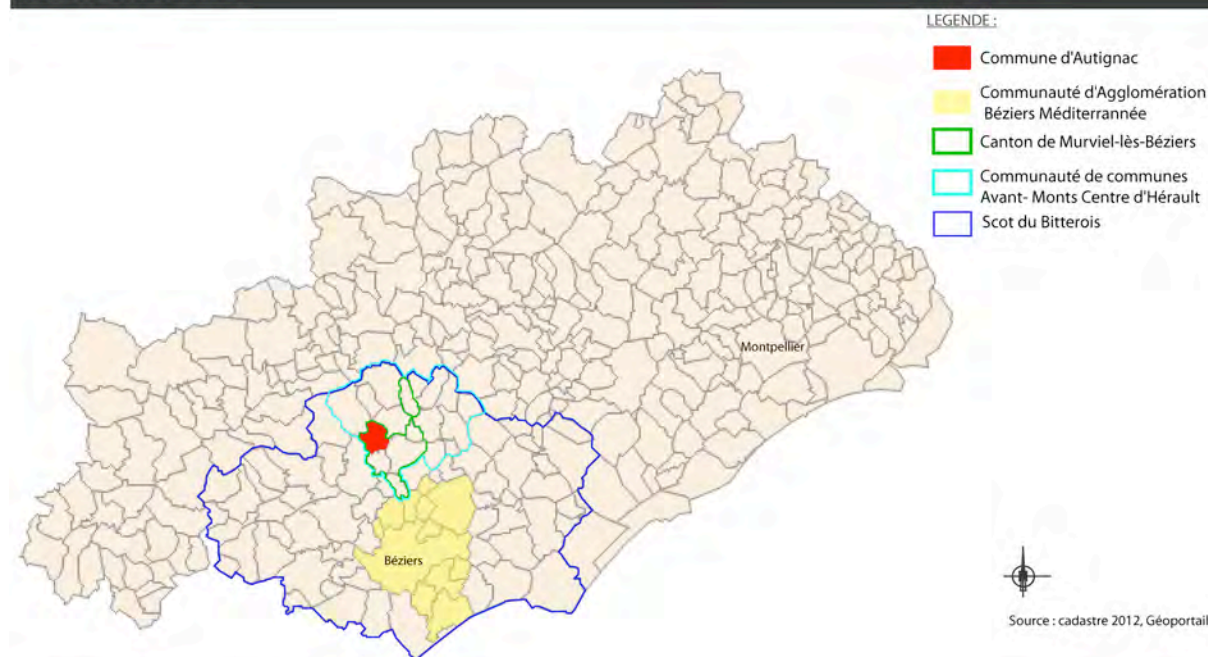
Des enjeux mis en lumière et hiérarchisés par le diagnostic, et de l'exposé des motifs relatifs à la présentation des grands choix stratégiques, résultera une formulation du projet d'aménagement et de

développement durable (PADD), c'est-à-dire qui soit soutenable à long terme du point de vue économique, social et environnemental.

En termes de propositions, le PLU devra:

- 1) Garantir l'accueil de la croissance démographique prévue, tout en maîtrisant l'urbanisation et en favorisant un développement économique équilibré et respectueux de la cohésion sociale.
- 2) Garantir l'identité villageoise de la commune d'Autignac et la préservation de l'environnement communal.
- 3) Repenser le fonctionnement urbain de la commune, en matière de circulation automobile, de mobilités douces et d'aménagement de l'espace public.

LOCALISATION COMMUNE



Elaboration du PLU - Autignac - 2012/2013

Le territoire communal est marqué par une importante variation d'altitude : de 79 à 205 mètres (pour une moyenne de 160 mètres) et il s'étend sur une superficie d'environ 1155 hectares. Les villages aux alentours sont au Nord Cabrerolles et Caussiniojols ; à l'Est Malagas et Laurens ; au Sud Saint-Geniès-de-Fontedit et à l'Ouest Murviel-lès-Béziers et Saint-Nazaire-de-Ladarez.

RELIEF



Elaboration du PLU - Autignac - 2012/2013

Un chapelet de communes s'égrène le long de la RD 909, axe nord sud structurant cette partie du territoire. Autignac en venant de Béziers présente depuis cet axe une belle silhouette qui se découpe sur fond de piémonts. Elle est desservie par la ligne départementale de bus n°215. La ligne de train Béziers Millau dessert par ailleurs la gare TER de Magalas.

Tracé récent, la D 909 ne traverse pas les bourgs mais les dessert indirectement. Les pôles d'emploi sont situés majoritairement à Béziers et dans une moindre mesure à Bédarieux. La zone d'activités de Magalas (de part et d'autre de la RD 909) et un supermarché à Murviels les Béziers représentent les principales zones commerciales du secteur. Autignac se situe sur la route de Saint Geniès à Cabrerolles, mais également à l'intersection du trajet entre le château de Grezan et celui de Coujan. Croisement historique où se trouvait la « villae » romaine originelle et où se trouve aujourd'hui le cimetière, la station d'épuration et la vithèque d'Autignac. Depuis la D 909, on entre dans Autignac par la D 136 E7 ou la D16 qui convergent en un point à l'ouest d'Autignac.

Histoire communale

Jusqu'en 1307, la cité d'Autignac était établie sur le site de Belloc où se dressait le castrum avec l'église « Notre Dame de Belloc » daté de 1140. A partir de cette date, les habitants terrorisés par la peste noire, abandonnèrent le village et se regroupèrent plus au nord. C'est là que Raymond d'Albiac et de Margon construisit son château fort. En 1788, le feu détruit en grande partie le château ainsi que l'église Saint Martin. Cette dernière fut restaurée en 1899.

Photographie : L'église d'Autignac

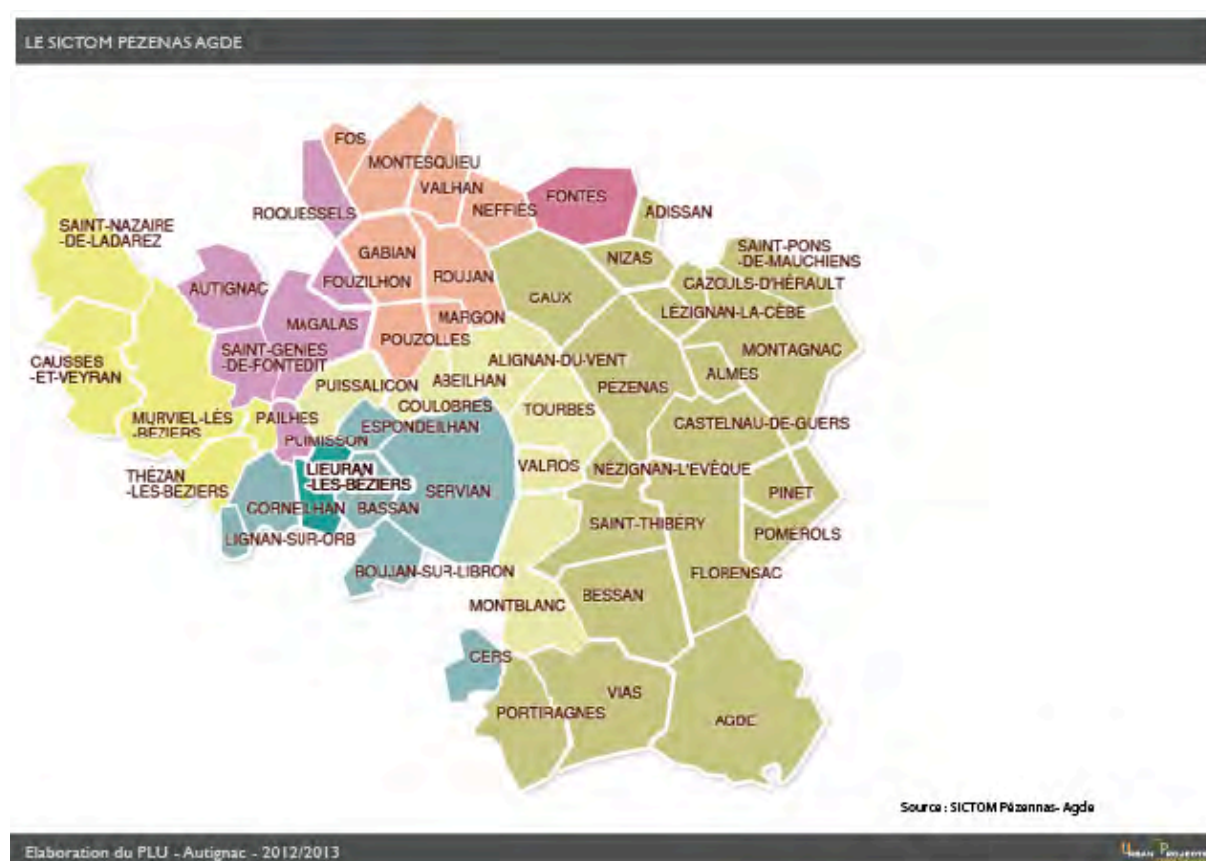


Source : <http://patrice.lefur.perso.sfr.fr/Pages%20diverses/eglise.htm>

LE CONTEXTE INTERCOMMUNAL

Le SICTOM de Pézenas-Agde

Depuis le 1er janvier 2010, la communauté de Communes F.R.A.M.P.S 909 a transféré sa compétence « Elimination et valorisation des déchets ménagers et assimilé » au SICTOM de Pézenas-Agde. Le SICTOM est un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) créé en 1976 qui rassemble aujourd'hui 54 communes et près de 110 295 habitants permanents, chiffre qui croît considérablement en période estivale : jusqu'à 200 000 résidents.



Le SICTOM a pour mission :

- la collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés,
- la collecte sélective et tri des emballages ménagers recyclables,
- la gestion du centre de tri et des deux quais de transfert,
- la gestion des déchèteries et des C.E.T. (centres d'enfouissement techniques),
- la collecte du verre et des points d'apports volontaires,
- la communication et prévention auprès des usagers.

La Communauté de Communes Les Avant-Monts

Autignac est membre de la Communauté de Communes Avant-Monts (CCAM) créée en janvier 2017 à la suite de la fusion des communautés de communes Avant-Monts du Centre Hérault et Orb et Taurou. Elle regroupe 25 communes de l'ouest Hérault et plus précisément de l'arrière-pays biterrois : Abeilhan, Autignac, Cabrerolles, Causses-et-Veyran, Caussiniojols, Faugères, Fos, Fouzilhon, Gabian, Laurens, Magalas, Margon, Montesquieu, Murviel-lès-Béziers, Neffiès, Pailhès, Pouzolles, Puimisson, Puissalicon, Roquessels, Roujan, Saint-Geniès-de-Fontedit, Saint-Nazaire-de-Ladarez, Thézan-lès-Béziers, Vailhan pour une population totale de 25 644 habitants en 2014.



La Communauté de Communes les Avant-Monts du Centre Hérault se situe à une demi heure des plages (Valras, Agde), à une vingtaine de minutes des premiers contreforts des Cévennes (Lamalou-les-Bains) et à une quinzaine de kilomètres des accès autoroutiers de l'A75 (à Servian) et de l'A9 (à Béziers).

Les communes sont reliées par leur richesse patrimoniale, viticole, et surtout, par un état d'esprit commun. Situés près des premières collines de l'arrière-pays, les villages, gorgés de soleil et bercés aux chants des cigales, profitent du climat du Sud et sont empreints de « douceur de vivre ». Attirantes de part leur histoire atypique, ces bourgades languedociennes offrent un patrimoine architectural précieux, avec des édifices classés et des « Circulades de l'an 1000 ». Perchés en haut d'une colline ou logés dans une plaine, les villages sont entourés de vignes et d'oliviers et leurs chemins s'étirent dans les garrigues ou les forêts méditerranéennes.

La vocation de ces villages est essentiellement viticole. Un espace « Vins et campagnes », image de la communauté, invite à découvrir la culture de la vigne, l'élevage du vin et l'art campanaire. Son caveau offre les meilleurs vins, au carrefour des quatre appellations Faugères, Saint-Chinian, Coteaux du Languedoc, Vins et cépages et Vins de Pays.

La CCAM dispose de nombreuses compétences, dont quatre obligatoires qui sont l'aménagement de l'espace (SCoT, ZAC...), le développement économique (ZAE, développement touristique...), l'aménagement et l'entretien d'aires d'accueil des gens du voyage, la collecte et le traitement des déchets. Outre ses compétences obligatoires, la CCAM dispose des compétences :

- «Optionnelles :
 - Protection et de mise en valeur de l'environnement ;
 - Politique du logement et du cadre de vie ;
 - Création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire ;
 - Création et gestion de maisons de services au public ;
 - Action sociale d'intérêt communautaire ;
- Facultative :
 - Service public d'assainissement non collectif ;
- Supplémentaires :
 - Animation culturelle et sportive ;
 - Fourrière animale.

En outre, la CCAM contribue à la réalisation de deux parcs d'activités économiques, à Magalas et Roujan et développe une offre culturelle variée tout au long de l'année avec du théâtre notamment. Un office du tourisme intercommunal a également été mis en place par la CCAM.

Le siège de la Communauté de Communes est établi dans la ZAE de l'Audacieuse à Magalas, tout comme l'espace « Vins et Campagnes ».

LES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX

Le Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire (SRADDT) de la région Languedoc-Roussillon

Face au potentiel de développement de la région Languedoc-Roussillon et pour répondre aux enjeux du XXI^e siècle, le 25 avril 2006, l'Assemblée Régionale a décidé, en application de la loi du 4 février 1995, le lancement du Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire (SRADDT). Le SRADDT se veut une vision prospective du territoire à l'horizon 2030 en permettant à la région de :

- Construire l'aménagement du territoire de demain, grâce à la mise en cohérence des différentes politiques publiques pour assurer la qualité, l'attractivité et la cohésion du territoire.
- S'inscrire dans le processus de décentralisation, en donnant toute sa consistance au rôle de chef de file de la Région, en matière d'aménagement du territoire.
- Se positionner à l'échelle européenne et méditerranéenne, dans un contexte de montée en puissance de l'Europe des Régions et d'intensification des échanges méditerranéens.

L'élaboration du SRADDT est l'une des missions essentielles que la loi Voynet du 25 juin 1999 a confiées aux Régions. Le SRADDT se doit de fixer les « orientations fondamentales, à moyen terme, du développement durable du territoire régional ».

D'ici 2030, la Région Languedoc-Roussillon devra faire face à de nombreux enjeux, déjà connus pour une partie d'entre eux :

- Selon l'INSEE, la région pourrait accueillir entre 500 000 et 800 000 personnes supplémentaires. Comment organiser cet accueil de population pour contribuer au développement harmonieux de toute la région.
- la promotion d'un modèle de développement économique régional entre économie de la connaissance, développement de la société de services et développement de systèmes d'échanges à l'échelle Europe-Méditerranée pour assurer le rayonnement du territoire régional.



Source : SRADDT LR

- Le choix d'un modèle de développement durable et de la cohabitation entre l'homme et la nature

Les enjeux clefs pour l'avenir du Languedoc-Roussillon résident dans le croisement de ces controverses. Pour répondre à ces enjeux et définir un équilibre entre eux, la région s'est fixé trois objectifs :

- Accueil démographique
- Mobilité
- Ouverture

Le SRADDT constitue un document d'orientations non prescriptif que ce soit vis-à-vis des documents d'urbanisme, des schémas directeurs et des plans d'occupation des sols et qui restera donc un document indicatif tirant sa force de la qualité de la concertation dont il est issu. Le PLU d'Autignac devra cependant s'inscrire dans un rapport de comptabilité avec le SRADDT Languedoc-Roussillon. Au regard de la compatibilité du SCOT du Biterrois avec le SRADDT, ce respect des orientations SRADDT par la commune s'inscrit dans un principe de compatibilité limité.

Les lois Grenelle I et II enrichissent l'arsenal des outils à dimension régionale dans le domaine de l'énergie et du climat par deux documents dont le PLU d'Autignac doit tenir compte. Le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) et le Schéma Régional Cohérence Ecologique (SRCE).

Le Schéma Régional Climat Air Energie Languedoc-Roussillon

Le Schéma Régional du Climat de l'Air et de l'Energie (SRCAE) est créé par l'article 68 de la Loi Grenelle 2. Excepté pour son annexe relative à l'éolien (article 90), le SRCAE est décrit comme un document d'orientation, non prescriptif. Il remplace le plan régional de la qualité de l'air (PRQA), instauré par la loi n°96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (Loi Laure) et vaut Schéma Régional des Energies Renouvelables prévu par l'article 19 de la loi n°2009-967 du 3 août 2009, dite Grenelle I.

Ce schéma fixe, à l'échelon du territoire régional et aux horizons 2020 et 2050 :

- Les orientations permettant d'atténuer les effets du changement climatique et de s'y adapter,
- Les orientations permettant, de prévenir ou de réduire la pollution atmosphérique ou d'en atténuer les effets.
- Par zones géographiques, les objectifs qualitatifs et quantitatifs à atteindre en matière de valorisation du potentiel énergétique terrestre, renouvelable et de récupération

Le projet de SRCAE Languedoc-Roussillon a été approuvé en septembre 2012. En application des articles 24 bis et 28 modifié de la loi LOTI du 30 décembre 1982, les Plans de Déplacement Urbains (PDU) devront eux-mêmes être «compatibles» avec ce schéma.

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique Languedoc Roussillon

La loi du 3 août 2009 dite Grenelle I, en son article 23 fixe entre autres comme objectifs :

- de constituer d'ici 2012 une Trame Verte et Bleue, outil d'aménagement qui permettra de créer des continuités territoriales,
- de compenser les atteintes portées aux continuités écologiques (de façon proportionnée aux atteintes et en concertation avec les élus locaux et acteurs de terrain).

L'article 24 précise que la trame verte sera constituée sur des bases scientifiques et comprendra des espaces protégés et des territoires assurant la connexion et le fonctionnement global de la biodiversité. La définition de la trame bleue sera faite de la même manière pour les eaux de surfaces continentales et leurs écosystèmes associés. La loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite Grenelle II, apporte des éléments concrets de mise en œuvre, notamment sur le contenu du SRCE.

Trois échelles de travail sont fixées: nationale, régionale et locale.

Echelle nationale : les orientations nationales pour la préservation et la restauration des continuités écologiques. Ce document identifie notamment les enjeux nationaux et transfrontaliers et précise les grandes caractéristiques et les priorités. Les documents de planification et les projets relevant du niveau national, et notamment les grandes infrastructures linéaires de l'Etat, prennent en compte les orientations nationales.

Echelle régionale : des schémas régionaux de cohérence écologique (SRCE), respectant les orientations nationales, seront élaborés conjointement par l'Etat et les Régions dans le cadre d'une démarche participative (fin 2012) et soumis à enquête publique.

Le SRCE devra contenir :

- un diagnostic sur les continuités écologiques régionales
- une cartographie de la trame verte et bleue au 1/100 000ème
- les mesures contractuelles mobilisables pour la préservation ou la restauration des

continuités écologiques.

Echelle locale : les documents de planification (DTA, ScoT, PLU et cartes communales) et projets des collectivités territoriales et de leurs groupements, particulièrement en matière d'aménagement de l'espace et d'urbanisme, prennent en compte les schémas régionaux de cohérence écologique.

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) constitue l'outil principal de mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement en matière de biodiversité. Il représente en effet le schéma définissant la « trame verte et bleue » à l'échelle régionale.

Dans le cadre réglementaire du Grenelle II et dans le cadre partenarial de la Convention Etat-Région de territorialisation du Grenelle (signée le 26 novembre 2010), l'élaboration du SRCE constitue un enjeu important pour la Région et pour l'Etat en matière de préservation de la biodiversité comme d'aménagement du territoire.

En substance, la méthodologie nationale se base sur la notion de réservoirs de biodiversité reliés entre eux par des corridors. L'ensemble « réservoirs de biodiversité et de corridors » constitue les éléments de la TVB.

Si cette méthodologie est adaptée aux milieux fortement fragmentés de notre région, le Languedoc-Roussillon présente de vastes milieux naturels et semi naturels. Dans ces espaces, l'identification et la gestion des interdépendances des différents milieux dans la matrice paysagère paraissent plus pertinentes et efficaces que la détermination de corridors écologiques potentiels.

Dans ce contexte, la TVB ne visera pas en priorité à relier les réservoirs de biodiversité entre eux par des corridors mais plutôt à favoriser la solidarité de ces espaces avec les territoires environnants, leurs usages et leur gestion.

La loi ne prévoit pas l'opposabilité des documents susmentionnés aux documents d'urbanisme locaux. En effet, le législateur a préféré ici la notion de « prise en compte » à celle de « compatibilité », s'agissant du rapport, d'une part, entre les infrastructures linéaires de transport de l'Etat et le SRCE, et, d'autre part, entre les documents adoptés par les collectivités et leurs groupements et le SRCE (art. 121-I; L.371-3 Code de l'environnement).

Le PLU d'Autignac devra donc s'inscrire dans un rapport de prise en compte du SRCE du Languedoc-Roussillon et valoriser la Trame Verte et Bleue sur le territoire communal.

Le SDAGE Rhône-Méditerranée-Corse 2010-2015

Document de planification pour l'eau et les milieux aquatiques à l'échelle du bassin, le SDAGE Rhône-Méditerranée-Corse 2010-2015 est entré en vigueur le 17 décembre 2009. Il fixe pour une période de 6 ans les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et intègre les obligations définies par la directive européenne sur l'eau, ainsi que les orientations du Grenelle de l'environnement pour un bon état des eaux d'ici 2015.

Huit orientations fondamentales :

- Prévention : privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité,
- Non-dégradation : concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques,
- Vision sociale et économique : intégrer les dimensions sociale et économique dans la mise en œuvre des objectifs environnementaux,
- Gestion locale et aménagement du territoire : organiser la synergie des acteurs pour la mise en œuvre de véritables projets territoriaux de développement durable,
- Pollutions : lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions toxiques et la protection de la santé,
- Des milieux fonctionnels : préserver et développer les fonctionnalités naturelles des bassins et des milieux aquatiques,
- Partage de la ressource : atteindre et pérenniser l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir,
- Gestion des inondations : gérer les risques d'inondation en tenant compte du fonctionnement naturel des cours d'eau.

La commune appartient aux sous-bassins versants suivants :

L'Orb, identifié dans le SDAGE comme bassin versant concerné par les problématiques prioritaires suivantes :

- pollution aux substances dangereuses,
- pollution diffuses,
- eutrophisation,
- déséquilibre qualitatif,
- restauration de la continuité écologique,
- transit sédimentaire,
- restauration de la diversité morphologique,
- réservoirs biologiques,
- ressources d'intérêt départemental et régional pour l'AEP.

Et pour une toute petite partie du bassin versant suivant :

Libron identifié dans le SDAGE comme bassin versant concerné par les problématiques suivantes :

- pollution diffuses,
- eutrophisation,
- déséquilibre qualitatif,
- restauration de la diversité morphologique,
- ressources d'intérêts départemental et régional pour l'AEP.

Les deux masses d'eau qui concernent le territoire de la commune sont indiquées dans le tableau ci-dessous ainsi que les objectifs de bon état.

Masse d'eau souterraine

MASS d'eau FR_DO	NOM	Etat quantitatif		Etat Chimique		Bon Etat	
		Etat	Objectif	Etat	Objectif	Etat	Objectif
510	Formations tertiaires et crétacées du bassin de Béziers-Pézennas (y compris all. Du Libron)	BE	2015	BE	2021	BE	2015
409	Formations plissées du Haut Minervois, monts de Faugères, St Pons et Pardailhan	BE	2015	BE	2021	BE	2015

Source : SDAGE RM

La masse d'eau souterraine FR_DO_ 409 est classée ressource d'intérêt départemental et régional à préserver pour l'alimentation en eau potable.

Masse d'eau superficielle

Sous bassin versant CO_I7_I2_ORB

MASS d'eau FR_DR	NOM	Etat écologique		Objectif Etat Chimique	Objectif Bon Etat
		Etat	Objectif		
11072	Ruisseau le Taurou	BE	2021	2015	2021

Source : SDAGE RM

Sous bassin versant CO_17_10_LIBRON

MASS d'eau FR_DR	NOM	Etat écologique		Objectif Etat Chimique	Objectif Bon Etat
		Etat	Objectif		
160	Le Libron de sa source au ruisseau de Badeaussou	BE	2021	2015	2021

Source : SDAGE RM

Le PLU d'Autignac doit s'inscrire dans un rapport de compatibilité avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) en application de l'article L. 212-I du code de l'environnement.

Le SAGE « Orb-Libron »

Le périmètre du SAGE « Orb-Libron » correspond aux bassins hydrographiques de l'Orb et du Libron dans un premier temps, ce dernier étant encore en projet pour le moment. Il couvre une superficie d'environ 1800 Km² et le territoire de 99 communes.

La première phase d'élaboration du SAGE, l'état des lieux, a commencé courant 2011. Le document est en cours de discussion et de rédaction. Il devrait être présenté en CLE pour validation fin 2012 - début 2013. Le bassin de l'Orb est un bassin pionnier en matière de gestion de l'eau, un territoire d'expérimentations. Il a ainsi été retenu comme site pilote pour de nombreuses approches :

- Mise au point des grilles de lecture pour la détermination de l'état des lieux ;
- Défi Pesticides sur la moyenne vallée de l'Orb ;
- Défi « gestion économe des prélèvements agricoles » sur la vallée de la Mare, du Jaur et du Vernazobres ;
- Appel à projet régional « Gestion durable : économisons et préservons nos ressources en eau » ;
- Programme de recherche INTERREG Inunda sur le diagnostic de la vulnérabilité au risque inondation ;
- Programme de recherche MEDAD- CEMAGREF sur la perception et l'acceptabilité du risque inondation sur la vallée de l'Orb ;
- Collaboration avec les structures d'aménagement du territoire : Pays Haut Languedoc et Vignobles, SCOT du biterrois.

Ces différentes expériences mettent en exergue l'aptitude des acteurs locaux à s'unir pour porter des démarches ambitieuses et aussi à collaborer avec d'autres partenaires extérieurs au territoire.

Les procédures déjà menées sur la bassin de l'Orb ont permis une structuration du territoire et une organisation des acteurs ; le territoire est ainsi couvert par une dizaine de syndicats intercommunaux ou communautés de communes, maîtres d'ouvrage des opérations de gestion du milieu physique, le SMVO assurant la coordination et la cohérence des programmes, ainsi que le respect des objectifs globaux de préservation des milieux aquatiques.

Les 2 Contrats de rivière ont aussi permis, en améliorant et partageant les connaissances, des prises de conscience des acteurs locaux, indispensables à la réussite des politiques futures, notamment dans le domaine de la gestion des ressources en eau et de la prévention du risque inondation ; un Plan d'actions pour la Prévention des inondations, toujours en cours, a pris le relais, pour améliorer la gestion du risque dans ses diverses composantes.

Cependant, ces procédures contractuelles restent ponctuelles à l'échelle des temps de réponse des milieux et mal appropriées pour maîtriser durablement les enjeux du territoire. Dans un contexte général d'augmentation des pressions sur la ressource en eau et de risque de dégradation du patrimoine naturel que constituent nos cours d'eau et masses d'eau associées, il apparaît important de préserver l'avenir en se dotant, dans le cadre d'une procédure concertée, d'un cadre juridique.

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux Orb et Libron, porté par le Syndicat Mixte de la Vallée de l'Orb élargi aux communes du Libron – SAGE Orb et Libron-, s'inscrit dans la continuité des deux Contrats de rivière.

Il abordera tous les enjeux liés à la gestion de l'eau sur son territoire :

- Ressource en eau et usages

L'enjeu prioritaire relève de la gestion pérenne de la ressource en eau – l'Orb et sa nappe alluviale en particulier. Les équipements BRL existants qui exploitent cette ressource ont une vocation régionale, dans la mesure où ils desservent des périmètres éloignés du bassin de l'Orb, situés hors du département de l'Hérault ; Le projet d'artère littorale « Aqua Domitia », qui sollicitera la ressource Rhône et desservira la frange littorale, constituera un élément important dans la gestion de la ressource en eau sur le territoire Orb Libron. Un des challenges du SAGE sera donc de favoriser une approche « supra – bassins », et de contribuer à la création d'une instance de coordination entre les acteurs du territoire Orb – Libron et ceux des territoires desservis.

La démographie galopante du Biterrois et de l'ensemble des zones alimentées par l'Orb pose dès maintenant et pour les générations futures des questions cruciales : quelle est la limite de sollicitation

des ressources locales, les ressources disponibles sont-elles compatibles avec la vitesse actuelle de développement de l'urbanisation, comment atteindre et maintenir le bon état des cours d'eau et des aquifères tout en satisfaisant les besoins liés aux usages ?

Pour trouver des réponses durables à ces questions, il est nécessaire de s'inscrire dans un cadre pérenne de gestion, que le SAGE peut offrir ; il est par ailleurs souhaitable de disposer de la portée réglementaire du SAGE pour fixer les objectifs quantitatifs en lien avec les objectifs de bon état et instaurer les règles de partage de l'eau entre les usagers intérieurs et extérieurs au bassin Orb - Libron.

Des SAGE sont en cours d'élaboration sur la nappe Astienne et le bassin de l'Hérault. La mise en place d'un SAGE Orb - Libron va favoriser une gestion concertée « inter-SAGE » de ces 3 ressources majeures à l'échelle départementale et même régionale, ce qui est nécessaire dans la mesure où une décision relative à la gestion d'une de ces ressources peut avoir des répercussions sur les autres ; ainsi, la substitution de certains captages dans l'astien a un impact direct sur la ressource de substitution, en l'occurrence la nappe alluviale de l'Orb.

- Qualité des eaux et pressions de pollution

Les objectifs environnementaux du SDAGE, en particulier les objectifs de bon état des masses d'eau, et la réduction de la pollution par les substances dangereuses (pesticides d'origine agricole, métaux liés aux anciennes activités minières) seront déclinés. Ces objectifs impliquent notamment :

- la connaissance et la maîtrise des micropollutions toxiques (métaux, HAP, pesticides) ;
- la réduction de l'impact des pressions polluantes domestiques et agricoles sur les petits cours d'eau de plaine (Lirou, Taurou, Libron) ;
- la sécurisation de la qualité sanitaire sur les secteurs accueillant des activités nautiques ;
- l'amélioration de l'assainissement des caves particulières ;
- le maintien de débits d'étiage compatibles avec l'objectif de bon état, en particulier sur la basse vallée de l'Orb ;
- la préservation de la nappe alluviale de l'Orb et la restauration de celle du Libron vis-à-vis des pesticides.

- Fonctionnement morpho-écologique des cours d'eau et patrimoine biologique

La restauration physique des milieux dégradés par des altérations hydromorphologiques, notamment dues aux anciennes extractions de matériaux et aux aménagements lourds de protection contre les crues, ainsi que le décloisonnement des milieux pour assurer la continuité écologique, elle aussi nécessaire au respect des objectifs de bon état écologique, seront des orientations fortes du SAGE.

Le SAGE travaillera ainsi à la définition du cadre réglementaire et à l'identification d'actions visant la restauration des milieux physiques et la circulation des espèces.

- Risque crues et inondations

Dans le prolongement de la dynamique créée par le Programme d'Aménagement et de Prévention des Inondations (PAPI), notamment pour l'information sur le risque et la réduction de la vulnérabilité, le SAGE abordera l'intégration de certaines préconisations à caractère réglementaire pour la prévention du risque (restauration des zones naturelles d'expansion des crues).

Dispositions du SDAGE Rhône Méditerranée pour le bassin Orb - Libron

Le projet de SDAGE qui s'appliquera pour la période 2010 à 2015 est actuellement en phase de consultation. Le SDAGE en vigueur est donc celui approuvé en 1996. Les dispositions du SDAGE 1996 pour le bassin Orb – Libron sont rappelées.

- Le bassin de l'Orb est prioritaire pour une amélioration de la gestion quantitative : un schéma d'utilisation de la ressource doit y être défini, privilégiant la valorisation optimale des ouvrages existants et des potentialités des aquifères karstiques. Le Canal du Midi et les équipements BRL du secteur doivent faire l'objet d'une analyse des conditions d'optimisation de leur gestion.
- L'Orb de l'aval de Cessenon à son exutoire est classé parmi les milieux très dégradés du point de vue du milieu physique ; l'objectif fixé par le SDAGE est la mise en œuvre de programmes prioritaires de restauration amorçant un retour progressif à un fonctionnement plus équilibré.
- La nappe alluviale de l'Orb et la nappe astienne sont reconnues comme des aquifères d'intérêt patrimonial à l'échelle du bassin RMC, actuellement fortement sollicités. Les systèmes karstiques du Minervois, du Saint-Ponais et de Pardailhan font partie des aquifères à fort intérêt stratégique sur le plan régional.

Sur chacun de ces thèmes, le SAGE devra favoriser la convergence entre la politique d'aménagement du territoire et la gestion de l'eau, notamment en développant les collaborations avec les structures porteuses du SCoT du Biterrois et du Pays Haut Languedoc et Vignobles. Le PLU d'Autignac doit s'inscrire dans un principe de compatibilité avec le SAGE « Orb-Libron ».

Le Plan Climat-Energie Territorial de l'Hérault

Le Plan Climat-Energie Territorial (PCET) est un projet territorial de développement durable dont la finalité première est la lutte contre le changement climatique. Institué par le Plan Climat National et repris par les lois Grenelle I et le projet de loi Grenelle 2, il constitue un cadre d'engagement pour

le territoire qui devra définir une stratégie globale de lutte contre les émissions de gaz à effet de serre au niveau local.

Le Département de l'Hérault a adopté lors du conseil régional du 25 septembre 2009 son Plan Climat. Il comporte 60 actions dont 15 actions prioritaires afin d'agir pour la diminution des émissions de gaz à effet de serre, et d'adapter le territoire régional aux évolutions du climat.

Le PCET vise deux objectifs :

- Atténuation / Réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre, il s'agit de limiter l'impact du territoire sur le climat en réduisant les émissions de gaz à effet de serre (GES) dans la perspective du facteur 4 (diviser par 4 les émissions d'ici 2050) ;
- Adaptation au changement climatique, il s'agit de réduire la vulnérabilité du territoire puisqu'il est désormais établi que les impacts du changement climatique ne pourront plus être intégralement évités.

Le PCET du département de l'Hérault est actuellement en cours d'élaboration. Un PCET se caractérise également par des ambitions chiffrées de réduction des émissions de GES et par la définition dorénavant d'une stratégie d'adaptation du territoire (basée sur des orientations fortes en termes de réduction de la vulnérabilité et de créations d'opportunités), dans des contraintes de temps.

Cette obligation s'applique sans critère démographique aux régions, aux départements, aux communautés urbaines et aux communautés d'agglomérations, pour les communautés de communes et les communes que si celles-ci ont plus de 50 000 habitants.

Ces PCET devront être «compatibles» avec le «Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie» (SRCAE) (art. 26; L.229-26 c. env.). En outre, les PCET, compatibles avec les SRCAE, doivent être pris en compte par les SCOT et les PLU.

Le Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées de l'Hérault

Dans un contexte de développement démographique continu entraînant une redistribution des dynamiques économique et sociale dans le département, on assiste à de très fortes tensions sur les marchés du logement, tensions qui se répercutent sur le parc social.

Le plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées (PDALPD) définit les

mesures destinées à permettre aux personnes ou familles éprouvant des difficultés :

- d'accéder à un logement décent et indépendant ou de s'y maintenir ;
- de disposer de la fourniture d'eau d'énergie et de services téléphoniques

L'Etat et le Conseil général sont responsables de l'élaboration du PDALPD (loi libertés et responsabilités locales du 13.8.04 : art. 65). La loi ENL (loi du 13 juillet 2006 : art. 60) a renforcé le rôle du PDALPD créé par la loi du 31 Mai 1990, notamment en développant son contenu et les compétences de son comité responsable.

La prévention des expulsions locatives, la lutte contre l'habitat indigne et la coordination des attributions sont en particulier, inscrites dans la loi comme un contenu obligatoire du PDALPD.

La loi tient également compte de la nouvelle répartition des compétences qui a transféré la responsabilité des Fonds Solidarité Logement aux départements et prévu la possibilité de déléguer les aides à la pierre de l'Etat aux établissements publics de coopération intercommunale et aux départements. Le Plan Départemental d'Action pour le logement des Personnes Défavorisées de l'Hérault s'organise autour de quatre objectifs :

Objectifs et actions du Plan

- «Améliorer la connaissance des publics prioritaires du Plan» ;
- «Développer une offre diversifiée en logement et en hébergement adaptée aux besoins des publics du Plan» ;
- «Solvabiliser et accompagner les ménages les plus en difficulté» ;
- «Améliorer le fonctionnement du Plan».

Effets du PDALPD

Le PDALPD a des effets juridiques à l'égard des documents de programmation et de planification :

- l'évaluation des besoins devra être prise en compte par les programmes locaux de l'habitat (PLH) qui doivent indiquer "les réponses apportées aux besoins particuliers des personnes mal logées ou défavorisées ou présentant des difficultés particulières."
- L'affectation des crédits d'aides à la pierre tient compte du PDALPD et des PLH.
- Les objectifs fixés par le PDALPD serviront de référence au préfet pour évaluer le respect des engagements des maires ou des présidents d'EPCI ayant obtenu la délégation du contingent préfectoral.
- Les projets d'accord collectif intercommunaux d'attribution des logements sociaux sont soumis pour avis au comité responsable du PDALPD
- Le Plan départemental de l'habitat, dont chaque département doit se doter depuis la loi du 13

juillet 2006, prend en compte le PDALPD.

Le Schéma Départemental des Carrières de l'Hérault

Le Schéma Départemental des Carrières de l'Hérault a été approuvé par arrêté préfectoral du 22 mai 2000. Il fixe les orientations et les objectifs qui doivent être cohérents et compatibles avec les décisions concernant les carrières et les autres instruments planificateurs élaborés par les pouvoirs publics. La loi ne confère aucune prédominance entre ces différents documents (schémas des carrières, SDAGE, SAGE).

Le schéma n'est pas opposable aux Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et à tout document d'urbanisme. En vertu du nouvel article 16.3 ajouté à la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976, les autorisations de carrières délivrées au titre de cette loi doivent être compatibles avec le schéma. Les autorisations doivent par ailleurs respecter les différents textes réglementaires relatifs aux installations classées.

Il convient notamment de souligner que ce schéma spécifie que ne pourront plus être autorisées les nouvelles exploitations de carrières :

- dans les zones de crues à fréquence décennale pour la vallée de l'Orb,
- dans les zones de crues à fréquence centennale pour la vallée de l'Hérault,
- situées à l'intérieur des périmètres de protection rapproché des captages utilisés pour l'alimentation en eau potable des collectivités dans l'ensemble des vallées alluviales des vallées de l'Orb et de l'Hérault.

A l'heure actuelle, aucune carrière n'est exploitée sur la commune d'Autignac et aucun projet du même ordre n'est envisagé.

Le Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés de l'Hérault 2002-2012.

La loi du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et la récupération des matériaux modifiée par la loi du 13 juillet 1992 pose quatre grands principes :

- Prévenir ou réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la fabrication et sur la distribution des produits ;
- Organiser le transport des déchets et le limiter en distance et en volume ;
- Valoriser les déchets par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir, à partir des déchets, des matériaux réutilisables ou de l'énergie ;
- Assurer l'information du public sur les effets pour l'environnement et la santé publique des

opérations de production et d'élimination des déchets.

Le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés est un outil de programmation et d'orientation permettant de traduire au niveau local ces quatre objectifs. En particulier, il :

- établit un état des lieux du gisement de déchets ménagers et assimilés et des filières d'élimination existantes,
- fixe les objectifs de valorisation à atteindre,
- définit la notion de " déchets ultimes ", seuls déchets à pouvoir être enfouis en centre de stockage après le 1er juillet 2002,
- définit les filières d'élimination des déchets ménagers et assimilés à mettre en place en fonction des caractéristiques locales de terrain,
- informe sur les procédés mis en œuvre, leurs impacts sur l'environnement, la santé humaine et la valorisation des déchets ainsi que leurs coûts.

Inscrit dans la continuité du document initial approuvé le 1er Février 1996, le Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés de l'Hérault date de 2002, il sera actualisé en 2011 en application de la loi Grenelle II. Il vise à répondre tant à un besoin réglementaire qu'à une volonté d'adaptation à diverses évolutions récentes (population, collectivités à compétence déchets, réglementation, choix de nouvelles filières, nouvelles installations de traitement, ...).

Ce plan tente d'évaluer les quantités de déchets à traiter sur dix ans, pour ensuite envisager les solutions : quelles sont les unités de traitement existantes ? Sont-elles suffisantes ? Doit-on en créer de nouvelles ? De quel type ?

Si la réduction des déchets à la source constitue une des priorités issues de la politique nationale de gestion des déchets, de nombreuses filières sont organisées pour permettre une valorisation maximale des déchets spécifiques, à l'appui notamment de la collecte sélective, des déchetteries existantes ou en projet. Le département de l'Hérault s'est doté, sur la base des chiffres connus en 2000, de son plan pour la gestion et le recyclage des déchets du BTP approuvé par arrêté préfectoral n°2005-I-066 du 12 janvier 2005 ainsi que d'une charte de bonne conduite signée par 45 partenaires.

Le PDEDMA de l'Hérault sera révisé en 2012 et devra intégrer la directive cadre européenne sur les déchets et la loi Grenelle II. Or leurs décrets d'application n'ont pas encore été publiés à ce jour . Le futur plan s'appellera « Plan Départemental de Prévention et de Gestion des Déchets non Dangereux ».

Le SCOT du Biterrois

L'élaboration du SCOT du Biterrois porte sur un territoire délimité par le préfet de l'Hérault le 11 juin 2003. Le SCOT du Biterrois concerne un vaste territoire sur lequel s'organise la vie quotidienne d'environ 260 000 habitants. D'une superficie de 205 000 hectares, dont 52 000 hectares maritimes, le périmètre du SCOT rassemble 10 Etablissements Publics de Coopération Intercommunale.

Le SCOT du biterrois compte 87 communes regroupées en 2 communautés d'agglomération et 8 communautés de communes :

- Communautés d'agglomération de Hérault Méditerranée et Béziers Méditerranée,
- communauté de communes de La Domitienne, communauté de communes (CC) « Entre Lirou et Canal du Midi », CC « St Chinianais », CC « Orb et Taurou », CC « Faugères », CC « FRAMPS 909 », CC « Coteaux et Châteaux », CC « Pays de Thongue).

Le souci de faire vivre le schéma s'est traduit par la constitution d'un Syndicat mixte, créé le 20 janvier 2004 par arrêté préfectoral. Il a reçu des différentes collectivités qui le composent, la compétence pour élaborer, réviser et assurer le suivi du SCOT. En effet, le Syndicat est chargé, conformément aux dispositions de l'article L.122-4 du Code de l'Urbanisme, de piloter les réflexions, conduire les études et arrêter les grandes orientations du territoire qu'il couvre.

Le Syndicat a deux missions principales :

- élaborer le SCOT : maîtrise d'ouvrage des études, gestion des procédures, association et mobilisation des acteurs, coordination avec les 2 Scot périphériques, concertation...

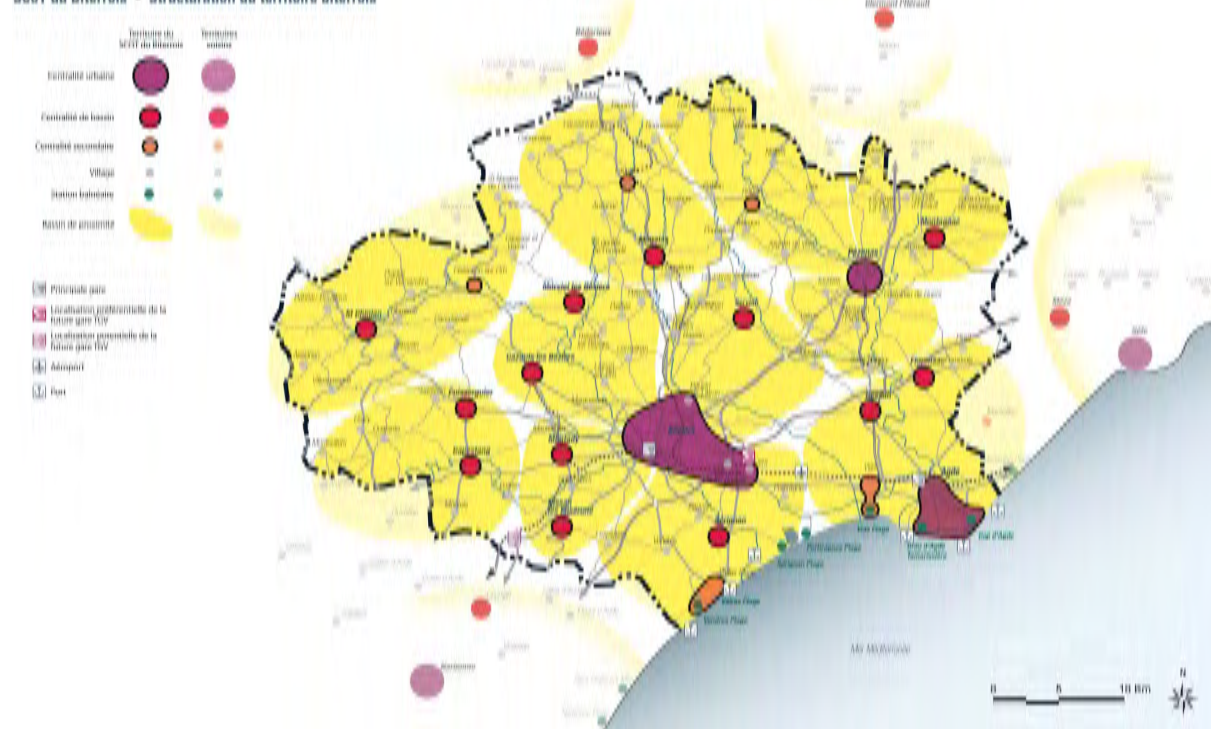
Une fois le SCOT approuvé, le Syndicat aura en charge de suivre son application, d'adapter sa mise en œuvre aux évolutions de la région biterroise et de favoriser les partenariats entre les collectivités locales.

- le suivi des documents d'urbanisme des 87 communes : participation aux différentes procédures d'urbanisme (POS/PLU, ZAC, cartes communales,...), formulation d'avis simple et dérogatoire (article L. 122-2 du Code de l'urbanisme),...

Dans le cadre de l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale du Biterrois, le document SCOT a été arrêté le 1er mars 2012. Ce document est un projet d'aménagement et de développement durable du territoire à l'horizon 2025 élaboré en concertation avec les acteurs du territoire biterrois. Une enquête publique du SCOT s'est déroulée du lundi 17 septembre 2012 jusqu'au samedi 27 octobre 2012 à 12 heures.

Le projet formulé par le SCoT s'inscrit de manière claire dans les objectifs du développement durable. En particulier, il vise à préserver les trois ressources non renouvelables que sont la biodiversité, l'espace et l'énergie (en maîtrisant les émissions de gaz à effet de serre). Le document d'orientations générales, qui précise et traduit les principes énoncés dans le PADD, est organisé de manière à répondre à ces objectifs. Il est décliné en cinq grands axes. Les deux premiers visent à structurer l'organisation générale de l'espace en précisant les objectifs et les rôles respectifs de la trame naturelle et agricole d'une part (axe 1) et de la trame de l'occupation humaine, d'autre part (axe 2), dans un objectif d'équilibre et d'économie des ressources.

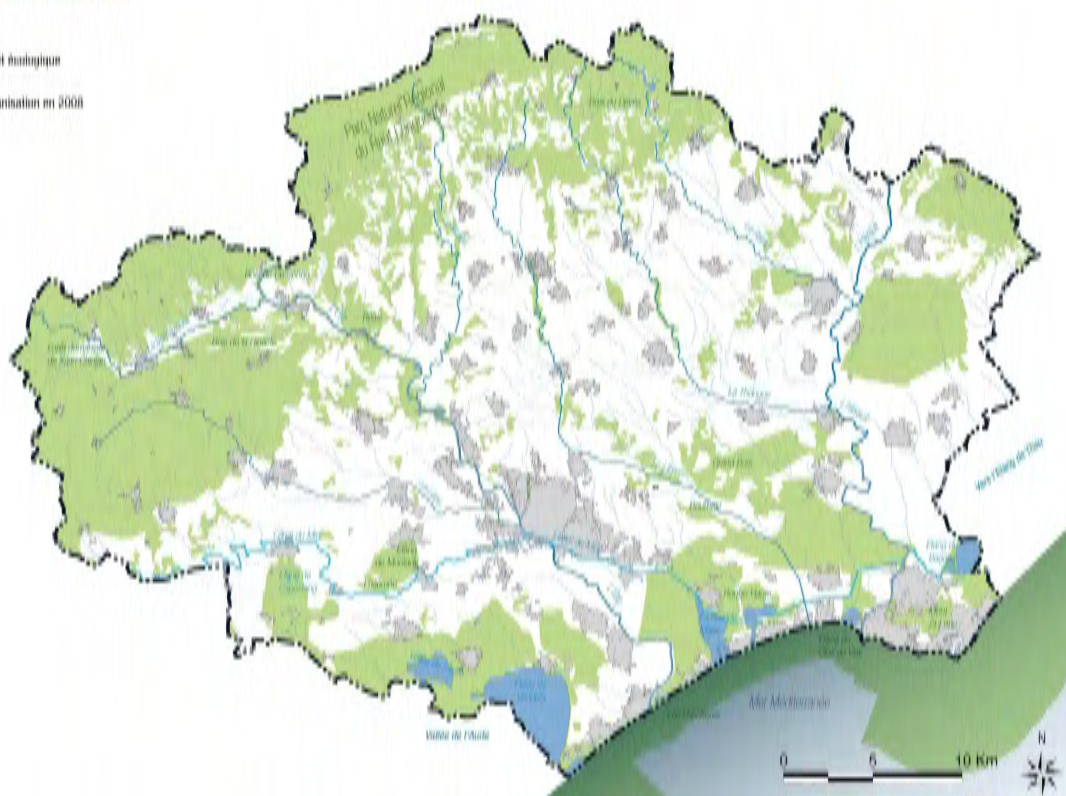
SCoT du Biterrois - Structuration du territoire biterrois



- L'axe I « Préserver le socle environnemental du territoire » considère l'ensemble des espaces non artificialisés – naturels et agricoles – comme l'armature de la biodiversité et du paysage et le réservoir des ressources naturelles du territoire. Il précise les moyens de préserver cette armature, mais aussi de la valoriser, en particulier par la pérennité économique de l'agriculture.

Les pôles d'intérêt écologique

- Pôles d'intérêt écologique
- État de l'urbanisation en 2008



Orientation I.1.2 Préservation des pôles d'intérêts écologiques

Orientation I.1.2 Protection de la trame bleue

Le SCoT protège le réseau hydrographique qui structure le territoire depuis l'arrière pays jusqu'au littoral. Il favorise la mise en valeur de ses potentiels écologique, paysager et récréatif. Le SCoT protège les abords immédiats des cours d'eau et des plans d'eau ; la vocation de ces abords est de maintenir une zone tampon qui doit rester naturelle. Les documents locaux d'urbanisme identifient des bandes naturelles de part et d'autre des cours d'eau, en tenant compte de la configuration de l'espace local, notamment du niveau d'artificialisation et des caractéristiques des espaces bordant les cours d'eau.

Ces bandes naturelles maintenues, ou créées à l'échelon local, peuvent être le support de voies douces (chemins piétons ou cyclables) et de fonctions récréatives ou de loisirs. Les zones humides sont protégées et sont inconstructibles et doivent être maintenues en zonage naturel par les documents d'urbanisme locaux. Elles ne peuvent pas faire l'objet de comblement. Seuls les plans d'eau à vocation agricole peuvent être exploités pour l'irrigation. Toute activité qui pourrait mettre en péril l'équilibre de ces zones humides est interdite à leur proximité, notamment pour prévenir les risques de pollutions diffuses et de dégradations des abords.

Les éléments de la trame bleue

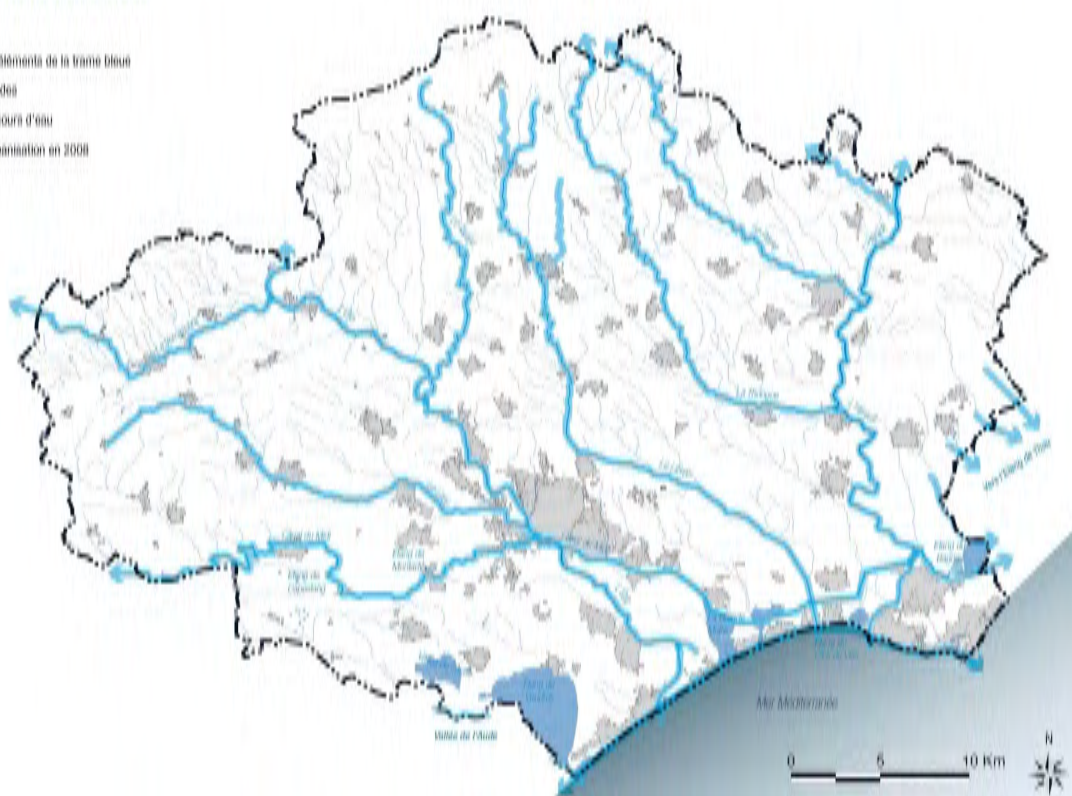
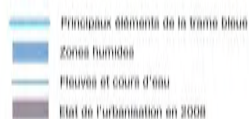
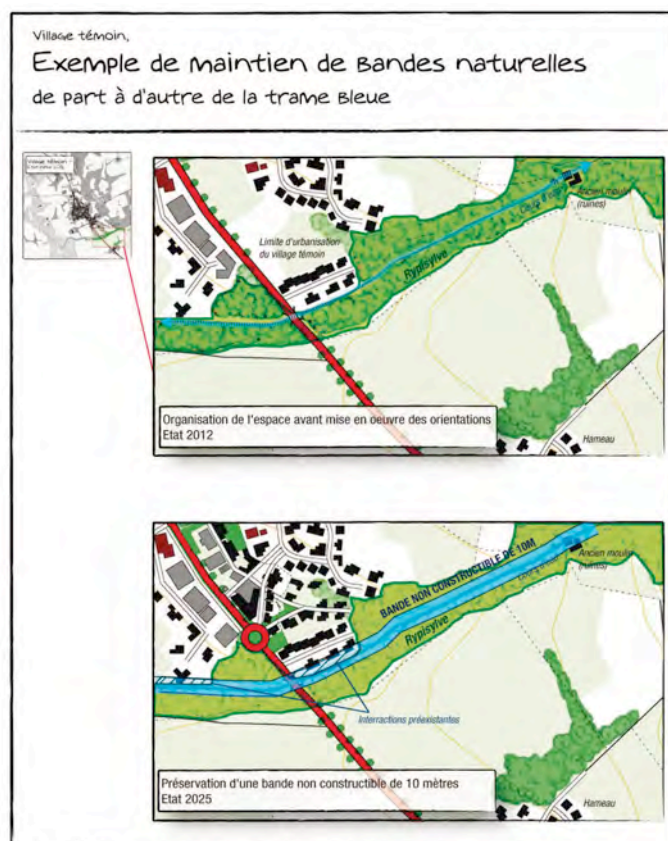


Schéma explicatif pour le maintien de bandes naturelles de part et d'autre de la trame bleue

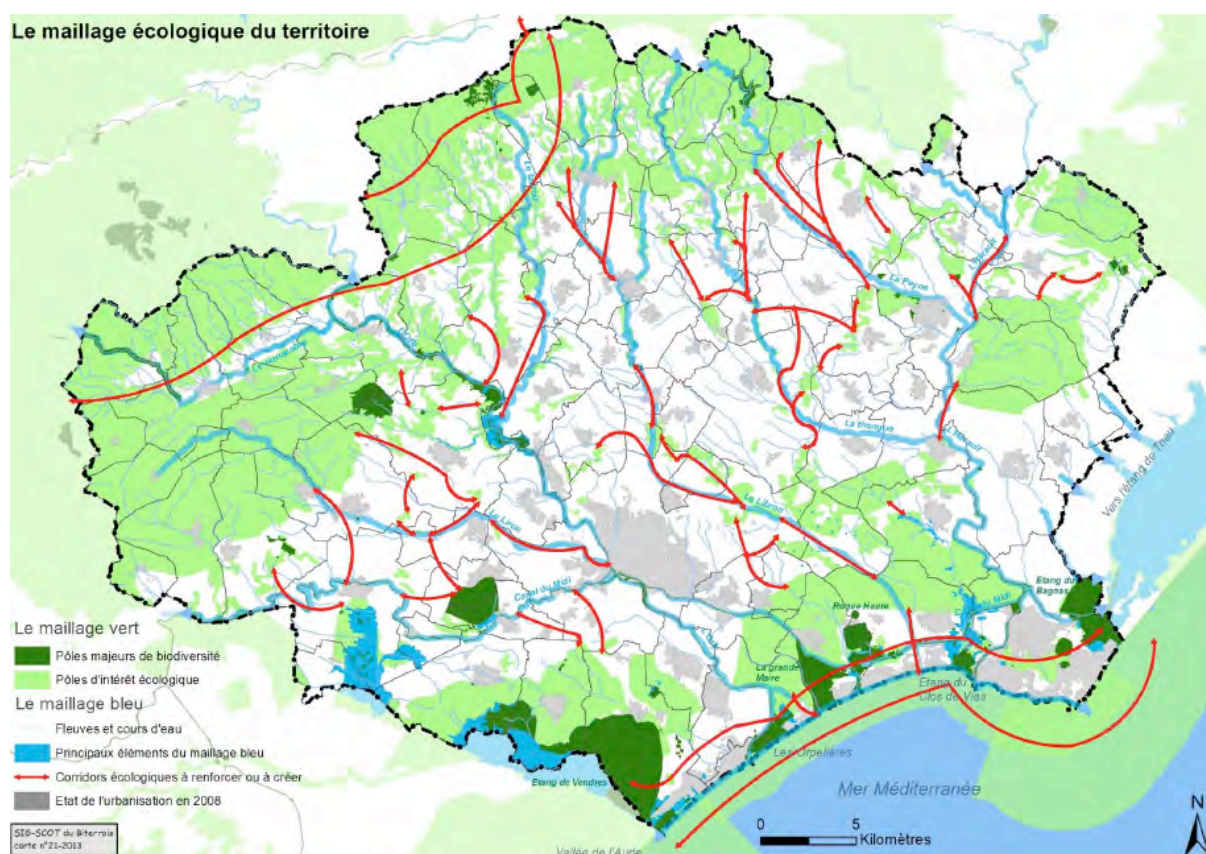


Les espaces de contrainte en raison du risque inondation, peuvent trouver une opportunité d'aménagements doux pour la promenade ou les loisirs et de valorisation paysagère des abords des cours d'eau.

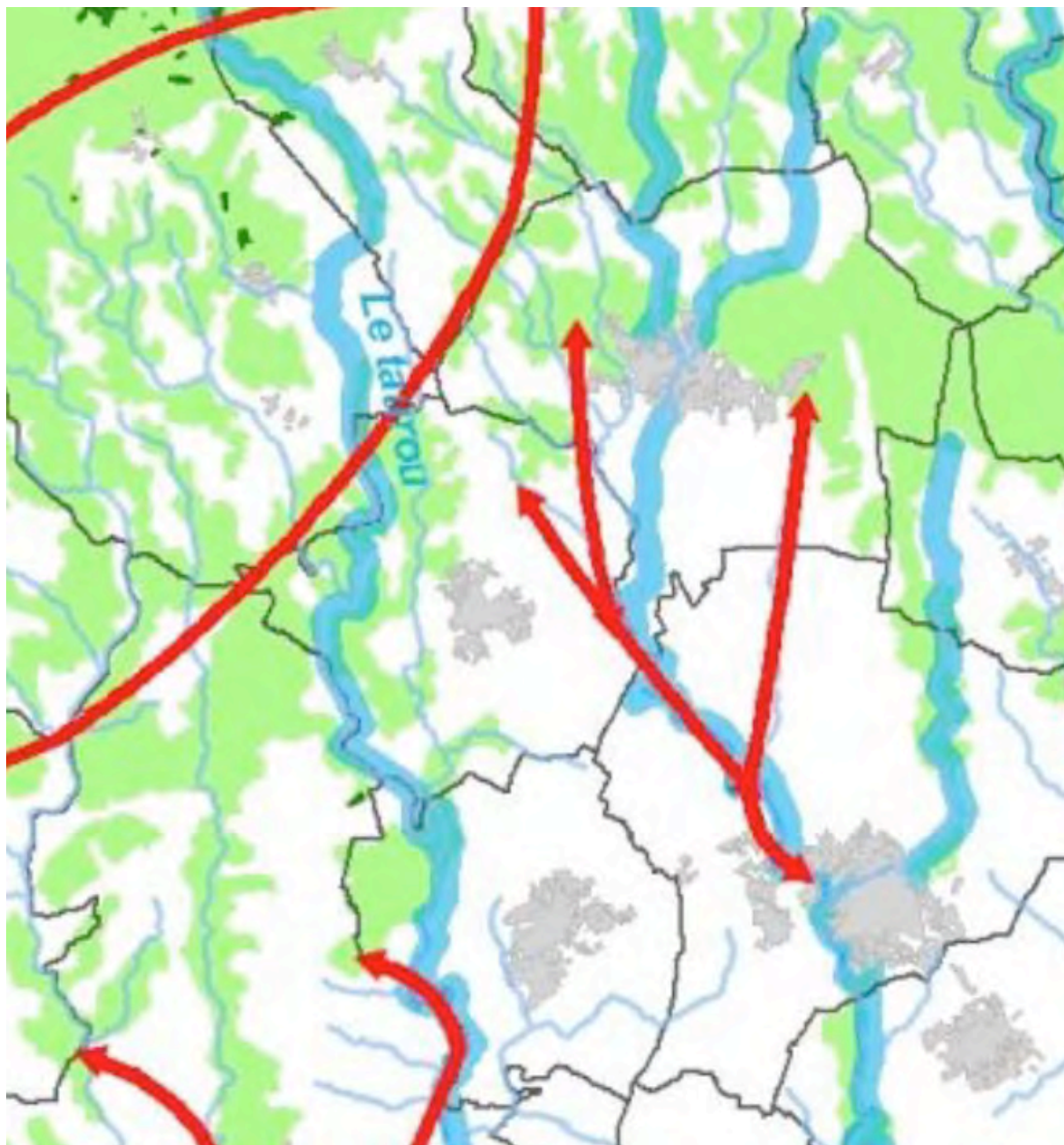
Orientations I.1.4 : Identifications des corridors écologiques

Il s'agit d'espaces de liaisons entre les pôles majeurs de biodiversité, les pôles d'intérêt écologique et la trame bleue, qui favorisent la circulation des espèces. Ces corridors participent au maintien ou à la restauration d'un maillage écologique sur l'ensemble du territoire. Le SCoT cartographie schématiquement les principaux corridors écologiques existants constitués par des haies, des ripisylves, des boisements discontinus, des espaces naturels entre anciennes gravières sur les moyennes vallées de l'Orb et de l'Hérault. Il identifie également des corridors à conforter ou à créer, là où les liaisons ne sont pas assurées avec les pôles majeurs et les pôles d'intérêt écologique.

Ces corridors écologiques ont vocation à être plus précisément définis et entretenus à l'échelle locale, en prenant en compte la configuration de l'espace traversé (relief, occupation de l'espace). Les documents d'urbanisme préciseront et compléteront en fonction des enjeux locaux le maillage écologique défini par le SCoT : ils identifieront les espaces nécessaires pour les corridors écologiques à préserver ou à recréer. Ces espaces peuvent être naturels, agricoles ou boisés ; il peut s'agir de certains espaces urbains favorables à la biodiversité tels que des haies, talus naturels, alignements d'arbres, ou encore des éléments du patrimoine bâti hébergeant des oiseaux. Tout projet d'aménagement urbain ou routier traversant les corridors écologiques devra être réalisé de manière à conserver les corridors écologiques et maintenir leurs fonctions pour la biodiversité. Pour les futurs grands axes de circulation, y compris la ligne LGV, ils devront réduire leurs impacts sur la biodiversité en prévoyant des franchissements au niveau des enjeux.



Zoom sur la commune d'Autignac



Source : SCOT du Biterrois

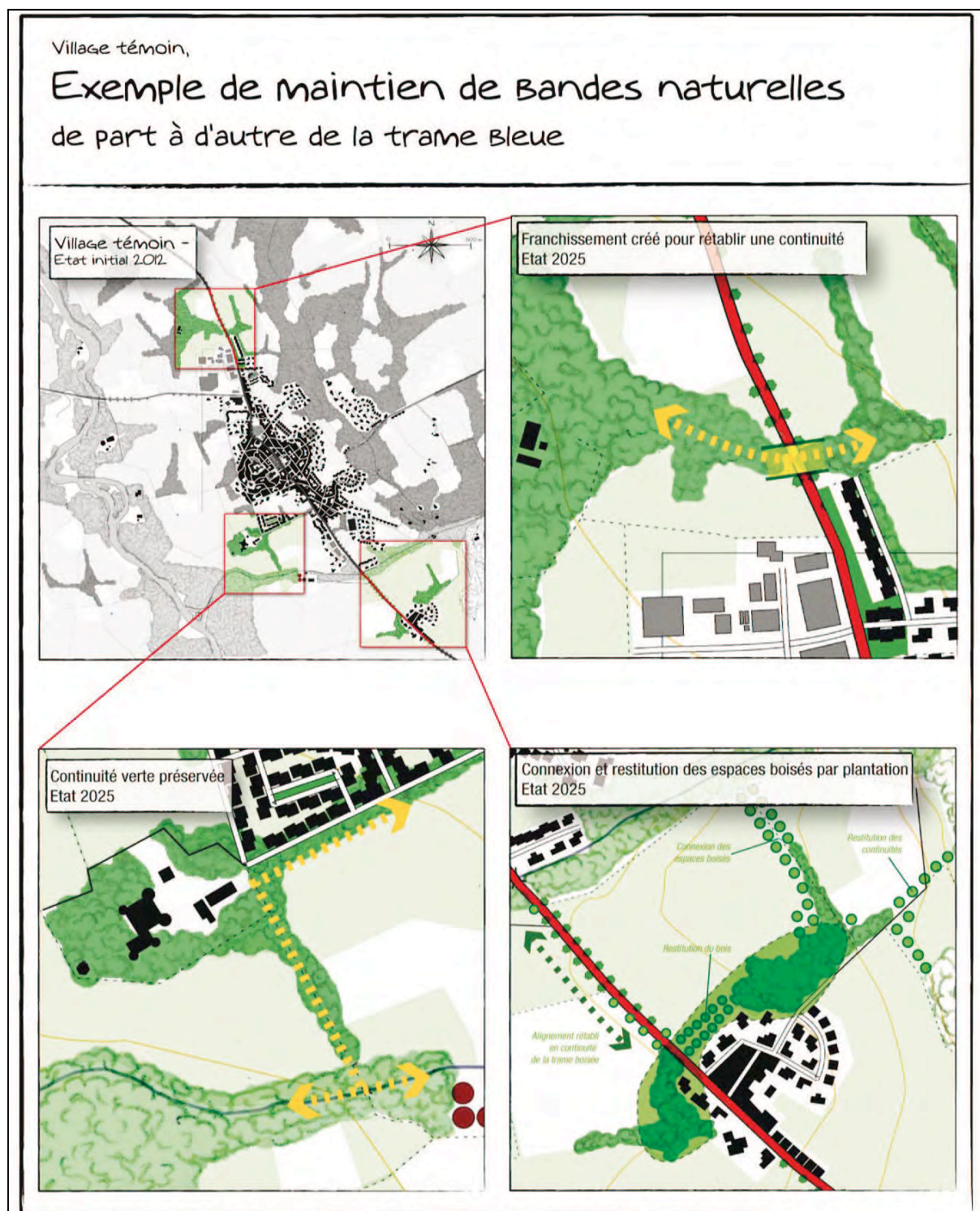
Recommandations

Dans la mesure où le maintien et le développement des corridors écologiques du territoire peuvent favoriser l'implantation d'espèces animales ou végétales invasives (allochtones), il est recommandé d'y maintenir une diversité du couvert végétal ainsi que le caractère local des essences.

Outils

Schéma explicatif pour l'identification et la préservation des corridors écologiques

Méthode d'identification des corridors reliant des réservoirs de biodiversité : observation de terrain ou photo interprétation permettant d'identifier les haies, boisements, linéaires végétalisés reliant des réservoirs de biodiversité ainsi que les obstacles à ces continuités.



Orientations I.2.1 Mise en valeur du grand paysage

Prescriptions

Le SCoT pose les principes d'un développement urbain qui préserve la qualité des paysages du Biterrois. Il préserve les points de vue remarquables et les silhouettes villageoises particulièrement bien intégrées dans leur environnement physique (cf. orientation 5.2.1). Les documents d'urbanisme locaux identifient les vues sur les sites remarquables qui ne doivent pas être obstruées par le développement urbain.

Les chemins d'accès aux points de vue remarquables doivent être préservés et mentionnés dans les documents d'urbanisme locaux. Ils doivent également être balisés sur le terrain.

Afin de minimiser l'impact de l'urbanisation existante ou en projet (notamment développement d'activités) le long des voies d'accès aux sites remarquables (notamment canal du Midi) et aux plages, les documents locaux d'urbanisme doivent prévoir:

- Des aménagements paysagers, avec des essences locales de qualité, aux abords des voies d'accès faisant office d'écran végétal et contribuant également à l'amélioration esthétique et visuelle des zones urbanisées.
- Des aires de stationnement liées aux plages et aux sites remarquables.

Dans le cadre de la mise en place des cheminements touristiques sur le territoire du SCoT, les liaisons transversales identifiées (cf. orientation 3.3.3) font également l'objet d'une préservation et/ou d'une mise en valeur de leurs abords et des perspectives sur le paysage. Par ailleurs, le développement urbain des communes identifiées pour la typicité ou la qualité de leur silhouette (cf. orientation 5.2.1), doit privilégier leur spécificité en assurant l'intégration paysagère des extensions urbaines, notamment en fonction des caractéristiques (topographiques et paysagères) du site, ainsi que le renouvellement au sein du tissu existant.

Recommandations

Les cheminements à caractère culturel ou patrimonial, tels le chemin de Saint Jacques de Compostelle ou la Voie Domitienne, doivent être identifiés par les communes. Celles-ci veillent à ce que les aménagements le long de ces cheminements participent à leur fonction et à leur mise en valeur.

Orientations I.2.3 Protection et valorisation du paysage rural

Prescriptions

Le SCoT impose aux documents d'urbanisme locaux, en application de l'article L.123-I 7° du Code de l'Urbanisme, le recensement et la protection des éléments les plus remarquables du patrimoine rural. Il peut s'agir de :

- domaines remarquables et leurs écrans boisés (folies, châteaux pinardiers, domaines et mas viticoles...),

- petit patrimoine vernaculaire (murettes, grangeots, capitelles, ponts de pierre, calades, puits, moulins...),
- patrimoine hydraulique (réseaux de fossés et de vannes présents dans les terres humides proches du littoral, ouvrages hydrauliques le long des rivières ou du canal du Midi...).

Les caves coopératives ainsi que les châteaux ou domaines non actifs présentant un intérêt patrimonial avéré doivent faire l'objet d'une réflexion systématique dans les documents locaux d'urbanisme envisageant les possibilités de requalification en espaces de culture, de loisirs, habitat ou autre vocation permettant de préserver ou valoriser le bâti existant dans le but de conserver les lieux dans leur esprit historique.

Recommandations

Le SCOT recommande que les documents d'urbanisme des communes maintiennent l'esprit des lieux et gardent la trace de leur histoire afin de conserver les identités locales. Les espaces boisés des mas et châteaux, véritables symboles paysagers, contribuent à la spécificité du territoire. Ainsi, afin de protéger et valoriser le patrimoine rural, ces espaces boisés pourront être classés (article L.123-I 7° du Code de l'Urbanisme). Afin de conserver et valoriser le patrimoine constitué par les cœurs anciens des villages languedociens le SCOT incite à la mobilisation d'outils fonciers ou à l'usage du droit de préemption urbain. En effet, le réinvestissement des cœurs de villages constitue un véritable enjeu paysager et patrimonial.

Orientations 1.3.1 : la gestion économe de l'eau

Prescriptions

A l'horizon du SCOT, il n'y a pas d'alternative à coût économique et écologique raisonnable, autre que la mise en place d'une démarche collective économe et respectueuse des milieux. Faute d'une telle perspective, le risque serait d'accroître un déficit sur la nappe de l'Hérault, de continuer à surexploiter la nappe astienne, l'Orb et sa nappe alluviale.

La garantie de la permanence de l'approvisionnement de la population permanente et saisonnière en eau potable de qualité apte à la consommation est un enjeu sanitaire majeur qui en fait un usage prioritaire. Les projets de développement doivent être évalués au regard de la disponibilité de la ressource. Notamment les projets de développement sur des secteurs alimentés par des prélèvements sur la nappe astienne, doivent être préalablement évalués au regard des objectifs de réduction des pressions sur cette ressource.

Afin de maintenir le potentiel d'approvisionnement à partir des ressources locales et d'éviter des pollutions accidentelles, les points de prélèvement de l'eau brute connus doivent être protégés, y

compris ceux qui ne sont pas actuellement utilisés. Les espaces susceptibles de constituer les périmètres de protection doivent en conséquence être classés en zones naturelles ou à défaut, agricoles. Les secteurs d'affleurement de nappes sensibles aux pollutions ponctuelles ou diffuses doivent être identifiés, en prenant en compte les travaux des SAGE existants ou en cours d'élaboration, et faire l'objet d'un zonage adapté à leur protection.

Les projets d'aménagement susceptibles d'impacts sur les bassins d'alimentation des captages pour l'alimentation en eau potable, dont l'état se dégrade - ou est déjà dégradé - sous l'effet de pollutions diffuses, devront faire l'objet d'une étude des incidences sur la qualité de eau. Les dispositifs favorisant les économies d'eau doivent être prévus dans les zones d'aménagement : stockage d'eaux pluviales, règlements orientant les choix de végétaux vers des essences méditerranéennes ne nécessitant pas, ou peu, d'arrosages, etc.

Orientations I.3.3 : Gestion durable de l'approvisionnement en matériaux

Prescriptions

En cohérence avec le schéma départemental des carrières, l'objectif du SCoT est de répondre aux besoins en matériaux en ayant une utilisation économe de la ressource et en maîtrisant les impacts de l'extraction de matériaux.

L'ouverture, l'extension ou le renouvellement de carrières dans les espaces constituant le maillage écologique, est soumis à une étude préalable vérifiant la préservation de la biodiversité et le maintien des continuités existantes. Il en est de même dans les espaces agricoles protégés (parcelles AOP plantées ou non) ou de qualité agri-paysagère (cf. objectif I.1 et orientation I.2.2.) ou à fort potentiel (cf orientation I .4.2).

Les documents d'urbanisme assurent un espace tampon d'au moins 100 mètres entre les carrières et les zones d'urbanisation pendant la durée d'exploitation ; cet espace peut être un espace aménagé de façon paysagère ou un espace agricole exploité.

Le réaménagement des carrières lorsqu'il n'y a pas de projet de valorisation, doit inclure dans un objectif d'intégration paysagère et en fonction des phasages prévus dans l'autorisation d'exploiter, une revégétalisation d'au moins 50 % de la surface ou tout autre aménagement adapté.

Orientations I.3.4 : Développement maîtrisé des énergies renouvelables

Prescriptions

Le développement des énergies renouvelables est encouragé par le SCoT, qui fixe des règles visant à maîtriser les impacts paysagers et à préserver les espaces agricoles. La création d'installations photovoltaïques est privilégiée hors-sol (toitures, façades, parkings...).

Les installations photovoltaïques au sol ne peuvent être installées que sur des espaces déjà artificialisés (friches industrielles, zones d'activités artisanales et industrielles, anciennes carrières, décharges réhabilitées...).

Objectifs 1.4 Conforter la pérennité économique de l'espace agricole pour garantir sa qualité

Afin de maintenir la capacité productive du territoire et de perpétuer ainsi l'occupation de l'espace par l'agriculture, ce qui contribue au premier chef à la qualité du cadre de vie, le SCoT met en œuvre un projet favorable à un équilibre entre les espaces agricoles, les espaces urbains et les espaces naturels. Cela implique de modérer le rythme d'artificialisation des espaces agricoles et naturels par rapport à la période 2000-2005. Le SCoT fixe un objectif de 2 300 hectares pour leur consommation en réponse aux besoins de développement urbain.

L'agriculture représente le principal mode d'occupation de l'espace avec 93 200 hectares de SAU (Surface Agricole Utile), soit 60% du territoire, avec une prédominance de la vigne sur 53 000 hectares (source : CVI, 2008), soit 34% du territoire. Le vignoble est en conséquence un élément d'unité sur l'ensemble du territoire même si sa présence est variable selon les secteurs. C'est sur la partie centrale que la vigne est la plus présente (sur les collines et les basses plaines elle représente de 50 à 75% de la SAU), tandis que sur le littoral l'urbanisation a conquis une part importante du vignoble, et que sur les contreforts, l'espace est davantage partagé entre vignoble et garrigue.

La filière viticole qui représente 80% des exploitations souffre d'une crise de filière qui n'est pas spécifique au territoire, mais aussi des effets du changement climatique, avec des sécheresses fréquentes. Les qualités agronomiques des sols rendent possibles des stratégies de diversification, dont certaines sont déjà en cours, notamment avec la production de blé dur et de cultures fourragères, mais aussi l'horticulture, le maraîchage, l'arboriculture...) et des évolutions techniques permettant de conforter la vocation viticole. Pour réussir ces stratégies, la préservation du foncier agricole est nécessaire.



Orientations :

- Limitation de l'artificialisation des espaces agricoles.
- Préservation locale des espaces à fort potentiel économique et protection des espaces agricoles fragilisés.
- Préservation de la fonctionnalité des outils de production agricole.
- Réduction du mitage des espaces agricoles.

L'axe 2 « Urbaniser sans s'étaler » définit les moyens de maîtriser l'urbanisation dans un contexte de forte croissance démographique. Il s'appuie sur le renforcement de l'armature territoriale, permettant de faciliter l'accès aux équipements, aux services et aux transports, et limitant ainsi les déplacements motorisés. Il définit les principes d'un urbanisme durable, limitant la consommation foncière et rapprochant les distances. Ces grands principes d'organisation fixent les grands équilibres du territoire, les trois axes suivants définissant les objectifs d'aménagement, selon les trois éléments constitutifs du développement durable : social, économique et environnemental.

Orientations 2.1.1

Prescriptions

Afin de renforcer l'efficacité du tissu urbain, le SCoT demande le développement de formes urbaines plus denses permettant d'urbaniser de façon plus économe et durable. Concrètement, le SCoT institue les densités moyennes minimales d'habitat suivantes sur le territoire d'Autignac :

§ 14 logements par hectare dans les communes non identifiées comme centralités,

Les objectifs et les règlements des documents locaux d'urbanisme doivent permettre dans les zones à vocation majoritaire d'habitat :

- d'atteindre en moyenne cette densité minimale sur la superficie couverte par les zones urbanisées (U),
- d'atteindre en moyenne cette densité minimale sur la superficie couverte par les zones d'urbanisation future (AU) ouvertes à l'urbanisation.

Les documents locaux d'urbanisme devront préciser pour chaque zone d'urbanisation future à vocation majoritaire d'habitat une densité moyenne minimale d'habitat à respecter.

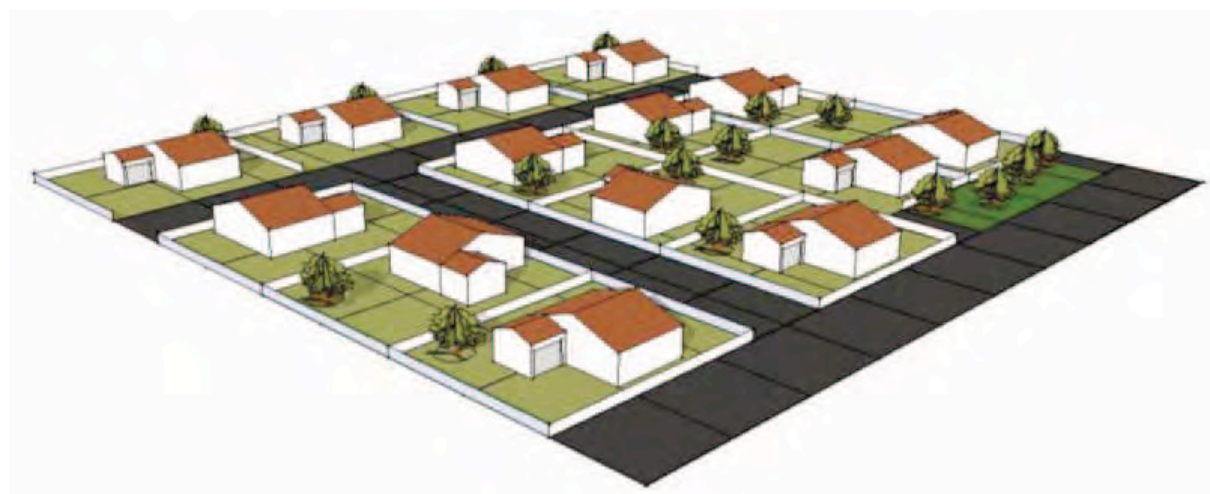
La densité d'habitat d'une opération se calcule selon la formule indiquée ci-dessous dans la rubrique « outil ». Chaque commune organise et gère les urbanisations à densité différentes pour assurer son objectif moyen minimal de densité.

Recommandations

Le SCoT incite à une densification plus importante sur les secteurs situés à proximité des points d'entrée du réseau de transports en commun. Ainsi, les documents locaux d'urbanisme devraient permettre, dans ces secteurs, une densité d'habitat supérieure à la moyenne prévue par l'économie générale du document.

Densité de 14 logements par hectare – typologie « individuel pavillonnaire classique » :

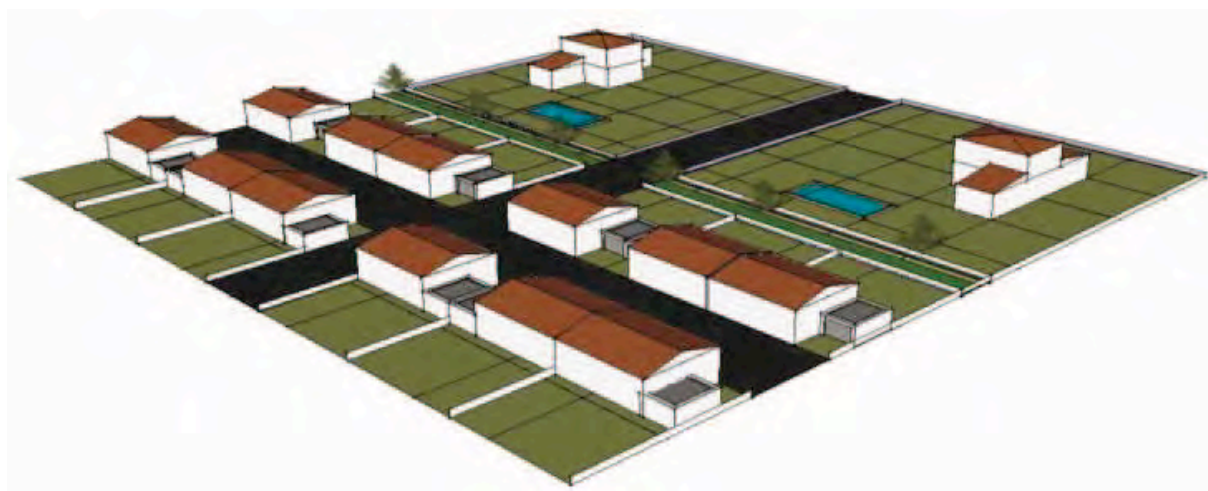
§ 14 maisons individuelles sur terrains de 500 à 600 m².



§ Densité de 14 logements par hectare – typologie « mixte » :

§ 12 maisons jumelées sur terrain de 300 m²,

§ 2 villas sur terrain de 2000 m².



Pour le Scot du Biterrois, la méthode de calcul de la densité d'habitat d'une opération nouvelle se décompose comme ci dessous :

$$\text{Densité} = \frac{\text{Nombre de logements prévus dans l'opération}}{\text{Surface propre de l'opération}}$$

Où « Surface propre de l'opération » = surface cessibles + espaces publics, hors voirie primaires plus importantes, (qui jouent un rôle au-delà du simple périmètre de l'opération), équipements publics, rétention.

Orientations 2.1.2 Reconquête des espaces déjà urbanisés, notamment les centres ville et centres villages

Prescriptions

Les communes doivent inscrire dans leurs documents locaux d'urbanisme un inventaire cartographié des potentialités d'urbanisation à l'intérieur des limites de la tâche urbaine existante, à horizon 10 ans. Il s'agit d'identifier les « dents creuses », friches et espaces désaffectés ou tout autre espace pouvant faire l'objet d'une densification, notamment par opération de démolition/reconstruction ou restructuration, dans un délai de 10 ans. Les communes pourront exclure de cet inventaire les terrains faisant l'objet de procédures judiciaires qui bloquent leur évolution.

Les documents locaux d'urbanisme doivent également laisser 50% des superficies dédiées à l'urbanisation future à vocation majoritaire d'habitat, fermés à l'urbanisation tant que la moitié des potentialités d'urbanisation à l'intérieur des secteurs déjà urbanisés, n'a pas été consommée.

Orientations 2.1.3 Principe de compacité

Afin de lutter contre l'étirement de la tâche urbaine, notamment le long des axes de communication, le SCoT impose que les documents locaux d'urbanisme positionnent les zones d'urbanisation future de façon à maximiser le linéaire de leur périmètre en contact avec des zones U ou AU ouvertes.

Une zone d'urbanisation future dont le périmètre est en contact avec l'urbanisation existante sur moins d'un tiers de sa longueur n'est autorisée que si le projet urbain communal démontre l'intérêt et la validité de ce choix. Pourront notamment être prises en compte les contraintes topographiques, les zones de risques ou de servitudes, les nuisances générées par certains types d'occupations du sol (activités bruyantes, polluantes...).

La seule opportunité foncière ne pourra pas être retenue comme une justification acceptable. Ainsi, plutôt qu'une urbanisation par juxtaposition successive d'opérations le long des axes routiers, le SCoT incite à l'aménagement de quartiers structurés et mieux articulés avec l'urbanisation existante.

Il s'agit de promouvoir un développement urbain plus durable du point de vue de la gestion urbaine. Plus la tâche urbaine s'étire et se disperse, plus les coûts de fonctionnement du tissu urbain augmentent pour les collectivités, avec notamment des linéaires de voiries et réseaux à entretenir plus importants, des tournées de collecte d'ordures ménagères plus longues, des lignes de transports en commun étirées et moins rentables. De plus, la distance au centre et aux différents services et équipements de la commune s'accroissant, les populations ont tendance à multiplier les déplacements en véhicule motorisé et à privilégier les zones commerciales et de services de périphérie qui offrent des conditions de stationnement plus aisées.

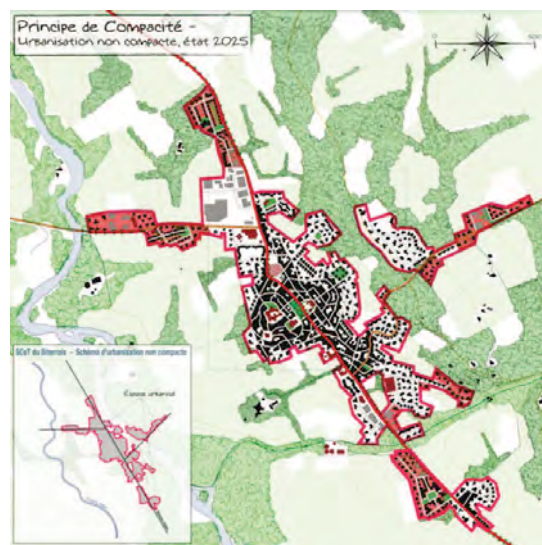
Illustration du principe de compacité

Accepté



Source : SCOT du Biterrois

Refusé



Orientations 2.1.4 Principe de continuité

Prescriptions

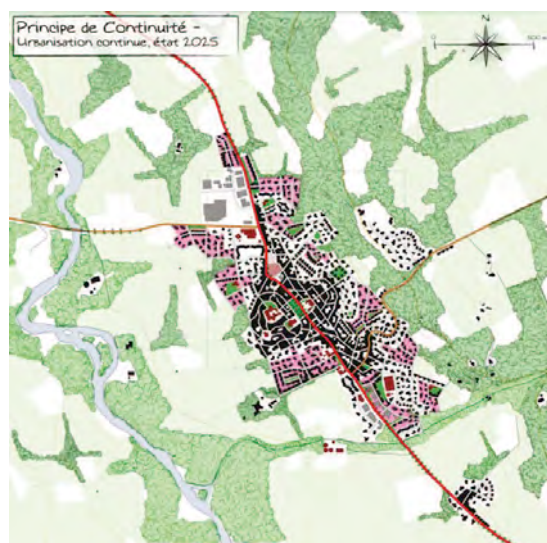
Le développement urbain doit éviter le morcellement de l'urbanisation et le mitage des secteurs non encore urbanisés. Il s'agit de rompre avec le modèle de croissance de l'urbanisation de ces 20 dernières années. Trop souvent guidé par les opportunités foncières plutôt que par une logique de projet urbain, ce mode d'urbanisation a notamment eu pour conséquence la création de quartiers nouveaux déconnectés de l'urbanisation antérieure, et le développement de friches dans les espaces interstitiels.

Les zones d'urbanisation future doivent être positionnées de façon à garantir la continuité du tissu urbain. Les zones dérogeant à ce principe ne seront autorisées que si le projet urbain communal démontre l'intérêt et la validité de ce choix. Pourront notamment être prises en compte les contraintes topographiques, les zones de risques ou de servitudes, les nuisances générées par certains types d'occupations du sol (activités bruyantes, polluantes...). La seule opportunité foncière ne pourra pas être retenue comme une justification acceptable.

Quand le projet urbain de la commune justifie l'existence d'une zone d'urbanisation future en discontinuité avec la tâche urbaine, il doit également donner des préconisations de nature à assurer l'articulation de la zone en question avec le reste de l'urbanisation, notamment en termes de déplacements doux, de transports en commun, d'accessibilité aux services et de traitement de l'espace interstitiel.

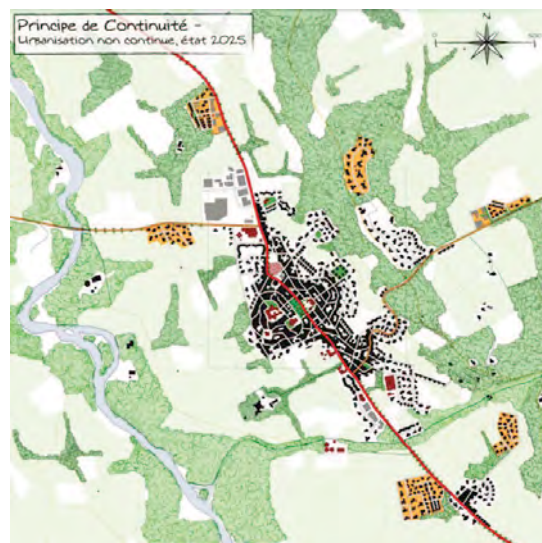
Illustration du principe de continuité

Accepté



Source : SCOT du Biterrois

Refusé



Orientations 2.2.1 Objectifs général de consommation foncière

Afin de s'inscrire dans une réelle démarche de développement durable et atteindre, comme prévu au PADD, une réduction de 50% du rythme d'artificialisation d'espace par rapport au développement réalisé sur la période précédente (350 hectares par an sur 2000-2008), le SCoT fixe, pour la totalité du territoire, une enveloppe globale maximale de consommation foncière réelle de 2 250 hectares naturels ou agricoles, jusqu'à l'année 2025, soit en moyenne moins de 175 hectares par an.

La répartition de la consommation d'espace entre les différents types d'espaces urbanisés est la suivante :

Habitat (résidences principales) : 1 480 hectares,

Activités économiques, commerciales, touristiques : 600 hectares dont 380 pour les zones d'activités économiques, 120 hectares pour les commerces, et 100 hectares pour les autres activités dont les équipements touristiques

Divers dont voiries et équipements publics : 170 hectares.

Orientations 2.2.2 Application des objectifs de consommation foncière à l'habitat

Prescriptions

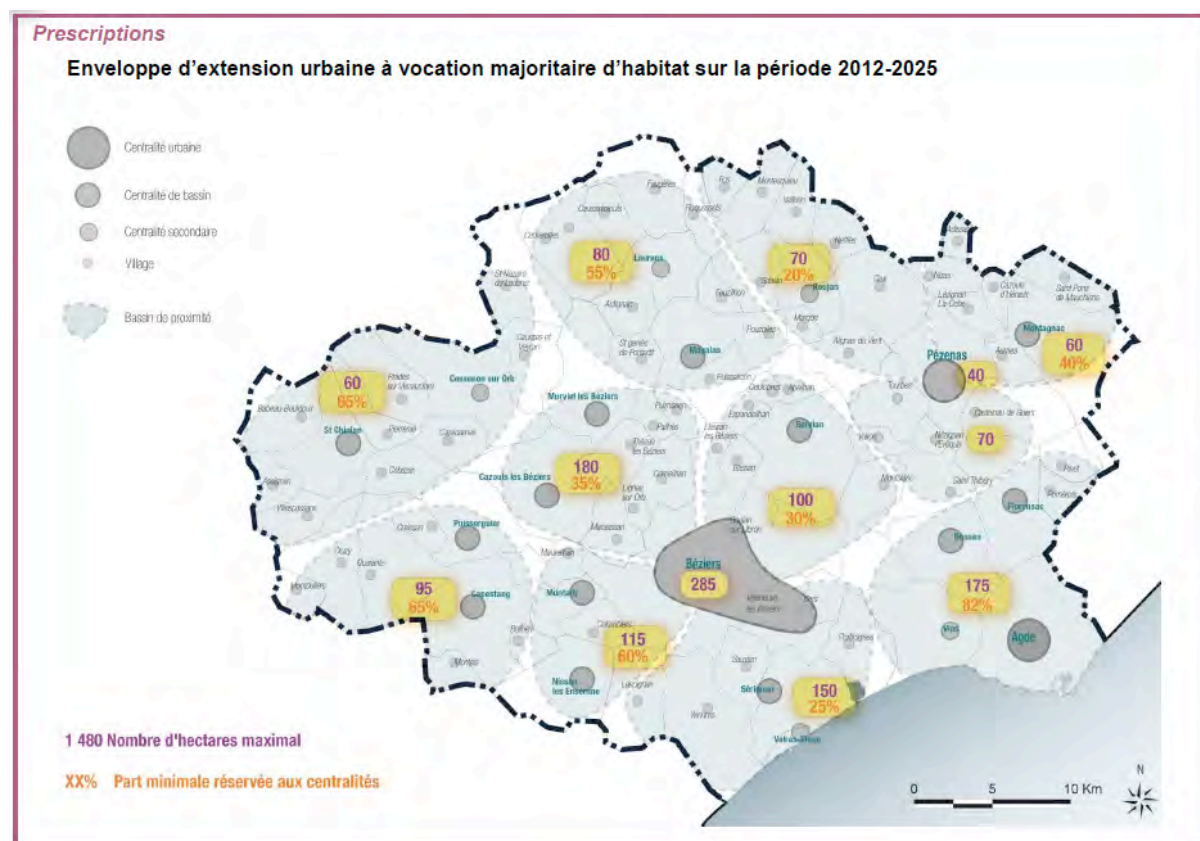
Le SCoT fixe une enveloppe globale maximale de consommation foncière réelle de 1 480 hectares pour l'urbanisation des zones dédiées majoritairement à l'habitat, jusqu'à l'année 2025. Cet objectif est décliné en enveloppe de surfaces à urbaniser pour chaque bassin de proximité et chaque centralité urbaine, à l'exception de la centralité d'Agde et du bassin de proximité associé, dont les particularités impliquent de retenir une enveloppe globale (voir cartographie ci-après).

Ces enveloppes sont définies en fonction :

- des objectifs de constructions neuves nécessaires pour l'accueil des populations nouvelles,
- des objectifs de densité moyenne d'habitat,
- et en prenant en compte qu'une part des logements seront réalisés en renouvellement urbain (reconquête de friches urbaines, densification, réhabilitations, utilisation des dents creuses...).

Les documents d'urbanisme communaux doivent justifier de la compatibilité de leurs options d'extension d'urbanisation avec le respect de ces enveloppes, en évaluant notamment l'importance relative de la commune dans son bassin de proximité. A la date d'approbation du SCoT, les zones AU ou NA ouvertes et entrées en phase opérationnelle (NB : une zone entrée en phase opérationnelle a fait l'objet d'un dossier de réalisation de ZAC, d'un PAE, d'un permis d'aménager ou d'un permis de construire groupé, approuvé par délibération ou arrêté de la collectivité) seront considérées comme faisant partie de la tâche urbaine initiale de la commune.

Toutes les autres zones AU ou NA ouvertes ou fermées seront considérées comme des extensions d'urbanisation. Par la suite, toute création de zone d'urbanisation future vient en déduction des enveloppes définies. Les zones d'urbanisation future entièrement enclavées dans des zones déjà urbanisées ne seront pas comptabilisées.



Orientations 2.2.3 Application des objectifs de consommation foncières aux activités économiques

Prescriptions

Pour la réalisation du projet d'aménagement et de développement durable du Biterrois et répondre aux besoins d'installation des entreprises, il est nécessaire de dégager de nouveaux espaces répondant aux besoins des différents secteurs de son économie. Pour le développement des zones à vocation d'activités économiques, commerciales ou d'hébergement touristique, le SCoT fixe une enveloppe maximale de consommation foncière réelle de 600 hectares pour l'ensemble du territoire, dont la décomposition et la localisation sont précisées dans les orientations de l'axe 4.

A la date d'approbation du SCoT, les zones AU ou NA ouvertes et entrées en phase opérationnelle (NB : une zone entrée en phase opérationnelle a fait l'objet d'un dossier de réalisation de ZAC, d'un PAE, d'un permis d'aménager ou d'un permis de construire groupé, approuvé par délibération ou arrêté de la collectivité) seront considérées comme faisant partie de la tâche urbaine initiale de la commune. Toutes les autres zones AU ou NA ouvertes ou fermées seront considérées comme des extensions d'urbanisation. Par la suite, toute création de zone d'urbanisation future vient en

déduction des enveloppes définies. Les zones d'urbanisation future entièrement enclavées dans des zones déjà urbanisées ne seront pas comptabilisées.

- L'axe 3 « Habiter, relier, vivre au quotidien » précise la manière de répondre à deux grandes fonctions que le territoire doit assurer aux habitants : se loger et se déplacer. Il prévoit de développer une offre diversifiée de logements permettant de satisfaire les besoins et de faciliter les parcours résidentiels. Il définit un système de déplacements permettant de renforcer la mobilité alternative : transports en commun et modes doux.

Objectifs 3.I Proposer une offre de logement diversifié pour répondre à tous les besoins

Les options retenues par le PADD permettent d'évaluer l'augmentation de la population de 2012 à 2025, à 58 300 habitants supplémentaires, soit environ 327 000 habitants sur le territoire du SCoT à horizon 2025.

Depuis les 10 dernières années, l'accueil des populations nouvelles s'est fait essentiellement selon les opportunités foncières et la pression du marché immobilier, conduisant à une logique de périurbanisation. Le SCoT propose au contraire d'organiser l'accueil de la population nouvelle de façon à renforcer l'armature urbaine du territoire et à corriger les déséquilibres notamment entre l'est et l'ouest, et entre le littoral et le reste du territoire.

Le PADD acte ainsi les principes suivants:

§ modérer l'afflux de population sur le littoral déjà saturé,

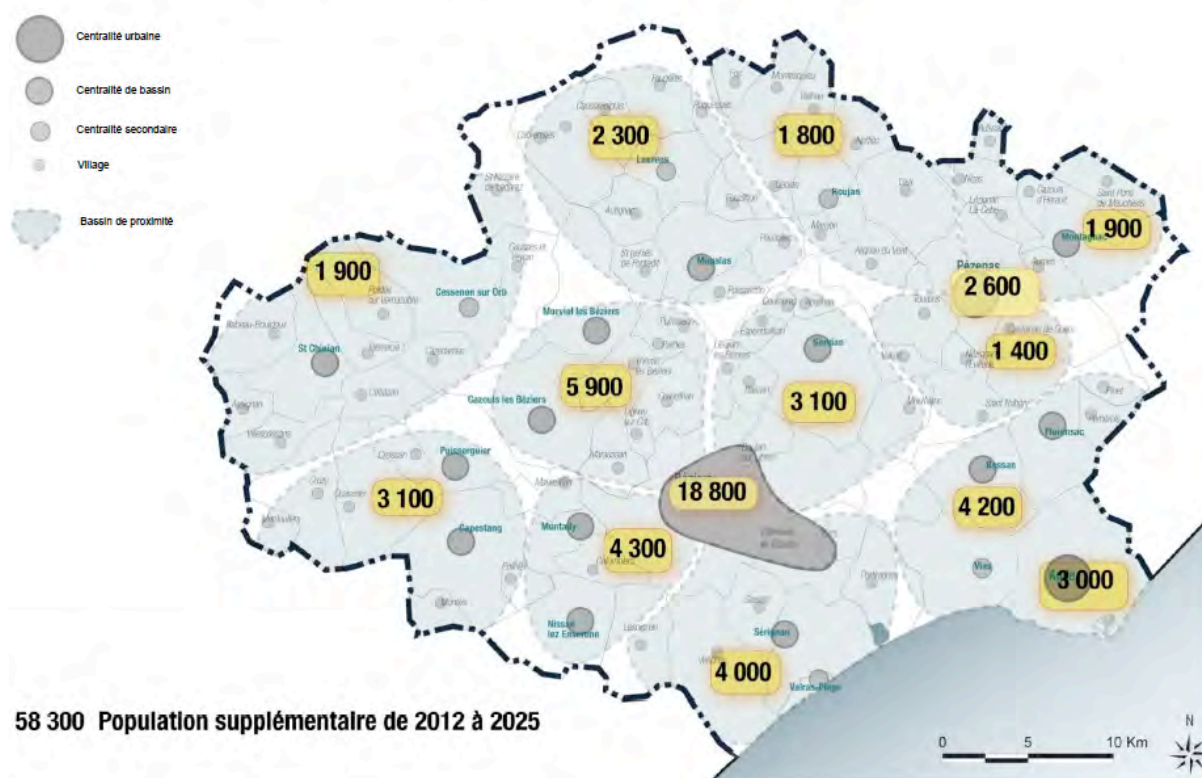
§ ne pas excéder les capacités d'accueil de population sur le piémont,

§ favoriser un rééquilibrage démographique entre l'est et l'ouest du territoire.

Par ailleurs, le PADD affirme la nécessité de favoriser l'implantation des populations nouvelles dans les centralités, ce qui permet de leur offrir un maximum de services et d'équipements à proximité immédiate. Ce principe conduit à conforter le poids démographique des centralités urbaines, et notamment de la centralité biterroise et des bassins qui y sont rattachés. Il amène également à renforcer le poids relatif des centralités au sein de leur bassin de proximité.

La mise en œuvre de ces principes conduit à une projection de la répartition des nouvelles populations sur le territoire à l'horizon 2025 :

Hypothèse de répartition de la population sur la période 2012-2025



Cette logique de répartition de la population est la base utilisée pour définir de nombreux objectifs chiffrés et territorialisés du SCoT, tels que la production de logements et de logements sociaux.

Concernant le logement, au delà des objectifs quantitatifs territorialisés, il s'agit également de mieux adapter l'offre et de favoriser un parcours résidentiel qui permettent, à terme, l'accession à la propriété pour un maximum de ménages.

Cela passe, au niveau de la production de logement, par un meilleur équilibre entre offre d'accession à la propriété et offre de logements locatifs privés, ainsi que par une diversification qualitative, en termes de taille de logements proposée et de gamme.

Enfin, le SCoT se montre volontariste en matière de logements sociaux, de façon à rejoindre les objectifs définis par les lois DALO et SRU. Il définit un principe de solidarité de l'ensemble des communes du territoire dans l'effort de production des nouveaux logements aidés, mais tout en gardant des objectifs réalistes et atteignables (notamment concernant la part du logement social dans la production annuelle de logements pour certaines communes).

Orientations :

- Objectifs généraux de répartition de la population sur le territoire.
- Cadrage de la production globale de logements.

- Objectifs de production du logement social.
- Accueil des gens du voyage.

Pour indication, le taux de croissance annuel moyen de population est d'environ 1,2% par an à Autignac.

3.2.3 Renforcement du rôle des centre-bourg

Prescriptions

Les centres-villes et centres-bourgs doivent redevenir le lieu naturel de l'activité des habitants. Pour ce faire, les centres doivent demeurer des espaces accueillant une grande diversité de fonctions : habitat, mais aussi activités, commerces, services aux populations et équipements. La présence d'équipements publics dans les centres génère une fréquentation propice à inciter à l'implantation d'autres services privés, de professions libérales et de commerces. C'est pourquoi, l'implantation des nouveaux équipements publics, ou le déplacement de ceux-ci seront prioritairement localisés dans les centres-villes et centres-bourgs, dès lors que leur activité est compatible avec le milieu urbain.

De plus, les centres-villes et centres-bourgs devront être aménagés pour permettre l'accueil des activités tertiaires, particulièrement celles destinées à une clientèle de particuliers, et des professions libérales. L'implantation de telles activités devra toujours être prioritairement proposée sur les centres et n'être acceptée dans les ZAE périphériques qu'en dernier recours. Dans ce dernier cas, l'impossibilité d'implantation dans le centre-ville ou le centre-bourg devra être dûment justifiée.

L'implantation des commerces dans les centres est traitée dans l'orientation 4.2.3.

Enfin, les services de transports en commun devront desservir directement les centres-villes et centres-bourgs. Notamment, l'aménagement des points d'intermodalité prévus dans les centralités devra se faire dans ou à proximité immédiate du centre de celles-ci (Cf. orientation 3.3.5).

Recommandations

Il est recommandé aux communes, d'apporter la plus grande attention à la qualité des espaces publics en particulier pour tout ce qui touche à l'accessibilité, un des facteurs de réussite de l'attractivité des centres-villes ou centres-villages.

Pour cela, les communes veilleront à :

- aménager des parkings de proximité (voitures et cycles) en nombre suffisant et de les signaler depuis les entrées de villes,

- organiser des cheminements piétons sécurisés et adaptés aux différents publics (familles avec enfants, personnes âgées, handicapés, groupes) à l'aide par exemple d'éclairages spécifiques, de barrières de protection, de plans inclinés...

Il est recommandé enfin de développer des animations régulières en vue d'étendre l'intérêt et la saison touristique ; il s'agit par exemple de foires sur les produits locaux, de carnaval, de fêtes patronales ou folkloriques...

- L'axe 4 « Renforcer l'attractivité économique du territoire » a pour objectif de créer les conditions de développement économique (l'agriculture étant traitée avec l'axe 1). Il définit une stratégie pour l'offre d'accueil des entreprises à travers une hiérarchie de zones d'activités. Il favorise un redéploiement de l'activité touristique. Enfin, il précise la localisation préférentielle des commerces ainsi que celle des futurs grands espaces de développement commercial.

Orientations 4.1.1 Objectifs généraux de répartition des activités

L'objectif est d'accroître le nombre d'emplois, d'assurer le développement de toutes les composantes du territoire, de répondre au développement des services de proximité et de réduire les déplacements domicile-travail.

Aussi, les emplois nouveaux se répartissent sur l'ensemble du territoire en fonction :

- du tissu économique local et de ses ressources mobilisables,
- de l'accessibilité,
- de la population résidente et de son évolution,
- des possibilités effectives de développement des différents secteurs d'activités.

L'implantation des activités économiques, commerciales ou touristiques, suit les règles d'urbanisation définies dans l'axe 2 et notamment les principes de compacité et continuité.

Ainsi, l'espace urbain est le lieu privilégié d'installation des activités créatrices d'emplois permettant :

- d'accroître la mixité des fonctions urbaines,
- de faciliter l'usage des transports en commun,
- de contribuer au renforcement des centres (cf. l'orientation 3.2.3),
- de limiter la consommation foncière (cf. les orientations de l'objectif 2.2).

C'est en particulier le lieu le mieux adapté à un très grand nombre d'activités de proximité telles que l'éducation, la santé, le commerce de détail, les services à la personne ou les administrations

publiques. Pour les activités qui ne peuvent pas trouver place dans le tissu urbain existant, les documents locaux d'urbanisme définissent des zones d'activités économiques, commerciales ou touristiques en extension continue et compacte de l'urbanisation.

Il s'agit d'aménager des espaces pour l'accueil d'entreprises, qui en raison de leurs activités ou de la taille de leurs installations ne peuvent s'insérer dans le tissu urbain sans perturber son fonctionnement ou générer des nuisances incompatibles avec l'habitat ou l'environnement immédiat. Ces zones d'activités sont dimensionnées sans excès à partir d'études d'opportunités ou de marchés. Elles font l'objet d'aménagement d'insertion architecturale et paysagère : des dispositions supplémentaires sont prises si la zone d'activité est située en entrée de ville (cf. orientation 5.2.4).

La localisation de ces zones tient compte :

- du dimensionnement et des capacités des accès routiers et des voiries internes,
- de la desserte effective en transports publics,
- des possibilités réelles de connexion haut débit,
- des dispositifs de gestion des déchets et des effluents,
- de gestion économe de l'eau,
- des nuisances spécifiques.

Recommandations

Il est recommandé d'adopter une signalisation commune à l'échelle d'une intercommunalité ou d'un bassin, ainsi que des règles en matière d'affichage d'enseignes commerciales et de publicité.

Orientations 4.1.3 Objectifs pour les Zones d'Activités à vocations locales

Pour compléter l'offre en matière de proximité et d'initiatives locales, de petites zones d'activités d'intérêt local sont aménagées par les communes ou les intercommunalités.

Ces zones sont destinées à recevoir principalement des artisans et de petites entreprises des secteurs de l'industrie, du BTP ou du transport. Pour éviter, une prolifération de petites zones dont l'opportunité ou la vocation sont mal définies, le SCoT retient une organisation intercommunale de celles-ci dont l'objet est de réguler l'offre et d'assurer une bonne intégration dans l'urbanisation. Les prescriptions suivantes concernent toutes les ZAE, qu'elles soient d'intérêt intercommunal ou de proximité.

Prescriptions

Les Intercommunalités organiseront à leur niveau un schéma des zones d'activités dédiées à l'accueil des petites et moyennes entreprises dont l'activité ou le rayonnement reste à l'échelle du territoire

du SCoT. Ces schémas intercommunaux tiendront compte du fait que l'accueil des petites et très petites entreprises de proximité sera fait dans la mesure du possible à l'intérieur des tissus urbains, dès lors qu'elles ne posent pas de problèmes de compatibilité avec l'habitat. Ces schémas privilégieront la mutualisation de l'offre par des zones d'intérêt intercommunal : les zones de très petite taille correspondant à un besoin de niveau communal, seront l'exception. Ces schémas prendront en compte le réseau de ZAE défini par le Pays Haut Languedoc et Vignobles.

Ces zones d'intérêt intercommunal seront localisées et dimensionnées en fonction des besoins locaux : compte tenu des disponibilités actuelles et des projets déjà engagés, l'ensemble du besoin foncier nouveau est de 50 hectares pour l'ensemble du territoire. Ces zones seront conçues pour respecter les principes de continuité et de compacité de l'urbanisation. Elles seront de préférence aménagées et maîtrisées par les intercommunalités.

Recommandations

La taille d'une zone d'intérêt intercommunal est généralement de 2 à 5 hectares. Les zones de plus petite taille devront correspondre à une spécificité locale ou à un besoin de proximité à laquelle l'offre territoriale ou intercommunale ne peut apporter de solution économique ou environnementale satisfaisante. Il est recommandé que toutes ces ZAE soient desservies par le réseau de transports en commun et aient accès au haut débit.

Orientations 4.2.I Répartition des commerces

Prescriptions

La répartition de l'offre commerciale sera cohérente avec la structuration du territoire décrite dans l'axe 3. Ainsi, l'équipement commercial minimal est défini pour répondre d'abord aux besoins courants et ensuite à la diversité des demandes :

- dans tout village du territoire : un point multiservices à défaut d'une petite surface alimentaire,
- dans un bassin de centralité secondaire : une petite surface alimentaire (supérette) et quelques commerces spécialisés,
- sur un territoire de centralité de bassin : un ensemble commercial diversifié avec un supermarché alimentaire,
- sur un territoire de centralité urbaine : un pôle commercial urbain très diversifié, un hypermarché et des ensembles commerciaux de grandes et moyennes surfaces spécialisées.

L'offre en surfaces alimentaires suit le rythme de croissance de la population permanente et de la fréquentation touristique. L'offre en produits du terroir et en produits « loisirs – culture » est accrue avec deux objectifs : maintenir des activités économiques locales (agriculture, artisanat) et accroître

l'attractivité permanente et touristique, des parties rurales du territoire. Par contre, l'ouverture de surfaces commerciales en « équipement de la personne » ou en « équipement de la maison » est soumise à une étude d'opportunité. Selon la taille de l'ensemble commercial envisagé, le périmètre de cette étude est local (communal) ou plus vaste (intercommunal, bassin) voire territorial.

Recommandations

Pour assurer la cohérence avec la structuration du territoire, les ensembles commerciaux de plus de 1 000 m² SHON sont implantés préférentiellement dans les pôles de centralité, sauf si l'état de l'offre actuelle et la localisation des logements justifient d'autres implantations, facilitant la proximité, sans déséquilibrer la structuration retenue. La création de grandes surfaces alimentaires vise à maintenir un ratio moyen de 380 m² pour 1000 habitants observé en 2010 sur le territoire. Il est recommandé que la création de surfaces alimentaires soit répartie au mieux sur le territoire et dans chaque bassin de proximité.

Outils

Etat détaillé de l'offre commerciale

Pour disposer des éléments d'appréciation sur les projets d'implantation, il est nécessaire d'établir un état détaillé et actualisé de l'offre commerciale : produits, surfaces, localisation, type (isolé ou ensemble commercial), état extérieur, niveau d'intégration urbaine... Il convient que cet état soit établi et mis à jour régulièrement (au moins annuellement) pour tenir compte des commerces installés et des autres projets.

Cet état sera accompagné de ratios pour estimer l'évolution de l'offre, face aux évolutions de la population locale ou touristique et aux évolutions de la consommation. Cet état détaillé et sa mise à jour régulière peuvent être conduits au niveau intercommunal ou communal. Le regroupement des informations au niveau territorial permettra d'anticiper les besoins en matière d'aménagement commercial et de définir l'opportunité des projets. La réalisation de cet état doit être conduite utilement avec les partenaires locaux tels que la CCI et la Chambre des métiers.

Orientations 4.2.2 Localisation des commerces

Prescriptions

L'implantation de commerces et services de proximité doit participer à la qualité de vie, à la mixité fonctionnelle et à la réduction de la consommation d'espace. Aussi, les commerces sont implantés selon les prescriptions générales applicables à l'urbanisation décrites dans les orientations et les objectifs de l'axe 2, c'est à dire de façon compacte et en continuité du tissu urbain.

L'implantation dans les centres-villes ou centres-villages est privilégiée à celle des entrées de villes ou des espaces périphériques peu connectés au tissu urbain. Le déploiement d'espaces commerciaux en extension de l'urbanisation est soumis à une étude ou un plan d'aménagement d'ensemble. Cette étude ou ce plan veillera à assurer :

- une bonne intégration paysagère et fonctionnelle dans l'urbanisation existante,
- un dimensionnement adéquat des voies et du stationnement au trafic généré,
- la possibilité de desserte en transports publics,
- une gestion maîtrisée de l'énergie et des déchets.

Orientations 4.2.3 Aménagement commercial dans les centres

Prescriptions

Les communes aménagent leurs centres-villes et centres-villages de façon à :

- y favoriser l'installation de tous commerces et services,
- y faciliter l'accessibilité des clientèles.

Pour cela, elles portent attention aux espaces publics notamment par l'aménagement de places ou de placettes animées ou par la localisation et l'architecture des équipements publics.

L'installation des commerces de première nécessité y est privilégiée, en particulier les surfaces alimentaires et les services à la personne, tant privés que publics. Les centres sont également des lieux d'installation d'activités susceptibles d'animer le tourisme toute l'année et sur tout le territoire. Il s'agit notamment des activités «vitrines» tels que les commerces de produits locaux ou l'artisanat d'art.

Recommandations

Pour s'assurer de leur bonne intégration, il est recommandé que les projets d'ensembles commerciaux soient précédés d'une étude portant sur l'intégration architecturale, l'accessibilité, la complémentarité et la compatibilité avec les autres fonctions urbaines. Voir aussi les recommandations de l'orientation 3.2.3.

Les Outils

FISAC : Le FISAC (Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce) est un dispositif destiné principalement à financer les opérations de création, maintien, modernisation, adaptation ou transmission des entreprises du commerce, de l'artisanat et des services, afin de préserver ou développer un tissu d'entreprises de proximité.

Objectif 4.3 Redéployer l'activité touristique

Les trois quarts des capacités d'hébergements touristiques sur l'ensemble du territoire du SCoT sont liés aux logements en résidence secondaire. Le parc d'hébergements touristiques marchands est peu développé. Il concerne essentiellement l'hébergement de plein air : les campings représentant en 2008 près de 90% du nombre de lits touristiques contre moins de 5% pour les hôtels.

Bien qu'ayant entamé un processus de mutation ces dernières années, le tourisme dans le Biterrois reste avant tout un tourisme balnéaire de masse également caractérisé par une forte saisonnalité. En effet, l'activité touristique se concentre sur la période estivale (juillet – août), créant une pointe touristique ayant notamment un fort impact en termes de circulation et de stationnement dans les communes littorales.

Compte tenu de l'évolution progressive des attentes de la population touristique, un autre type de tourisme se développe peu à peu sur le territoire du SCoT du Biterrois et plus particulièrement dans son arrière-pays. Il s'agit du « tourisme vert » qui se veut en phase avec l'environnement et plus diversifié (découverte de la culture, de l'art de vivre, de l'histoire ou encore du patrimoine local).

Orientations :

- Diversification de l'hébergement.
- Mobilité Touristique.
- Equipements touristiques spécifiques.
- Constitution d'un arc de projet rétro-littoral.

- Enfin, l'axe 5 « Développer un urbanisme durable et de projet » définit les principes selon lesquels le développement et l'aménagement du territoire doivent en conforter la qualité environnementale : prise en compte des risques, insertion réciproque entre la nature et la ville, gestion économe des ressources.

Le SCOT porte plusieurs grands objectifs pour la commune de Autignac ou son bassin de proximité résumé ici sommairement :

Pour le bassin de proximité constitué des deux centralités de Laurens et Magalas plus les communes d'Autignac, Saint Génies, Puissalicon, Pouzolles, Fouzillon, Cabrerolles, Caussioniojols, Faugères et Roquessels :

- Une enveloppe d'extension urbaine à vocation d'habitat à l'horizon 2025 limitée à 80 ha dont 55% pour les deux centralités soit 44 Ha, ce qui laisse 36 Ha pour les 9 autres communes du bassin de proximité.

- Un objectif de production de 1700 logements dont 24% minimum en réhabilitation et réinvestissement et 50% réservé aux deux centralités à l'horizon 2025 ce qui laisse 204 logements minimum en réhabilitation et 646 neufs pour les 9 autres communes du bassin.

Résumé des enjeux SCOT pour le bassin de proximité d'Autignac

Le SCOT se projette à 2025, et fixe un taux de croissance de la population par secteurs, le nombre de nouveaux habitants, le nombre de logement et la surface maximale occupée par le développement de l'urbanisation,



Source : Scot du Biterrois

A partir d'une division équitable, sans tenir compte du différentiel de besoins et de production de chaque commune, de la demande en logement intrinsèque à chaque village et en partant du principe que les capacités constructives seront distribuées entre les 9 communes secondaires du bassin proportionnellement au nombre d'habitants de chaque commune, on obtient pour la commune d'Autignac, le chiffre de 5,4 Ha d'extension urbaine, la réhabilitation de 31 logements et une possibilité de constructions neuves de 97 unités. En croisant les deux données, on arrive à une densité de 18 logements à l'hectare, qui doit guider les projets d'aménagements communaux afin de réfréner l'étalement urbain.

Pour Autignac

- Protéger la silhouette du village
 - Traitement qualitatif des entrées de villes
 - Préservation du secteur viticole sensible aux mutations

Enjeux des villages de promontoire

Laisser la silhouette ancienne dégagée

Urbaniser en gardant une trame végétale

Proscrire l'urbanisation entre le village et la route principale

Densifier l'urbanisation amorcée en travaillant la forme urbaine

Source : SCOT du Biterrois

Le SCOT définira ultérieurement une Trame Verte et Bleue ainsi que des espaces agricoles à préserver en raison de leurs fortes valeurs écologiques ou agronomiques.

Le PLU d'Autignac doit s'inscrire dans un rapport de compatibilité avec le Document d'Orientations Générale du SCOT du Biterrois qui est le seul document opposable : cette compatibilité est le moyen d'action essentiel du SCoT. En effet, sauf lorsqu'il «détermine des sites naturels ou urbains à protéger », le SCoT définit des orientations, fixe des objectifs, détermine des grands projets d'équipements et de services, mais agit essentiellement indirectement au travers de la mise en compatibilité des documents d'urbanisme.

Le Document d'Orientations Générales (DOG) constitue le document de référence du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT). Si le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) est le « document politique » qui exprime la stratégie retenue pour le territoire, le Document d'Orientations est le document technique qui définit les orientations et les prescriptions pour sa mise en œuvre : il représente le mode d'application pratique du SCoT.

Synthèse enjeux documents supra-communaux

D'ici 2030, la Région Languedoc-Roussillon et les communes rurales devront faire face à de nombreux enjeux, déjà connus pour une partie d'entre eux :

- Logement et urbanisation,
- Transport et mobilité,

- Environnement et développement durable,
- Développement économique et emploi.

Les lois Grenelle I et II enrichissent l'arsenal des outils à dimension régionale dans le domaine de l'énergie et du climat par deux documents dont le PLU d'Autignac doit tenir compte.

Le PLU d'Autignac s'inscrit dans un principe de compatibilité avec le SRADDT Languedoc Roussillon avec le SRCAE Languedoc-Roussillon, avec le SDAGE Rhône Méditerranée, avec le SAGE « Orb-Libron », le Schéma Départemental des Carrières des Pyrénées-Orientales, avec le SCOT du Biterrois).

Le futur d'Autignac doit donc se trouver en accord avec tous ces documents afin de mettre en place des politiques d'aménagement cohérentes à différentes échelles. Le but de tous ces textes est de parvenir à renforcer les dynamiques préexistantes, de renforcer la mixité sociale de l'habitat et de redynamiser dans des cadres qui se veulent plus écologiques, le lien à l'échelle communale mais aussi à l'échelle communautaire. Schématiquement, à court comme à long terme, la préservation des espaces naturels et agricoles doit être conjuguée à une redynamisation dans le domaine des transports et de l'habitat qui passe par la réhabilitation et le réinvestissement urbain. Redynamisation inscrite dans des cadres réglementaires et écologiques, définis par le Grenelle.

LES SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE

Les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol sont des limitations administratives au droit de propriété instituées par des actes spécifiques en application de législations particulières, en vue notamment de préserver le fonctionnement de certains équipements publics, le patrimoine naturel ou culturel, ainsi que la salubrité et la sécurité publique.

Le Plan Local d'Urbanisme doit être en cohérence avec les prescriptions issues de ces servitudes. Les actes qui instituent ces servitudes figurent dans le dossier joint en annexe, ou sont directement consultables auprès des services gestionnaires.

Les SUP

Dans le cadre du RNU actuellement en vigueur à Autignac, le projet urbain est concerné indirectement par les servitudes d'utilité publique suivantes :

Servitude relative à l'utilisation de certaines ressources et équipements

Energie

Servitude I4 : Electricité

La ligne électrique aérienne 400KV GAUDIERE-TAMAREAU est exploitée sur le territoire communal.

Carte Livret annexe

Source : RTE

Service gestionnaire de la servitude :

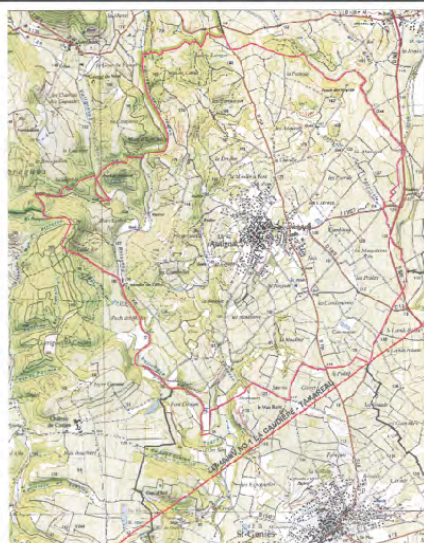
Monsieur le chef de service R.T.E-G.I.M.R.

34 avenue Henri Barbusse-BP 52630

31036 TOULOUSE CEDEX

A l'attention de M. RAYNAUD

SERVITUDE I4 : ELECTRICITÉ - LIGNE ELECTRIQUE AERIENNE 400KV GAUDIERE-TAMAREAU



Source : PAC DDTM 34

Elaboration du PLU - Autignac - 2012/2013

URBAN PROJECTS

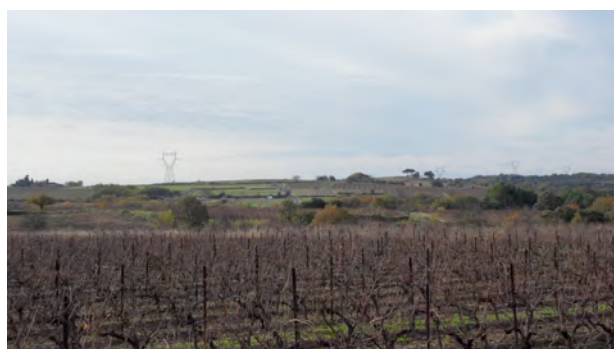
Eaux et assainissement

Servitude A2 : Servitude attachées à l'établissement des canalisations souterraines d'irrigation

Service gestionnaire de la servitude :

M. le directeur de BRL Exploitation

Secteur du Bitterois



ZAE la Baume- Bât. B

34290 SERVIAN

A l'attention de M. RUY Adrien

Périmètre de protection

Servitude de voisinage à proximité des cimetières :

Servitude édictée par le décret du 7 mars 1808 (article 1) devenu l'article L. 361-4 du Code des communes puis l'article L.2223-5 du Code général des collectivités territoriales.

"Nul ne peut, sans autorisation, élever aucune habitation, ni creuser aucun puits, à moins de 100 mètres des nouveaux cimetières transférés hors des communes".

Les bâtiments existants ne peuvent être ni restaurés, ni augmentés sans autorisation. Les puits peuvent, après visite contradictoire d'experts, être comblés par décision du représentant de l'Etat dans le département.

Photographie : le cimetière d'Autignac



Source : Urban Projects

Un périmètre d'inconstructibilité de 100 mètres autour de l'abattoir de volailles Costes au titre de l'arrêté du 30 avril 2004 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique n° 2210 abattage d'animaux¹.

Un périmètre d'inconstructibilité de 200 mètres autour des deux champs d'épandage viticole

Un périmètre d'inconstructibilité de 100 mètres autour de l'ancienne station d'épuration

¹ Source : Carte communale 3 avril 2007, BETU

AC I: servitudes de protection des monuments historiques

Château de Grézan – façades et toitures de l'ensemble du bâtiment et le parc en totalité – commune de Laurens

Service gestionnaire :

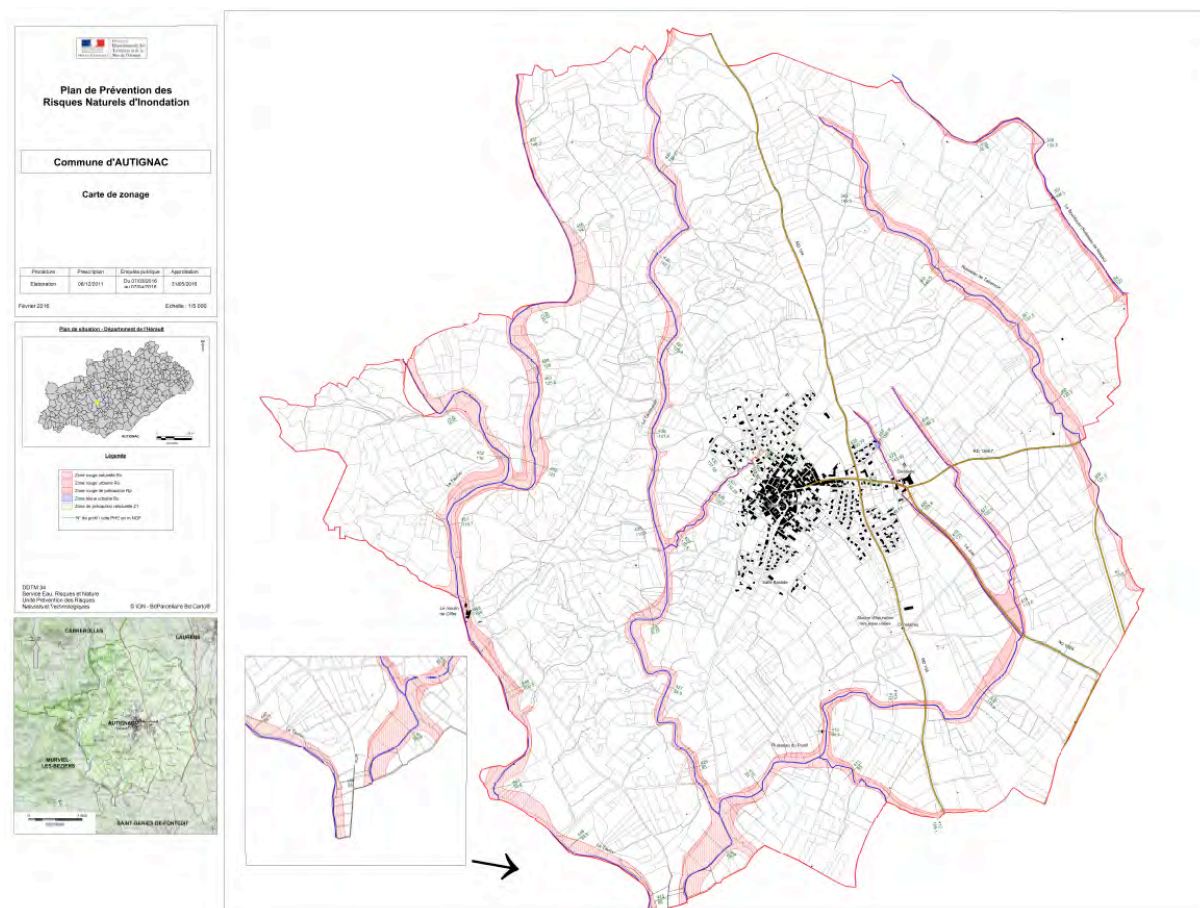
DRAC - Service Départementale de l'Architecture et du Patrimoine

5, Impasse Tissié-Sarrus (Près du Peyrou)

34961 MONTPELLIER

Servitude PMI : Plan de prévention des risques naturels prévisibles institués en vertu de l'article L.562-I du code de l'environnement.

Le Plan de Prévention des risques inondations d'Autignac a été approuvé par la Préfet de l'Hérault par l'arrêté n°DDTM34-2016-05-07291 du 31 mai 2016. Le risque inondation concerne essentiellement les zones agricoles et naturelles de la commune. Le PPRi est annexé au PLU.

**Amendement Dupont**

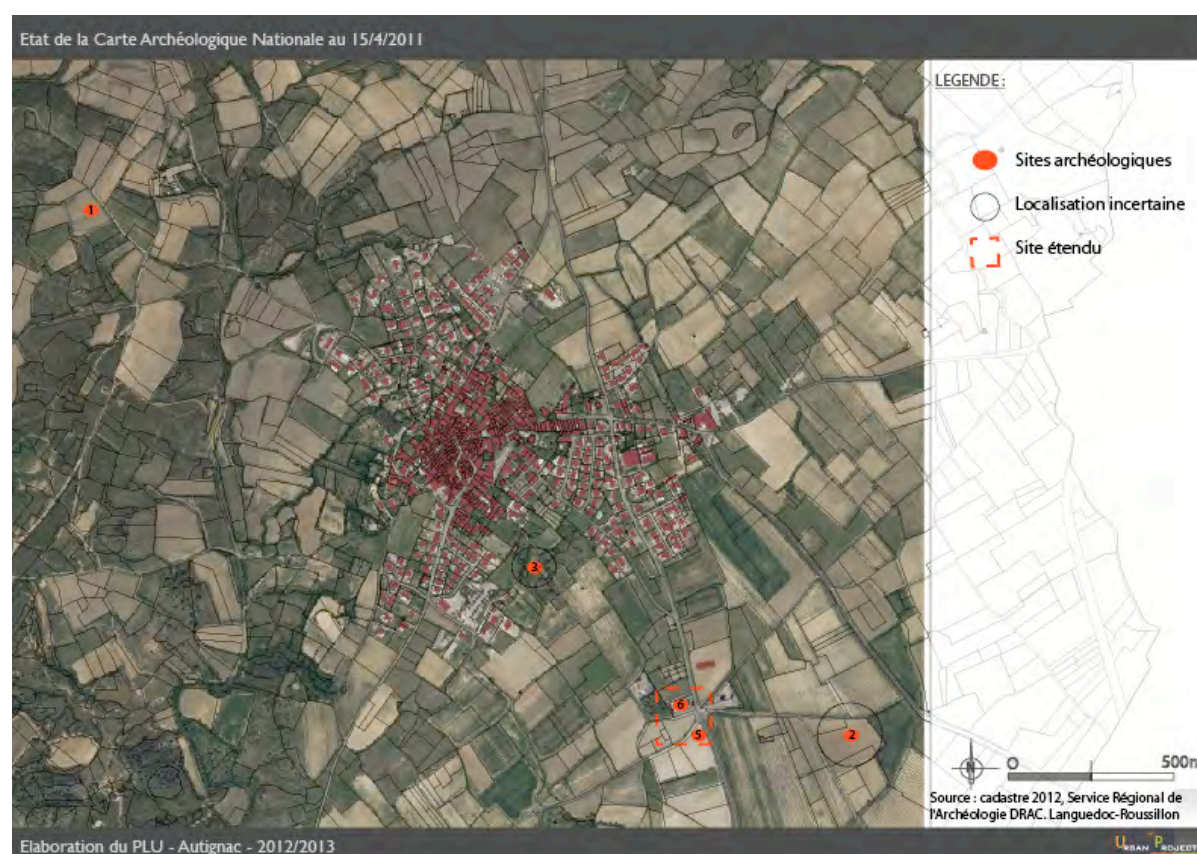
La RD 909 est classée route à grande circulation. En vertu de l'article L.111-I-4 du Code de l'urbanisme, les constructions et installations sont interdites dans une bande de 75 mètres de part et d'autre de l'axe des routes classées à grande circulation. Ce périmètre est reporté au plan de zonage.

Toute urbanisation à proximité de cet axe devra être accompagnée d'une étude traitant de :

- l'analyse des spécificités du site
- les nuisances
- la sécurité
- la qualité architecturale
- la qualité de l'urbanisme et des paysages
- les propositions de traductions du projet d'aménagement dans le document d'urbanisme.

Vestiges archéologiques²

Sur le territoire de la commune d'Autignac sont délimitées 6 zones géographiques dans le périmètre desquelles les projets d'aménagement affectant le sous-sol sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation. Ils recouvrent plusieurs périodes préhistoriques et historiques. Ces sites répertoriés reflètent l'état actuel des connaissances et ne peuvent en rien préjuger d'éventuelles découvertes à venir. Les sites archéologiques et les textes légaux et réglementaires les concernant sont détaillés en annexe.



Chacune de ces 6 zones est délimitée et identifiée sur le plan, et décrite sur la notice de présentation, annexés au présent PLU.

² Porter à connaissance de l'Etat 2012 - Autignac

Zone 1 : vestiges d'occupation gallo-romaine, La Jasse sur Peyre Grosse et Peyre Plantade.

Zone 2 : vestiges d'occupation gallo-romaine, Les Estopieux

Zone 3 : cimetière gallo-romain, La Poujade/ la Malaussade

Zone 4 : non attribué

Zone 5 : cimetière Haut Moyen-Age, Les Condamines

Zone 6 : vestiges bâtiment gallo-romain, La Poujade, Les Condamines

Le site n°6, situé à proximité de la zone urbaine, est le plus contraignant.

Afin d'éviter toute destruction de site, qui serait susceptible d'être sanctionnée par la législation relative aux crimes et délits contre les biens (article 322-1 et 322-2 du Code Pénal), le Service Régional de l'Archéologie devra être immédiatement prévenu de toute découverte fortuite conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi du 27 septembre 1941, validée par l'ordonnance n°45-2092 du 13 septembre 1945 et reprise à l'article L.531-14 du Code du Patrimoine.

Dans les zones 1 à 6, qui portent sur des sites archéologiques avérés, outre les demandes et déclarations définies à l'article 1er, toutes les demandes ou déclarations suivantes doivent être transmises au Préfet de Région :

- permis de construire en application de l'article L. 421-1 du code de l'urbanisme;
- permis d'aménager en application de l'article L. 421-2 du même code;
- permis de démolir en application de l'article L. 421-3 du même code;
- décision de réalisation de zone d'aménagement concerté en application des articles R. 311-7 et suivants du même code.
- tous les travaux définis à l'article 4° du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 (affouillements, nivellements, préparations du sol arrachage de souches, création de retenues d'eau ou de canaux...), sans seuil de superficie.

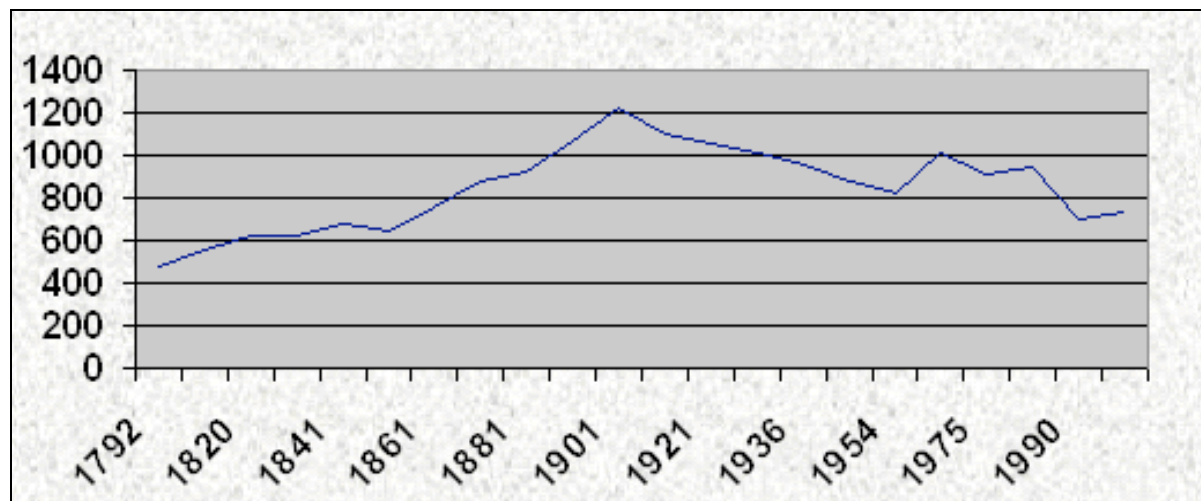
Conformément aux dispositions de l'article L522-5 du Code du patrimoine, les projets d'aménagements affectant le sous-sol des terrains sis dans les zones définies en annexes sont présumés faire l'objets de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation³.

³ Source : Porter à connaissance de l'Etat 2012- Autignac

LE CONTEXTE DÉMOGRAPHIQUE

Caractéristiques de la population

Evolution du nombre d'habitants à Autignac de 1792 à 1999



Source : http://patrice.lefur.perso.sfr.fr/courbes_demo.htm

L'analyse de ce graphique permet d'illustrer l'évolution démographique du village. Jusqu'en 1900, la courbe est ascendante (on compte jusqu'à 1226 habitants). Après 1900 un certain déclin s'amorce (peut-être lié aux deux guerres mondiales et à la crise économique dans le secteur viticole). Au dernier recensement officiel (1^{er} Janvier 2009) la population d'Autignac SCD (Sans Compte Double) était de 836 habitants¹.

La population sans doubles comptes (SCD) comprend :

- la population des logements, y compris les élèves internes et les militaires séjournant dans un établissement d'une autre commune et ayant leur résidence personnelle dans la commune ;
- la population des collectivités de la commune : travailleurs en foyer, étudiants en cité universitaire, personnes âgées en maison de retraite, hospitalisés de longue durée, religieux, personnes en centre d'hébergement de courte ou de longue durée, autres : handicapés,... ;
- les personnes sans abri ou vivant dans des habitations mobiles et les marinières ;
- la population des établissements pénitentiaires de la commune ;
- les militaires et élèves internes vivant dans un établissement de la commune et n'ayant pas d'autre résidence.

¹ Source INSEE 2007 : <http://www.insee.fr/fr/bases-de-donnees/default.asp?page=recensements.htm>

Evolution du nombre d'habitants et de la densité à Autignac de 1968 à 2009

	1968	1975	1982	1990	1999	2009
Population	1 005	910	948	698	730	836
Densité moyenne (hab/km2)	87,0	78,8	82,1	60,4	63,2	72,4

Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombremments - RP1999 et RP2009 exploitations principales.

De 1982 à 1990, la population a fortement chuté (-27%) : ceci est lié à un fort taux de mortalité et à l'exode des habitants vers les villes proches. Depuis 1990, la commune voit sa population croître lentement. C'est l'activité engendrée par la ville de Béziers qui a permis à Autignac de s'agrandir et de prospérer. Depuis le milieu des années 1970, Autignac subit une croissance démographique du fait de l'attraction de la métropole biterroise et de la ville de Bédarieux.

Cette observation est plus difficile à constater actuellement, Autignac poursuivant sa croissance mais moins fortement. L'enjeu évident pour la commune est de ne pas tomber dans le profil d'une commune attractive pour les ménages âgés et les étrangers lors des vacances, alors que les ménages avec enfants, sont incapables de se loger sur la commune. Elle doit avant tout rester un lieu de vie privilégié, car les dangers pour la commune peuvent s'avérer multiples (vieillesse trop importante, fermeture des écoles et d'autres services publics...). En effet, on remarque que la croissance démographique qui perdure à Autignac n'est pas la conséquence d'un solde naturel important mais celle d'un fort solde migratoire.

Indicateurs démographiques Autignac

	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2009
Variation annuelle moyenne de la population en %	-1,4	+0,6	-3,8	+0,5	+1,4
- due au solde naturel en %	-0,8	-0,8	-0,8	-0,5	+0,0
- due au solde apparent des entrées sorties en %	-0,6	+1,4	-2,9	+1,0	+1,4
Taux de natalité en ‰	5,7	5,1	7,7	7,3	10,0
Taux de mortalité en ‰	13,4	12,9	15,9	11,8	9,9

Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombremments -
RP1999 et RP2009 exploitations principales - État civil.

Le solde naturel est nul aujourd'hui et ce, depuis longtemps dans la commune (négatif entre 1975 et 1999). En revanche, ce qui a permis le développement de la commune est l'arrivée massive de travailleurs étrangers à la commune, voire au département ou à la région. Et clairement, on observe que, depuis une vingtaine d'années, soldes naturel et migratoire sont tous les deux faibles. Les taux de natalité et de mortalité étant aujourd'hui très proche, cela fait craindre un vieillissement drastique de la population, avec, à terme, la crainte d'un dépeuplement.

Indicateurs démographiques CC Framps 909

	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2009
Variation annuelle moyenne de la population en %	-0,4	+0,2	-0,4	+0,7	+3,1
- due au solde naturel en %	-0,8	-0,9	-0,9	-0,7	-0,2
- due au solde apparent des entrées sorties en %	+0,4	+1,0	+0,6	+1,4	+3,3
Taux de natalité en ‰	7,3	7,2	8,6	8,6	10,2
Taux de mortalité en ‰	15,2	15,9	17,9	15,8	12,3

Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombremments -
RP1999 et RP2009 exploitations principales - État civil.

Ces observations se retrouvent à l'échelle de l'ensemble des communes de la Framps 909 avec un solde naturel négatif depuis 1968 et un solde migratoire important depuis 1999 par rapport à la commune d'Autignac. On constate que le taux de natalité dans la Framps 909 est relativement proche de celui d'Autignac, tandis que le taux de mortalité lui est supérieur.

Indicateurs démographiques Hérault

	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2009
Variation annuelle moyenne de la population en %	+1,3	+1,2	+1,5	+1,4	+1,4
- due au solde naturel en %	+0,3	+0,1	+0,2	+0,2	+0,3
- due au solde apparent des entrées sorties en %	+1,1	+1,1	+1,3	+1,1	+1,1
Taux de natalité en ‰	13,9	12,1	12,4	12,1	12,1
Taux de mortalité en ‰	11,3	10,8	10,4	9,6	9,1

Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombremments -
RP1999 et RP2009 exploitations principales - État civil.

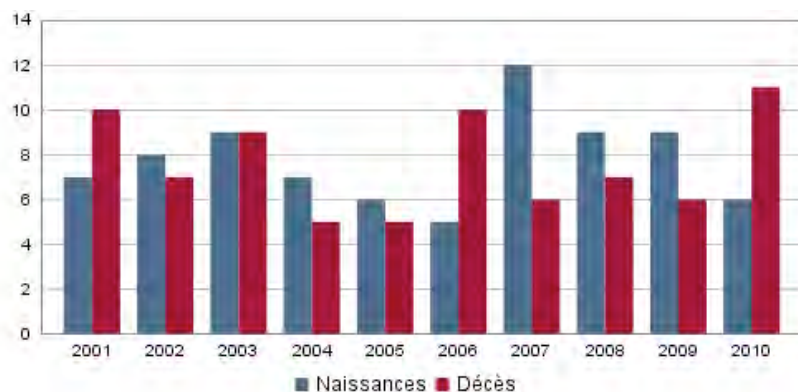
On retrouve dans ces chiffres les caractéristiques des communes rurales du territoire Ouest Hérault² : La décennie 2000 se caractérise par un regain démographique qui bénéficie à la quasi-totalité du territoire, avec un rythme de croissance comparable à celui de la région. En 2006, la population ouest héraultaise apparaît globalement plus âgée qu'en Languedoc-Roussillon et les inactifs – notamment les retraités - y occupent une place importante.

Autignac est situé au Nord de la ligne qui va de Félines-Minervois à Cabrières de l'ouest à l'est, en passant par Saint-Chinian et Murviel-lès-Béziers qui rassemble la majorité des 286 000 habitants du territoire sont concentrés. Au nord de cette ligne, les Hauts-Cantons de l'Hérault se composent de communes rurales où la population est généralement moins dense et moins jeune.

2 Le territoire Ouest-Hérault en perspective © insee Languedoc-Roussillon, 2007

D'ailleurs, l'interprétation du nombre de naissances et de décès sur les dix dernières années conduit vers un constat problématique qui touche Autignac : le vieillissement latent de sa population. En effet, on voit d'une part que la natalité diminue, à l'inverse de la mortalité qui s'accroît.

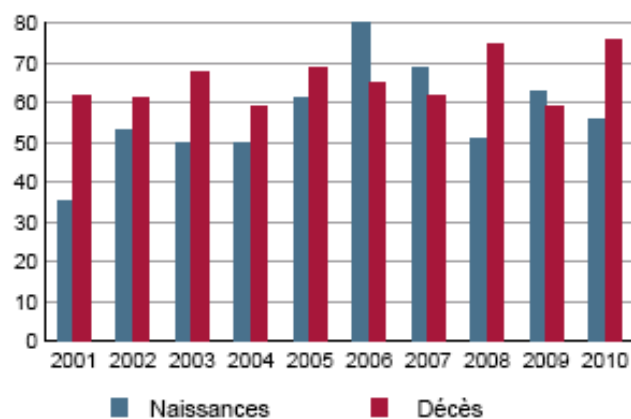
Naissance et décès à Autignac



Source : Insee, État civil.

Ces données sont encore plus latente à l'échelle de l'ancienne Framps 909 avec un nombre de décès plus élevé que les naissances depuis 2001 hormis pour l'année 2006.

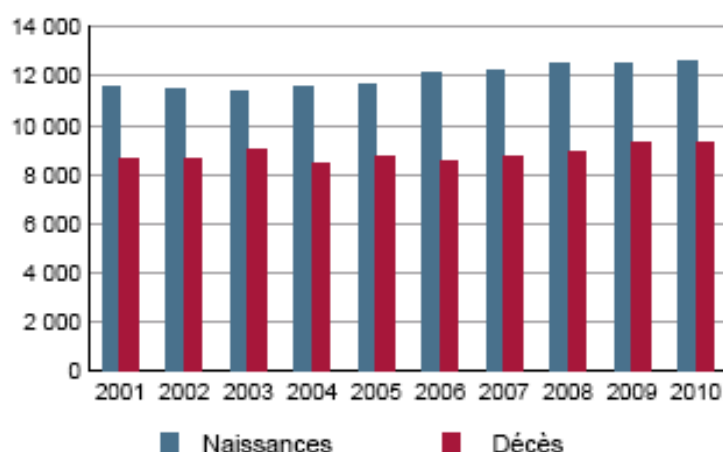
Naissance et décès Framps 909



Source : Insee, État civil

La comparaison avec les données départementales présentées dans le tableau ci-dessous illustrent clairement la problématique de vieillissement des population d'Autignac et des villages alentours alors même que dans le Département de l'Hérault, les naissances sont en constante augmentation depuis 2001 et bien supérieures aux décès.

Naissance et décès dans l'Hérault



Source : Insee, État civil

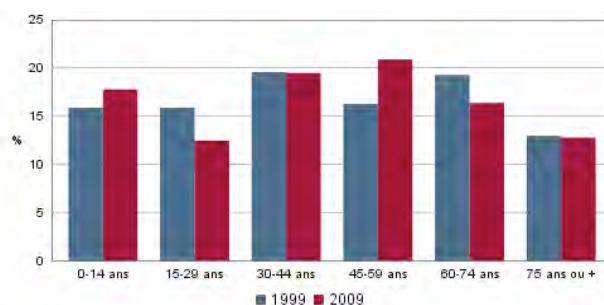
D'autre part, on remarque que les tranches d'âge qui progressent entre les deux derniers recensements effectués sont les populations dont l'âge est supérieur à 45 ans. En revanche, les 15-29 ans, ont régressé en pourcentage. Ceci est un signe avant-coureur et évident du processus de vieillissement qui affecte les Autignacois. D'autant que le constat pouvait déjà se faire de 1990 à 1999, en observant le même type de données³...

Population par sexe et âge à Autignac

	Hommes	%	Femmes	%
Ensemble	398	100,0	438	100,0
0 à 14 ans	76	19,2	72	16,5
15 à 29 ans	52	13,2	52	12,0
30 à 44 ans	80	20,0	84	19,1
45 à 59 ans	81	20,3	94	21,5
60 à 74 ans	73	18,4	64	14,6
75 à 89 ans	34	8,4	65	14,8
90 ans ou plus	2	0,5	6	1,4
0 à 19 ans	96	24,2	93	21,3
20 à 64 ans	223	56,1	232	52,9
65 ans ou plus	79	19,7	113	25,8

Source : Insee, RP2009 exploitation principale.

Population par grande tranche d'âge à Autignac



Sources : Insee, RP1999 et RP2009 exploitations principales.

Ces comparaisons en termes de pourcentages prennent une certaine validité quand on observe les valeurs brutes des membres de chaque tranche d'âge. Les 45-59 ans sont désormais les plus nombreux tandis qu'en 1999, les plus représentés étaient les 30-44 ans. Par ailleurs, les 65 ans et plus sont dorénavant bien plus nombreux que les 0-19 ans. Inquiétant aussi : les 15-29 ans sont l'avant-dernière tranche d'âge dans le classement des moins représentées.

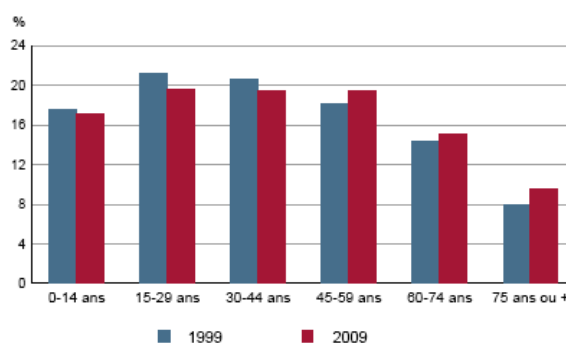
³ Source INSEE 1999 : http://www.recensement-1999.insee.fr/RP99/rp99/PAGE_ACCUEIL.user_choix_aut

Population par sexe et âge dans l'Hérault

	Hommes	%	Femmes	%
Ensemble	492 783	100,0	539 191	100,0
0 à 14 ans	90 117	18,3	86 108	16,0
15 à 29 ans	99 361	20,2	102 199	19,0
30 à 44 ans	97 530	19,8	102 818	19,1
45 à 59 ans	94 904	19,3	105 532	19,6
60 à 74 ans	72 897	14,8	82 367	15,3
75 à 89 ans	35 963	7,3	53 848	10,0
90 ans ou plus	2 011	0,4	6 320	1,2
0 à 19 ans	123 435	25,0	118 935	22,1
20 à 64 ans	289 162	58,7	311 730	57,8
65 ans ou plus	80 186	16,3	108 525	20,1

Source : Insee, RP2009 exploitation principale.

Population par grande tranche d'âge dans l'Hérault



Sources : Insee, RP1999 et RP2009 exploitations principales.

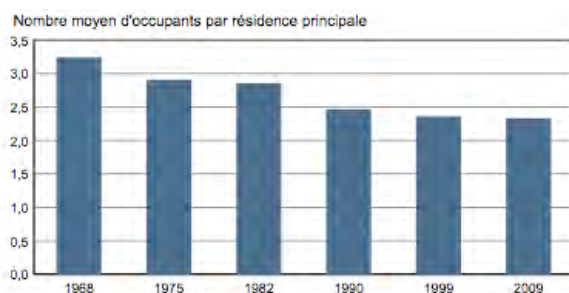
La comparaison avec les chiffres départementaux confirme ces données en nous montrant par exemple que la part des 65 ans et plus est 6 % supérieur à Autignac que dans le reste du département de l'Hérault. La commune dispose de services bien structurés (aide à domicile, service de portage de repas au niveau intercommunal, services médicaux) complétés par le foyer du 3^e âge. Il faudra cependant prendre en compte dans le PLU, les besoins des futures « personnes âgées » dont les besoins pourraient émerger à l'horizon 15-20 ans.

Tous ces indices démographiques illustrent donc une certaine évolution dans la société Autignacoise qui, si elle ne peut pas être considérée comme un vieillissement généralisé à l'heure actuelle, en a tout au moins l'allure. Des politiques de dynamisation et d'ouverture du foncier à l'urbanisation doivent être mises en place pour redynamiser la commune en matière de population (jeunes ménages avec enfants) et d'activités.

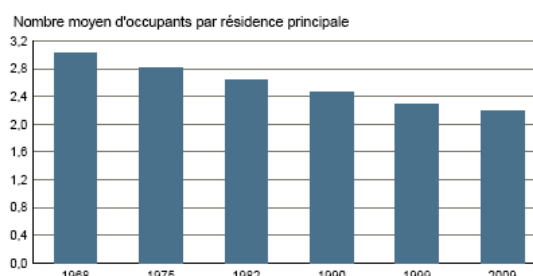
La taille des ménages

Sur la période 1999-2009, la taille des ménages est globalement stable (les données 2009 concernant le nombre de ménages sont indisponibles) malgré le fait qu'elle est fortement diminuée depuis les années 70 dans la lignée de la dynamique départementale et nationale.

Evolution de la taille des ménages à Autignac et dans l'Hérault



Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombremments - RP1999 et RP2009 exploitations principales.



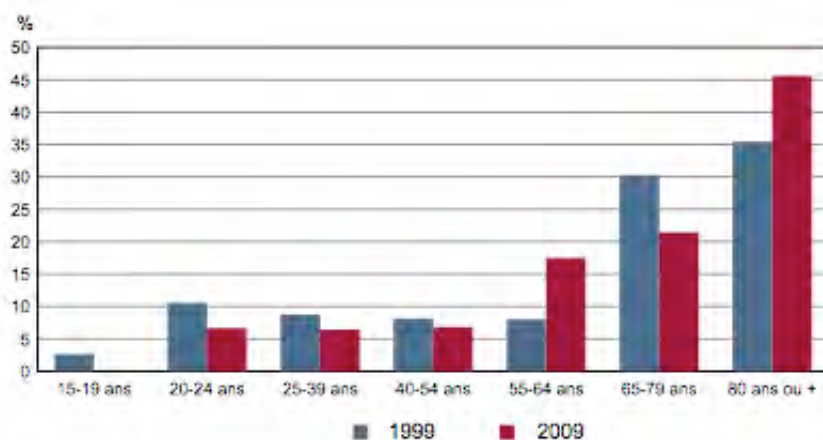
Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombremments - RP1999 et RP2009 exploitations principales.

Cette évolution est la conjonction de plusieurs facteurs :

- l'arrivée de nouveaux ménages, retraités et jeunes couples,
- la décohabitation des jeunes actifs et des ménages (divorces)
- le vieillissement de la population
- le départ des familles dites « nombreuses ».

Entre les recensements 1999 et 2009, on observe cependant une forte augmentation des personnes vivant seules, notamment chez les plus de 80 ans. Les 55-64 ans ne sont pas épargnés non plus par cette dynamique. En revanche, pour les autres tranches d'âge, les chiffres sont à la baisse.

Personnes de 15 ans ou plus vivant seules selon l'âge - population des ménages



Sources : Insee, RP1999 et RP2009 exploitations principales.

... Au sein de ménages actifs

Sur la commune d'Autignac, les ménages sont actifs, comme en attestent les tableaux ci-dessous. Ils nous permettent d'illustrer que 72,5% des 15 - 64 sont actifs dont 64,9% avec un emploi et un taux de chômage de 7,6%. Le taux d'inactifs comprend 7,6% d'élèves, étudiants et stagiaires, 11,6% de retraités et 8,2% d'autres d'inactifs. Le taux d'activité est à la hausse sur Autignac depuis le RGP de 1999.

EMP T1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité

	2009	1999
Ensemble	496	424
Actifs en %	72,5	65,8
dont :		
actifs ayant un emploi en %	64,9	58,0
chômeurs en %	7,6	7,8
Inactifs en %	27,5	34,2
élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en %	7,6	11,3
retraités ou préretraités en %	11,6	10,1
autres inactifs en %	8,2	12,7

En 1999, les militaires du contingent formaient une catégorie d'actifs à part.

Sources : Insee, RP1999 et RP2009 exploitations principales.

EMP T2 - Activité et emploi de la population de 15 à 64 ans par sexe et âge en 2009

	Population	Actifs	Taux d'activité en %	Actifs ayant un emploi	Taux d'emploi en %
Ensemble	496	359	72,5	322	64,9
15 à 24 ans	72	32	44,9	26	36,2
25 à 54 ans	315	289	91,7	259	82,1
55 à 64 ans	108	38	35,0	37	34,0
Hommes	243	185	76,3	170	69,8
15 à 24 ans	38	20	52,8	16	41,7
25 à 54 ans	151	145	95,8	133	88,2
55 à 64 ans	54	21	38,5	21	38,5
Femmes	252	174	68,9	152	60,2
15 à 24 ans	35	13	36,4	10	30,3
25 à 54 ans	164	145	87,9	126	76,4
55 à 64 ans	53	17	31,4	16	29,4

Source : Insee, RP2009 exploitation principale.

En comparant ces chiffres à ceux du département, on constate la structure économique consolidée d'Autignac. En effet, dans l'Hérault, 67,5% des 15 - 64 sont actifs dont 57,2% avec un emploi et un taux de chômage de 10,3%. Le taux d'inactifs comprend 12,6% d'élèves, étudiants et stagiaires, 9,2% de retraités et 10,7% d'autres d'inactifs. Le taux d'activité est à la hausse dans l'Hérault depuis le RGP de 1999. La comparaison des données de l'emploi à d'Autignac avec les statistiques de niveau national confirme cet état des lieux⁴.

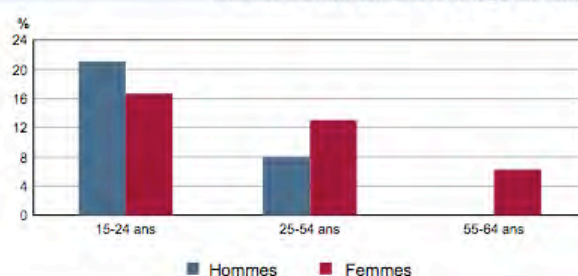
De plus, conformément aux dynamiques nationales, on constate à Autignac que l'activité et l'emploi sur Autignac sont plus importants chez les 25-54 ans et chez les hommes que chez les femmes, celles-ci étant généralement plus concernées par un emploi à temps partiel ou par le statut de femme au foyer.

EMP T4 - Chômage (au sens du recensement) des 15-64 ans

	2009	1999
Nombre de chômeurs	38	33
Taux de chômage en %	10,5	11,8
Taux de chômage des hommes en %	8,5	10,4
Taux de chômage des femmes en %	12,7	13,6
Part des femmes parmi les chômeurs en %	58,3	51,5

Sources : Insee, RP1999 et RP2009 exploitations principales.

EMP G2 - Taux de chômage (au sens du recensement) des 15-64 ans par sexe et âge en 2009



Source : Insee, RP2009 exploitation principale.

Par ailleurs, on peut aussi caractériser les ménages comme étant actifs à Autignac, car pour les personnes actives, le taux de chômage est faible. Le taux de chômage a en outre diminué de près de 5%, ce qui est considérable sur un intervalle de temps aussi court.

	2009	%	1999	%
Ensemble	140	100,0	119	100,0
Salariés	85	61,2	72	60,5
dont femmes	46	32,6	38	31,9
dont temps partiel	24	17,0	25	21,0
Non salariés	54	38,8	47	39,5
dont femmes	22	15,7	16	13,4
dont temps partiel	4	3,0	7	5,9

Sources : Insee, RP1999 et RP2009 exploitations principales lieu de travail.

La différence se fait donc au niveau du taux de chômage des femmes, qui a très singulièrement baissé dans la commune, alors qu'il a baissé autant pour les femmes que pour les hommes dans la zone Biterroise.

⁴ Au RGP 2009, à l'échelle nationale, 71,7% des 15 - 64 sont actifs dont 63,3% avec un emploi et un taux de chômage de 8,4%. Le taux d'inactifs comprend 10,4% d'élèves, étudiants et stagiaires, 8,7% de retraités et 9% d'autres d'inactifs. Le taux d'activité est à la hausse en France depuis le RGP de 1999.

Ceci peut en partie s'expliquer par la forte proportion de femmes exerçant ces dernières années un emploi en temps partiel. En effet, 39,3% de l'ensemble des salariées travaillent en temps partiel, ce qui est près de cinq fois supérieur au même taux pour les hommes. Cependant, cette baisse du chômage a été due avant toutes choses, durant cette période, à une croissance économique très importante, au niveau national. Bien que les chiffres aient depuis évolué, puisque le chômage a de nouveau augmenté, la population d'Autignac semble privilégiée à ce niveau.

Selon la publication de l'INSEE Languedoc-Roussillon, « Le territoire Ouest-Hérault en perspective », l'ouest-Hérault est devenu un territoire attractif pour toutes les catégories d'âges, à l'exception des jeunes de 18 à 25 ans qui sont plus nombreux à en partir qu'à s'y installer. Les migrations résidentielles révèlent plutôt l'installation de nouveaux arrivants actifs et de leurs enfants et de retraités. Cette croissance démographique génère un certain dynamisme de création d'emplois dans la sphère économique présentielle.

En termes de localisation géographique des emplois et activités sur la commune d'Autignac, on retrouve les caractéristiques des bourgs ruraux sur la commune d'Autignac. Un nombre d'emplois peu important sur Autignac même si en augmentation depuis 1999 ainsi qu'un taux d'activité autour de 50%. Cependant, l'indicateur de concentration d'emploi sur la commune est proportionnellement en baisse en 2009 par rapport aux chiffres de 1999. Il s'agit du rapport entre le nombre d'actifs sur un territoire donné et le nombre d'emplois dans cette zone.

Nombre d'emploi dans la zone et indice de concentration d'emploi à Autignac

	2009	1999
Nombre d'emplois dans la zone	140	119
Actifs ayant un emploi résidant dans la zone	326	247
Indicateur de concentration d'emploi	42,9	48,2
Taux d'activité parmi les 15 ans ou plus en %	52,9	45,6

L'indicateur de concentration d'emploi est égal au nombre d'emplois dans la zone pour 100 actifs ayant un emploi résidant dans la zone.

Sources : Insee, RP1999 et RP2009 exploitations principales
lieu de résidence et lieu de travail.

RP : Recensement de la population

En 2009, sur la commune d'Autignac, les actifs ayant un emploi travaillent à 29,3% dans la commune et à 70,7% dans une commune autre que la commune de résidence et à 69% dans le département de l'Hérault. La part d'actif travaillant dans la commune est en baisse depuis 1999 alors que celle travaillant dans une autre commune a augmenté. Ces données illustrent le fait qu'alors que la population d'Autignac augmente, l'emploi dans la commune ne suit pas et les actifs sont forcés à de nombreux déplacements pendulaires pour rejoindre leurs lieux d'emplois.

Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi qui résident dans la zone

	2009	%	1999	%
Ensemble	326	100,0	247	100,0
Travaillent :				
dans la commune de résidence	95	29,3	88	35,6
dans une commune autre que la commune de résidence	230	70,7	159	64,4
située dans le département de résidence	224	68,8	151	61,1
située dans un autre département de la région de résidence	1	0,3	3	1,2
située dans une autre région en France métropolitaine	5	1,6	3	1,2
située dans une autre région hors de France métropolitaine (Dom, Com, étranger)	0	0,0	2	0,8

Sources : Insee, RP1999 et RP2009 exploitations principales.

Enfin, on constate la prédominance parmi les actifs de la commune, de la conditions de salarié avec 78% des actifs avec des conditions d'emplois stables (CDI ou fonctionnariat) pour environ 67% d'entre eux. Les CDD et l'intérim sont peu représentés avec une surreprésentation des femmes. Chez les non salariés, on recense une plus grande part d'homme employeurs ou avec le statut d'indépendant.

Statut et conditions d'emplois en 2009

	Hommes	%	Femmes	%
Ensemble	171	100,0	155	100,0
Salariés	125	73,0	130	83,8
Titulaires de la fonction publique et contrats à durée indéterminée	109	63,8	111	71,6
Contrats à durée déterminée	9	5,5	14	8,8
Intérim	3	1,8	1	0,7
Emplois aidés	0	0,0	3	2,0
Apprentissage - stage	3	1,8	1	0,7
Non salariés	46	27,0	25	16,2
Indépendants	29	17,2	15	9,5
Employeurs	17	9,8	9	6,1
Aides familiaux	0	0,0	1	0,7

Source : Insee, RP2009 exploitation principale.

Une population active sur la commune mais ouverte sur son bassin d'emploi

L'emploi dans le secteur du tertiaire et dans les domaines de l'agriculture et de la construction prédomine avec respectivement 52,45% et 16,24 de la population active. En 2009, elle représente 72,5 % de la population tandis que le nombre de chômeurs s'élevait à 38 personnes.

Les déplacements pendulaires se font surtout vers Béziers ou Bédarieux-Lamalou avec 29,3% des actifs travaillant sur la commune en 2009 (35,6% en 1999). Autignac appartient au bassin d'emploi de Béziers St Pons. Sa situation privilégiée induit une répartition équilibrée des actifs entre Béziers, Bédarieux et Pézenas. Parmi les actifs effectuant les trajets domicile-travail, 68,8% travaillent dans le département et 0,3% hors du département.

Les déplacements pendulaires illustrent particulièrement l'émergence des villes polarisantes que sont Béziers, Pézenas, Bédarieux et Lamalou Les Bains. Ce sont elles qui drainent le plus d'actifs d'Autignac en termes d'emploi mais aussi pour partie en termes de lieu de consommation. Viennent ensuite des pôles de proximité comme Faugères, Magalas, Sauvian, Caux et Servian qui se placent comme intermédiaires entre les communes dominantes et Autignac.

Niveau de vie

En termes de niveau de vie sur Autignac, les revenus nets moyens déclarés sont en constante augmentation depuis 2006 suivant ainsi les dynamiques socio-économiques nationales. Le taux de foyers fiscaux imposables augmente également dans le temps pour atteindre un revenu net moyen déclaré de 28 772 euros qui est lui en baisse par rapport à 1999. La proportion de foyers non imposables a elle diminué depuis 1999 malgré le fait que le revenu moyen déclaré soit en baisse. On peut donc supposer que les inégalités ont tendance à se creuser à Autignac.

Impôt sur le revenu

	2009	2008(1)	2007(1)	2006(1)
Ensemble des foyers fiscaux	506	486	498	477
Revenu net déclaré (K Euros)	9 263	8 838	8 649	8 463
Revenu net déclaré moyen (Euros)	18 306	18 186	17 367	17 741
Impôt moyen (Euros)	459	356	402	522
Foyers fiscaux imposables	224	206	211	211
Proportion en %	44,3	42,4	42,4	44,2
Revenu net déclaré (K Euros)	6 445	6 029	5 937	5 987
Revenu net déclaré moyen (Euros)	28 772	29 267	28 136	28 373
Foyers fiscaux non imposables	282	280	287	266
Proportion en %	55,7	57,6	57,6	55,8
Revenu net déclaré (en K Euros)	2 818	2 809	2 712	2 476
Revenu net déclaré moyen (Euros)	9 992	10 033	9 450	9 307

(1) : les valeurs des années antérieures à 2009 sont exprimées en euros constants de 2009.

Source : DGFIP, Impôt sur le revenu des personnes physiques.

Les allocataires CAF sur la commune d'Autignac⁵

	Commune d'Autignac	CAF de l'HERAULT
Population couverte		
Ménages allocataires	111	225 401
Adultes	184	313 621
Total personnes couvertes	352	526 687
	(3,17 personnes par ménage)	(2,34 personnes par ménage)

Sur la commune d'Autignac, on retrouve 111 ménages allocataires, ce qui représente 184 adultes et un total de 352 personnes couvertes⁶ (3,17 personnes par ménage) soit environ 43% de la population autignacoise à comparer au 50% d'allocataires que compte l'Hérault.

Le nombre d'enfants à charge⁷ (au sens des PF), s'élève à 168 avec une surreprésentation des 6-10 ans et des 12-16 ans. Les enfants à charge de 18 ans et plus sont moins nombreux que dans le reste de l'Hérault ce qui laisse à penser que les jeunes d'Autignac sont rapidement actifs.

Commune d'Autignac			CAF de l' HERAULT	
ENFANTS (à charge au sens des PF)				
Nombre total d'enfants à charge	168		212 915	
Dont moins de 3 ans	18	10,7%	35 534	16,7%
de 3 à 4 ans (exclus)	6	3,6%	10 712	5,0%
de 4 à 6 ans (exclus)	15	8,9%	21 711	10,2%
de 6 à 10 ans (exclus)	38	22,6%	43 136	20,3%
de 10 à 12 ans (exclus)	28	16,7%	22 428	10,5%
de 12 à 16 ans (exclus)	36	21,4%	41 704	19,6%
de 16 à 18 ans (exclus)	16	9,5%	18 629	8,7%
de 18 ans et plus	11	6,5%	19 061	9,0%

Le montant moyen des prestations légales versées⁸ s'élèvent à 388 euros par mois soit une somme inférieure à la moyenne départementale (406 euros). La population autignacoise est donc moins précaire que la moyenne Héraultaise.

⁵ Source : Fichier allocataire de la CAF de l'Hérault au 31/12/2011

⁶ La notion de population couverte comprend les allocataires, et éventuellement leur conjoint, leur(s) enfant(s) et autre(s) personne(s) à charge.

⁷ Un enfant est considéré à charge :

- jusqu'à 6 ans : sans aucune autre condition ;
- de 6 à 16 ans : s'il remplit l'obligation scolaire ;
- de 16 à 20 ans : si sa rémunération mensuelle nette n'excède pas 61,3 % du Smic basé sur 151,67 heures (857 € au 1^{er} janvier 2012) ;
- de 20 à 21 ans : si votre enfant remplit la précédente condition de rémunération, le droit au complément familial et aux aides au logement sera maintenu jusqu'à son 21^e anniversaire.

Commune d'Autignac

CAF de l'HERAULT

PRESTATIONS LEGALES - Sommes mensuelles versées

Montant versé par la CAF sur le secteur	43 040 €	91 460 697 €
Montant moyen par ménage allocataire	388 €	406 €

Les allocataires sont repartis comme suit :

- 89 familles soit 80,2% du total dont 22 familles monoparentales (24,7%)
- 6 couples sans enfants
- 8 isolés hommes
- 8 isolés femmes

Au regard des données de comparaison, on constate à Autignac une surreprésentation des familles chez les allocataires (les familles monoparentales étant inférieure à la moyenne départementale) et une sous-représentation des isolés (femme et homme) au regard des chiffres de l'Hérault.

Commune d'Autignac

CAF de l'HERAULT

COMPOSITIONS FAMILIALES

Familles	89	80,2%	112 048	49,7%
Dont familles monoparentales	22	24,7%	37 358	33,3%
Couples sans enfant	6	5,4%	13 530	6,0%
Isolés hommes	8	7,2%	47 496	21,1%
Isolés femmes	8	7,2%	52 327	23,2%
<i>Les pourcentages sont calculés sur le nombre total de ménages allocataires</i>				

Chez les familles, les chiffres sont quasi-similaires aux moyennes départementales avec une surreprésentation des familles de 2 enfants, 34% de familles de 1 enfants et 19% de familles de 3 enfants et plus.

8 Il s'agit des sommes versées au titre du mois de décembre, hors prestations d'action sociale

Commune d'Autignac

CAF de l'HERAULT

FAMILLES

Familles 1 enfant	30	33,7%	39 540	35,3%
Familles 2 enfants	42	47,2%	50 874	45,4%
Familles 3 enfants et plus	17	19,1%	21 634	19,3%
<i>Les pourcentages sont calculés sur le nombre total de familles</i>				

Chez les adultes dans les ménages allocataires, par rapport aux moyennes départementales, les moins de 30 ans sont sous-représentés alors que les 30-44 ans et 45-59 ans sont plus nombreux à Autignac que dans l'Hérault. On a donc sur Autignac, une part de la population active dont les revenus sont bien inférieurs à la population Héraultaise et qui peut se trouver en situation de précarité. Les chiffres sur les plus de 60 ans sont inconnus alors même que ces populations, vivent parfois seules (veuvage) et connaissent une grande précarité.

Commune d'Autignac

CAF de l'HERAULT

AGE (adultes)

Moins de 30 ans	21	11,4%	79 647	25,4%
de 30 à 44 ans	100	54,3%	135 718	43,3%
de 45 à 59 ans	60	32,6%	70 922	22,6%
60 ans et plus	NS		27 334	8,7%
<i>Les pourcentages sont calculés sur le nombre total d'adultes dans les ménages allocataires</i>				

Chez les adultes allocataires, on retrouve une très importante part d'actifs occupés (70,1%) à comparer à la moyenne départementale (48,5%). En revanche, les chômeurs et les autres inactifs sont en infériorité comparé aux chiffres du département. Ces chiffres peuvent indiquer de nombreux emplois « précaires » dont les revenus ne permettent pas aux personnes de pallier à leurs besoins.

Commune d'Autignac

CAF de l' HERAULT

ACTIVITE (adultes)

Actifs occupés	129	70,1%	152 244	48,5%
Chômeurs	16	8,7%	34 732	11,1%
Etudiants	NS		31 246	10,0%
Retraités	NS		21 370	6,8%
Autres inactifs	35	19,0%	74 029	23,6%

Les pourcentages sont calculés sur le nombre total d'adultes dans les ménages allocataires

Commune d'Autignac

CAF de l' HERAULT

PRESTATIONS

Accueil du jeune enfant				
Complément d'activité PAJE (+COLCA)	6	5,4%	8 020	3,6%
Complément mode de garde PAJE	5	4,5%	9 750	4,3%
Education et entretien des enfants				
Allocations Familiales	58	52,3%	71 196	31,6%
Allocation de base PAJE	18	16,2%	30 528	13,5%
Complément Familial	14	12,6%	11 742	5,2%
Allocation d'éducation spéciale	NS		3 418	1,5%
Allocation de soutien Familial	11	9,9%	14 240	6,3%
Minima sociaux				
Allocation Adulte Handicapé	10	9,0%	18 056	8,0%
RSA Socle seulement	5	4,5%	29 653	13,2%
RSA Socle + activité	NS		5 830	2,6%
RSA activité seulement	11	9,9%	10 424	4,6%
Aides au logement				
Allocation de Logement	37	33,3%	103 706	46,0%
Allocation Personnalisée Logement	5	4,5%	40 586	18,0%
Les pourcentages sont calculés sur le nombre total de ménages allocataires				

En termes de prestations d'accueil du jeune enfant, les chiffres sont supérieurs sur Autignac comparé au reste du département.

Pour l'éducation et l'entretien des enfants, on retrouve plus d'allocataires des allocations familiales, de l'allocation de base PAJE, du complément familial et de l'allocation de soutien familial à Autignac que dans le reste du département.

- 65% des familles touchent les allocations familiales
- 20% des familles touchent l'allocation de base PAJE
- 15% des familles touchent le complément familial

En ce qui concernent les minima sociaux, 9% des ménages allocataires perçoivent l'allocation adulte handicapé (contre 8% dans l'Hérault), 4,5% perçoivent le RSA socle (contre 13,3% dans l'Hérault), et près de 10% perçoivent uniquement le RSA activités (contre 4,6% dans l'Hérault).

Enfin, au niveau de l'aide au logement, on s'aperçoit que sur les 111 ménages allocataires de la CAF, 37 perçoivent une allocation de logement (soit 33,3%) et 5 une allocation personnalisée de logements. Ces chiffres sont bien inférieurs aux moyennes départementales. Ils indiquent néanmoins, et c'est ce que soulignent les autres données mises en avant, qu'il existe une part de la population Autignacoise qui connaît de grandes difficultés économiques et que des besoins forts existent, surtout en termes d'offres de logement à destination de ces populations, par exemple par le biais du logement locatif social.

Cependant, il s'agit également de nuancer cette affirmation : à Autignac, la précarité ne concerne pas uniquement les bénéficiaires des prestations CAF mais peut également concerner des ménages actifs ou des personnes seules.

Commune d'Autignac

CAF de l'HERAULT

Répartition par RUC

Moins de 250 €	NS		4 650	2,1%
de 250 € à 500 €	7	6,3%	19 929	8,8%
de 500 € à 750 €	14	12,6%	39 206	17,4%
de 750 € à 1000 €	30	27,0%	36 060	16,0%
1000 € et plus	41	36,9%	66 897	29,7%
<i>Ressources indéterminées</i>	14	12,6%	13 882	6,2%
<i>Allocataires "Hors champ"</i>	NS		44 777	19,9%
<i>Les pourcentages sont calculés sur le nombre total de ménages allocataires</i>				

En termes de répartition des allocations par Revenu Mensuel par unité de consommation (RUC)⁹, on peut relever plusieurs données d'importance. Tout d'abord, les revenus de moins de 250 euros ne sont pas recensés sur la commune. On trouve ensuite des revenus de 250 à 500 euros et de 500 euros à 750 euros inférieurs aux moyennes départementales mais dont l'existence ne doit pas être occultée car ils concernent près de 19% des ménages allocataires. Ces personnes sont véritablement en situation de précarité.

Les ressources indéterminées représentent 12,6% des ménages allocataires soit un chiffre moindre qu'au niveau départemental.

Les revenus de 750 à 1000 euros et supérieur à 1000 euros sont surreprésentés par rapport aux chiffres de l'Hérault et constituent respectivement 27 et 37% des ménages allocataires. Une grande part des ménages allocataires est donc située dans la tranche haute du panel. Enfin, la population "hors champ" (constituée des familles qui ont été exclues du calcul des tranches de ressources : étudiant ou allocataire de plus de 65 ans ou allocataire des régimes spéciaux) n'est pas comptabilisé dans le calcul.

Projections démographiques

Le SCOT du biterrois prévoit un apport de population de 2300 habitants sur le bassin de proximité dont fait partie Autignac à l'horizon 2025 soit un taux de croissance annuel de population d'1,5%.

Pour les 10 ans à venir, trois hypothèses de développement ont été formulées :

- Les projections de l'INSEE prévoient 13 % de croissance pour le bassin d'emploi de Béziers entre 2000 et 2025 ; soit un taux de croissance annuel de population de 1,4% (taux de croissance identique pour l'aire urbaine de Béziers) :
- Première hypothèse à Autignac, maintien de la dynamique de ces dernières années avec + 1,4 % de croissance annuelle soit environ 1044 habitants en 2025 ;
- Seconde hypothèse : Autignac située dans la seconde couronne de Béziers capte une part plus importante de la croissance en se donnant les moyens de répondre à la demande en logement par le biais d'extensions urbaines et le réinvestissement urbain en centre ville : +1,6% par an soit environ 1077 habitants en 2025 ;

⁹Le revenu mensuel par unité de consommation rapporte le revenu disponible (revenus + prestations) de la famille, hors étudiants et personnes de plus de 65 ans, au nombre d'unités de consommation (uc=1 pour l'allocataire, 0,5 par adulte et enfants de 14 ans ou plus, 0,3 par enfant de moins de 14 ans). On ajoute 0,2 pour les familles monoparentales. La population "hors champ" est constituée des familles qui ont été exclues du calcul des tranches de ressources : étudiant ou allocataire de plus de 65 ans ou allocataire des régimes spéciaux

- Troisième hypothèse : la mairie freine le rythme de croissance sous l'impulsion des orientations du SCOT du Biterrois: +1,1% par an, soit environ 995 habitants en 2025.

Les enjeux de la commune d'Autignac en termes démographiques

On perçoit donc à travers cette analyse que la population d'Autignac vieillit globalement. Les tranches supérieures deviennent importantes et les couches plus jeunes sont de moins en moins nombreuses. L'attractivité de Béziers a eu des impacts positifs sur Autignac en accélérant sa croissance démographique et en protégeant sa population d'un important chômage. Cependant, il semble qu'un certain équilibre se soit mis en place au niveau de la commune. Equilibre régulé par une représentation homogène de l'ensemble des classes d'âge mais aussi par une diversité des métiers au sein de la population Autignacoise qui montre les horizons économiques divers desquels sont issues les populations.

Les principaux risques que l'on pourrait anticiper pour Autignac sont :

- Un vieillissement important de la population qui déboucherait sur une ségrégation sociale et familiale ;
- Une dépendance trop forte vis-à-vis de Béziers qui aboutirait à une baisse du nombre d'actifs sur la commune et l'apparition d'une cité-dortoir, refuge des travailleurs du Biterrois.

Les enjeux :

- Accompagner l'évolution du village qui depuis 2009 compte environ 840 habitants,
- Tenir compte du vieillissement existant et à venir de la population par le biais d'une offre suffisante en équipement,
- Rendre la commune attractive (équipements, offre de logements diversifiée) pour les jeunes ménages avec ou sans enfants afin de redynamiser la démographie communale.

Au titre du SCOT, Autignac (commune non repérée comme centralité) devra faire des hypothèses de croissance démographique tempérée, avec un taux inférieur au taux de croissance moyen admis pour leur bassin de proximité, soit 1,4 %, sauf à ce qu'un document de planification à l'échelle du bassin de proximité au minimum, justifie de l'intérêt de déroger à cette règle.

LOGEMENT ET DYNAMIQUE DE LA CONSTRUCTION

Aperçu de l'état des logements à Autignac

Autignac compte 358 résidences principales en 2009 soit un nombre de 2,38 habitants par logements, 90 résidences secondaires et logements occasionnels et 96 logements vacants¹⁰ pour un ensemble de 544 logements.

Évolution du nombre de logements par catégorie

	1968	1975	1982	1990	1999	2009
Ensemble	328	345	389	422	436	544
Résidences principales	310	313	332	283	309	358
Résidences secondaires et logements occasionnels	8	14	18	106	63	90
Logements vacants	10	18	39	33	64	96

Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombrements - RP1999 et RP2009 exploitations principales.

La première chose que l'on remarque à Autignac est la progression constante du nombre de logements sur la commune. En 40 ans, le nombre de logements a presque été multiplié par 2. L'offre en logements semble donc être adaptée à la demande. Cependant, selon la DDTM 34, cette augmentation du nombre de logements s'est réalisée sans prise en compte des ménages les plus défavorisés. En effet, le parc de résidences principales a augmenté de près de 12% entre les recensements de 1999 et de 2009 en passant de 309 à 358 logements sans que ne soit créé de logement social. Le parc social est inexistant à Autignac comme l'illustre le tableau ci-dessous alors que dans la communauté de communes de la Framps 909, 443 logements sont occupés par des locataires (17,4% de l'ensemble) dont 40 d'un logement HLM.

Résidences principales selon le statut d'occupation Autignac

			2009		Ancienneté moyenne d'emménagement en année(s)	1999	
	Nombre	%	Nombre de personnes			Nombre	%
Ensemble	358	100,0	836	17		309	100,0
Propriétaire	291	81,3	681	19		243	78,6
Locataire	53	14,9	128	5		43	13,9
dont d'un logement HLM loué vide	0	0,0	0	///		0	0,0
Logé gratuitement	14	3,8	27	23		23	7,4

Sources : Insee, RP1999 et RP2009 exploitations principales.

¹⁰ Un logement vacant est un logement inoccupé se trouvant dans l'un des cas suivants :

- proposé à la vente, à la location ;
- déjà attribué à un acheteur ou un locataire et en attente d'occupation ;
- en attente de règlement de succession ;
- conservé par un employeur pour un usage futur au profit d'un de ses employés ;
- gardé vacant et sans affectation précise par le propriétaire (exemple un logement très vétuste...).

Résidences principales selon le statut d'occupation Framps 909

			2009	Ancienneté moyenne d'emménagement en année(s)	1999	
	Nombre	%	Nombre de personnes		Nombre	%
Ensemble	2 540	100,0	6 266	15	1 856	100,0
Propriétaire	2 027	79,8	4 995	17	1 447	78,0
Locataire	443	17,4	1 121	5	300	16,2
dont d'un logement HLM loué vide	40	1,6	122	7	21	1,1
Logé gratuitement	71	2,8	150	19	109	5,9

Sources : Insee, RP1999 et RP2009 exploitations principales.

Par ailleurs, on note que la crise immobilière des années 1980, corrélée à une attraction moindre de la zone, a laissé place à une demande beaucoup moins importante, ces dernières années. Cela se perçoit par le nombre de logements vacants dans la commune qui a augmenté de manière importante depuis 1982 avant de se stabiliser par la suite, représentant en 1990, selon l'INSEE, près de 8 % du patrimoine immobilier de la commune.

En revanche, on constate que le taux de vacances atteint aujourd'hui près de 18% ce qui est très important (seul 3 à 4% sont nécessaires à la mobilité et à la fluidité du marché). La vacance est en forte progression et a triplé depuis le recensement de 1990. Un chiffre inquiétant qui peut signifier un vieillissement du parc immobilier d'Autignac et des difficultés pour réaliser des travaux de réhabilitation.

Selon l'INSEE, un logement vacant est un logement inoccupé se trouvant dans l'un des cas suivants :

- proposé à la vente, à la location ;
- déjà attribué à un acheteur ou un locataire et en attente d'occupation;
- en attente de règlement de succession ;
- conservé par un employeur pour un usage futur au profit d'un de ses employés ;
- gardé vacant et sans affectation précise par le propriétaire (exemple un logement très vétuste...).

A titre de comparaison, le nombre de logements vacants à l'échelle du département de l'Hérault est seulement de 7,4% en 2009¹¹. L'importance de la vacance peut s'expliquer par l'ancienneté du parc de logements dont près de la moitié a été construite avant 1949. Ce nombre concerne les logements et les immeubles situés dans le centre ancien où les problématiques d'accessibilité sont prégnantes et les logements pas forcément adaptés à une population âgée car située aux étages sans ascenseur.

¹¹ Recensement INSEE Hérault 2008

On peut également lier ce phénomène à la faiblesse de la dynamique de constructions neuves (manque de foncier urbanisable) sur Autignac qui fait augmenter statistiquement le taux de vacance au fil du temps.

Paradoxalement, le parc privé potentiellement indigne¹² (13,4%) demeure contenu et reste inférieur aux moyennes du SCOT (19%) et de la seconde couronne Nord du Biterrois (20%). Le parc ancien fera l'objet d'une analyse approfondi pour identifier les raisons de l'importance de la vacance.

Photographie : Ilot ancien rue du Plo



Ilot ancien Place de l'église



Source : Urban Projects

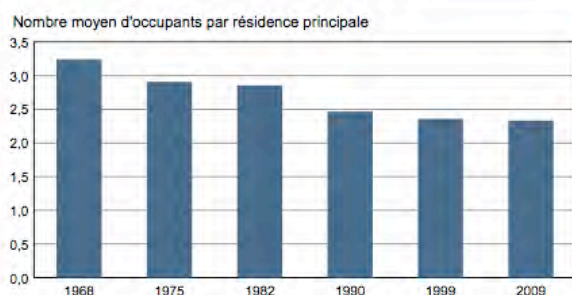
Nombre de logement selon l'époque d'achèvement (Données INSEE 2009 indisponibles)

	1990	1999
Avant 1949	270	300
De 1949 à 1974	33	30
De 1975 à 1981	48	47
De 1982 à 1989	43	45
1990 ou après	42	0

Les deux graphiques ci-dessous illustrent la baisse de la taille des ménages et l'augmentation du nombre de personnes (notamment âgées vivant seule). Le phénomène de décohabitation et du vieillissement des populations devra être pris en compte dans la politique de logement menée par le projet communal.

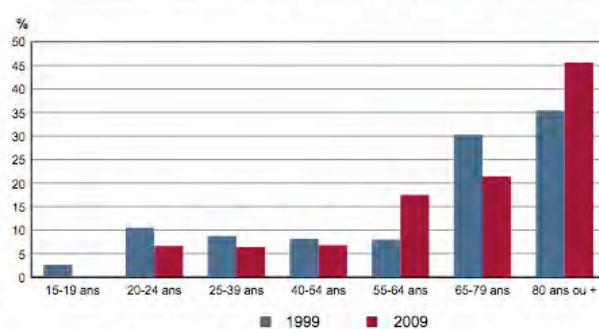
¹² L'habitat indigne désigne l'ensemble des situations d'habitat qui sont un déni au droit au logement et portent atteinte à la dignité humaine. Cette notion recouvre les logements, les immeubles et les locaux insalubres, les locaux où le plomb est accessible (saturnisme), les immeubles menaçant ruine, les hôtels meublés dangereux et les habitats précaires. La définition du logement décent est inscrite dans la loi de 89 (art.6) : un bailleur est tenu de remettre un logement décent "ne laissant pas apparaître de risques manifestes pouvant porter atteinte à la sécurité physique ou à la santé et doté des éléments le rendant conforme à l'usage d'habitation".

FAM G1M - Évolution de la taille des ménages



Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombrements - RP1999 et RP2009 exploitations principales.

FAM G2 - Personnes de 15 ans ou plus vivant seules selon l'âge - population des ménages



Sources : Insee, RP1999 et RP2009 exploitations principales.

Cette donnée semble d'importance, puisque le taux de logements vacants sur l'ensemble de la Communauté de Communes est de 10% soit quasiment moitié moins. A regard de cette information, on peut sans mal déduire que le marché de l'immobilier n'est pas très dynamique à Autignac, avec un réinvestissement des logements qui a du mal à se faire. La résorption de cette vacance est un moyen pour créer des logements, mais ce potentiel reste à modérer au vu du nombre des logements à produire, les logements vacants comptabilisés n'étant pas tous disponibles (vacance frictionnelle) et certains d'entre eux d'une qualité résidentielle trop médiocre pour être réaffectés.

La seconde constatation importante est le taux élevé de résidences secondaires sur la commune (environ 18%) ce qui illustre les atouts de la commune d'Autignac en termes d'accueil des vacanciers, notamment étrangers, grâce à la qualité des vignobles locaux. Leur nombre est en augmentation depuis 1999 (63 RS contre 90 aujourd'hui). Cette augmentation des achats de résidence est souvent le fait de personnes étrangères au département voire de nationalité étrangère.

Quant à la qualité propre des résidences, elle est globalement satisfaisante, puisque 98% contre 97,4% dans l'Hérault des logements communaux possèdent une salle de bain avec baignoire ou douche, et environ 70% contre 89,7% dans l'Hérault possèdent un système de chauffage.

Confort des résidences principales à Autignac

	2009	%	1999	%
Ensemble	358	100,0	309	100,0
Salle de bain avec baignoire ou douche	350	97,7	296	95,8
Chauffage central collectif	1	0,3	0	0,0
Chauffage central individuel	76	21,3	43	13,9
Chauffage individuel "tout électrique"	169	47,1	110	35,6

Sources : Insee, RP1999 et RP2009 exploitations principales.

Confort des résidences principales dans l'Hérault

LOG T8M - Confort des résidences principales

	2009	%	1999	%
Ensemble	460 798	100,0	383 405	100,0
Salle de bain avec baignoire ou douche	448 855	97,4	373 512	97,4
Chauffage central collectif	32 725	7,1	26 671	7,0
Chauffage central individuel	172 934	37,5	142 883	37,3
Chauffage individuel "tout électrique"	208 003	45,1	143 070	37,3

Sources : Insee, RP1999 et RP2009 exploitations principales.

Les types de résidences et leurs importances respectives

La très grande majorité du patrimoine immobilier de la commune est composée de maisons individuelles (96% environ), ce qui encore une fois montre qu'Autignac est un village où les gens qui recherchent l'espace et de la tranquillité semblent satisfaits. On constate cependant que la part de logements collectifs a augmenté de 3% depuis le recensement de 1999.

Catégorie et type de logement Autignac

	2009	%	1999	%
Ensemble	544	100,0	436	100,0
Résidences principales	358	65,8	309	70,9
Résidences secondaires et logements occasionnels	90	16,5	63	14,4
Logements vacants	96	17,7	64	14,7
Maisons	519	95,4	428	98,2
Appartements	25	4,6	6	1,4

Sources : Insee, RP1999 et RP2009 exploitations principales.

Le tableau suivant confirme ce constat avec une surreprésentation des logements de plus de 3 pièces (70%) notamment au regard des chiffres départementaux (57,5%)¹³.

Typologie des logements à Autignac

	2009	%	1999	%
Ensemble	358	100,0	309	100,0
1 pièce	2	0,6	0	0,0
2 pièces	15	4,1	17	5,5
3 pièces	52	14,6	51	16,5
4 pièces	112	31,3	107	34,6
5 pièces ou plus	177	49,4	134	43,4

Sources : Insee, RP1999 et RP2009 exploitations principales.

Cet état des lieux est comparable à celui fait à l'échelle de la Framps 909 où l'on compte 93,5% de maisons individuelles avec une surreprésentation des logements de plus de 3 pièces (82,7%).

¹³ RP 2009, INSEE, exploitations principales

A contrario, pour l'ensemble du département, on constate que le ratio maisons individuelles/appartements est plus équilibré avec respectivement 50,3% de maisons individuelles et 48,4% d'appartements avec un typologie moyenne des logements de 3,8 pièces par résidences principales¹⁴.

Catégorie et type de logement Framps 909

	2009	%	1999	%
Ensemble	3 408	100,0	2 494	100,0
Résidences principales	2 540	74,5	1 856	74,4
Résidences secondaires et logements occasionnels	512	15,0	411	16,5
Logements vacants	356	10,4	227	9,1
Maisons	3 186	93,5	2 320	93,0
Appartements	216	6,3	140	5,6

Sources : Insee, RP1999 et RP2009 exploitations principales.

Résidence principale selon le nombre de pièces Framps 909

	2009	%	1999	%
Ensemble	2 540	100,0	1 856	100,0
1 pièce	8	0,3	6	0,3
2 pièces	78	3,1	86	4,6
3 pièces	355	14,0	325	17,5
4 pièces	843	33,2	643	34,6
5 pièces ou plus	1 257	49,5	796	42,9

Sources : Insee, RP1999 et RP2009 exploitations principales.

On peut aussi noter que cette offre semble particulièrement convenir à trois catégories de personnes :

- les familles,
- les personnes âgées,
- les couples sans enfant issus probablement de Béziers et qui souhaitent plus d'espaces.

Catégorie et type de logement

	2009	%	1999	%
Ensemble	544	100,0	436	100,0
Résidences principales	358	65,8	309	70,9
Résidences secondaires et logements occasionnels	90	16,5	63	14,4
Logements vacants	96	17,7	64	14,7
Maisons	519	95,4	428	98,2
Appartements	25	4,6	6	1,4

Sources : Insee, RP1999 et RP2009 exploitations principales.

¹⁴ RP 2009, INSEE, exploitations principales

En effet, les logements de 5 pièces ou plus, que ces catégories de personnes plébiscitent, représentent à eux seuls la moitié du patrimoine immobilier communal. Ces écarts très importants entre tous les types d'habitats montrent une certaine formalisation de la construction à Autignac. Il est notable de repérer d'ailleurs, que le centre-ville ancien représente quasiment la seule zone résidentielle où tous les logements ne sont pas de plain-pied. Très rapidement et de manière assez uniforme autour de ce centre-ville, les maisons pavillonnaires se sont mises en place au fil des années. Souvent équipées de piscines, ces maisons montrent tous les avantages dont est munie la démarche d'emménagement sur Autignac, surtout pour les familles ou les émigrés issus de Béziers.

En outre, il est aisé, pour le prix d'un appartement en centre-ville de Béziers, d'obtenir pour le même prix quasiment, une maison de plain-pied beaucoup plus spacieuse et avec un terrain sur Autignac. Cet habitat est cependant représentatif d'une certaine population, souvent assez aisée et qui souhaite la plupart du temps s'installer pour une longue période sur Autignac. C'est cette logique qui s'est mise en place sur Autignac et qui aujourd'hui laisse présager un vieillissement notable de la population communale dans les prochaines années.

Dans le même sens, la part de propriétaires est importante (81,3%) et en augmentation depuis 1999 (78,6%) alors que le nombre de locataires diminue. Les logements locatifs privés représentent environ 16% des résidences principales ce qui est inférieur à la moyenne des communes du SCoT du Biterrois (28%) et aux objectifs affichés dans le PADD de ce dernier, soit 30%.

La faible part de logement locatifs ne semble pas pouvoir répondre à l'ensemble des demandes et donc permettre aux habitants de la commune de construire un véritable parcours résidentiel. Bien qu'entre 2007 et 2009, aucun demandeur de logement HLM habitant la commune n'ait été recensé¹⁵, des besoins existent sur le territoire. Cette faiblesse de la demande est due à l'absence de parc HLM sur la commune (l'absence d'offre n'engendre pas de demande mais ne traduit pas une absence de besoins).

Selon la mairie, il existe à l'heure actuelle environ 7 logements situés au-dessus de la poste et de l'école qui sont loués à un prix modéré. Afin de pouvoir satisfaire la demande, il paraît nécessaire de diversifier le parc de logements en augmentant la part du locatif privé ou social. Sur ce dernier point, le SCoT du Biterrois tend à étendre l'offre de logements locatifs sociaux pour atteindre 15% en moyenne sur l'ensemble de son territoire, chaque commune devant atteindre un objectif de 5% de logements sociaux soit environ 30 logements locatifs sociaux.

¹⁵ Source N° unique de la demande HLM

Selon les élus interrogés, le niveau de la demande locative est très important. Les demandeurs sont le plus souvent des personnes retraitées, le plus souvent nouvellement arrivés sur la commune, des étrangers venus faire une acquisition en France (pour leurs vacances ou pour la retraite), de jeunes actifs seuls ou en couple travaillant sur Autignac même ou dans les villes voisines (Bédarieux, Lamalou, Béziers). Les logements les plus recherchés sont des appartements de type 4 ou 5 mais le marché semble être différent selon les demandeurs. Les premiers et les seconds recherchent des maisons de village anciennes, tandis que les derniers se positionnent plutôt sur le terrain à bâtir en accession.

La production de logements locatifs sociaux et privés va nécessiter une inflexion forte de la politique d'aménagement du territoire communal et pourrait se réaliser par un investissement des nombreux logements vacants (18% du parc total). Les deux données que nous venons d'analyser : nombre de pièces par logement et ratio propriétaire/locataire devront faire l'objet d'une étude approfondie afin de déceler si des manques existent sur Autignac, en termes de parcours résidentiel (offre locative, logement plus petits).

A Magalas, centralité majeure du bassin de vie dont fait partie Autignac, possède en 2009, 37 logements HLM soit 3,5% du parc immobilier, ce qui concerne 115 personnes avec une ancienneté moyenne d'emménagement de 8 ans. A Saint Génès de Fontedit, commune voisine d'Autignac, possède en 2009, 3 logements HLM soit 0,5% du parc immobilier, ce qui concerne 7 personnes avec une ancienneté moyenne d'emménagement de 2 ans.

Le renouvellement et la construction dans la commune

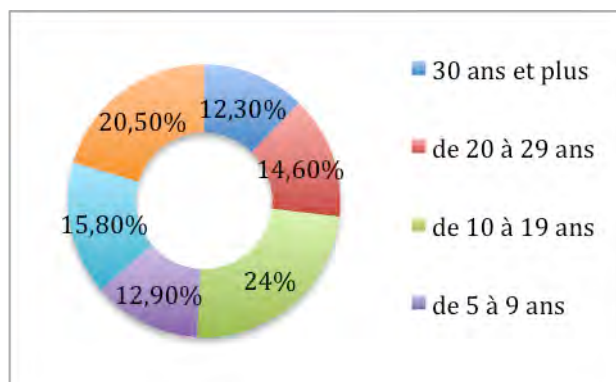
L'ancienneté moyenne d'emménagement à Autignac se situe aux alentours de 15 ans. Un peu plus de 55% des emménagements ont eu lieu, il y a plus de 10 ans, comme on peut le voir ci-contre. Comparativement, sur l'ensemble de la Communauté de communes, ce chiffre est d'environ 40%. Le renouvellement des populations est donc très faible, ce qui peut expliquer en partie le vieillissement de la population.

Ancienneté d'emménagement dans la résidence principale en 2009

	Nombre de ménages	Part des ménages en %	Population des ménages	Nombre moyen de pièces par logement	
					personne
Ensemble	358	100,0	836	4,7	2,0
Depuis moins de 2 ans	44	12,3	100	4,0	1,8
De 2 à 4 ans	52	14,6	134	4,6	1,8
De 5 à 9 ans	86	24,0	232	4,8	1,8
10 ans ou plus	176	49,1	371	4,8	2,3

Source : Insee, RP2009 exploitation principale.

Ancienneté d'emménagement des ménages en 2009



Source : INSEE, RP 2009 exploitations principales

À travers l'analyse des 100 dépôts de permis de construire depuis 2000, on constate que depuis 12 ans, le nombre moyen de dépôt de PC par an sur la commune d'Autignac est de 8,3 avec environ 5,4 dépôts de PC pour des villas hors lotissement et 3 PC de villa en lotissements. On constate également que les années 2001 à 2005 ont abouti au dépôt de 60 PC soit plus de la moitié des dépôts sur les douze années qu'illustre ce tableau.

Tableau annuel des dépôts de Permis de construire à Autignac

Années	nombre de Dépôt de PC	dépôt PC villa hors lotissement	Dépôt PC villas lotissement
2000	5	5	0
2001	9	9	0
2002	10	10	0
2003	10	8	2
2004	12	5	7
2005	19	3	16
2006	6	4	2
2007	8	3	5
2008	4	3	1
2009	7	5	2
2010	3	3	0
2011	5	5	0
2012	2	2	0

Date de création des lotissements à Autignac :

- le Château d'eau : 1997
- le Jeu de mail : 1986
- les Oliviers : 2004
- les Amandiers : 2005
- le Jols : 2006

Au regard de la date de création des lotissements à Autignac et des dépôts de PC de villas en lotissements, on constate que cette forme d'urbanisation a connu un certain succès notamment autour de 2005. Cette dynamique est aujourd'hui achevée.

Le marché fonctionne de manière relativement autonome autour d'une demande locale limitée, complétée par un marché de résidences secondaires qui touche principalement le parc ancien.

Perspectives d'évolution

À Autignac, on constate actuellement la difficulté de permettre l'accès à un véritable parcours résidentiel pour tous (jeunes ménages, couples avec enfants, personnes seules) car l'offre de logement est actuellement limitée à cause de la difficulté de réinvestissement des logements centraux (offre de stationnement inexistante).

D'après l'évaluation des permis de construire de ces dernières années, on peut estimer le nombre de constructions nouvelles par an à environ 5 PC nouveaux /an. En restant dans ce rythme programmé de construction, l'augmentation de la population sera de l'ordre de 15 nouveaux habitants par an.

Comparaison population/logement pour les communes du Bassin de proximité SCOT

Communes	Nombre d'habitant en 2009	Densité de la population	Taille des ménages	Variation de la population : taux annuel moyen entre 1999 et 2009, en %	Nombre de logement	Taux de RP	Taux de résidence secondaires	Taux de logements vacants	Evolution des logements 1999-2009	Nombre de LLS
Laurens	1349	82,3	2,3	3,7	769	73,30%	18,90%	7,80%	30,6% en plus	0
Magalas	2 835	136,6	2,6	4,5	1355	78,90%	10,10%	11,00%	35,6% en plus	37
Saint Génies	1351	146,2	2,4	2,2	793	69,20%	20,70%	10,10%	26% en plus	3
Puissalicon	1 062	81,4	2,4	1,6	579	75,30%	17,50%	7,20%	17,6% en plus	0
Pouzolles	1045	104,4	2,3	3	597	75,70%	14,30%	9,90%	21,7% en plus	0
Fouzilhon	210	39	2,3	3,7	136	66,50%	29,20%	4,30%	30% en plus	0
Cabrerolles	355	12,4	2,3	2,8	257	59,50%	35,40%	5,10%	15% en plus	0
Caussionlejouls	123	11,7	2,2	0,4	99	55,60%	27,30%	17,20%	3% en plus	0
Faugères	435	16,7	2,2	2,1	245	61,30%	38,00%	0,80%	15% en plus	0
Roquessels	129	14,4	2,5	0,5	79	63,70%	20,00%	16,30%	8,21% en plus	0
Autignac	836	72,4	2,3	1,4	544	65,80%	16,50%	17,70%	20% en plus	0

Comme l'illustre le tableau ci-contre, les orientations du SCOT à l'encontre des communes du bassin de proximité d'Autignac sont à prendre en compte en fonction des dynamiques spécifiques à chaque communes. Les deux centralités du bassin, Laurens et Magalas sont les plus peuplées, et celles qui connaissent (hormis la commune secondaire de Fouzilhon), la plus forte croissance démographique et du nombre de logements entre les deux périodes intercensitaires. On constate également que malgré le rythme de construction important dans ces deux communes, la production reste majoritairement tournée vers le marché des résidences principales et que ce sont des communes moins dynamiques comme Fouzilhon, Cabrerolles et Faugères qui possèdent le plus fort taux de résidences secondaires.

La commune d'Autignac, au regard des données du bassin de proximité, fait partie des communes secondaires les plus peuplées, avec une densité de population haute et une faible croissance de population. Le taux de résidence principale qui se situe dans la moyenne est diminué par le plus fort taux de logements vacants du bassin soit 17,70%.

Le rythme de construction nouvelle reste cependant important, alors même qu'aucune action de réinvestissement urbain pour la production de logement ne semble être menée. Les projets de réinvestissement urbain sur l'espace Jourfier et sur le site de l'ancienne cave coopérative ne sont pas encore précisés.

Rappelons que la communauté de communes FRAMPS 909 détenait la compétence Politique du logement social d'intérêt communautaire et action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées qui comprenait :

- Mise en œuvre d'une politique de réhabilitation des bâtiments anciens avec l'intervention des sociétés de type HLM.
- Accorder le bénéfice d'aides financières liées à l'opération façade pour les propriétaires d'immeubles situés dans les cœurs de ville.
- Réalisation d'une O.P.A.H, (afin de permettre une remise en état des habitations dans le but de relancer la "location d'appartements" dans les cœurs des villages afin de redonner une certaine vitalité par l'apport de nouveaux administrés tout en embellissant les centres villes.

Depuis la fusion au 1er janvier 2013, des communautés de communes Coteaux et Châteaux, du Faugères et Framps 909 communauté de communes dénommée « Les Avant-Monts du Centre Hérault », il s'agira de voir si la nouvelle intercommunalité est en mesure de porter des projets de renouvellement urbain.

Afin de limiter l'étalement urbain, la consommation d'espace devra être maîtrisée. Cela peut se traduire par des orientations favorisant le renouvellement urbain et une certaine densité dans les nouvelles extensions urbaines que ce soit pour l'habitat ou l'économie.

Les enjeux de la commune en termes de logement

Afin de répondre aux besoins de l'ensemble de la population, la commune doit diversifier l'offre en logements. Elle doit notamment :

- Développer le parc locatif, dont une part de logements locatifs sociaux : pour maintenir ou accueillir des ménages aux revenus modestes notamment les jeunes (seuls ou en couples) pour lesquels le logement locatif est la première étape dans le parcours résidentiel.
- Réduire la vacance : la réduction de la vacance est un des enjeux principaux du territoire communal. Bien que le nombre de logements potentiellement indignes soit

peu important, le parc existant devra faire l'objet d'une analyse approfondie permettant de cerner les besoins en termes de réhabilitation des logements dégradés et viser la remise sur le marché de logements vacants.

- Cet enjeu pourra se traduire par la réhabilitation des logements privés et leur location à loyer maîtrisé. Cette réhabilitation devra cibler prioritairement les logements vacants et/ou relevant de l'insalubrité et/ou ne remplissant pas les critères de décence. La réhabilitation devra également viser les logements occupés par des propriétaires en situation de fragilité (personnes âgées aux revenus modestes ou très modestes).
- Il s'agira de choisir avec soin les outils les plus adaptés pour travailler sur le réinvestissement urbain et réduire la vacance dans les logements anciens du centre village entre l'OPAH, le PRI ou la procédure de RHI

LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE

La perte de vitesse de l'agriculture

La problématique de l'agriculture à Autignac est liée à l'évolution croisée de la vigne et de l'urbanisme. Alors que la vigne recule et laisse place à la culture et à la friche, la construction progresse sur ces territoires, particulièrement en limite de bourg. Il sera donc important de bien prendre en compte la structure géologique et la qualité agronomiques des sols dans les projets d'aménagement à venir et d'envisager de nouvelles relations de production et d'usage entre bâti et terrasses cultivées.

Le désir de campagne, la rareté du foncier et l'amélioration des infrastructures de transport ont grandement participé à l'étalement urbain et à la diminution de l'activité agricole dans les zones rurales. Beaucoup d'exploitations disparaissent en raison des campagnes d'arrachage primé sans replantation entre 2007-2010, des départs en retraite des exploitants et du manque de repreneurs.

Les activités agricoles et viticoles sont des composantes essentielles de l'identité du territoire. Les mutations en cours, notamment la régression du vignoble, imposent d'adapter, de façon durable, les espaces agricoles aux besoins actuel et futur du territoire. En effet, le maintien des espaces agricoles est la condition de la reconquête, dans les années à venir, d'une compétitivité aujourd'hui mise à mal pour la filière viticole. De plus, ces espaces agricoles participent également au socle environnemental et à la trame naturelle du territoire.

L'objectif de ce diagnostic est d'établir un état des lieux de l'activité agricole et de fournir une contribution à l'identification des enjeux agricoles pour la commune d'Autignac. Les premières parties du document sont consacrées à une synthèse de l'état des lieux de l'activité agricole de l'ensemble du territoire d'étude, avec une analyse qualitative de la vision des agriculteurs face à l'évolution et l'adaptation de l'activité agricole dans leur territoire. Des cartes thématiques viennent compléter les données chiffrées.

Pour conclure, une présentation des principales problématiques, des enjeux et des pistes d'actions à engager est présentée.

Le diagnostic agricole a pour but de représenter une photographie la plus fidèle possible de l'activité agricole en place et des mutations foncières :

- analyse spatiale de l'agriculture : répartition des sièges d'exploitation et des surfaces, évolution, recensement des contraintes et servitudes,...
- analyse socio-économique : productions en place, âge des exploitants, dynamique des exploitations, devenir de l'agriculture communale à 5 ans,...

Cet état des lieux de l'activité agricole et de l'utilisation de l'espace doit situer la dynamique agricole face aux tendances qui affectent cette activité.

Méthode employée

Objet :

- Compléter et mettre à jour le volet agricole des documents d'urbanisme, en l'occurrence du PADD et du PLU.
- Servir de base à une réflexion communale pour éclairer les décisions des élus, et pour élaborer des programmes d'actions spécifiques.

Méthode :

Une méthode participative à l'échelle communale en plusieurs étapes :

- Rédaction d'un questionnaire à l'attention des agriculteurs afin de récolter les données nécessaires au diagnostic,
- Réalisation d'un prédiagnostic avec les données disponibles (RGA 2000 et 2010 et consultation des agriculteurs par le biais du questionnaire, ...)
- Réunion avec les agriculteurs dans le but de réajuster et compléter l'état des lieux, ainsi que valider le diagnostic et les enjeux dégagés,
- Restitution des points forts et conclusions auprès de la commission urbanisme de la commune et des PPA.
- Réalisation et rendu de l'étude.

Caractéristiques de l'activité agricole

Une activité agricole ralentie, mais toujours identitaire

L'agriculture représente en effet une filière économique importante et, malgré un recul marqué, le territoire agricole occupait 77 % du territoire en 2006 soit 896,22 ha¹. Afin d'affiner cette donnée, on s'appuie sur la nomenclature Corinne Land Cover qui permet de distinguer dans un premier temps :

- Les cultures permanentes ou vignobles avec 778,98 hectares
- Les zones agricoles hétérogènes, surfaces essentiellement agricoles, interrompues par des espaces naturels importants avec 117,24 hectares

L'agriculture est en perte de vitesse sur le territoire communal comme l'illustre le tableau ci-dessous. Les terres agricoles sont passées de 680 Ha en 1988 à 511 ha en 2000. La surface agricole utile représente aujourd'hui 358 hectares pour une superficie communale de 1155 hectares. Soit quasiment 30% du territoire d'Autignac.

Superficie agricole utilisée		
en hectare		
2010	2000	1988
358	511	680

Source : RGA 2010, AGRESTE

Ces chiffres peuvent être détaillés par le tableau suivant qui illustre le fait que les superficies en terres labourables ont régressé, ainsi que les superficies en cultures permanentes.

Superficie en terres labourables		
en hectare		
2010	2000	1988
60	47	38

Source : RGA 2010, AGRESTE, Autignac

La diminution des exploitations s'est accompagnée d'une forte régression de la superficie agricole. En effet, Autignac a perdu 258 hectares de superficie agricole entre 1988 (680 ha) et 2010 (358 ha). La diminution de la surface agricole utilisée communale des exploitations a été de 10% en moyenne sur la période 1988 - 2000 (Sur le Département la diminution est de 5%)

¹ Base Corinne Land Cover 2006

Superficie en cultures permanentes <i>en hectare</i>		
2010	2000	1988
298	464	639

Source : RGA 2010, AGRESTE, Autignac

Des exploitations de petites tailles et à statut individuel dominant

Toujours d'après les mêmes sources, le nombre d'exploitations est en baisse constante depuis la décennie 80. En un peu plus de 20 ans, les exploitations professionnelles sont passées de 100 à 35. Dans un même temps, la taille moyenne des exploitations agricoles a augmenté. La situation provient du remembrement de certaines exploitations et de la difficulté pour les petits producteurs à se maintenir.

Exploitations agricoles ayant leur siège dans la commune		
2010	2000	1988
35	63	100

Source : RGA 2010, AGRESTE

Les exploitations individuelles correspondent au statut juridique dominant sur Autignac. Ce sont avant tout des structures de type familial. Les GAEC², forme sociétaire la plus ancienne en agriculture concernent 1 exploitation et correspondent le plus souvent à un regroupement familial (parents/enfants/frères...) ou entre tiers. On retrouve également 2 SCEA et 1 SARL (cogérance). Sur les 15 exploitants ayant retournés le questionnaire, 9 ont leurs sièges d'exploitations sur Autignac, 3 dans les communes voisines (Magalas, Valquères et Saint Génès de Fontedit) et 2 n'ont pas répondu. Sur les 9 exploitants dont le siège d'exploitation est à Autignac, 8 vivent en son sein.

En matière de faire valoir, 2 exploitants sont sous le régime du fermage et 1 propriétaire sous fermage. Les 12 restants sont propriétaires. Pour les 11 exploitants ayant renseigné le questionnaire, la taille moyenne des exploitations est de 11 ha avec une superficie maximale de 43 Ha et une superficie minimale de 0,8 ha. Concernant la taille des exploitations, seul 2 exploitants sur les 8 ayant répondu font état d'une insuffisance en termes de superficies agricoles.

Peu d'emplois générés par l'activité agricole

Peu d'emplois sont générés par l'activité agricole. Ce sont effectivement principalement de la main-d'œuvre familiale non-salariée même si 3 exploitants ont des salariés pour un total de 23 emplois.

² Groupement Agricole d'Exploitation en Commun

Aucune embauche n'a été mentionnée par les agriculteurs exploitants sur le court terme, c'est-à-dire dans les cinq prochaines années.

Travail dans les exploitations agricoles		
<i>en unité de travail annuel</i>		
2010	2000	1988
31	53	77

Source : RGA 2010, AGRESTE

La réduction des surfaces agricoles est synonyme de diminution du travail. Le tableau présente les effectifs de main-d'œuvre agricole en UTA : « unité de travail annuel ». Cela représente la quantité de travail d'une personne pendant l'année à temps complet. Beaucoup d'emplois sont saisonniers (deux au moins en moyenne) dans le domaine de l'agriculture. Il faut 6 emplois saisonniers pour comptabiliser une UTA. En 20 ans, les effectifs ont été divisés par 2.

Des chefs d'exploitation plutôt quadragénaires

L'âge moyen des chefs d'exploitation est de 51 ans. Les moins de 40 ans représentent moins de 20 % des chefs d'exploitation et les plus de 55 ans 40%. Les moins de 50 ans, quant à eux, représentent 53% des chefs d'exploitations, ce qui explique la moyenne globale. Dans les dix dernières années, il y a eu 3 installations de jeunes agriculteurs de moins de 40 ans. Un jeune exploitant s'est installé en SARL (cogérance) depuis 2006.

En ce qui concerne les plus de 55 ans, 3 exploitant a signalé lors du questionnaire la volonté de partir en retraite d'ici 5 ans et un autre n'était pas fixé sur la succession ou l'arrêt de son exploitation. Sur ces trois exploitants, 2 n'ont pas de repreneurs positionnés pour leur activité.

Le métier d'agriculteur n'attire plus et très peu de jeunes prennent la relève des exploitations. En 2000, seules 12 personnes de moins de 40 ans travaillent dans le domaine de l'agriculture sur Autignac. En effet, à l'instar des dynamiques nationales, l'activité agricole à Autignac est rarement l'activité principale des exploitants.

L'activité agricole à Autignac

Une activité agricole spécialisée à forte dominante viticole

Selon le recensement agricole de 2010 (AGRESTE), la viticulture redynamisée par la production de vins de qualité (Faugères, Coteaux du Languedoc) occupe une place prépondérante dans l'économie du territoire.

Ce secteur est cependant caractérisé par une déprise agricole touchant à la fois la surface agricole utilisée et la population familiale agricole. Cette déprise coïncide avec une croissance urbaine ou touristique. La culture de la vigne possède à Autignac une valeur forte en sus de son poids économique : un rôle de coupe feu, notamment au nord ouest de la commune.

Photographie : l'espace agricole, composante majeure du territoire



Source : Urban Projects

Près de 90% des exploitations cultivent de la vigne, aussi bien sur le territoire communal que hors commune. Un seul exploitant s'adonne à la culture et à l'élevage.

Les AOP

Au centre du triangle Béziers, Bédarieux, Pézenas et à l'ombre des premiers contreforts cévenols, exposées plein sud sur de fortes pentes au relief tourmenté, surplombant la plaine biterroise, et dominé par le Pic de la Coquillade (700m), s'étendent les terres viticoles de Faugères. Autignac, comme 6 communes voisines (Laurens, Faugères, Cabrerolles, Cassiniojols, Fos et Roquesels) fait partie de l'appellation d'origine protégée Faugères.

La surface globale de l'aire concernée est de 5500 hectares et celle du vignoble en AOC s'élève à 2000 hectares dont 564 hectares sur Autignac. L'appellation Faugères privilégie la qualité. Pour cette raison, les cépages sont essentiellement nobles, constitués de Mourvèdre, Syrah, Grenache, Cinsault et Carignan. Cette appellation présente une homogénéité assez remarquable en ce qui concerne son terroir.



Photographie : vignobles AOP au Moulin de Ciffre

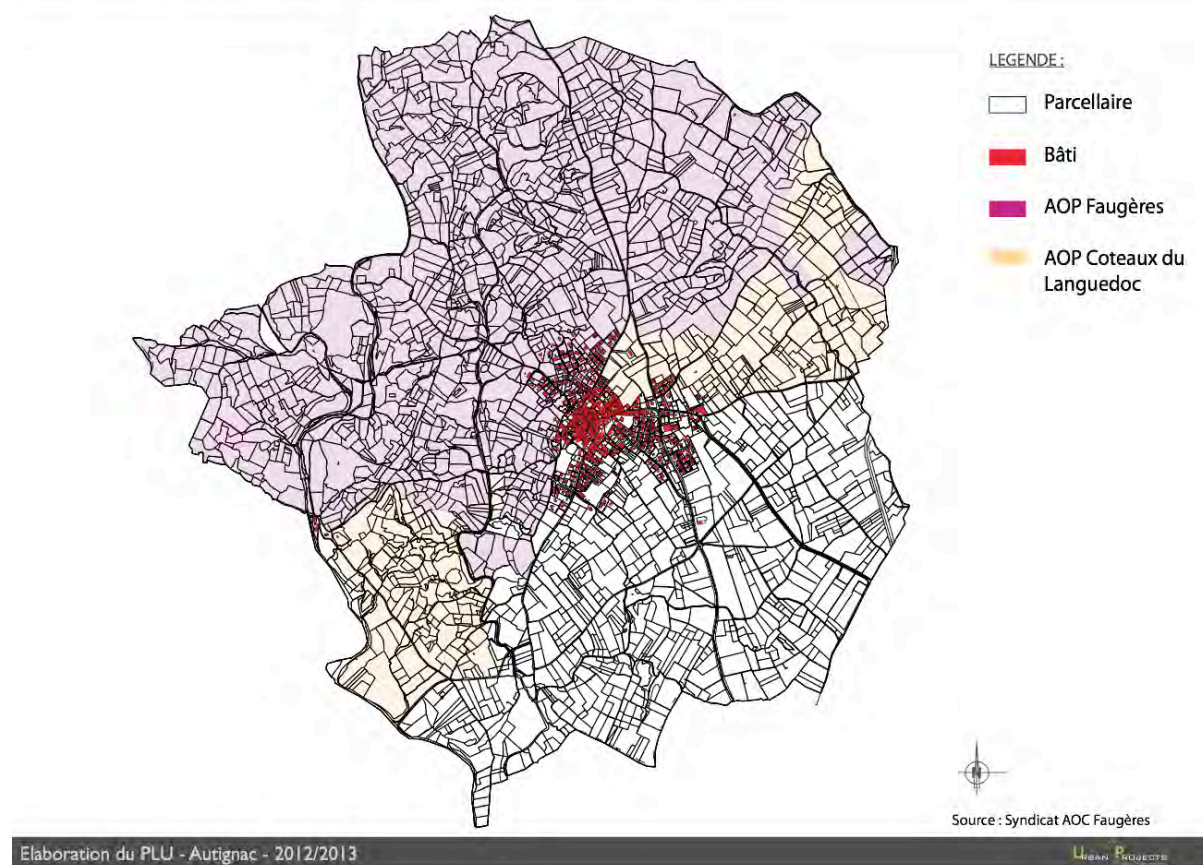
On peut estimer que plus de 80% des sols appartiennent au système géologique dit des « Monts de Faugères », daté du Viséen Schisto-Gréseux (ère primaire). Ce sont des sols très anciens qui sont constitués d'argiles issues de dépôts marins de la mer primitive. Lors du plissement hercynien, ces argiles ont subi des phénomènes de compressions énormes sous de fortes chaleurs. Il en a résulté les schistes d'aujourd'hui.

La commune appartient au périmètre des AOP viticoles « Faugères » et « Coteaux du Languedoc » depuis 1982 ainsi qu'aux IGP « Pays d'Oc », « Pays d'Hérault » définis par l'INAO.

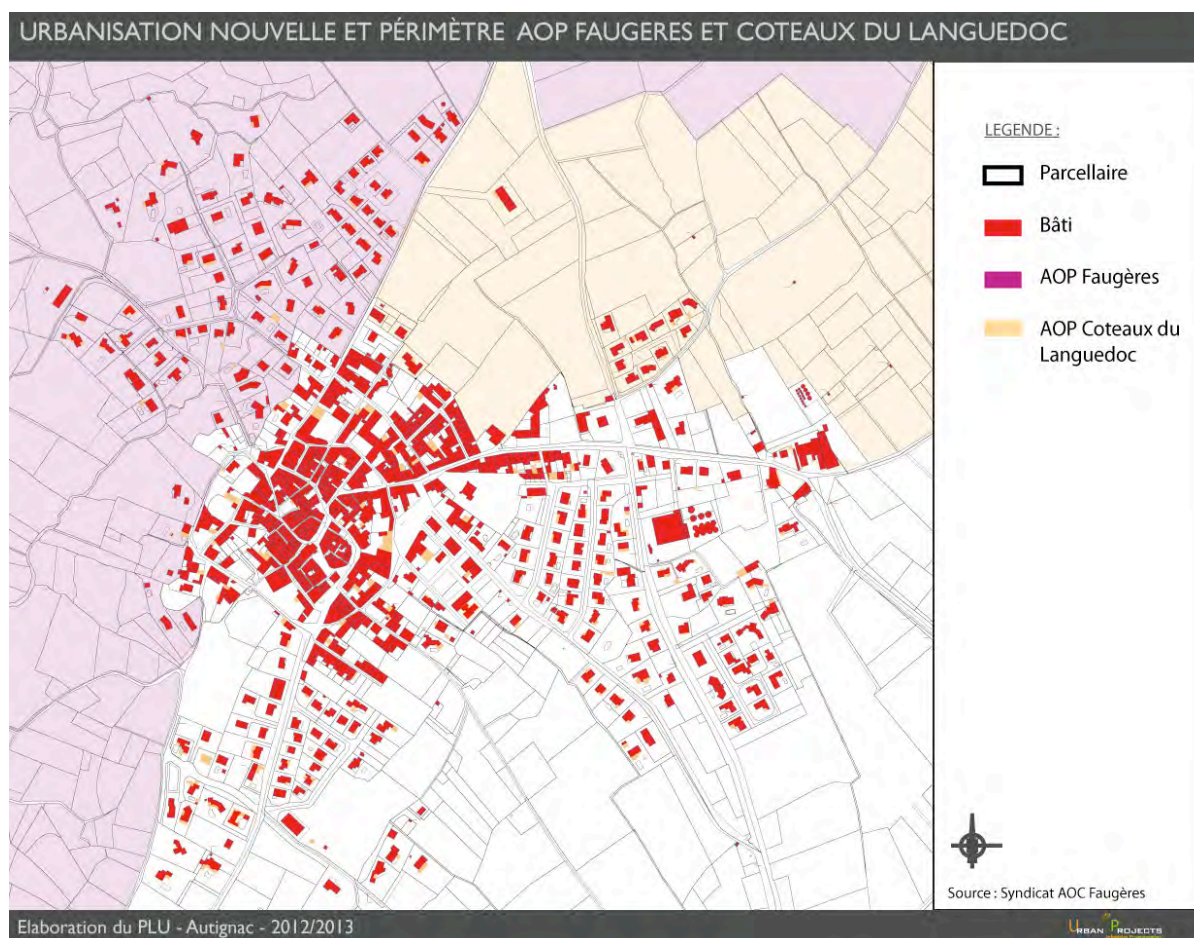
Principales Appellations	Superficie en hectare sur le territoire communal
AOP Faugères	530
AOP Coteaux du Languedoc	107
IGP Vin de pays	117
Vin de table	45

La production AOP est caractérisée par des procédés de vinification traditionnels ou macération carbonique avec un rendement limité à 50 hl/ha. 14 exploitations sont classées en production de vignes AOP à Autignac et 67% de la surface viticole totale est classée en AOP.

DELIMITATION DES AOP FAUGERES ET COTEAUX DU LANGUEDOC



Les surfaces en appellation ont progressé à Autignac entre 1988 et 2000. La commercialisation demeure majoritaire en cave coopérative (Faugères) mais les caves particulières restent présentes sur ce secteur.



Une commercialisation très standardisée

Il y a peu de diversification de l'activité agricole sur la commune d'Autignac. Seulement 33% des exploitants vendent leurs produits (tout ou en partie) en vente directe et cela essentiellement sur les marchés locaux ou proches.

Un agriculteur possède a mis en place au sein de son exploitation une structure d'hébergement d'une capacité de 22 lits labellisé Gîtes de France mais c'est un exploitant dont le siège est hors commune. D'autre part, un seul agriculteur dont le siège est sur Autignac envisage de se diversifier avec de l'hébergement.

Peu d'exploitations en démarche qualité

Plus de la moitié des exploitations adhèrent à une charte qualité de type AOC, AB, ou de réduction des produits phytosanitaires, etc. 8 exploitants sur 15 soit 56%, et qui ont tous indiqués qu'il souhaitait continuer une activité axée sur une production qualitative. Une démarche qui pourrait être encouragée par la commune, dans le souci permanent d'un développement durable de son territoire, qu'elle mène par ailleurs.

Des moyens de production jugés menacés

A travers les questionnaires, 60 % des agriculteurs estiment le potentiel économique de leur exploitation insuffisante. Près d'un agriculteur sur deux pense que leur situation est incertaine pour des raisons de dimension économique insuffisante et d'accès à l'eau (irrigation). L'autre problématique est celle des lieux de stockage du matériel (hangar agricole en zone agricole) car la solution d'un hameau agricole intercommunal mutualisé ne séduit pas les agriculteurs.

De plus, même si les élus et les viticulteurs préfèrent conserver les caves en cœur de village, les mentalités des habitants ont fortement évolué et que les nuisances liées à la viticulture sont de moins en moins supportées. Il faut ainsi pouvoir préserver une possibilité, en cas de besoin futur pour offrir un espace dédié. Pour le matériel, la solution d'un stockage mutualisé ne séduit pas non plus, sauf peut-être pour les bouteilles. Les difficultés de circulation liées au trafic de camion pourraient ainsi être réduites.

Les agriculteurs interrogés jugent la taille de leur exploitation suffisante pour faire face à la conjoncture actuelle et future qui malgré une situation de doute et d'incertitude quant aux projets d'évolution des exploitations (mises aux normes, reprise de l'activité...). En termes de viabilité des exploitations, seul 9 exploitants ont répondu. Chiffre inquiétant, 44% des exploitants jugent l'avenir de leurs activités incertain.

Sur les 12 exploitants ayant répondu, 3 ont bénéficié de prime à l'arrachage définitive sur une surface d'environ 7 ha, 4 ont bénéficié de prime à l'arrachage en replantation pour une surface d'environ 5 ha. Cet arrachage a majoritairement eu lieu sur une diagonale est-ouest, au sud du tissu urbanisé.

En matière de friches agricoles, 6 exploitants déclarent un total de 6,2 ha de friches. Aucun agriculteur n'a perdu de terres suite au développement de l'urbanisation sur la commune d'Autignac.

Les principales contraintes

La majeure partie des agriculteurs de la commune n'a pas relevé de problèmes dans l'exercice de leur activité. Les seules gênes signalées sont celles liées aux traversées de routes et de villages.

Quelques infrastructures en place posent néanmoins problème à quelques-uns d'entre eux. En effet, dans les conditions de viabilité de leur exploitation au niveau territorial, il est apparu que les exploitants souhaitent principalement être préservés des constructions et des infrastructures nouvelles.

La question de la sécheresse, de l'accès à l'irrigation pour les cultures est prégnante et fait, comme l'on souligné la majorité des exploitants interrogés, courir le risque d'une réduction qualitative de la production et l'impossibilité de pouvoir se tourner vers d'autres types de culture.

L'espace agricole et rural

Une occupation forte du territoire par peu d'exploitants

La surface agricole utilisée (SAU) évaluée par le RGA 2010 est d'environ 360 ha, plus d'un tiers du territoire communal (30,9 %). Malgré cela, la SAU³ a été réduite et Autignac a perdu 153 hectares de superficie agricole entre 2000 (511 ha) et 2010 (358 ha)⁴. Cette réduction brutale peut avoir plusieurs causes :

- Le développement urbain qui s'est principalement fait au détriment des friches agricoles mais n'est pas la seule cause de réduction des surfaces agricoles.
- Le non-renouvellement des agriculteurs exploitants partis à la retraite et l'arrêt des exploitations
- Les primes à l'arrachage participent fortement à cette dynamique de réduction des surfaces agricoles.

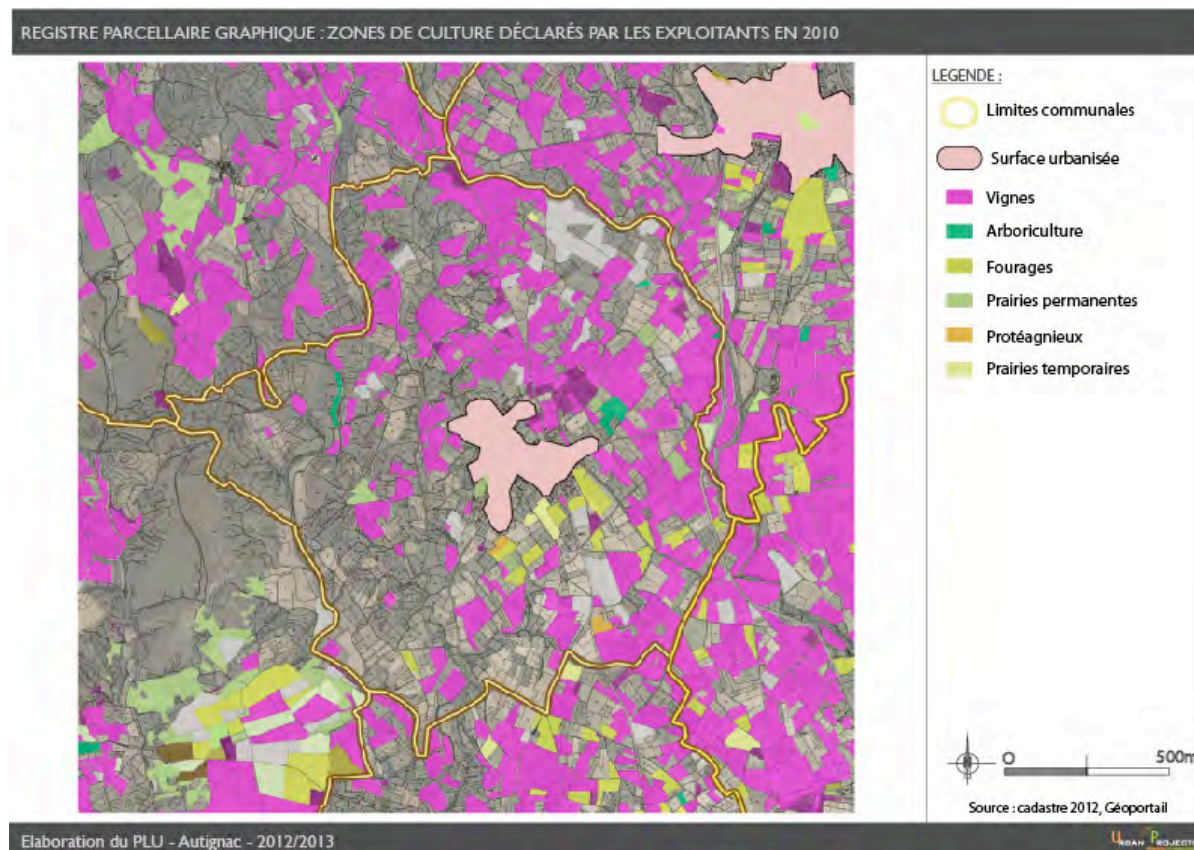
Suite au diagnostic agricole et aux retours des agriculteurs, nous émettons quelques réserves quand à la véracité des chiffres du recensement AGRESTE, des erreurs ou omissions ont pu être éventuellement commises lors du recensement.

Selon la SAFER⁵, le taux de perte de surfaces agricoles, naturelles ou boisées entre 2005 et 2009 à Autignac reste inférieur à 1 % mais la commune est marquée par la tendance de diminution des surfaces agricoles et naturelles. L'arrachage des vignes, la mise en friche des terres agricoles et la conversion de ces terres en terrains potentiellement constructibles participe à ce phénomène. Cependant, la pression foncière sur les terres agricoles et naturelles reste moyenne à la date de l'étude.

³ La superficie agricole utilisée (SAU) est une notion normalisée dans la statistique agricole européenne. Elle comprend les terres arables (y compris pâturages temporaires, jachères, cultures sous abri, jardins familiaux...), les surfaces toujours en herbe et les cultures permanentes (vignes, vergers...).

⁴ Recensement agricole 2010 - Agreste - Ministère de l'agriculture

⁵ Diagnostic Piémont Viticole, Observatoire des Espaces Agricoles et Forestiers du Département de l'Hérault, DDTM 34/Mission CEP pôle Études Année 2011



Les exploitations sont réparties de manière assez homogène dans l'ensemble de l'espace rural, et marquent le caractère encore très présent de l'agriculture sur la commune d'Autignac. Le secteur agricole est très présent à l'Est du territoire communal, alors qu'à l'Ouest il est moins développé du fait de la proximité des reliefs des avant-monts.

Photographie : La vigne dans le secteur des avants monts



Urban Projects

Il faut noter que des exploitations extérieures à la commune viennent exploiter des terres de la commune. Et vice et versa. Les appréciations sont représentatives de la qualité locale des sols dans le territoire, de qualité plutôt moyenne. En effet, les sols sont de plus en plus épuisés par la monoculture de la vigne et l'absence d'une irrigation des cultures.

Les agriculteurs mettent en avant leurs manques de solutions pour régénérer les sol exploitables : on trouve des sols schisteux sur une grande partie de la commune, sols qui ne peuvent être mis en valeur par la viticulture. 40% des agriculteurs estiment leur parcellaire regroupé contre moins de 53% dispersé en îlots et 7% émietté (1 exploitant). Un seul exploitant considère que l'organisation dispersée de son exploitation est un frein à son activité. En termes de faire-valoir, les agriculteurs sont autant propriétaires des terres qu'ils exploitent, qu'en fermage. La majeure partie d'entre eux sont propriétaires d'une partie de leurs terres, mais louent d'autres terrains en vue d'accroître leur production.

Des éléments bâtis et paysagers remarquables à préserver et à mettre en valeur.

Des éléments paysagers remarquables ont été signalés sur 3 exploitations. Il a été fait mention de la présence de haies, bois, et de la qualité du paysage. Les demandes visent la suppression de la cabanisation et du mitage du paysage en AOP Faugères car cela peut porter atteinte à l'image de marque des vignobles de qualité notamment lors de la réception de groupes de touristes. Une exploitation est concernée par la proximité du pont d'Unal (chemin de Saint Nazaire) et l'exploitant souhaiterait sa réfection.

La vigne dans la ville

La cave coopérative "Les Vignerons d'Autignac" a été détruite en 2011 et le seul témoin de l'importance de l'activité viticole communale reste la distillerie coopérative sise à l'entrée Est d'Autignac. Celle ci est désaffectée et sert aujourd'hui de dépôt.

La cave coopérative "Les Vignerons d'Autignac" avant sa démolition en 2011



La distillerie coopérative à l'entrée d'Autignac



La commune compte 6 caves particulières en 2013. L'implantation des différents lieux de vinification est diffuse à l'intérieur du village comme l'illustre la carte ci-dessous avec le Château Moulin de Ciffre à l'écart du village, le Domaine du Rouge Gorge, le Domaine de la Reynardière, le Domaine des Près Lasses, le Domaine de l'Ancienne mercerie, le Domaine Balliccioni dans le village.



Historiquement, un grand pôle d'activités viticoles (cave coopérative et distillerie) marquait l'entrée Nord-Est du village. Aujourd'hui, celui-ci est en désaffectation. A terme, l'Est villageois devra donc être réinvesti. Il apparaît opportun de conserver à cette entrée de ville une vocation d'accueil des activités économiques.

Le bâti viticole constitue un patrimoine à protéger, même si actuellement la conjoncture n'est pas favorable. La vigne reste l'outil de travail et le marqueur identitaire de la commune. L'enjeu majeur de cette élaboration de PLU sera donc de redéfinir la frontière vigne-ville en concertation avec tous les acteurs du monde viticole.

Cet enjeu est d'autant plus important que, outre la protection stricto sensu du patrimoine viticole, il s'agit également de limiter les problèmes de cohabitation parfois difficiles avec les tiers à l'exploitation agricole.

Le devenir des exploitations agricoles : la vision des agriculteurs à 5 ans

80% des exploitants ont annoncé leur intention de poursuivre leur activité à court terme. Il faut noter que 13% d'entre eux ne se sont pas prononcés et que 7% ont des incertitudes quant au devenir de leur exploitation.

Les conditions de pérennité de l'activité agricole sur le territoire

Dans la mesure où certains agriculteurs ont déclaré considérer la situation économique de leur exploitation en situation incertaine, il paraissait intéressant de les questionner sur les moyens qu'ils estimaient nécessaires de mettre en place afin de consolider leur activité professionnelle, aussi bien du point de vue socio-économique que territorial.

Les agriculteurs ont mentionné en effet quelques difficultés dans l'exercice de leur activité. Ce sont principalement des difficultés en termes d'infrastructures (hangar agricole, accès à l'eau) mais aussi des difficultés liées aux faibles revenus engendrés par l'activité agricole (pas assez de vente, et prix de vente en perpétuelle baisse), et des problèmes récurrents liés au durcissement de la réglementation et des contrôles. La très grande majorité des exploitants interrogés sont satisfaits de leurs installations (siège et exploitations).

Un risque de déprise agricole est prégnant à Autignac avec les départs en retraite des actuels exploitants car il n'y a que trop peu de repreneurs pour les exploitations.

Dans le souhait des agriculteurs au regard du projet d'élaboration de PLU, on retrouve :

- l'irrigation des terres et la réfection des chemins communaux
- la non-entrave à l'activité agricole
- la mise en valeur du patrimoine du village
- le raccordement à Aqua Domitia
- la possibilité de construire des hangars agricoles

Vers une diversification de l'activité agricole ?

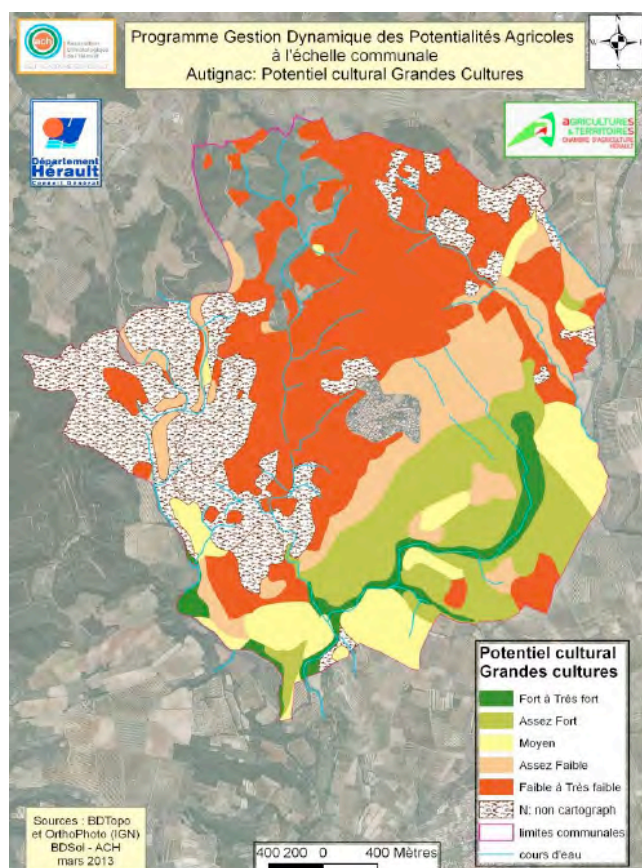
La filière viticole qui représente 97 % des exploitations souffre d'une crise de filière qui n'est pas spécifique au territoire, mais aussi des effets du changement climatique, avec des sécheresses fréquentes. Les qualités agronomiques des sols rendent possibles des stratégies de diversification, dont certaines sont déjà en cours, notamment avec la production de blé dur et de cultures fourragères, mais aussi l'horticulture, le maraîchage, l'arboriculture...) et des évolutions techniques permettant de conforter la vocation viticole. Pour réussir ces stratégies, la préservation du foncier agricole est nécessaire.

Photographie : Parcelle cultivée en plantes aromatiques au contact du bourg



Source : Urban Projects

Outre les prix du marché, l'avenir de la vigne est très fortement corrélé aux changements climatiques avec l'aggravation des périodes de sécheresse. L'un des facteurs déterminants de l'évolution de la viticulture sera lié à la possibilité d'irriguer ou non. Mais la possibilité de financer de tels investissements sur la commune paraît difficile à envisager.



Comme l'illustre la carte ci-contre, le potentiel agricole des sols, en termes de grande culture est relativement faible.

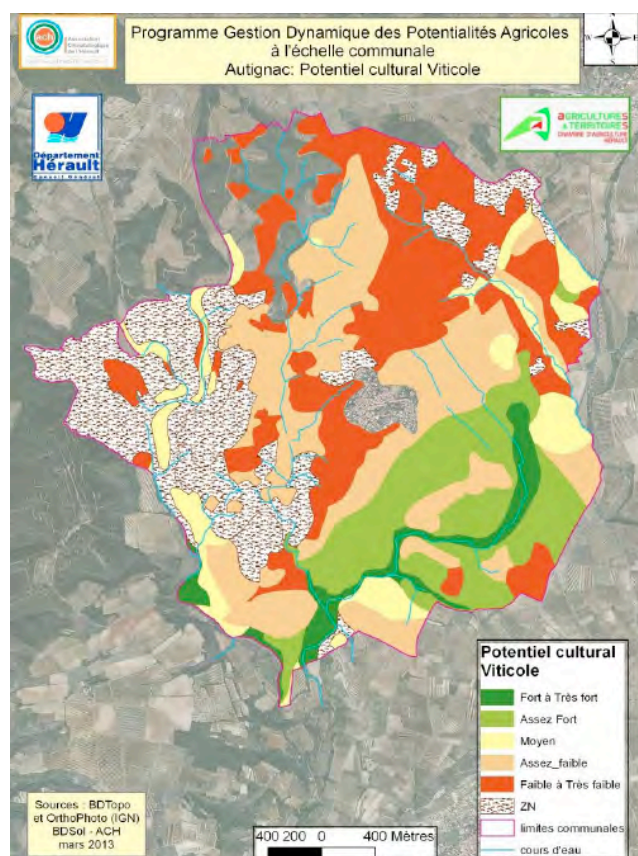
On retrouve des potentialités intéressantes sur le sud de la commune, où les sols sont plus riches en eau et à proximité du réseau hydrographique communal.

De plus, le maraichage ou les plantations en cultures, pistes explorées par l'étude urbaine de 2009 sont des activités bien spécifiques et qui ne peuvent se mettre en place sans une ressource en eau importante.

La plantation forestière semble apparaître une solution intéressante pour valoriser certains terrains en garrigue. Le groupement forestier de Bessière est cité en exemple même si l'on s'interroge sur le suivi actuel de cette plantation.

Avec le développement des campagnes d'arrachage de nombreuses pistes ont été développées pour rechercher des options de diversification ou d'alternatives agricoles.

- Concernant la viticulture, des pistes d'amélioration sont recherchées du côté des façons culturales comme le développement de l'irrigation raisonnée (mais difficile du fait des investissements à porter...) ou des modes de taille économe en temps de main d'œuvre (taille mini, taille rase...).
- D'autres pistes explorent la diversification et l'adaptation des productions par l'expérimentation de cépages adaptés à la sécheresse, l'évolution vers des vins plus méditerranéens ou la réintroduction de cépages anciens (pour produire des vins de cépage). L'agriculture biologique également, se positionne à cheval sur ces deux pistes de recherche.



Le manque d'eau fait courir un risque important sur l'agriculture autignacoise, même sur la viticulture. Les discours de certains exploitants ne font pas prendre conscience que « sans eau, on ne pourra plus faire de la vigne avec la même qualité qu'aujourd'hui ».

La réalisation du Tronçon Aqua domitia du Canal du bas rhône jusqu'en Espagne pourrait constituer une opportunité pour le renforcement de la ressource en eau des communes du nord du Biterrois.

L'étude du CG sur les possibilités de reconversion a également analysé les portes de sorties pour les vignes arrachées et les viticulteurs concernés.

Différentes filières ont été approchées, et analysées sur 4 critères: l'exigence des cultures en matière de potentiel agronomique, les besoins en irrigation, la technicité (capacité des viticulteurs à se reconverter), et l'importance des investissements matériels nécessaires. Le tableau ci-dessous synthétise ce travail.

Production	Type de sols	Besoin en irrigation	Technicité	Investissements matériels	Autre facteurs	CCL
Blé dur	Tous	Non	Faible	Importants	DPU	+/-
Arboriculture	Riches et profonds	Indispensable	Forte	Importants	Coopératives prêtes à s'investir dans la réflexion	-
Maraîchage bio	Tous ?	Indispensable	Moyenne	Faibles	Compatible calendrier vigne	+
Oléagineux (dont biocarburants)	Tous	Non, mais permet d'augmenter les rendements (surtout si sols pauvres)	Faible	Forts	DPU + concurrence avec la vigne en septembre	+/-
Semences	Tous	Pas obligatoire	Faible	Abordable	Forte demande et suivi technique présent	+
PAM Bio	Tous	Non	Forte	Forts	Nécessite beaucoup de main d'œuvre -> envisageable si action collective	+/-

Une fois le tronçon principal d'irrigation créé, les antennes locales devront être portées par les collectivités. Cela nécessitera un projet cohérent, élaboré avec l'ensemble des acteurs de la filière et en justifiant les aménagements projetés. Un projet d'irrigation ne pourra se faire sur une simple impulsion communale ni de la part de quelques exploitants : cela nécessite un positionnement fort de la Communauté de communes, de l'INAO et des agriculteurs. La fusion récentes des communautés de communes FRAMPS 909, du Faugerois et Coteaux et Châteaux en une structure unique en 2013 pourrait constituer une opportunité à saisir car les autres communes membres ont les mêmes problématiques à traiter.

Quels moyens mettre en place afin de consolider leur activité professionnelle, aussi bien du point de vue socio-économique que territorial ?

- Préservation des terres agricoles de qualité (AOP)
- Permettre le développement de nouveaux types de cultures
- Développement d'une nouvelle activité (hébergement, oenotourisme et basé sur l'identité viticole du territoire)
- Droits à produire supplémentaire - SAU en plus et aménagements des bâtiments agricoles

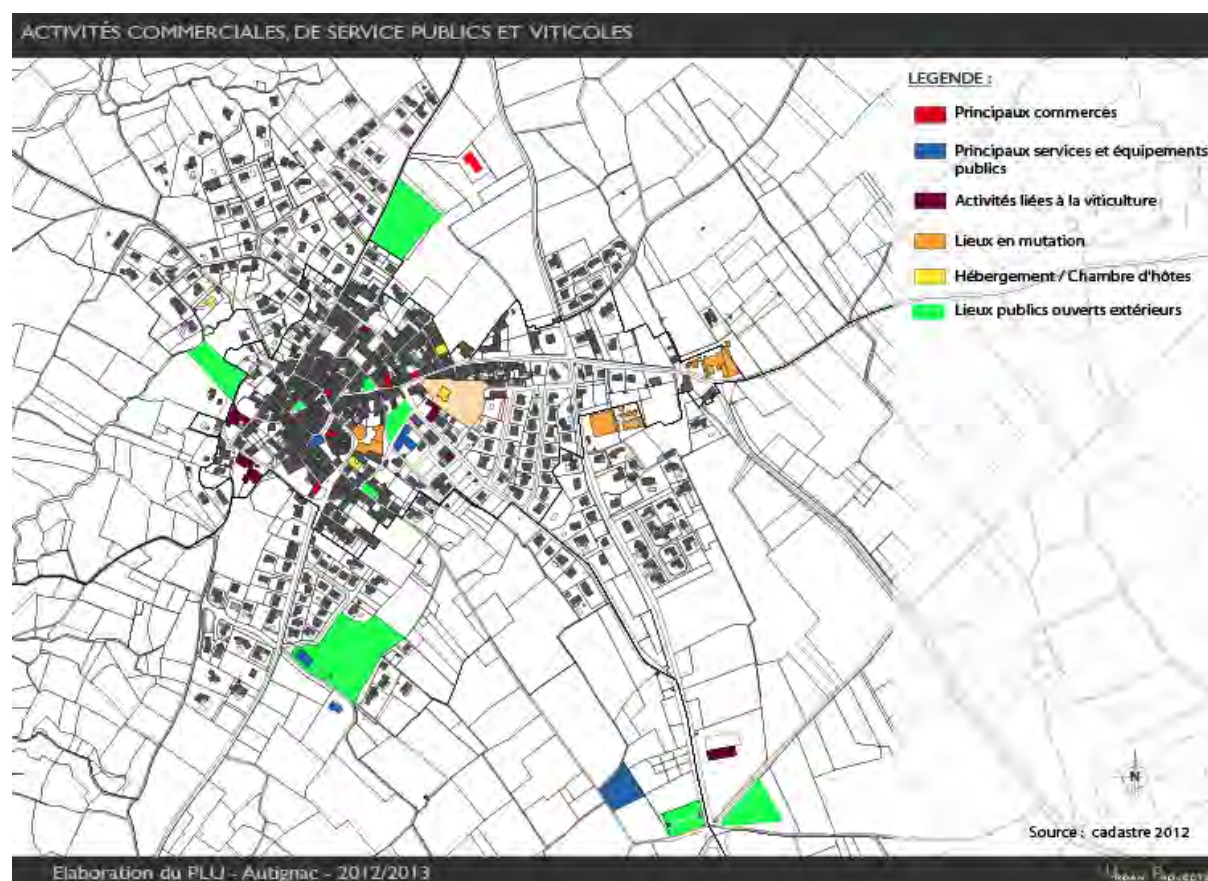
Enjeux

- Les démarches de qualité seront à renforcer et à intégrer à la volonté politique communale forte d'un développement durable du territoire.
- Accès à l'eau pour irrigation des cultures
- Conflits d'usages entre agriculteurs et vacanciers dans le centre ville en saison
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Autignac devra proposer un zonage adapté à l'exploitation agricole existante et projeté.
- Les éléments paysagers et bâti remarquables identifiés (boisements, haies, arbres isolés,...) pourront être préservés et mis en valeur au titre des articles L123-1.7° et/ou R.123-11-h du Code de l'Environnement.
- Le dialogue amorcé entre la collectivité et les agriculteurs, par le présent diagnostic, sera être poursuivi et renforcé (questionnaire agriculteurs, recensement exploitations, activité et parcellaire concerné).

Pour se faire, la commune d'Autignac pourra mettre en place une commission agricole municipale composé d'élus, d'agriculteurs et des techniciens communaux

Activités commerciales et de services

En termes d'activités et de commerces, le centre ancien offre les commerces et services de première nécessité (boucherie, épicerie, tabac, presse, pharmacie, un café-restaurant). En nombre suffisant, ils s'organisent dans le centre, au départ de la place des Combattants, autour de l'église et de la mairie et jusqu'à la place Jules Ferry. Ces deux points sont les principaux lieux d'animation de la commune.



La place Jules Ferry accueille un marché les vendredis matin. Il permet d'une part à la population de se ravitailler en produits frais et souvent de producteurs locaux (voire d'Autignac même). Il est aussi l'occasion de créer ou renforcer le lien social dans la commune. C'est donc un lieu de rendez-vous important pour les habitants eux-mêmes mais aussi pour la vie de la commune.

Quelques artisans et des professions libérales (un notaire, un médecin, kinésithérapeute, pédicure, trois infirmières) viennent compléter l'offre en matière de services.

L'épicerie d'Autignac



Pharmacie rue de l'égalité



Source : Urban Projects

On trouve également de petites entreprises telles qu'une entreprise de maçonnerie, d'électricité et de menuiserie, peinture, un salon de coiffure ainsi que les abattoirs Coste détenteur de l'Indication Géographique Protégée « Volailles du Languedoc ».

Photographie : les abattoirs Coste



Source : Urban Projects

Pour les services bancaires, la commune disposait d'un « point vert » au tabac presse mais celui-ci n'existe plus. Les habitants d'Autignac doivent donc se rendre à Murviel qui dispose d'une banque. Pour les supermarchés et les autres besoins de la vie courante, le village est tourné vers Magalas et Béziers.

En termes de service, le village possède un service postal, une pharmacie et des transports en communs, la ligne n°215 de Hérault Transports.

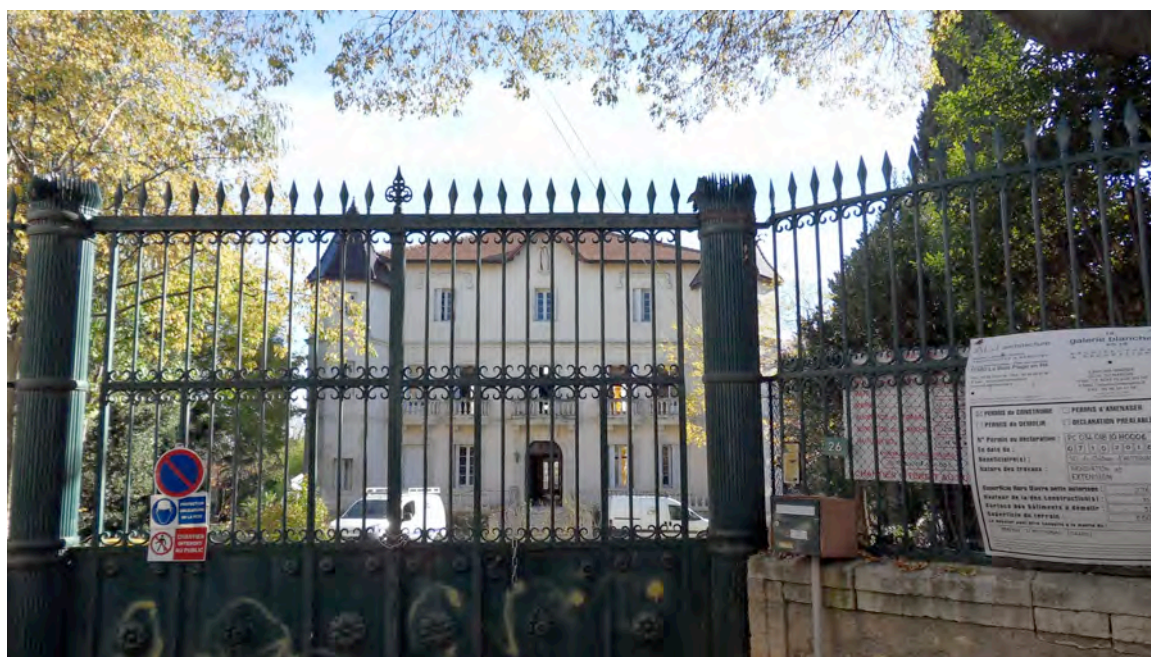
Poste et logements à l'étage



Source : Urban Projects

La commune se projette dans une restructuration de ces services publics qui pourraient être recentrés dans l'espace Jourfier, ancienne cave viticole en cœur de bourg. Les caves viticoles notamment AOC sont très présentes en centre bourg et en marquent fortement l'identité. La commune compte plusieurs petites structures d'hébergement touristique chambre d'hôtes, gîtes, La Coquillade rue du 8 mai, le Saint André dans la rue du même nom. Le château Lavit est en cours de réhabilitation pour recevoir des chambres d'hôtes haut de gamme, salons à louer pour mariages ou séminaires, activité associée au domaine des Prélasse avec lequel ils partagent le parc du château.

Photographie : Travaux de réhabilitation au Château Lavit



Source : Urban Projects

Entreprises par secteur d'activités

	Nombre	%
Ensemble	81	100,0
Agriculture, sylviculture et pêche	41	50,6
Industrie	6	7,4
Construction	10	12,3
Commerce, transports et service divers	18	22,2
dont commerce, réparation auto	4	4,9
Adm. pub., enseignement, santé, action sociale	6	7,4

Champ : ensemble des activités.

Source : Insee, CLAP.

Comme l'illustre ce tableau, l'agriculture regroupe le plus grand nombre d'entreprises avec plus de 50% du total des établissements. L'activité industrielle est faible avec seulement 6 entreprises. C'est le secteur tertiaire qui regroupe le reste des activités soit 38 entreprises.

Postes salariés par secteur d'activités

	Total	%	1 à 9 salarié(s)	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 à 99 salariés	100 salariés ou plus
Ensemble	75	100,0	43	32	0	0	0
Agriculture, sylviculture et pêche	23	30,7	4	19	0	0	0
Industrie	14	18,7	1	13	0	0	0
Construction	15	20,0	15	0	0	0	0
Commerce, transports et services divers	8	10,7	8	0	0	0	0
dont commerce, réparation auto	2	2,7	2	0	0	0	0
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	15	20,0	15	0	0	0	0

Champ : ensemble des activités.

Source : Insee, CLAP.

En termes d'emploi, on constate que les plus gros employeurs de la commune, en matière de personnels, sont l'agriculture, l'industrie avec plus de 10 salariés dans la majorité des cas. Le secteur tertiaire est quand à lui surtout composé d'entreprises de moins de 10 salariés.

Etablissement actif par secteur d'activité

	Total	%	0 salarié	1 à 9 salarié(s)	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 salariés ou plus
Ensemble	86	100,0	68	16	2	0	0
Agriculture, sylviculture et pêche	42	48,8	38	3	1	0	0
Industrie	5	5,8	3	1	1	0	0
Construction	10	11,6	5	5	0	0	0
Commerce, transports et services divers	21	24,4	17	4	0	0	0
dont commerce, réparation auto	5	5,8	4	1	0	0	0
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	8	9,3	5	3	0	0	0

Champ : ensemble des activités.

Source : Insee, CLAP.

Des données plus fines illustrent le fait que la majorité des entreprises n'ont aucun salarié, ce qu'on pourrait qualifier de micro-économie, tant dans l'agriculture que dans le tertiaire. Dynamisme et développement économique sont au cœur des préoccupations de la F.R.A.M.P.S 909. Une ZAE

(Zone d'Activités Economique) l'Audacieuse a été créée en 1990, afin d'accueillir de nombreux commerçants, artisans et professions libérales sur notre territoire.

De nombreux produits et services sont ainsi accessibles sur place aux habitants. Pour mettre en valeur et développer les produits du terroir (vins, cloches et sonnailles et autres produits locaux), l'écomusée Espace Vins et Campanes a été implanté sur la Z.A.E l'Audacieuse.

La Z.A.E de l'Audacieuse

Implantée sur la commune de Magalas, elle est composée de 3 zones, créées successivement. La zone 3 vient d'être aménagée, certains terrains sont en cours de commercialisation.



La ZAE attire de nombreux artisans et commerçants, mais aussi des services médicaux (laboratoire d'analyses médicales, infirmières, sage-femmes, ostéopathes), vétérinaires, une étude notariale, etc.

Un tourisme dynamique

Rappelons-le, Autignac bénéficie à l'heure actuelle d'une situation géographique privilégiée, au carrefour de la Montagne Noire et des plaines viticoles du Biterrois. Elle dispose de nombreux atouts touristiques comme l'église paroissiale du XVIIème siècle.

La commune compte plusieurs petites structures d'hébergement touristique chambre d'hôtes, gîtes comme la Coquillade rue du 8 mai, le Saint André dans la rue du même nom, le Château Lavit, la Charrue, le Moulin de Ciffre.

Le Château Lavit est réhabilité et peut recevoir 5 chambres d'hôtes haut de gamme, salons à louer pour mariages ou séminaires, activité associée au domaines des Prélasse avec lequel ils partagent le parc du château.

Photographie : Château Lavit et chambre d'hôte la Coquillade rue du 8 mai



Source : Site du château Lavit et Urban Projects

Ce développement du tourisme grâce à la multiplication des chambres d'hôte et basé sur l'identité viticole du territoire. Cela permettra à Autignac de se resituer dans les itinéraires touristiques, du Faugérois en créant des sentiers de promenade vins et histoire.

De nombreux randonneurs pédestres et à vélo affectionnent les chemins communaux qui permettent de traverser le territoire et de remonter les cours d'eau en direction des communes voisines. On retrouve des aménagements de loisirs autour des deux barrages, situés en contrebas du village, sur le ruisseau du Tauroussel et créés en 1991, qui servent également de zones de rétention pour les eaux de ruissellement du bassin versant et de réserves incendie.

Le parcours cycliste qui relie Autignac à Saint Geniès Magalas et Faugères le 20 décembre 2012 constitue une réalisation concrète de la mise en valeur du territoire par les itinéraires de loisirs. C'est un axe de travail prometteur et à développer en lien avec l'oenotourisme.

Un des enjeux majeurs du développement économique d'Autignac est la mise en cohérence de toutes les actions destinées à valoriser l'attractivité de la commune. Il est aujourd'hui difficile de répondre aux attentes (diverses et variées) des touristes. Aussi bien d'un point de vue quantitatif (nombre de lits sur un même lieu) que qualitatif (type d'hébergement, services, activités...). On observe une demande croissante en matière de prestations, de la part de groupes de vacanciers (moyens) ou simplement de couples (intimité). La diversité de la clientèle touristique rend plus difficile la mise en place d'une stratégie à l'échelle de la commune.

La nouvelle Communauté de communes disposera sous peu d'un office du tourisme qui centralisera toutes les informations ce qui permettra une meilleure communication sur les potentialités de chaque communes membres.

Un bon exemple de l'intégration entre les thématiques de la viticulture et le tourisme est le label Vignobles & Découvertes, lancé en 2009 et qui vise à promouvoir le tourisme sur le thème du vin et de la vigne. Il concerne les destinations à vocation touristique et viticole proposant une offre de produits touristiques multiples et complémentaires (hébergement, restauration, visite de cave et dégustation, musée, événement,...) et permettant ainsi au client de faciliter l'organisation de son séjour et de l'orienter sur des prestations qualifiées et de qualité.

Pour les professionnels du tourisme et de la viticulture, ce label peut permettre :

- • d'améliorer la lisibilité de l'offre qui reste difficile d'accès compte tenu de la multiplicité des produits et des appellations ;
- • d'accroître la fréquentation et la consommation touristique grâce à ce facteur d'attractivité ;
- • et de développer le débouché tourisme pour la filière viticole.

Perspectives d'évolution

- Apporter une aide économique ou contribuer avec les moyens possibles à la survie des entreprises agricoles et viticoles de la commune
- Encourager la montée en puissance du tourisme sur la commune
- Poursuivre les politiques de développement sociaux et culturels : présences accrues de clubs, associations et mise en valeur d'événements communaux comme le marché par exemple
- Envisager des constructions ou des extensions en matière d'infrastructures directement liées à la démographie communale : écoles, terrains sportifs, cimetière...
- Veiller à l'entretien de certaines zones sensibles : parc de loisirs...

Les enjeux en matière de développement économique

- Renforcer et maintenir les commerces et activités de services du centre-ville
- Maintenir l'activité agricole en maîtrisant la pression foncière
- Favoriser le développement du tourisme (dans un cadre intercommunal)

Le PLU doit favoriser un meilleur équilibre de la répartition des commerces et services à l'échelle communale, notamment en permettant le développement d'activités compatibles avec l'habitat au

sein des quartiers résidentiels.

Il s'agit autant d'offrir aux habitants des services de proximité que de développer la vie sociale de ces quartiers en évitant les espaces monofonctionnels (uniquement dévolus à l'habitat). Ces actions pourront s'accompagner d'une politique d'aménagement de l'espace urbain : mise en valeur du patrimoine bâti et naturel, cheminements piétons, création de stationnement, liaison avec la piste cyclable intercommunale etc...

LES TRANSPORTS ET LES DÉPLACEMENTS

Les modes de transport : une omniprésence de la voiture

Autignac possède tous les avantages engendrés par sa situation de commune rurale : des paysages naturels et agricoles ainsi que la possibilité de vivre en pavillon, type d'habitat le plus répandu dans la commune, comme nous venons de le voir. Néanmoins, Autignac ne possède que peu d'équipements publics et quelques commerces (cf. partie Equipements et services publics), qui peinent à suffire à la demande de la population communale.

ACT T4 - Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi qui résident dans la zone

	2009	%	1999	%
Ensemble	326	100,0	247	100,0
Travaillent :				
dans la commune de résidence	95	29,3	88	35,6
dans une commune autre que la commune de résidence	230	70,7	159	64,4
située dans le département de résidence	224	68,8	151	61,1
située dans un autre département de la région de résidence	1	0,3	3	1,2
située dans une autre région en France métropolitaine	5	1,6	3	1,2
située dans une autre région hors de France métropolitaine (Dom, Com, étranger)	0	0,0	2	0,8

Sources : Insee, RP1999 et RP2009 exploitations principales.

Cette situation géographique entraîne une démultiplication des déplacements, courante dans ce genre de contexte. En effet, la plupart des Autignacois ne travaillent pas à Autignac, ce qui entraîne forcément une importante fréquence de déplacement aux horaires d'embauche et de débauche. Notons au passage que le côté positif qui réside dans ces chiffres se trouve dans la part de population travaillant dans la commune même. On est au-delà des 20% (29% en 2009), ce qui montre qu'Autignac n'a pas actuellement le profil d'une commune dortoir.

L'utilisation de la voiture est un des leitmotivs de la vie quotidienne des habitants d'Autignac. En effet, la plupart d'entre eux se doivent d'en posséder sous peine d'être mis à l'écart, si ce n'est de leur village, du moins de Béziers. C'est pour cette raison de commodité évidente (notamment pour les familles avec enfants), que plus de 84% des ménages Autignacois possèdent une voiture au moins.

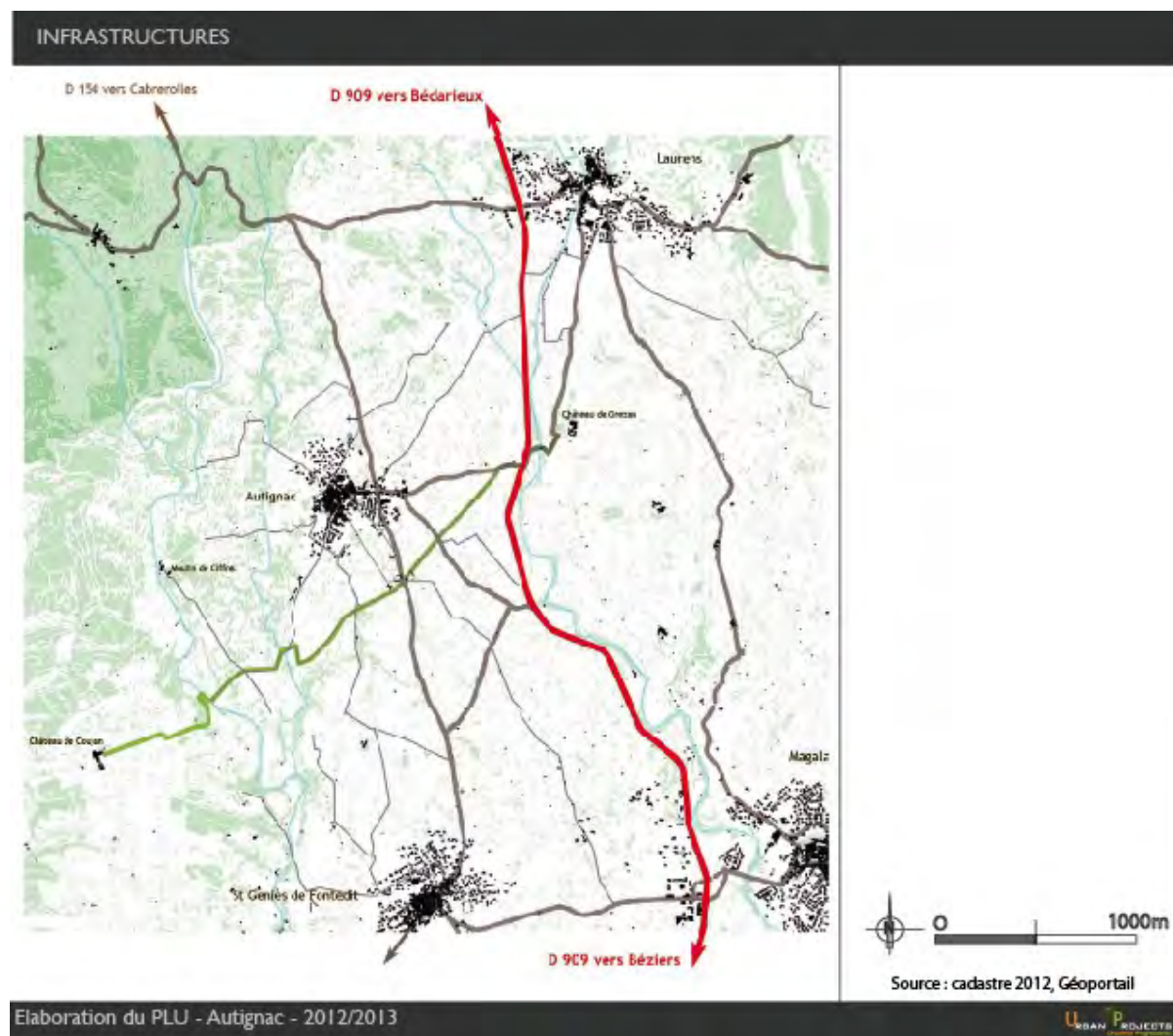
	2009	%	1999	%
Ensemble	358	100,0	309	100,0
Au moins un emplacement réservé au stationnement	255	71,1	227	73,5
Au moins une voiture	303	84,5	238	77,0
- 1 voiture	147	40,9	131	42,4
- 2 voitures ou plus	156	43,6	107	34,6

Sources : Insee, RP1999 et RP2009 exploitations principales.

Mais la différence est encore plus nette quand on analyse les résultats des ménages possédant au moins 2 voitures. À Autignac, c'est le cas de 44% des habitants. Sur l'ensemble de la Framps 909, on atteint 46%. La voiture est donc un outil indispensable aux Autignacois, qui s'ils ne s'en servent pas pour les nécessités quotidiennes, en ont besoin pour rallier Béziers principalement. On peut penser, que les ménages possédants au moins 2 voitures sont représentatifs de couples travaillant à différents endroits et qui n'utilisent que peu les transports en commun disponibles.

Conditions de circulation

Le territoire communal est maillé par un réseau de voiries départementales. Ce sont ces axes qui ont structuré le développement, principalement au cours du siècle dernier, et qui continuent à conditionner les dispositions structurelles actuelles. La commune d'Autignac est principalement desservie par la RD n°909, axe Nord-Sud qui relie Béziers et Bédarieux, tandis que le bourg est traversé par la route départementale n° 154 selon un axe Nord - Sud et par la route départementale n° 136E7 (avenue de Béziers) selon un axe Est-Ouest.



La RD 909 est un axe nord-sud qui structure le territoire entre Béziers et Bédarieux. Tracé récent, la RD 909 ne traverse pas les bourgs mais les distribuent. Les pôles d'emploi sont situés majoritairement à Béziers et dans une moindre mesure à Bédarieux. La zone d'activités de Magalas (de part et d'autre de la RD 909) et un supermarché à Murviels-lès-Béziers représentent les principales zones commerciales du secteur.

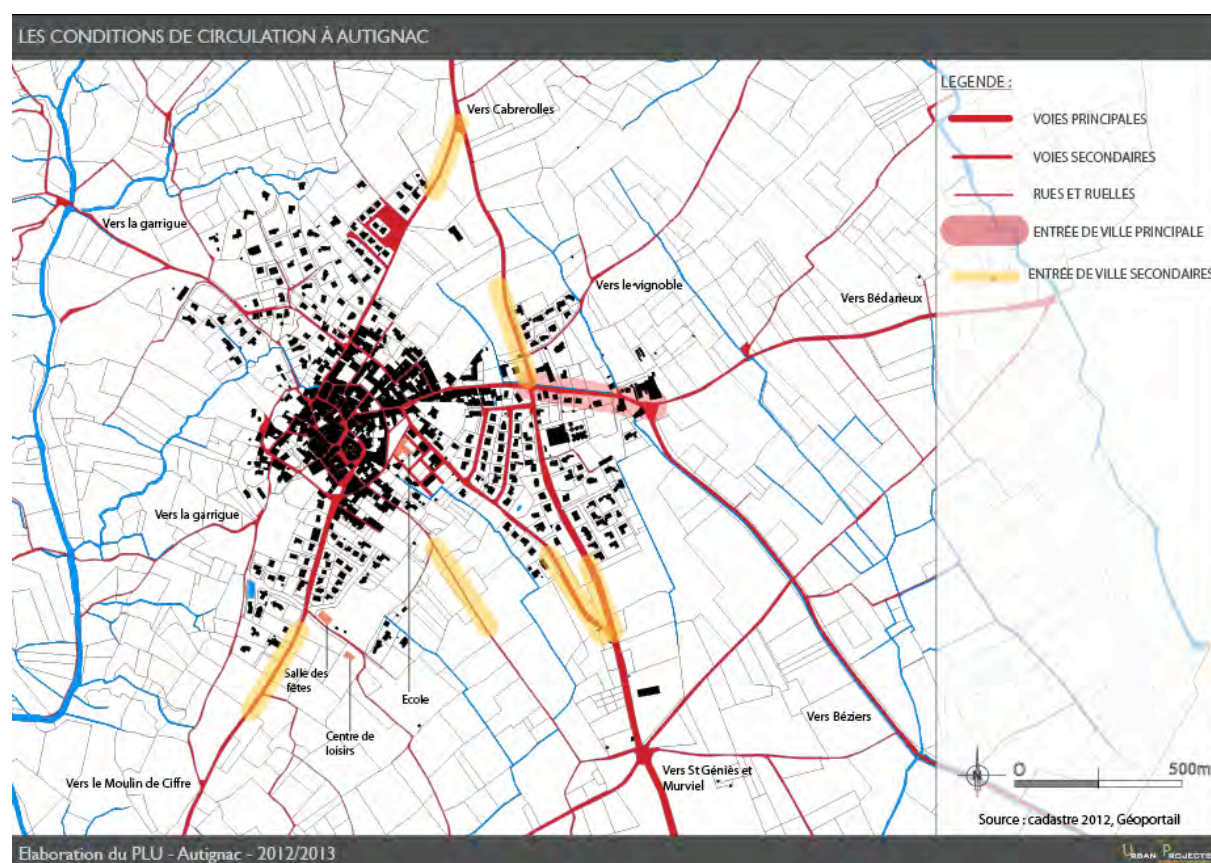
Depuis la RD 909, on entre dans Autignac par l'avenue de Béziers ou la D16 qui convergent en un point à l'ouest d'Autignac, au niveau de l'ancienne distillerie.

Photographie : Avenue de Béziers en direction du centre village et le carrefour D16 / Avenue de Béziers, source de conflits



Source : Urban Projects

Circulation



Les conditions de circulation à l'intérieur du bourg sont rapidement décrites ci-dessous :

- une première « circulade » autour de noyau ancien : chemin de ronde, rue de la République, rue du Huit Mai...

Les voies et ruelles anciennes sont étroites, fonctionnent en partie en sens unique et desservent la plupart des commerces du centre-ville ; leur aménagement n'est pas satisfaisant car les trottoirs sont très étroits ou inexistant ; par conséquent les piétons sont obligés de marcher sur la voie.

Photographie : La rue du 8 mai et l'entrée dans la circulation par la rue du Plo



Source : Urban Projects

Encerclant le centre village et donnant tout son caractère au village d'Autignac, le chemin de ronde met en relation le cœur d'Autignac avec toutes les entités extérieures, garrigue, chemins de randonnée, viticulture, voies structurantes. Il est physiquement parfaitement identifiable mais relativement délaissé en termes d'usage hormis sur la place Jules Ferry, eu égard entre autres à la présence de l'école.

Photographie : Le chemin de ronde



Source : Urban Projects

- une seconde ceinture support du trafic de poids lourds : rue de l'égalité, rue de la paix, RD 154...

Les anciennes départementales sont aujourd'hui partiellement englobées dans le tissu urbain. Leur structure demeure, et les alignements de platanes qui les bordent leur confèrent une dimension de boulevards.

Photographie : Avenue de la liberté



Source : Urban Projects

Elles sont essentielles dans la circulation et la desserte du centre village et des zones pavillonnaires, car ce sont les seules voies structurantes secondaires en milieu urbain.

Photographie : entrée dans la circulade au carrefour des rues de l'égalité, de la paix et de l'avenue de la liberté

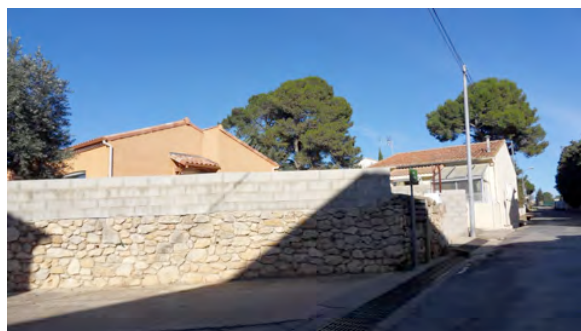


Source : Urban Projects

- un réseau de voies en étoiles qui partent du centre et qui desservent les extensions récentes : Chemin de la Bastide, rue Frédéric Mistral...

Cet ensemble est composé des voiries de desserte et des voiries internes aux lotissements qui, ajoutées les unes aux autres, ne forment pas un réseau clair et lisible. Le chevelu viaire est labyrinthique posant des problèmes de liaisons interquartiers, et il demeure pénalisé par les nombreuses impasses qui le ponctuent.

Photographie : Carrefour rue du stade et rue Frédéric Mistral



Voie de desserte interne du lotissement le Château d'eau



Source : Urban Projects

Les voies de lotissements ne sont pas toutes de la même qualité. Lorsqu'elles sont bordées d'arbres, et qu'elles peuvent intégrer des stationnements longitudinaux, elles arborent une esthétique et une vocation plus urbaine. En revanche, la grande majorité d'entre-elles ne bénéficie d'aucun traitement urbain ou paysager particulier et génère un réseau où il est difficile de se repérer, produisant un paysage urbain quelque peu déstructuré.

Dans les espaces agricoles et naturels, la commune compte un grand nombre de sentiers qui sillonnent le territoire et peuvent servir de support aux pratiques comme le vélo tout terrain ou les randonnées pédestres.

Photographie : sentiers et chemins ruraux



Source : Urban Projects

Les entrées du village

A l'heure actuelle, on accède principalement à l'intérieur du bourg en empruntant l'avenue de Béziers (RD 136^{E7}) ou la RD 16B6, toutes deux en prise directe avec la RD 909.

Photographie : l'entrée de ville par la D16



Source : Urban Projects

La RD 154 constitue un axe nord-sud permettant de rejoindre Cabrerolles, tout en évitant le centre ancien.

Photographie : Entrée de ville par la D154



Source : Urban Projects

La voie communale n°3 d'Autignac à Murviel est également un axe de liaison entre ces deux villages. Elle autorise un accès direct à la salle polyvalente et aux commerces et équipements de la Place des Combattants.

Photographie : La voie communale n°3 en direction d'Autignac



Source : Urban Projects

Depuis le chemin de Saint Nazaire, une voie permet de rejoindre rapidement les garrigues au nord d'Autignac

Photographie : Vue sur l'entrée de ville par le Chemin de Saint Nazaire



Source : Urban Projects

L'accès au Moulin de Ciffre, à l'extrême Ouest de la commune, historiquement desservi par le sud, a été limité aux seuls véhicules légers.

Photographie : Itinéraires VL vers le Moulin de Ciffre



Source : Urban Projects

En effet, le transport des poids lourds exigerait la confortation du pont enjambant le ruisseau de Tauroussel.

Photographies : Itinéraires poids lourds vers le Moulin de Ciffre



Source : Urban Projects

De fait, ceux-ci doivent contourner le village par le nord selon un schéma de circulation mis en place par la mairie. Cet itinéraire poids lourds a été étendu à l'ensemble du village puisque les ruelles exigües du noyau ancien ne permettent pas une desserte optimale du centre.

La circulation des transports en commun/poids lourds

Le secteur salle des fêtes/centre de loisirs n'est accessible pour les véhicules lourds (bus, camions) qu'en remontant au carrefour du château d'eau, puis détour par les services techniques et contournement par le chemin de ronde à l'ouest.

Photographie : la salle bastide et le parking attenant*Source : Urban Projects*

Les poids lourds empruntent la RD 167E4 puis traversent le cœur du village pour pouvoir accéder au château du moulin de Ciffre. La commune a réaménagé ses voies pour que la circulation des poids lourds soit possible sur le territoire communal

Enjeux

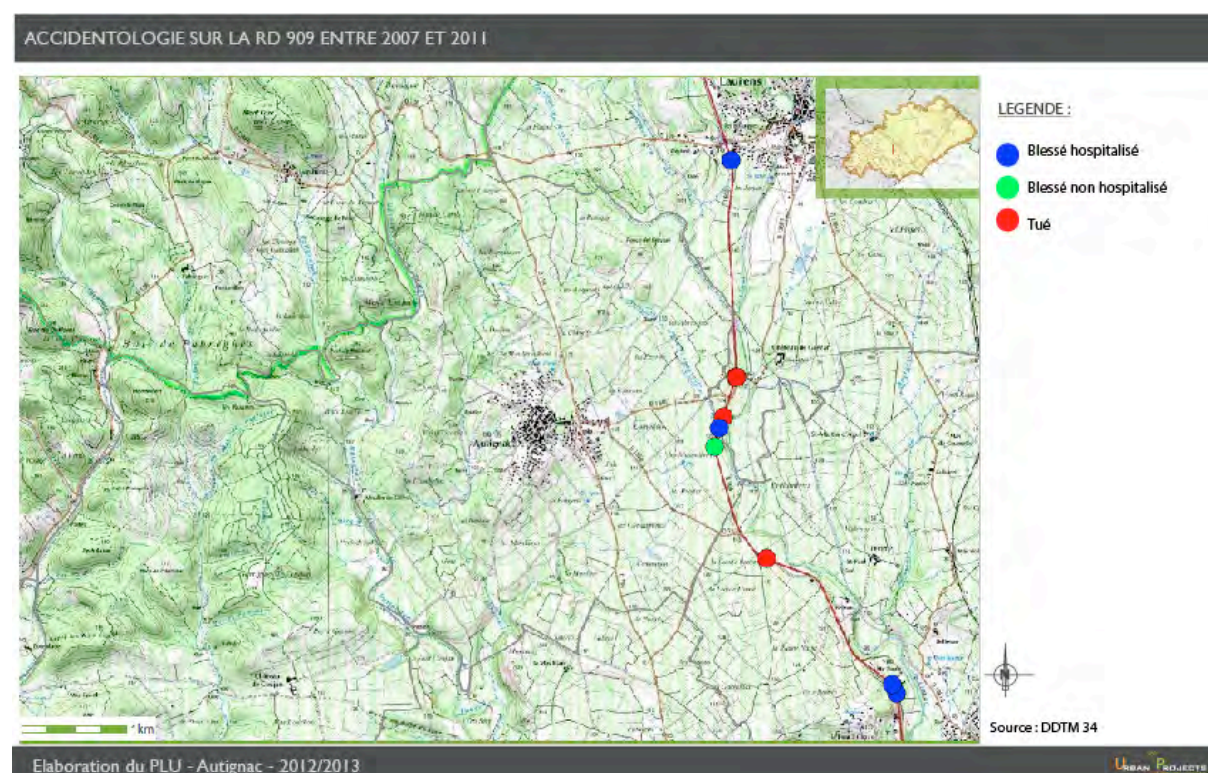
En synthèse, les conditions de circulation à Autignac sont globalement bonnes. Mis à part l'itinéraire poids lourds (instaurés en direction du Moulin de Ciffre et pour une traverse plus aisée du village), les autres voies de la commune sont presque exclusivement utilisées par les riverains, si bien qu'elles n'occasionnent pas véritablement de problème du point de vue de la circulation. Les chemins pénètrent dans le bourg sans se «civiliser», contribuant ainsi à la relation fluide qu'Autignac a conservée avec son environnement naturel.

Des difficultés ponctuelles subsistent :

- au cœur du village où les ruelles exigües rendent le passage des véhicules délicats et le croisement impossible. Même si quelques aménagements de square et stationnement ont été réalisés après curetages, il existe encore au cœur du village quelques voies sur lesquelles des aménagements mériteraient d'être réalisés.
- Actuellement, outre les deux liens primaires avec la RD 909, le village compte cinq accès par le sud. Il en résulte un manque de lisibilité évidente. A l'occasion du prolongement de l'urbanisation sur ce versant sud, un travail sur ces entrées devra être envisagé.
- La desserte de l'ouest de la commune reste problématique puisque les emprises de voirie ne sont plus adaptées, ni pour la desserte des quartiers en voie d'urbanisation, ni pour celle du pôle d'équipements (salle polyvalente et centre aéré).
- Le secteur salle des fêtes/centre de loisirs n'est accessible pour les véhicules lourds (bus, camions) qu'en remontant au carrefour du château d'eau, puis détour par les services techniques et contournement par le chemin de ronde à l'ouest.

La sécurité routière

Le PLU doit être conçu à la fois pour permettre le traitement de certaines causes d'insécurité déjà identifiées, pour mettre en œuvre des améliorations qualitatives du réseau et de manière à ne pas créer de nouvelles situations d'insécurité. Le traitement des facteurs d'insécurité s'appuie sur le diagnostic de l'accidentologie communale et sur la connaissance du territoire et permet de mieux appréhender les enjeux liés à la sécurité routière et de proposer les aménagements et équipements nécessaires à une urbanisation cohérente. Dans le cas de la commune d'Autignac, les accidents recensés se situent essentiellement sur la RD 909 comme l'illustre la carte suivante avec les chiffres de 2007 à 2011.



Les transports en commun

Le département de l'Hérault est compétent en matière de transports et déplacements. Le service des transports urbains est exploité par la compagnie de transport Hérault transport. A Autignac, la desserte en transport en commun est assurée par la ligne n°215 qui circule entre Bédarieux et Béziers et dessert Lamalou les bains, Herepian, Faugères, Laurens, Autignac, St Geniès de Fontedit et Puimisson. Ce bus dessert les 3 arrêts d'Autignac situés Avenue de la Liberté, Place J. Ferry et Rue de l'Egalité. Il circule du lundi au samedi avec 7 trajets/jours concentrés sur les heures d'embauches (4 passages le matin), en milieu de journée et le soir.

Photographie : arrêt de bus place Jules Ferry



Source : Urban Projects

Les temps de trajets pour rejoindre Béziers et Bédarieux depuis Autignac sont respectivement d'environ 40 minutes et 50 minutes. Ce bus dessert la gare routière de Béziers et le Lycée Jean Moulin – Mermoz. Les cadencements horaires sont relativement peu nombreux et fait que ce bus est plutôt à destination des scolaires.

Au départ de la gare SNCF de Magalas, il est possible de rejoindre la gare de Béziers dès 7h du matin avec environ un train toutes les heures et un trajet d'environ 15 minutes. Il est également possible de rejoindre Bédarieux avec le TER, dès 7 h, avec environ un train toutes les heures et un trajet d'une durée de 20 minutes. Le TER à 1 euro a été mis en place sur la ligne Béziers / Bédarieux⁶ le 8 décembre 2012.

Gare SNCF de Magalas



Source : Urban Projects

⁶ Source CG

On relève cependant des problèmes importants de stationnement sur le parvis de la gare de Magalas ce qui a tendance à décourager les utilisateurs des transports en commun (train et autobus). Depuis la gare SNCF de Magalas, il est également possible d'emprunter la ligne Hérault Transport n°206 pour rejoindre Béziers en passant par Puissalicon, Espondeilhan et Lieuran les Béziers. Au départ de Magalas, deux horaires permettent de rejoindre Béziers aux heures d'embauche avec un temps de trajet d'environ 30 minutes. 3 trajets existent pour la mi-journée et deux en fin de journée. Ce bus dessert à Béziers 4 arrêts dont la gare de Nord, l'Université et la gare routière.

A noter qu'il existe un bus spécialement à destination des élèves du secondaire (collège) qui circule du lundi au vendredi et qui dessert la commune d'Autignac tous les matins à 7h25 ce qui permet d'être au collège de Murviel les Béziers à 07h45. Le soir, on compte trois horaires de retour à 15:30, 16:30 et 16:50. Ce bus dessert les 3 arrêts situés Avenue de la Liberté, Place J. Ferry et Rue de l'Egalité.

Même avec les horaires des 2 lignes, il n'est pas possible de rentrer sur Autignac en transport en commun après 19h30. Au regard de la fréquence et des horaires les personnes qui travaillent sur Béziers privilégient la voiture individuelle. Les transports en commun semblent plus adaptés aux scolaires. Malgré une bonne desserte et des horaires réguliers, les lignes 215 et 206 ne permettent pas de concurrencer l'usage de la voiture personnelle pour les déplacements domicile-travail. Seules les personnes sensibilisées à l'environnement ou les ménages n'ayant pas les moyens financiers de posséder deux voitures, utilisent les transports en commun quotidiennement.

Arrêt de bus Avenue de la libération



Source : Urban Projects

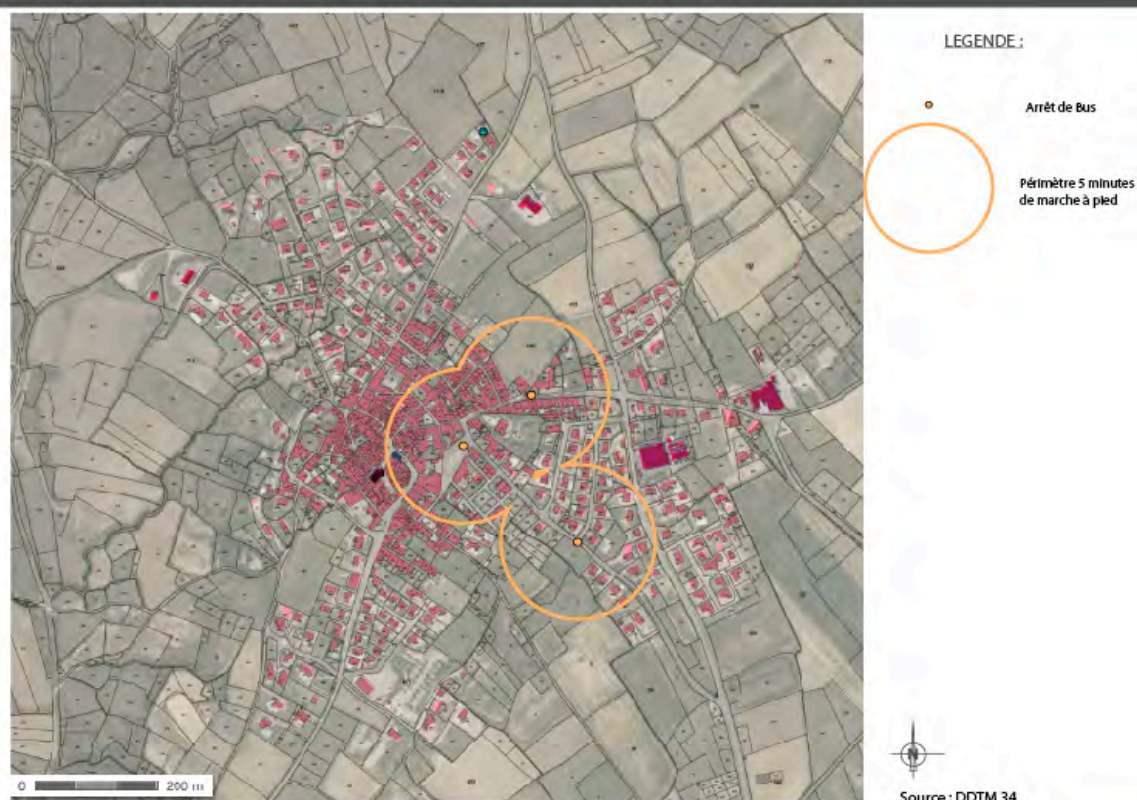
Pourtant, avec l'augmentation du coût d'utilisation de la voiture, de plus en plus de personnes souhaitent utiliser les transports en commun. Proposer une offre de transport performant pourrait donner des garanties quant à la diminution de l'utilisation de la voiture individuelle. L'offre de transport en commun sur Autignac est bien présente.

A la ligne qui passe quotidiennement s'ajoute un réseau de transport scolaire performant qui dessert le collège de Magalas et les lycées sur Bédarieux et Béziers. Bien que le système fonctionne globalement bien dans la commune, il est cependant important de chercher à améliorer le rendement de la ligne, pour permettre aux habitants Autignacois d'utiliser plus et mieux les transports en commun disponibles.

La carte suivante nous informe sur les arrêts de la ligne dans Autignac. Ces derniers sont fréquents et permettent de bien desservir la population habitant de part et d'autre de la voirie fréquentée par l'autocar. La distance maximale de 400 mètres entre deux arrêts permet de prendre les transports en commun en parcourant moins de 200 mètres. Cependant cette situation ne s'applique pas à l'ensemble des Autignacois.

Afin de montrer les zones de desserte des transports en commun, nous avons mis en place une méthodologie simple qui s'appuie sur des valeurs définies par le CERTU (centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques) : un piéton marche à une vitesse comprise entre 3 et 4 kilomètres par heure, en 5 minutes il parcourt 300 mètres. Cette distance est ramenée à 250 mètres car les parcours urbains ne sont pas linéaires.

DESSERTE EN TRANSPORT EN COMMUN A AUTIGNAC



Elaboration du PLU - Autignac - 2012/2013

URBAN PROJECTS

Le problème soulevé à travers l'analyse de ces cartes provient de l'éloignement d'un grand nombre d'habitations par rapport à l'arrêt le plus proche. Les zones hors tampons colorés ne sont pas considérées comme desservies par les transports en commun. Ces zones sont assez nombreuses et regroupent beaucoup d'habitants notamment dans le centre et pour tout le nord de la commune.

C'est donc tout le réseau de dessertes plus généralement qui doit être amélioré dans la commune, pour accroître l'emprise et l'utilisation de ces transports en commun sur les habitants de la commune, mais aussi pour permettre un accès rapide et adéquat, au moins aux pôles les plus importants de la zone.

Une réflexion plus poussée sur l'augmentation de la part des déplacements en transports en commun permettrait à la commune d'Autignac de s'inscrire dans le respect des objectifs du Grenelle II liés à la réduction des GES, par exemple par une densification de l'urbanisation autour des arrêts, sur une éventuelle relocalisation des arrêts ainsi qu'un travail sur une revalorisation des rues qui desservent les arrêts de bus.

Les modes de déplacement alternatifs sur la commune

La problématique des déplacements en mode doux est omniprésente dans les réflexions urbanistiques. Véritable enjeu pour la protection de l'environnement et du cadre de vie, tout projet communal se doit de réfléchir à la politique de déplacement qu'il souhaite entreprendre sur son territoire.

Le vélo à Autignac

Dans le concept de développement urbain durable, le vélo doit devenir une réelle alternative à la voiture pour les déplacements de courte distance. La FNAU (fédération nationale des agences d'urbanisme) considère que 72 % des déplacements effectués en voiture sont compris entre 2 et 5 kilomètres soit 10 à 20 minutes de vélo. Cela est d'autant plus vrai sur Autignac, l'urbanisation est concentrée et le territoire communal est de taille modeste. Afin de favoriser les déplacements à vélo, il est nécessaire de privilégier une continuité dans le réseau de pistes et bandes cyclables, tout en traitant prioritairement les points noirs : giratoires, accès aux écoles, passage d'une piste cyclable à une voirie non équipée.

Le projet veillera à mettre en place sur le cœur historique de partage de voirie avec des aménagements et une signalétique adaptée. De plus, en sachant que dans le cadre de déplacements utilitaires, l'usager privilégie l'efficacité du trajet par rapport à l'agrément, il serait assez intéressant de développer un réseau privilégiant la recherche du chemin le plus court malgré les contraintes existantes.

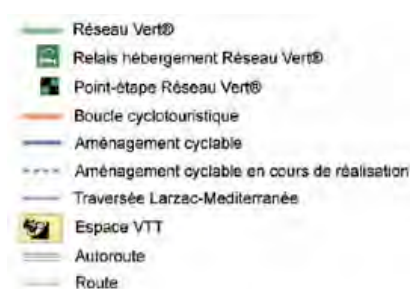
Le parcours cycliste qui relie Autignac à Saint-Géniès-de-Fontedit Magalas et Faugères le 20 décembre 2012 constitue une réalisation concrète de la mise en valeur du territoire par les itinéraires de loisirs et de mobilités douces.

Photographie : signalétique actuelle dans le cœur de village



Source : Urban Projects

Si aucune piste cyclable communale n'existe sur la commune, Autignac est située à proximité de l'itinéraire cyclable intercommunal « voie verte » reliant Béziers à Bédarieux. Couplé à des aménagements et une signalétique à destination du cyclotourisme, cette position pourrait renforcer l'attractivité d'Autignac au sein du territoire.



Les « voies vertes » sont des aménagements en site propre réservés aux déplacements non motorisés. Elles sont destinées aux piétons, aux cyclistes, aux rollers, aux personnes à mobilité réduite et, dans certains cas, aux cavaliers, dans le cadre du tourisme, des loisirs et des déplacements de la population locale. Elles doivent être accessibles au plus grand nombre, sans grande exigence physique particulière, sécurisées et jalonnées.

Elles seront conçues de façon à satisfaire, tronçon par tronçon, tous les utilisateurs visés. Les enjeux futurs pour ce mode de déplacement doux, notamment à Autignac, sont le partage de la voirie et la mise en place d'un aménagement sécurisé. Cette conclusion s'avère au même titre valable pour la marche, qui semble être utilisée, et sur laquelle doit aussi être porté un effort sécuritaire et de mise en valeur supplémentaire (intérêts touristiques par ailleurs non négligeables).

La marche à pied sur Autignac

La marche à pied est présente au quotidien. Comme seul mode de transport ou en complément d'un autre mode, elle est indispensable à nos déplacements. Autignac ne rencontre pas de problème particulier pour les déplacements piétons malgré une réflexion à mener dans le centre, l'absence de trottoir pouvant rendre délicate la circulation partagée.

De plus, la structure circulaire de la commune forme une continuité piétonne à mettre en valeur et dont l'accessibilité (revêtement, trottoirs) pourrait être renforcée afin de renforcer la promenade des terrasses ouverte sur la plaine. Cette « promenade des terrasses », accompagnée d'une requalification des espaces périphériques et des pénétrantes : réduire la largeur de voie pour inciter au ralentissement et protéger les piétons des véhicules motorisés.

Cinq voies et sentiers s'ouvrent très directement vers le vallon du Tarroussel et les garrigues, le parking au dessus de la pinède, la place du monument aux morts l'entrée du chemin du Crianel propose des points de vue qui invitent à la découverte. La mise en valeur de ces itinéraires pourrait permettre de rattacher le bourg à la garrigue, du chemin de ronde.

Enjeux :

- Développer des zones 30 dans le cœur de la commune et aux abords des écoles ;
- « Améliorer la qualité et la sécurité des espaces est le seul moyen de reconquête des déplacements piétons ».
- Attention à la sécurité pour les traversés de grands axes ;
- Protéger les trottoirs des stationnements anarchiques ;
- Garantir la continuité des cheminements, notamment en direction des écoles, des arrêts de bus ou en proximité des établissements générant des déplacements piétons.
- Attention aux personnes à mobilité réduite : « aller vers une autonomie des déplacements pour tous les usagers ».

D'autres simples mesures permettent de concilier les déplacements automobiles et vélo, sans aménagements particuliers et garantissent aussi une meilleure sécurité des piétons (centre-ville, quartiers résidentiels, écoles).

Préconisations :

- Attention à la sécurité aux abords de école ;
- Attention au stationnement anarchique sur les trottoirs ;
- Attention aux aménagements pour les personnes à mobilité réduite ;
- Mettre en place des zones 30 là où cela est possible.

Les enjeux en termes de déplacements :

- Maîtriser les besoins de déplacements et de circulation automobile en offrant une alternative à la voiture particulière grâce aux modes de déplacements doux (piéton, cycliste,...) et fixer les règles permettant d'atteindre l'équilibre entre l'urbanisation et les transports collectifs.
- Le stationnement dans le centre-ville
- Permettre une meilleure desserte en transports en commun des lieux d'accueil de la petite enfance.
- Favoriser l'urbanisation en liaison avec le développement des transports collectifs qui ont un caractère prioritaire.
- Partager la voirie en faveur de toutes les catégories d'usagers et tous les modes.
- Réduire les nuisances en favorisant les modes doux (notamment par le confort, la cohérence, la continuité et la sécurité des itinéraires).
- La mobilité douce comme axe de développement du tourisme
- Relier les chemins de randonnées/Ballade à vélo au centre
- Relier les points de vente/visite liés au vin par une signalétique adaptée.

LES ESPACES PUBLICS

Approche générale

Comme dans toute structure urbaine, l'espace public est défini par la trame des vides laissés entre et autour du bâti et non inclus dans les espaces privés. Cet espace public peut être de différentes natures (voies, places, terrains de jeux...) et accueillir des usages variés.

Le principal espace public reste la voirie, tant elle occupe le territoire, mais c'est paradoxalement l'espace qui, dès lors qu'il ne bénéficie pas d'un traitement qualitatif, cristallise les principaux problèmes d'usage et d'images. En dehors des voies qui mettent en relation les quartiers les uns avec les autres, les places ont un rôle prépondérant dans le développement d'une vie sociale communale.

En effet, par son rôle centralisant, l'espace public a une vocation sociale très forte, et traditionnellement marquée en milieu méditerranéen par le « vivre dehors », plus significative que dans les autres régions. Il est donc important que l'espace public puisse favoriser les échanges et la rencontre entre concitoyens. L'espace public assumera d'autant mieux ce rôle qu'il présentera un minimum de qualités intrinsèques, faisant de lui un lieu où il est agréable de séjourner.

La qualité des espaces publics relève d'un ensemble de paramètres liés aux perceptions (environnement spatial, vues, ambiances, etc...) et à la qualité des usages qu'elle autorise, qui peut se traduire à travers la notion générale de « confort ». De plus, les espaces publics singuliers (les places notamment) constituent aussi des points de repère dans la ville, tant pour les habitants et usagers du quotidien que pour les usagers et visiteurs plus occasionnels.

Les espaces publics centraux

La circulade d'Autignac constitue un espace public majeur partagé, traversé du nord au sud par une circulation automobile qui gagnerait à être règlementée en sens unique avec une vitesse très réduite. Ce périmètre pourrait faire l'objet d'une opération d'aménagement à part entière. Le chemin de ronde connecté en 2 points à ce médaillon permettrait les itinéraires retour.

Ce dispositif doit fonctionner pour les usages quotidiens bien sûr mais aussi contribuer à une lecture meilleure des lieux (pour un usager occasionnel également, y compris en visite touristique). La circulade est une entité qui permet de circuler au cœur d'Autignac, le chemin de ronde met quand à lui en relation le cœur d'Autignac avec toutes les entités extérieures, garrigue, chemins de randonnée, viticulture, voies structurantes.



Ces 2 entités existent physiquement, mais aussi dans les usages actuels. La circulaire constitue le cœur de village où sont installés les principaux commerces et services publics, et qui concentrent les problèmes liés aux déplacements automobiles. C'est pourquoi, une opération d'aménagement, même modeste sur ce périmètre pourrait contribuer à en clarifier la lecture. Le chemin de ronde, lui est physiquement parfaitement identifiable spatialement. En termes d'usages et de pratique, il paraît moins opérationnel hormis sur la place Jules Ferry, avec la présence de l'école. La requalification du chemin de ronde passe davantage par un aménagement qualitatif permettant de clarifier les relations avec les entités extérieures, nombreuses et de qualité (point de vue en helvédère, nîède, caves viticoles, etc.)

Dans le centre, dense, quelques respirations du tissu libèrent des placettes, mais dont l'usage est perturbé par le stationnement. Le traitement des sols, reste voué à la circulation et à l'usage de la voiture, y compris à proximité des lieux emblématiques comme la Place de l'égalité.

Photographie : ouverture en cœur d'îlots non mise en valeur



Photographie l'espace Jourfier et la cour de l'école



Source : Urban Projects

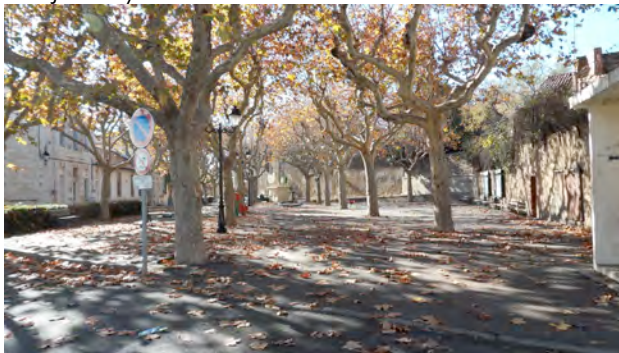
La place du 14 Juillet, la place Jules Ferry, l'esplanade boulodrome de la salle des fêtes, le stade, représente chacune des polarités de la vie sociale. Les rues d'Autignac sont par ailleurs encore très marquées par la présence des caves viticoles en cœur de bourg. Cœur de bourg où l'offre d'hébergement touristique tend à se développer.

Ces espaces gagneraient en qualité avec un meilleur traitement des sols, mais la question de l'accessibilité et du stationnement demeure une forte contrainte à leur requalification.

Photographie : Place de la liberté



Place Jules Ferry



Source : Urban Projects

Les espaces publics excentrés

En dehors des espaces centraux, marquant de grandes polarités urbaines, on recense d'autres lieux secondaires mais néanmoins importants, tant dans le fonctionnement et les usages sociaux que dans la forme et les respirations urbaines qu'ils génèrent.

La commune dispose d'un mail central attenant à la salle communale. Sa position en périphérie appelait un paysage sobre et naturel.

Si le cœur ancien et la traverse témoignent d'un certain effort qualitatif, en périphérie peu d'aménagements dignes de ce nom sont visibles. On relève ici et là la présence d'aires de stationnement, de pompe de refoulement, de transformateurs et de containers à ordures. Le foncier communal existe pourtant. Il pourrait être le vecteur de la création d'espaces publics en périphérie garant d'un meilleur maillage territorial.

Le chemin de ronde est dénaturé par la présence de containers à déchets qui sont l'objet de vandalisme. Il serait peut-être plus approprié de les déplacer ou d'effectuer un aménagement de qualité visant à mieux les intégrer au paysage urbain. La placette dégagée pourrait alors s'ouvrir à d'autres usages en profitant du boisement inscrit en contrebas et d'une vue remarquable sur la campagne environnante.

Photographie : le belvédère à mettre en valeur



Source : Urban Projects

Photographie : carrefour de l'avenue de la liberté et la route départementale n° 154



Source : Urban Projects

La plupart des zones pavillonnaires ne sont pas structurées autour d'espaces publics piétons, mais délimitées et desservies par la voirie. Pour autant, quelques exemples de qualité sont à souligner, montrant que les zones résidentielles nécessitent aussi une attention particulière en matière d'espace public.

Dans les lotissements, la plupart des espaces publics sont surdimensionnés pour un usage normal. Certains pouvant servir de stationnement périphérique à l'exemple du lotissement du Château d'eau dont l'espace public peut servir de stationnement pour le stade de football.

Photographie : des espaces publics récents non appropriés dans les lotissements



Source : Urban Projects

Il s'avère que pour l'aménagement privé ou public, d'habitat ou d'aménagements extérieurs, le site et le relief d'Autignac ont induit une tradition dans le traitement des aménagements qui dessinent le caractère du village comme le prouvent les nombreux escaliers, murs de soutènement et talus induits par le relief ou les caniveaux, rigoles, fossés, pour canaliser les fortes précipitations.

Photographie : Murs de soutènement et talus à Autignac



Source : Urban Projects

L'aménagement de l'espace public à Autignac prend ainsi un caractère transversal basé sur la prise en compte du ruissellement urbain.

Photographie : l'impact de l'eau dans le paysage d'Autignac



Source : Urban Projects

Fonctionnement urbain

La trame viaire

Si le réseau viaire est globalement fonctionnel sur le territoire communal et bénéficie d'infrastructures de communication globalement satisfaisantes. Au sein de l'espace urbain, les cheminements se compliquent. En effet, le tissu labyrinthique rendu par les extensions pavillonnaires successives complique fortement la fluidité, la clarté et la hiérarchisation du réseau.

La route départementale 154 est aujourd'hui partiellement englobée dans le tissu urbain. Elle est essentielle dans la circulation et la desserte du centre-ville et des zones pavillonnaires, car il existe peu de voie structurante secondaire en milieu urbain. Le reste du réseau viaire secondaire est composé des voiries internes aux lotissements qui, ajoutées les unes aux autres, ne forment pas un réseau clair et lisible. Le chevelu viaire est labyrinthique et pose des problèmes de liaisons interquartiers qui demeurent pénalisés par les nombreuses impasses qui le ponctuent.

Les voies de lotissements ne sont pas toutes de la même qualité. Lorsqu'elles sont bordées d'arbres, et qu'elles peuvent intégrer des stationnements longitudinaux, elles arborent une esthétique et une vocation plus urbaine. En revanche, la grande majorité d'entre-elles ne bénéficient d'aucun traitement urbain ou paysager particulier et génèrent un réseau où il est difficile de se repérer, produisant un paysage urbain quelque peu déstructuré. La trame secondaire constituée par les rues de desserte des quartiers est relativement maillée dans la plaine, grâce notamment au maillage qui entoure le centre ancien ; par contre les lotissements des coteaux s'articulent autour d'impasses qui se greffent sur le boulevard nord.

Photographie : Voie de desserte du lotissement du château d'eau



Source : Urban Projects

Les rues du tissu central sont étroites et ne peuvent supporter une circulation à double sens, du stationnement et des trottoirs. Une partie fonctionne déjà en sens unique, mais souvent des voitures sont garées des deux côtés, au détriment des piétons. Cela renforce les flux routiers et contribue à la saturation du réseau existant autour des commerces et équipements.

Photographie : Avenue de la liberté



Source : Urban Projects

Les voiries de desserte ont quant à elles structuré le développement des quartiers Autignacois. Elles convergent pour la plupart vers le centre-ville. Elles doivent être requalifiées pour donner du confort au piéton, améliorer la sécurité, abaisser la vitesse.

A l'instar des conclusions de l'étude urbaine menée par l'agence Borres Torredon, il serait opportun de mener sur les pénétrantes une campagne d'aménagements qui pourraient être traités en régie. Il nous paraît important de conserver les caniveaux, cannelets, fossés canalisant les eaux de pluies aériens et ouverts pour éviter de générer des problèmes d'engorgement (les canalisations ne débordent pas) et faire l'économie d'aménagements coûteux, ceci nous permettant par ailleurs de maintenir et valoriser un des éléments du caractère d'Autignac. Les bandes plantées pourront être aménagées pour protéger le piéton, tout en rendant le sol un peu plus perméable en ramenant les voies de circulation à 5 mètres, dès les entrées de village.

De plus, une réflexion poussée doit être menée sur l'opportunité de créer un barreau de desserte au sud du tissu urbanisé afin de permettre la desserte de l'ouest communal pour les véhicules de tous les gabarits. Cette étude de faisabilité sera menée en lien avec le projet d'extension urbaine de la commune.

Les entrées de ville

Entrée Est Avenue de Béziers

L'entrée Est Avenue de Béziers se caractérise par un profil déséquilibré de voirie avec sur la gauche un talus couvert de broussailles et à droite, un paysage viticole. L'ancien pôle vigneron (distillerie et cave coopérative) marque l'entrée du village ainsi que les constructions à l'alignement de part et d'autre de la route.

Photographie : l'entrée de ville D16



Source : Urban Projects

Depuis l'entrée Nord de la commune d'Autignac par la RD154, le regard est directement cadré par le paysage de plaine et par les Puech de la plaine Biterroise au sud. La faible hauteur des constructions et la végétation ambiante dissimulent le village. L'entrée de ville n'a pas véritablement de caractère urbain du fait qu'elle constitue plus vraisemblablement une entrée pour les lotissements nord comme le lotissement des Amandiers.

Entrée de ville nord Chemin de Saint Nazaire

L'entrée dans la ville par les collines se fait par une voirie large, sans trottoirs qui traverse les extensions urbaines récentes d'Autignac, de grandes maisons individuelles sur des parcelles de tailles importantes avant de rejoindre la rue du Stade et la circulade.

Entrée nord rue du stade

L'entrée nord rue du stade est elle aussi marquée par la platitude du paysage, les seuls éléments marquants étant le château d'eau et le complexe sportif. Le caractère urbain se trouve plus tard du fait de construction à l'alignement et de rangée d'arbres de grande taille en bordure de voirie.

Entrée de ville sud RD154

L'entrée de ville sud par la RD 154 est fortement bâtie car située en plaine ce qui lui confère un caractère plus urbain grâce aux aménagements de voiries et aux lotissement récemment construits en bordure de la voie. Le paysage reste agricole avec la prédominance de la vigne.

Entrée de ville sud chemin de la bastide

Cette entrée de ville est composée d'une voirie très étroite qui traverse les lotissements pour rejoindre le cœur de village, le paysage se composant de terres en friche. Le caractère urbain peine à s'affirmer de par la taille des parcelles et la construction en milieu de terrains, les clôtures formant un alignement de faible hauteur et peu valorisé.

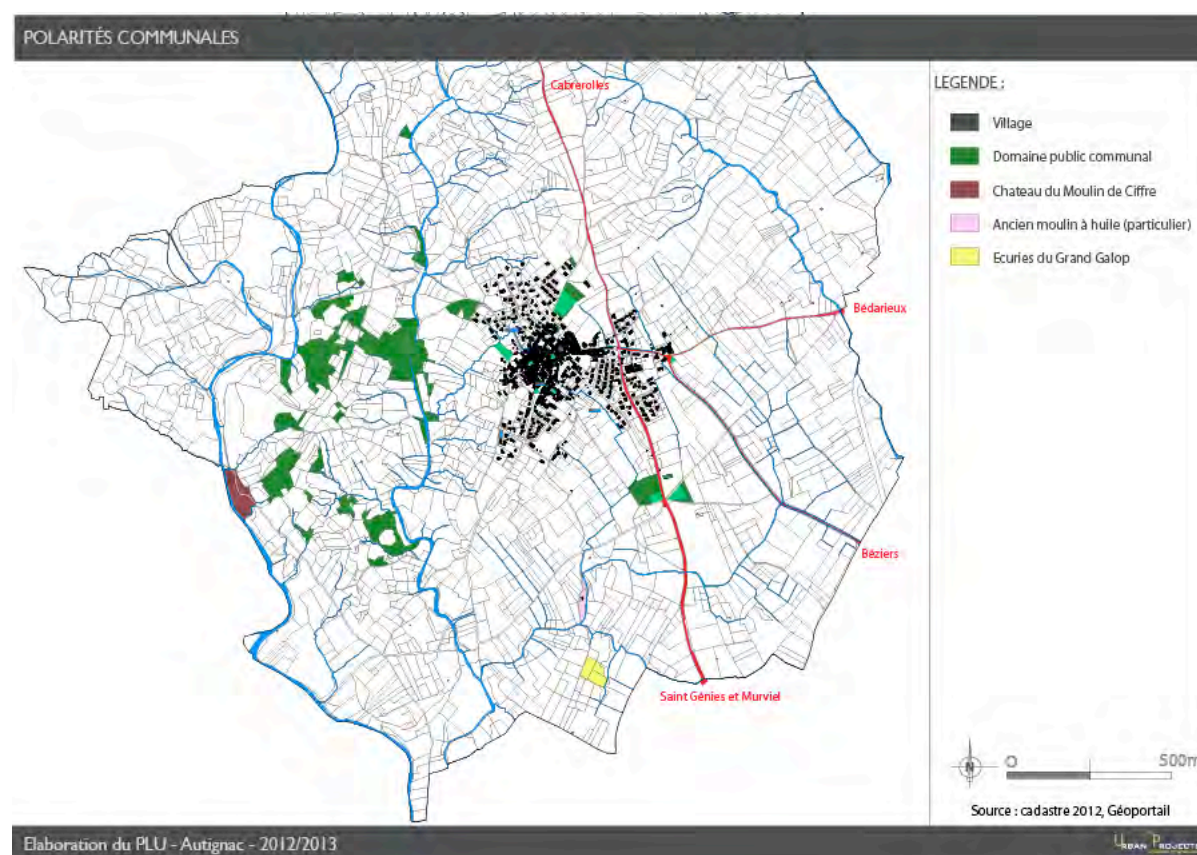
Les pôles de centralité

Le bourg centralise la plupart des activités de la commune, hormis le Moulin de Ciffre, les Ecuries du Grand Galop installées récemment au sud.

Photographie : le Moulin de Ciffre et les Ecuries du Grand Galop



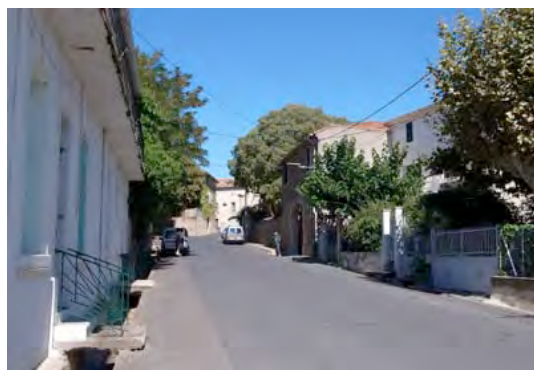
Source : Urban Projects



La problématique du stationnement à Autignac et inventaire des places

Le stationnement ne pose pas les mêmes contraintes selon le quartier de la ville. En centre historique, du fait de la forte densité du tissu urbain, il est extrêmement contraint. Les places et les placettes sont envahies de voitures et perdent leur vocation urbaine. La carte ci-dessous localise les principaux espaces stratégiques pour le stationnement, soit parce qu'ils présentent des contraintes actuelles, soit parce qu'ils développent un bon potentiel évolutif.

Photographie : rue de l'égalité



Source : Urban Projects

Un des objectifs majeurs dans le centre doit consister dans les années à venir à dégager des places de parking, afin de limiter le stationnement et la circulation de véhicule dans les rues étroites du centre village, où les possibilités de stationnement sont très limitées. Des curetages d'îlots ont déjà permis par le passé de pratiquer des élargissements de voirie ou des aménagements de stationnement pour les riverains. Le renouvellement urbain, nécessaire dans le centre devra permettre les conditions de stationnement et de favoriser ainsi l'accès aux commerces et aux logements.

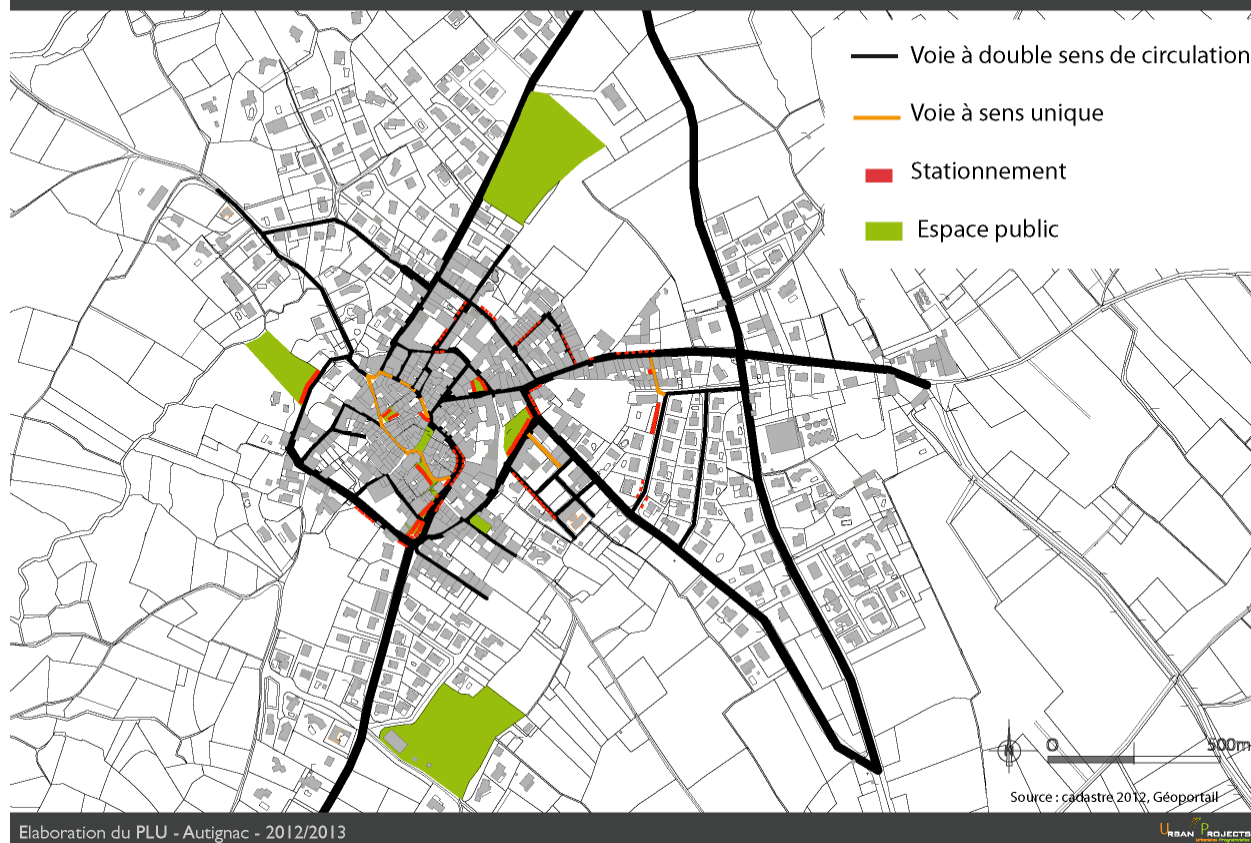
On pourrait qualifier les rues dans le cœur d'Autignac d'espace partagé. En effet piétons et voitures se partagent une voirie sans trottoir. Ce dispositif de fait ne fonctionne plus quand les véhicules prennent de la vitesse.

Photographie rue du 8 mai et stationnement place des combattants



Source : Urban Projects

CIRCULATION ET STATIONNEMENT DANS LE CENTRE D'AUTIGNAC



La largeur entre bâti et donc l'emprise publique n'est pas ici calibrée. Les sur-largeurs, comme dans la rue du 8 mai, sont des opportunités pour le stationnement sauf pour la place du 14 juillet qui a été récemment fermée à circulation.

Photographie : les voies de circulation dans le centre



Source : Urban Projects

POTENTIALITÉS DE CRÉATION DE STATIONNEMENT DANS LE CENTRE

Le stationnement en dehors du centre

Dans les lotissements, du fait d'une moindre densité, le stationnement est géré « à la parcelle », et les quelques places visiteurs nécessaires sont souvent intégrées aux voies. La problématique du stationnement est donc nettement moins présente qu'en centre-ville.

Pourtant, ce sont bien les lotissements aménagés progressivement tout autour du centre et générant des besoins de déplacements automobiles qui contribuent pour une lourde part aux problèmes rencontrés à l'échelle communale.

Les quartiers nord profitent de l'aménagement du parking du lotissement communal en face du stade. Ceux de l'ouest bénéficient de stationnement sur voirie (non matérialisé entre les arbres) sur la voie communale rejoignant Murviel. Les extensions Nord-Ouest se sont faites sous la forme de grands lots où le stationnement est intégré à la parcelle.

Si la ville avait été planifiée sur un fonctionnement et une modénature urbaine évitant le recours systématique à la voiture (mixités et densité), la vitalité des commerces, l'accessibilité aux lieux de centralités et aux équipements n'auraient pas autant induit des contraintes d'espaces (manquants du fait d'une mauvaise gestion foncière dans le temps) rendant le stationnement difficile.

Ce besoin de recours à la voiture particulière est très présent sur Autignac, du fait que la commune reste distante de presque 23 km de Béziers, et que les transports en commun actuels ne permettent pas suffisamment de proposer une alternative efficace.

Il faut également tenir compte à Autignac des différentiels saisonniers de population qui entraîne une variation importante du nombre de voitures dans l'année suite à la venue de touristes ou des propriétaires de résidences secondaires.

Enjeux liés au stationnement : Le projet de PLU devra s'attacher à promouvoir une forme urbaine moins nécessitante de l'usage systématique de la voiture. De plus, les opportunités restantes en matière d'aménagement d'espaces de stationnement pourraient faire l'objet d'une attention particulière. Enfin, les extensions à venir ou les requalifications de dents creuses devront imaginer la nouvelle place de la voiture pour les années à venir tout en s'attachant à porter des actions correctrices sur l'existant en fonction des contraintes rencontrées.

Inventaire des places de stationnement

La loi ALUR du 24 mars 2014 est venue modifier l'article L. 123-1-2 du Code de l'urbanisme et précise que le Plan Local d'Urbanisme doit établir « un inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques et de vélos des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités ». L'article L. 123-1-2 ne précise pas le degré d'exhaustivité de l'inventaire. Une méthodologie a donc été adoptée pour la réalisation de cet inventaire (présentée ci-après) dans le but d'obtenir un inventaire le plus exhaustif possible, tant sur les capacités de stationnement dans la commune que sur la mutualisation possible des espaces de stationnement.

Méthodologie adoptée

Inventaire des places de stationnement voitures et vélos

Les places de stationnements publiques ou privées et ouvertes au public matérialisées sont comptées à leur nombre réel.

Lorsque le stationnement est autorisé le long des voies de circulation et que celles-ci ne sont pas matérialisées par une marque de peinture ou tout autre élément délimitant la place, les places de stationnement sont estimées à raison d'une place :

- tous les 5,00 mètres quand le stationnement se fait parallèlement à la voie, déduction faite d'une place par accès à la parcelle (jardin et/ou garage)
- tous les 2,50 mètres quand le stationnement se fait perpendiculairement à la voie, déduction

faite de deux places par accès à la parcelle (jardin et/ou garage)

La capacité des espaces de parking surfaciques où le stationnement n'est pas matérialisé est évaluée selon un ratio 25 m² par place. Ce ratio tient compte des voies nécessaires à la desserte des places de stationnement.

L'inventaire tient compte de places de stationnement dans les rues où le stationnement n'est pas matérialisé mais y est constaté ou possible en raison d'une largeur de voie suffisante pour organiser du stationnement ou de la présence d'un bas-côté important (impasse de l'arche).

Les places réservées pour les véhicules électriques nécessitant une borne de recharge sont comptées à leur juste nombre sur l'ensemble du territoire.

L'inventaire du stationnement des vélos, organisé dans des abris dédiés ou de simples arceaux, est réalisé sous la forme d'un comptage du nombre réel d'arceaux, qu'ils soient sous abri ou non sur l'ensemble du territoire.

Définition de la mutualisation

La notion de mutualisation du stationnement renvoi à des notions d'optimisation économiques et spatiale de l'offre en stationnement afin d'éviter les effets pervers d'un stationnement trop dédié à une activité au sens du CERTU.

La mutualisation du stationnement désigne donc la faculté des espaces de stationnement à être utilisés à différents titres : stationnement résidentiel, stationnement lié aux activités économiques (commerces, bureaux, loisirs, etc.). Certains espaces ne sont occupés qu'une partie de leur temps tels que les parkings des bureaux ou commerces tandis qu'une pénurie de stationnement se fait sentir dans les quartiers résidentiels proches, et vice-et-versa.

Rendre possible le stationnement nocturne sur les parkings des lieux d'activités économiques pour les résidents proches permet de limiter l'apparition de stationnement sauvage sur les trottoirs mais aussi de faire des économies quant à l'aménagement de places de stationnement sur l'espace public.

En ce sens, la mutualisation des espaces de stationnement concerne tout autant les espaces de stationnement publics que privés ouverts au public. Ainsi, certains parkings de la commune situés à proximité des équipements ou commerces et en lien avec l'habitat sont, de fait, considérés comme du stationnement mutualisé ou à mutualiser.

Le stationnement des voitures

De nombreuses difficultés de stationnement sont rencontrées dans le centre ancien d'Autignac. Le manque de places sur l'espace public, ajouté au réinvestissement des garages pour la création de logements ou leur encombrement du fait d'un manque de place dans l'espace habité conduit certains automobilistes à se garer selon bon leur semble. La fermeture de la place du 14 juillet aux véhicules

peut aussi être une résultante de ce phénomène, tout comme la nécessité de disposer d'au moins deux véhicules par foyer compte-tenu de la faible desserte en transport en commun et de l'éloignement des principales zones d'emplois.

La municipalité a entrepris une démarche de création de places de stationnement en cœur de ville. L'espace public a été optimisé pour offrir le plus grand nombre de places de stationnement. Certaines ruelles étroites et à très faible trafic automobile (rue des acacias notamment) ont été transformées en zone de partage avec un stationnement unilatéral et acceptant le passage de véhicules et piétons. Aussi, rue du Huit Mai, un îlot bâti ancien (espace Jourfier) fait l'objet d'une démolition partielle afin d'offrir une aire de stationnement d'environ 25 places adaptée à la demande. Les travaux sont encore en cours, ils devraient se poursuivre jusqu'au début de l'hiver. La mutualisation du stationnement dans le centre ancien est assurée. La journée, les places sont occupées aussi bien par les riverains que par les usagers des commerces, services et équipements présents dans le bourg.

Dans les lotissements, la problématique du stationnement est moins prégnante. La superficie des parcelles permet de stationner deux véhicules aisément. Parfois, les lotissements sont accompagnés de stationnement sur le domaine public. Ainsi, les stationnements intempestifs sur l'espace commun sont plus sporadiques. Peu de stationnement sur les trottoirs est donc repéré. Il y a peu de mutualisation qui s'opère dans ces quartiers avec les autres fonctions de la commune. Ces stationnements fonctionnent à une micro échelle dans le village, de l'ordre du quartier ou d'une partie de quartier. L'éloignement parfois important des lotissements par rapport aux aménités du centre ancien ne favorise pas la mutualisation du stationnement. Le stationnement créé près de la salle Marcel Cassot est quant à lui mutualisé avec les quelques habitations alentours. La faible capacité d'accueil de la salle permet de conclure à un nombre de places suffisant dans la rue malgré sa faible quantité, et ce d'autant plus qu'une aire de stationnement provisoire peut être admise à l'arrière de la salle sur l'esplanade de l'ordre d'une cinquantaine de places.

Enfin, sur l'ensemble du territoire communal, il n'existe pas de parking privé qui peut nécessiter une ouverture au public pour améliorer les conditions de stationnement. Globalement, même si l'offre en stationnement se concentre essentiellement dans le vieux village et ses extensions immédiates, il n'y a plus d'intérêt à créer de nouvelles aires dans les quartiers périphériques du cœur ancien d'Autignac. En revanche, dans ce dernier, un effort peut être encore à faire, il risque de pâtir d'un déficit si les logements vacants actuels sont réinvestis dans les années à venir et ce malgré la création d'un parking sur l'espace Jourfier.

Localité	Nombre de places	Statut du stationnement	Mutualisation	Méthode d'inventaire
Rue du huit mai	15	public	oui	comptage
Place des Combattants	12	public	oui	comptage
Avenue de la Liberté	11	public	oui	comptage
Place de l'Eglise	9	public	oui	comptage
Rue du Plo	3	public	oui	estimation
Chemin de Ronde	19	public	oui	comptage
Salle des Fêtes	37	public	oui	estimation
Lotissement Nord (stade)	28	public	oui	comptage
Stade	26	public	oui	comptage
Rue du Château	15	public	oui	estimation
Lotissement Fontcerise	12	public	non	comptage
Rue de l'Égalité	28	public	non	estimation
TOTAL	215			

Le stationnement des vélos et voitures électriques

Il existe des arceaux à vélos disposés près de l'école. De nouveaux sont à installer à proximité des commerces et services du village, notamment sur la place du 14 juillet qui a été débarrassée de la présence de véhicules. Près des équipements (écoles, stade, salle polyvalente), des arceaux sont aussi à installer pour favoriser cette pratique modale dans les déplacements quotidiens.

Il n'y a aucune borne de rechargement pour véhicules électriques dans la commune.

LES TERRAINS NON BÂTIS DANS LE TISSU URBANISÉ

Nous allons maintenant nous intéresser aux surfaces à l'intérieur du tissu urbanisé d'Autignac, et qui ne sont à l'heure actuelle, pas construites et pour lesquelles aucun projet n'est réellement avancé.

Conformément à l'orientation « 2.1.2 Reconquête des espaces déjà urbanisés, notamment les centres ville et centres villages » du SCOT du Biterrois, la commune d'Autignac doit réaliser dans son PLU un inventaire cartographié des potentialités d'urbanisation à l'intérieur des limites de la tâche urbaine existante, à horizon 10 ans. Il s'agit d'identifier les « dents creuses », friches et espaces désaffectés ou tout autre espace pouvant faire l'objet d'une densification, notamment par opération de démolition/reconstruction ou restructuration, dans un délai de 10 ans. Les communes pourront exclure de cet inventaire les terrains faisant l'objet de procédures judiciaires qui bloquent leur évolution. Les documents locaux d'urbanisme doivent également laisser 50% des superficies dédiées à l'urbanisation future à vocation majoritaire d'habitat, fermés à l'urbanisation tant que la moitié des potentialités d'urbanisation à l'intérieur des secteurs déjà urbanisés, n'a pas été consommée.

Les secteurs de projets

Il s'agit d'enveloppes foncières présentant des potentialités d'urbanisation à l'intérieur des limites de la tâche urbaine existante, à court ou moyen terme. A Autignac, ils se présentent généralement sous la forme de friches ou de terres agricoles. Il s'agit d'identifier ces espaces pouvant faire l'objet d'une densification, notamment par opération d'ensemble dans le cadre du projet urbain communal.

On abordera tout d'abord les dents creuses à forte sensibilité paysagères. Une première dent creuse d'importance a été repérée dans l'étude urbaine de 2010. Il s'agit d'un tènement foncier de grande taille situé entre le terrain de football, le cœur historique et la D154 par laquelle on accède aujourd'hui au terrain.

Photographie : Vue sur l'emprise foncière et accès à la dent creuse depuis la RD154



Source : Geoportail et Urban Projects

Il est situé au contact direct du bourg au sud et l'accès à ce terrain pourra se faire directement depuis le centre, en prolongeant les accès actuellement en impasse. Cette dent creuse permettra de prendre la D154 comme limite urbaine nord en offrant une vue enviable sur les garrigues des avants monts aux résidents. La topographie de ce terrain est cependant mouvementée avec la présence d'un talus sur la frange ouest, derrière le stade et les abattoirs.

Photographie : le relief sur l'emprise derrière le stade



Photographie : La dent creuse sise entre le terrain de football, le cœur historique et la D154





Source : Geoportail et Urban Projects

Comme on le voit sur ces photographies, sa sensibilité paysagère est forte car la platitude du terrain et la localisation de cette enveloppe foncière la rend directement visible depuis le nord de la commune et son entrée de ville. De plus, sa taille importante, environ 23 327 m², la destine à un projet urbain d'importance, dont la programmation devra se faire dans un souci d'harmonie avec le cœur de village.

Photographie : Vue sur l'emprise foncière au Nord du village



Source : Urban Projects

La qualité de cette greffe urbaine se fera dans le respect des volumes bâtis du village et en prolongeant les actuelles impasses qui donnent sur le site : impasse du Moulin et rue Saint André afin d'en assurer une desserte de qualité pour les déplacements doux et motorisés. Ce lien entre le cœur de village et l'entité urbaine nouvelle bâtie sur ce site permettra une meilleure intégration fonctionnelle du projet urbain à la commune.

Une seconde dent creuse (partielle puisque en cours de construction – lotissement GGGL) est située Chemin de Saint Nazaire. Elle concerne deux parcelles situées de part et d'autres de la voie. La première, cadastrée au numéro 1165, est une parcelle d'environ 5925m² en pente vers le nord-ouest et située au nord du chemin de Saint Nazaire. Elle est bordée au nord par le bâti diffus du lotissement du Château d'eau et à l'ouest par les garrigues.



Photographie : dent creuse chemin de Saint Nazaire



Source : Urban Projects



La seconde dent creuse est elle sise, sur la parcelle n°1166 d'une superficie de 2280m², en face des ateliers municipaux et sur un éperon rocheux surplombant le chemin de Sainte Nazaire et les garrigues. Cette parcelle est actuellement entourée de villas de grande taille bâties sur des parcelles imposantes avec piscines et jardins.

Six terrains à bâtir prennent place sur cette parcelle.

Photographie : dents creuse en face des ateliers municipaux



Source : Geoportail et Urban Projects

Une troisième dent creuse a été identifiée entre le chemin de ronde, le chemin de la Bastide et le chemin du Crianel sur une enveloppe foncière de grande taille au contact direct du bourg. Elle est constituée par les parcelles n° 981 (2932m²) et 982 (8980m²).

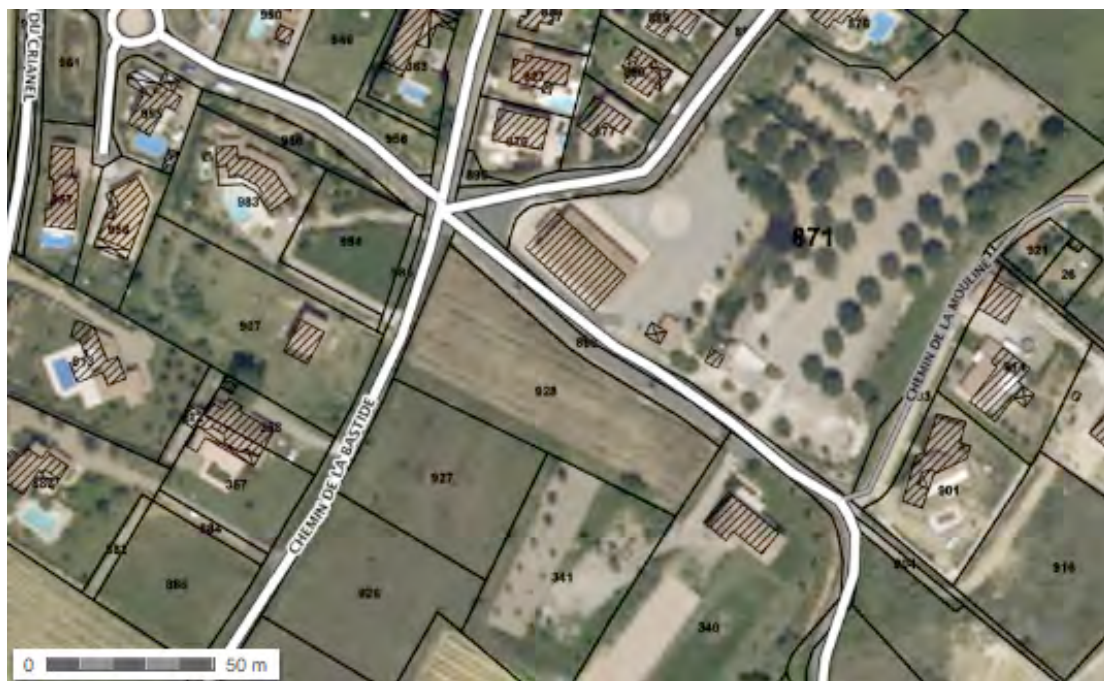




Source : Geoportail et Urban Projects

Proche du centre village, cette emprise foncière est bordée de bâti dense, typique des villages héraultais et du bâti diffus du lotissement des Oliviers qui s'est construit le long du Chemin de la Bastide. En pente douce vers l'ouest, elle offre une vue imprenable sur les garrigues d'Autignac et sur les avants monts.

L'urbanisation de ce secteur devra faire l'objet de prescriptions architecturales, paysagères et urbanistiques afin de ne pas porter atteinte aux vues sur le village depuis les garrigues. Une quatrième dent creuse est située derrière le centre aéré et en face de la salle Bastide. La parcelle est actuellement en friche mais les aménagements récents au niveau de la voirie laissent à penser que la municipalité porte un projet pour cet espace.



Source : Geoportail et Urban Projects

Sise sur la parcelle n°928, d'une superficie de 3220m², cet emplacement est également très sensible d'un point de vue paysager car situé directement sur la frange sud du village et visible depuis le sud de la commune. Cette situation devra être prise en compte dans le choix du programme et des volumétries des bâtiments.

Photographie : la dent creuse de la parcelle 928



Source : Urban Projects

Une autre emprise foncière de grande taille a été appréhendée lors de l'étude urbaine de 2010, comme emplacement potentiel d'accueil, de l'urbanisation future de la commune. Il s'agit d'un tènement foncier d'une superficie d'environ 66 000m² sise au sud-ouest du tissu urbanisé.



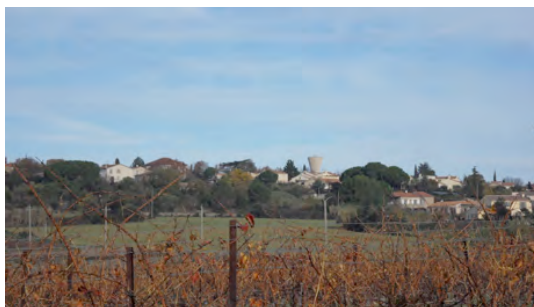
Source : Geoportail et Urban Projects

Vue depuis la rue des écoles

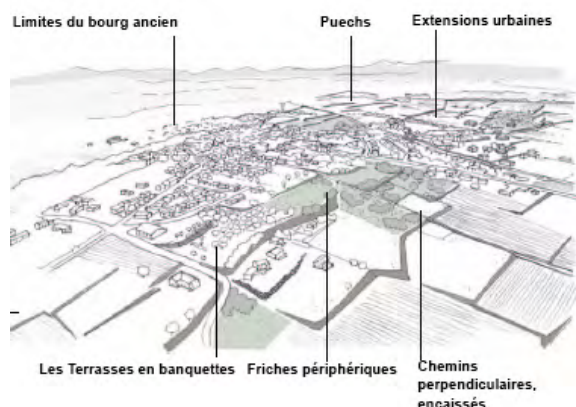


Source : Urban Projects

Située entre la rue de l'égalité à l'est et le chemin de la Bastide à l'ouest, cette emprise foncière est traversée par la rue de la Poudjade et regroupe environ une trentaine de parcelles de taille variée.



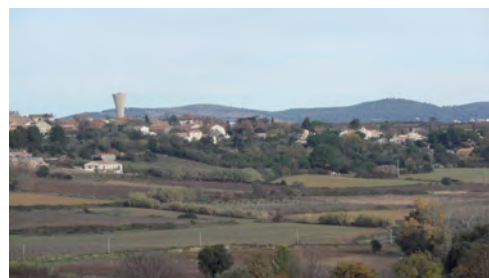
L'étude urbaine de 2010 permet d'en appréhender la sensibilité paysagère et proposait une opération d'habitat pour accompagner la voie de maillage sud-est vers les équipements. La trame végétale constituerait une limite à l'urbanisation de ce secteur en gardant l'intégralité du balcon de l'esplanade, support d'une continuité piétonne ouverte sur toute la plaine.



Source : Etudes urbaines Borres Torredon

La desserte de cette entité reste possible par le chemin des Moulines, la rue des fleurs et la rue des boulistes. Il s'agit bien ici de s'inscrire dans la pente existante, dans une continuité avec l'existant (faubourg vigneron), et retrouver les composantes du caractère propre d'Autignac pour ne pas banaliser la façade sud-est du village qui est très exposé et possède de grande qualité paysagère.

Photographie : Vue sur le versant sud est du village / Source : Urban Projects



Les « dents creuses classiques »

Il s'agit d'une unité foncière répondant aux cinq conditions suivantes réunies :

- elle est dépourvue de constructions ou a fait l'objet d'un permis de démolir non périmé.
- elle est bordée d'unités foncières bâties en limite séparative avec elle.
- son remembrement avec une unité foncière voisine n'est pas envisageable dans un délai rapproché.
- l'absence de construction est nuisible à l'aspect du quartier ou à l'ensemble urbain dans lequel elle est comprise.

Le territoire urbanisé comprend encore quelques dents creuses dont un traitement global et intégré est impératif (opération d'ensemble, permis d'aménager). Certains secteurs pourront être soumis à des orientations d'aménagement et programmation (OAP).

Comme l'indique la carte ci-dessous, il existe de grandes catégories de « dents creuses » à Autignac :

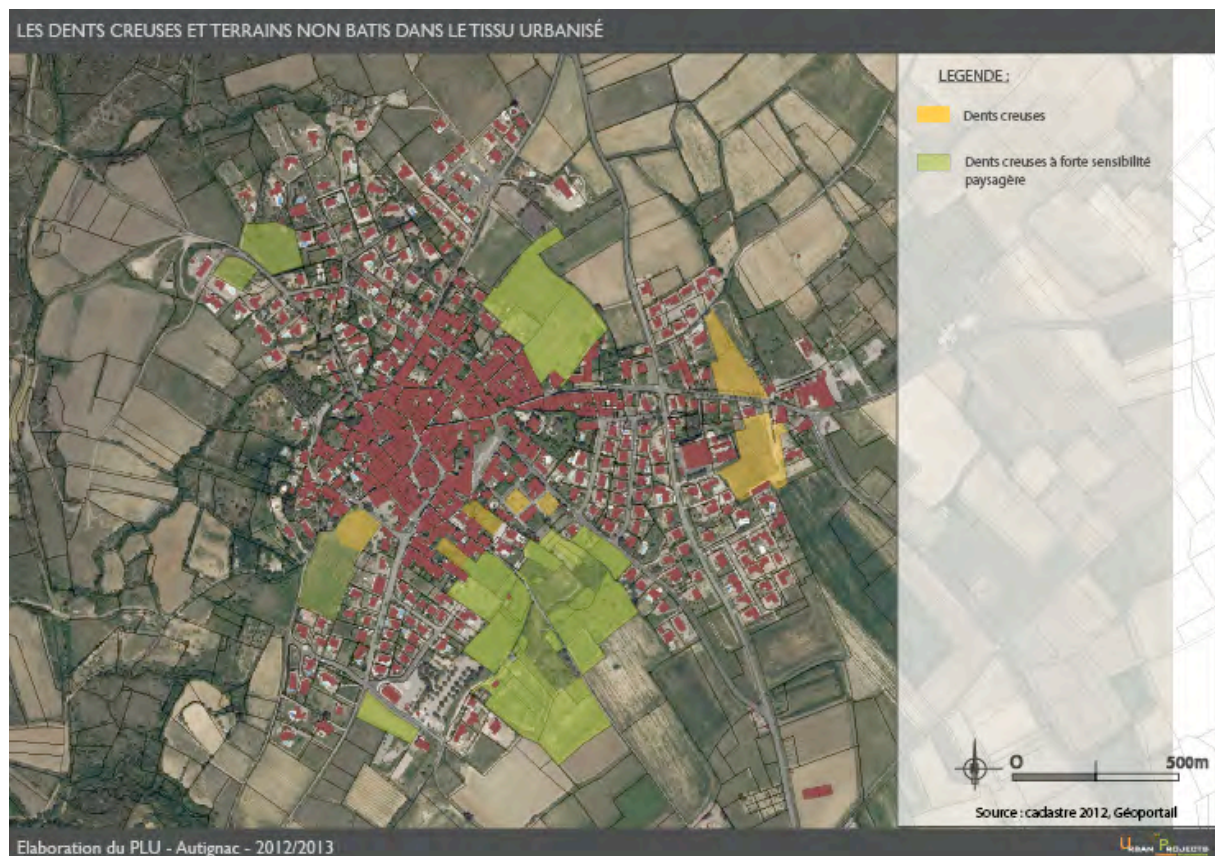
- Les dents creuses sans enjeux paysagers particuliers, intégrées dans le tissu urbanisé et pour lequel un projet urbanisation pourrait s'insérer dans le bâti existant sans incidences majeures d'un point de vue paysager, en termes d'accessibilité et en termes de desserte par les réseaux.
- Les dents creuses à forte sensibilité paysagères, situées en règles générales sur les franges du tissu urbanisé, à l'exemple du vaste tènement foncier au sud du village, à flanc de coteaux et dont l'urbanisation porterait une atteinte forte aux vues sur le village depuis le sud du territoire.

Il s'agit ensuite de présenter les dents creuses « classiques » : ces zones, souvent très bien situées dans un milieu dense et bien reliées aux voies de communication, font office de réserve foncière qui pourraient permettre à la ville d'Autignac d'accueillir de nouveaux habitants ou surtout de nouveaux emplois, sans devoir s'étendre spatialement sur son territoire agricole et naturel.

On retrouve plusieurs parcelles non bâties, de taille moyenne, sises entre la rue des écoles, la rue de la Poudade et la rue de l'Égalité que nous avons regroupée en entité lorsqu'elles étaient voisines :

- Les parcelles numéro 194, 195 pour une surface d'environ 735m²
- Les parcelles numéro 206, 205 pour une surface d'environ 874m²
- Les parcelles numéro 218,219 pour une surface d'environ 1713m²
- La parcelle numéro 231 pour une surface d'environ 1197m²

Ces emplacements pourront être le support d'une densification douce du sud est du village, en conservant la trame bâtie existante.



A l'inverse, à l'est du village, on retrouve deux emprises spatiales non bâties de grande taille de part et d'autre de l'avenue de Béziers, entre la distillerie et la cave coopérative. Une première enveloppe au nord de l'avenue de Béziers d'une superficie de plus 6000m² entre le lotissement les amandiers et la distillerie. La trame bâtie est lâche, caractéristique des entrées de villes et les parcelles de grande taille.



Vue sur la dent creuse depuis l'avenue de Béziers



Source : Urban Projects

Une seconde enveloppe foncière au sud de l'avenue de Béziers d'environ 9000m² entre l'ancienne cave coopérative et la limite est du village marqué par la RD 166. Elle est entourée par des constructions pavillonnaires de taille conséquente bâties sur des grandes parcelles. La dent creuse est en pente douce vers le sud avec une succession de talus marquée par des murs de soutènement.



Source : Geoportail et Urban Projects

Ces dents creuses pourraient ainsi permettre à Autignac de se développer sans sacrifier son précieux sol et de mettre sur pied des projets alliant densité et qualité urbaine qui permettraient à la ville de mettre en place des équipements publics dont l'existence est impossible si le tissu urbanisé est trop lâche (transports publics, ...).

Autignac étant historiquement une ville relativement compacte, car situé dans la plaine, il convient de préserver ce trait qui lui confère son identité. En effet, la plupart des autres villes de la plaine du Biterrois ont planifié de grandes zones d'habitat individuel peu denses, alors qu'Autignac en possède peu si l'on fait abstraction de l'est et du nord du territoire communal, qui possèdent des extensions actuelles de villas, sans réelle identité ou sans réelle forme.

L'objectif est ainsi de rétablir la cohérence d'ensemble en complétant les programmes architecturaux dans un souci de densification en lien avec l'intérêt commun et la rationalisation des dépenses publiques d'équipement. Ainsi, l'élaboration du PLU d'Autignac permettrait de modifier les droits à bâtir dans un but de densification et d'amélioration de la qualité urbanistique de la commune.

Conclusion

Les commerces et principaux équipements publics sont regroupés dans l'hypercentre, où ils permettent de conserver une vie de village de qualité.

Cette dynamique est à conforter :

- Par le biais de nouvelles réalisations en améliorant les liaisons notamment piétonnes, entre les quartiers récents et le centre-ville,
- Grâce à des opérations de renouvellement urbain sur les îlots en désuétude.

Il s'agira, d'apporter la plus grande attention à la qualité des espaces publics en particulier pour tout ce qui touche à l'accessibilité, un des facteurs de réussite de l'attractivité des centres-villes ou centre-village.

- Pour cela, les communes veilleront à :
- aménager des parkings de proximité (voitures et cycles) en nombre suffisant et de les signaler depuis les entrées de villes,
- organiser des cheminements piétons sécurisés et adaptés aux différents publics (familles avec enfants, personnes âgées, handicapés, groupes) à l'aide par exemple d'éclairages spécifiques, de barrières de protection, de plans inclinés...

La salle communale et les services techniques en périphérie du village sont isolés pour limiter les nuisances, mais sont déconnectés du cœur de ville. Là aussi, leurs relations au centre sont à revoir :

- en réaménageant voirie et espaces publics
- en prévoyant des liaisons viaires lors de l'urbanisation des dents creuses (éviter les impasses).

Le développement des activités viticoles est à privilégier (cave coopérative, distillerie en entrée Nord-Est). Malgré la désaffectation progressive viticole, le Nord-est, par sa prise directe avec Béziers, est propre à conserver un caractère d'activités économiques. Le sud et l'ouest du village, plus intéressant à urbaniser (à proximité du centre et des équipements tant scolaires que culturels, bien ensoleillé) sont bien moins desservis. Leur urbanisation devra s'accompagner de la requalification des voies primaires.

Chacune des caractéristiques de la forme urbaine révélée par l'analyse morphologique peut être prise comme référence dans la démarche de conception d'un aménagement lorsque l'on prévoit des extensions urbaines ou un processus de réinvestissement urbain.

Dès lors que l'on a acquis la connaissance de la forme urbaine et de ses processus de formation et

d'évolution, deux attitudes sont possibles :

- On peut opter pour le prolongement d'une logique et s'y inscrire le plus correctement possible en respectant les règles que révèle l'analyse. En quelque sorte, mettre ses pas dans les pas du passé,
- On peut se démarquer de cette logique, voire même s'y opposer et donc inventer d'autres règles ; en un mot vouloir changer la physionomie du village.

Que l'on choisisse l'une ou l'autre attitude, il convient de faire ce choix consciemment, avec les risques et les avantages que cela comporte ; un capital de connaissances permet d'éviter certes, les erreurs les plus grossières, mais cette connaissance des espaces et de leurs formes ne peut suffire à toutes les éviter. Il sera donc nécessaire de se pencher également sur les potentialités qu'offrent les espaces étudiés.

LES EQUIPEMENTS ET LES SERVICES, BESOINS ET PROJETS

Comme nous l'avons vu, Autignac possède tous les avantages engendrés par sa « ruralité » : des paysages naturels et agricoles ainsi que la possibilité de vivre en maison individuelle. La commune rencontre les principaux problèmes rencontrés la plupart du temps lorsque l'on vit dans cette situation. En effet, la distance par rapport à la ville centre est importante. Les phénomènes de migrations pendulaires existent et peuvent être longs et fréquents. La situation d'Autignac engendre la démultiplication des déplacements, comme c'est le cas dans les autres communes rurales, éloignées de la ville centre et moins équipées.

Les équipement scolaires

En ce qui concerne les équipements scolaires, les enfants d'Autignac fréquentent le groupe scolaire communal. Ce groupe scolaire comporte une maternelle, une école primaire et une garderie ainsi qu'un coin-repas intégré au groupe scolaire, dans le bâtiment de l'école en lieu et place d'un ancien logement de fonction. L'effectif est d'environ 70 enfants.

La répartition des classes évolue chaque année et il arrive que plusieurs niveaux scolaires soient représentés au sein d'une même classe. À titre d'exemple, lors de la dernière rentrée scolaire (2012), l'école comprenait 4 classes réparties comme ci-dessous et envisagerait la création d'une classe supplémentaire par l'extension du groupe scolaire.

Petite et moyenne section : Effectif : 11 PS 5 MS

Grande section et CP : Effectif : 8 GS 9 CP

CE1 CE2 : Effectif : 9 CE1 10 CE2

CM1 CM2 : Effectif : 12 CM1 12 6 CM2

En effet, avec la croissance de la démographie, il faut s'attendre à une poursuite de la croissance des effectifs scolaires dans les prochaines années. Les élèves du secondaire vont au collège de Magalas ou de Béziers. Leur transport est assuré par une ligne régulière d'autocars assurant la desserte 2 fois par jour. L'Espace petite enfance « le Colombié » à Puimisson accueille les tout-petits jusqu'à l'âge de 3 ans. A Magalas, la communauté de Commune a mis en place un accueil de loisirs tous les mercredis en période scolaire pour les enfants de la maternelle et du primaire de la Communauté de Communes. Cet équipement n'est cependant pas correctement desservi par le réseau de transport en commun du fait du gabarit trop étroit de la voirie et des rayons de giration.

Les équipements sportifs et culturels

Au niveau culturel, et afin de répondre aux besoins de la population, deux autres équipements parascolaires viennent contribuer au bien-être des enfants du village :

- Un centre aéré intercommunal « Les petits loups » situé en face de la salle communale, soit en sortie de village en direction de Murviel accueille les enfants de 6 à 14 ans pendant les vacances scolaires. Un ramassage avec le bus est assuré dans toutes les communes de la communauté de communes.



- Une bibliothèque face à l'église.

En complément de l'ancienne salle des fêtes (qui sert pour les votations et les réunions d'associations) située dans les ruelles étroites du centre ancien, une salle communale a été bâtie il y a une vingtaine d'années au sud de la commune. Apte à accueillir 300 à 350 personnes, elle constitue un pôle majeur de la vie communale, du fait de l'adjonction d'un boulodrome et de vastes espaces publics ombragés, qui dominent la plaine. En matière d'équipements sportifs, la commune dispose d'un stade de football avec son équipe, de deux terrains de tennis, d'un complexe sportif, regroupés au nord du village à proximité du château d'eau et d'un terrain de vélocross dans les garrigues.



De plus, par sa situation, la commune offre à ses habitants la possibilité de pratiquer des randonnées pédestres, en vélo ou équestres autour du village. Quant au complexe sportif, il est regrettable qu'il ne soit pas mieux mis en valeur : il se situe un peu à l'écart de la ville, et malgré sa taille imposante et remarquable elle est eseuillée au milieu des champs sans trop de bâtiments autour d'elle, ce qui a pour effet de dénaturer le paysage.

Photographie : le boulodrome



Source : Urban projects

Il est évident que les infrastructures présentes sur Autignac, semblent convenir à la démographie communale. Par ailleurs, leur diversité et leur variété visent à satisfaire le bien-être de l'ensemble de la population, ce qui est très important. Les prémices d'une exclusion de certaines tranches d'âge ne sont pas présentes à Autignac et cela donne à la commune un cadre homogène et agréable.

L'activité de la ville est aussi caractérisée par la multitude d'associations et clubs que l'on peut y trouver, aussi bien sportifs que culturels :

- Associations sportives :
 - Sports collectifs classiques : Football,
 - Sports individuels classiques : Tennis,
 - Autres sports : Course à pied, Chasse, Cyclotourisme, Randonnée pédestre, Musculation, Pétanque.

Notons que parmi ces activités, certaines sont destinées principalement aux plus de 40 ans comme le Club de la Coquillade et qu'aux jeunes. La variété et la diversité des associations sont généralement le reflet du dynamisme de la vie communale. Ici, leur multitude et leur diversité montrent toute l'activité, aussi bien des jeunes que des populations plus âgées. Ce patrimoine associatif est réellement important pour une commune de l'envergure d'Autignac et doit lui permettre de garder son unité.

Les enjeux en matière d'équipements et de services

Autignac est une commune dont une partie de l'activité est tournée vers la viticulture et de plus en plus vers le tourisme. Aussi, l'amélioration du cadre de vie des habitants peut-elle être considérée comme un facteur important en termes de développement. A ce titre deux enjeux peuvent être identifiés :

En termes d'infrastructures

La jonction des différents quartiers du village en aménagement l'avenue de Béziers et de la liberté, la rue du 8 mai et la VC n°3. Améliorer la sécurité des piétons et valoriser une ambiance urbaine de qualité contribuerait à renforcer la qualité de vie à Autignac. Les avenues de Béziers et de la liberté ont contribué à l'extension du centre du village au cours du 19ème siècle.

Elles mériteraient de faire l'objet de travaux d'aménagement, afin de passer d'une fonction strictement circulatoire à une fonction plus urbaine. Cette évolution pourrait se faire en traitant les emprises disponibles, de manière à permettre l'aménagement d'un trottoir pour les piétons, la mise en valeur des perspectives soulignées par l'usage en ligne de mobilier urbain de style (candélabres, bac à fleurs,...). Leurs réhabilitations sont d'autant plus importantes que ces deux voies sont essentiellement empruntées par les enfants pour se rendre à l'école.

- L'avenue de Béziers supporte un trafic important du centre du village vers la RD 909 en direction de Béziers, Laurens ou Bédarieux. Elle gagnerait à être réaménagée.
- L'avenue de la liberté a quant à elle servit de support d'urbanisation aux nouveaux lotissements et extensions urbaines en direction du nord et du sud. Cette voie et l'avenue de Béziers, sont largement fréquentées par les poids lourds pour rejoindre le domaine du château du moulin de Ciffre pour des raisons de sécurité des ouvrages.
- Par leurs proximités avec les nouveaux quartiers d'habitat mais aussi de nombreux équipements (mairie, poste, salle polyvalente) mériteraient un aménagement plus urbain.
- Aménager les entrées de ville pour les différents usagers (piétons, cycles) ;
- Aménager les rues du centre (cheminements piétonniers, stationnement) ;
- Imposer la création de voies desservant les nouvelles maisons et prolongeant la trame viaire de la commune

En termes d'espaces publics

Les espaces publics de la commune sont des éléments essentiels du territoire urbain d'Autignac. Lieux de rencontre, d'animation, d'échange et de convivialité, ils contribuent à façonner l'identité d'Autignac, au même titre que les paysages viticoles ou les espaces boisés au Nord.

Parmi ces espaces :

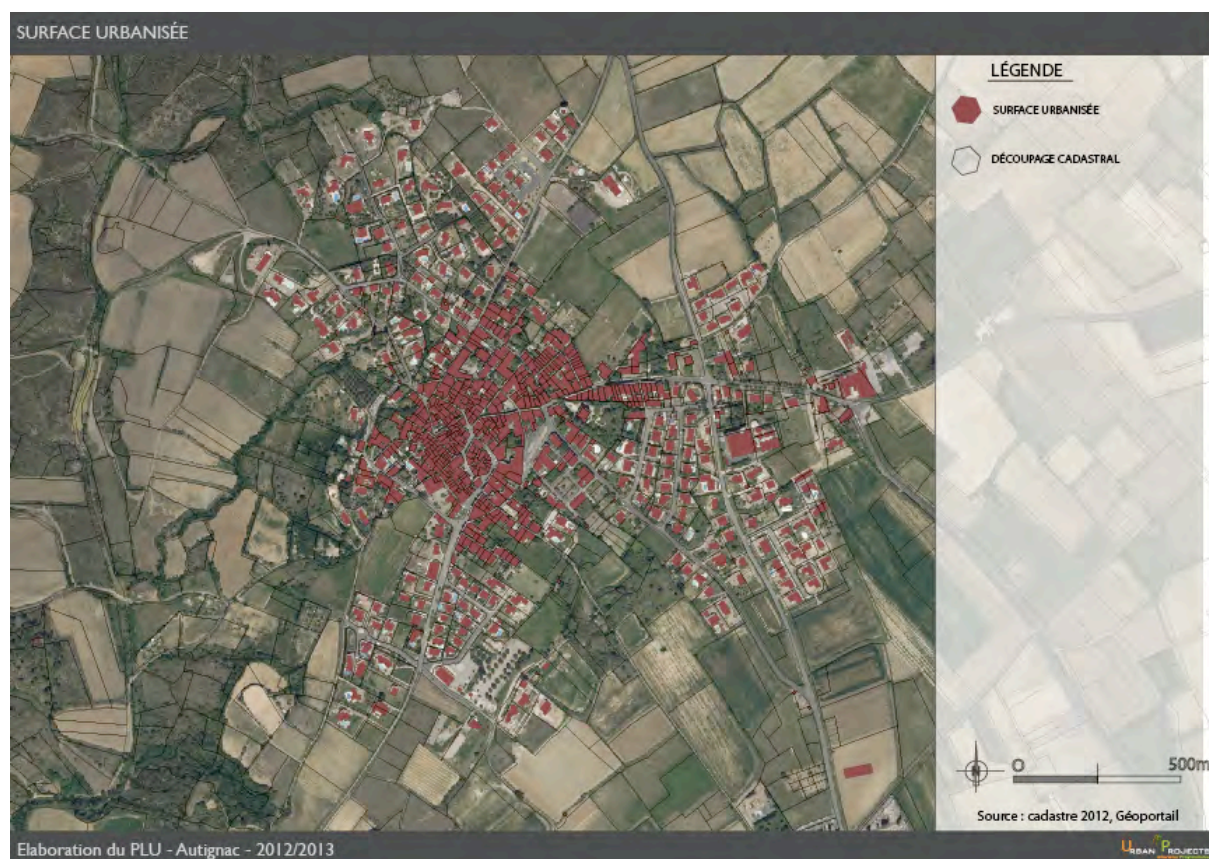
- la place Jules Ferry qui constitue un espace de rencontre et de convivialité avec le marché
- l'îlot de la Maison du 3^{ème} âge et la salle des jeunes à proximité de la poste
- la place du 14 juillet où l'on recense quelques commerçants comme le boucher, le point chaud, le café-restaurant et la mairie

La clientèle touristique est de plus en plus exigeante quant à l'environnement culturel et paysager du produit commercialisé. C'est pourquoi, la valorisation du patrimoine architectural, urbain, paysager et environnemental des villages viticoles comme Autignac est devenu un axe de développement primordial.

L'ORGANISATION URBAINE

Site et urbanisation

Actuellement, l'urbanisation du village d'Autignac s'étend sous la forme d'un tissu urbain lâche vers l'ouest, le sud et le nord ouest à partir d'un centre village compact.



La carte de Cassini montre l'organisation territoriale au XVIII^e siècle. Dressée à l'échelle de 1 ligne pour 100 toises (environ 1:86 400) par ordre du roi Louis XV, c'est la plus ancienne des cartes à l'échelle topographique, établie sur une triangulation géodésique.

Carte de Cassini, Feuille d'Autignac



La carte ci-contre, un extrait de la carte de Cassini, montre bien la position d'Autignac au sein de la zone d'influence de Béziers ainsi que les anciens boisements au nord du territoire communal. Elle illustre également la situation en promontoire du village d'Autignac et un développement urbain épousant les courbes du relief.

Les limites du tissu urbanisé suivent par endroits les chemins, routes, ruisseaux, mais ne sont pas perceptibles dans le paysage hormis de façon partielle celles qui sont constituées par les cours d'eau. La commune d'Autignac est drainée par un réseau dense de ruisseaux.

Photographie : Vue lointaine sur le village d'Autignac



Source : Urban projects

L'habitat de la commune se situe essentiellement dans le village et sur sa périphérie. On peut dissocier deux zones d'habitat :

- le village aggloméré qui regroupe environ 890 personnes
- Le Moulin de Ciffre où se trouvent 2 personnes.

On retrouve cependant un phénomène de cabanisation ou « habitat informel » dans les garrigues d'Autignac qui contribue à accroître le mitage des espaces agricoles, présentant une véritable nuisance pour le devenir du territoire, tant en matière de pérennité des activités agricoles qu'en matière de détérioration paysagère et environnementale (assainissement non collectif et mal maîtrisé).

La commune rentre dans la catégorie des communes rurales définies par l'INSEE : « Une commune rurale est une commune n'appartenant pas à une unité urbaine ». La commune d'Autignac n'est pas intégrée à l'aire urbaine de Béziers.

Ce statut lui confère des qualités intrinsèques : le rêve pavillonnaire, le désir de campagne et la tranquillité loin de la grande ville qui est considérée comme responsable de certains maux de notre société. Au cours des décennies 1960 à 1980, la population française, lorsqu'elle en a eu la possibilité, s'est précipitée vers ces espaces encore vierges et naturels.

Plus la commune centre de l'agglomération prenait de l'importance, plus les communes périurbaines gagnaient en population et l'étalement urbain s'accroître. Cette tendance s'est poursuivie dans les années 90. Son territoire capte essentiellement des résidences principales, quelques activités et des équipements collectifs. Il s'est développé au fil des opportunités foncières le long des pénétrantes au cœur de village.

La pression urbaine est importante sur toute la plaine du Biterrois en général et dans l'agglomération de Béziers en particulier. La surface urbanisée y a été multipliée par deux durant les vingt dernières années pour une population qui n'a augmenté que d'un quart (soit 2 200 hectares consommés en 20 ans). Cette consommation d'espace s'effectue généralement au détriment des surfaces agricoles.

Elle se traduit par un étalement urbain sous forme de lotissements de maisons individuelles, parti très tôt des communes de la première couronne de Béziers (dès les années 1970), qui a atteint les communes de la deuxième et maintenant de la troisième couronne. Dans la seule ville de Béziers, entre 1954 et 1982, alors que la population doublait, la surface urbanisée quintuplait, passant de 300 à 1 500 hectares.

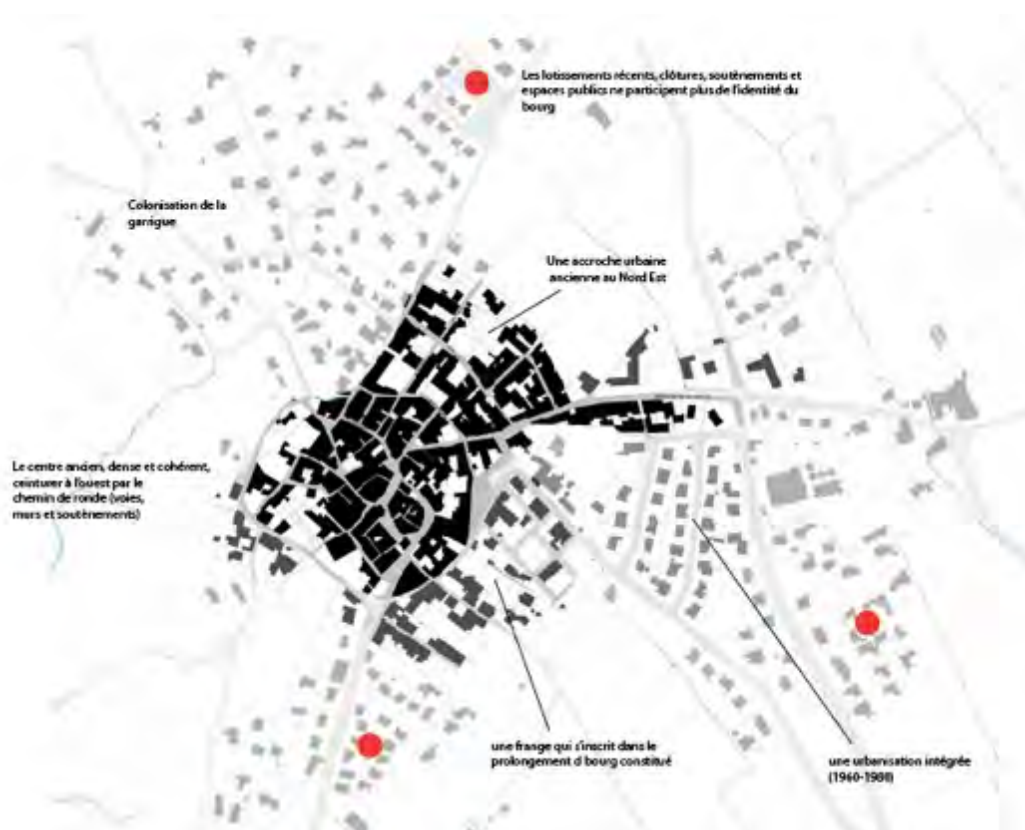
Le développement du village au fil des ans

Autignac connaît, comme la plupart des villes françaises, une grande diversité morphologique dans son tissu urbain, lié à l'extension communale dans le temps. Ces différences sont liées à une époque, à des besoins et composent aujourd'hui un paysage urbain hétérogène, aux densités de logements variées.

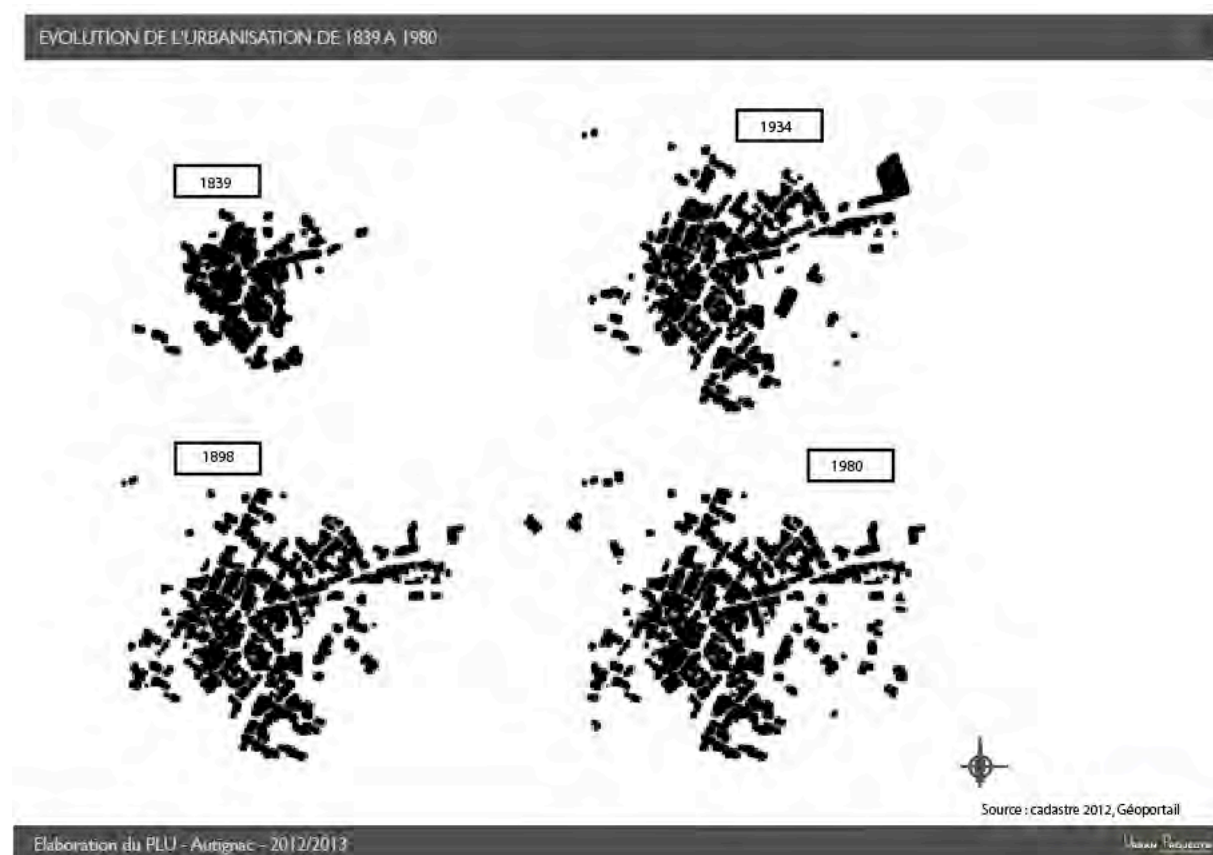
On peut identifier 3 types de tissus urbains dont les caractéristiques les distinguent les uns des autres et présentant parfois de grandes variétés :

- 1 : le centre historique
- 2 : l'habitat individuel structuré
- 3 : l'habitat pavillonnaire

La carte ci-dessous illustre l'emplacement de ces typologies dans la ville. On notera que cette disparité n'est pas forcément dépendante de la localisation ou de l'éloignement au centre. Cela fait apparaître une confrontation des différents ensembles urbains et de leurs époques d'achèvement mais surtout une absence de logique planificatrice. Malgré tout, la tendance globale reste dans une logique d'expansion, les quartiers les plus éloignés du centre-ville sont aussi (en général) les moins structurés.



Étudions l'évolution de l'urbanisation sur la commune d'Autignac. Comme le montre la carte ci-dessous, l'évolution de la tache urbaine à Autignac a fait l'objet de plusieurs phases historiques, défini spatialement et typologiquement.



Le centre historique

Le noyau ancien s'est constitué autour de l'église et le long des voies d'accès. Le gabarit des constructions est simple, généralement sur trois niveaux. Les constructions sont édifiées à l'alignement de l'espace public. Aux maisons étroites du centre sont venues s'accoler des maisons vigneronnes et de grosses maisons bourgeoises. L'ensemble est harmonieux. Le centre ancien, dense et cohérent y compris entre habitations, hangars et clôtures est ceinturé à l'ouest par le chemin de ronde (voies, murs et soutènements).

Photographie : Le centre historique



En termes de clôture, les bâtiments sont généralement construits à l'alignement. La façade fait donc office de clôture. Dans le centre ancien, le registre des ouvertures est simple. Les fenêtres sont plus hautes que larges et s'organisent de façon symétrique. De plus petites ouvertures permettent d'éclairer le troisième niveau. Les fenêtres sont souvent soulignées d'un encadrement plus clair que la teinte de la façade.

Photographie : Formes urbaines et viaires dans le centre village



Source : Urban Projects

Les angles des bâtiments sont également travaillés, soit au moyen de pierres d'angles, soit par des niches, réceptacles de vierges. On peut également souligner la profusion dans le centre, de balcons et grilles en métal ouvragés. La qualité des portes en rez-de-chaussée n'est pas rare même si les arceaux ont parfois été réinterprétés.



Le cadastre Napoléonien reprend l'essentiel du cœur moyenâgeux. Ce cœur est constitué d'un habitat dense, souvent au passé agricole avec les réserves (pièces de stockage) au rez-de-chaussée et les pièces à vivre à l'étage. La trame parcellaire est étroite, on observe parfois quelques cours intérieures, souvent un habitat jumelé, mitoyen, groupé, édifié en continu. Les façades sont souvent identiques, sur la même trame.



Source : Urban Projects

On recense également quelques propriétés emblématiques qui impactent fortement le paysage urbain,



Source : Urban Projects

La trame viaire est assez orthogonale, les rues sont étroites. Elles n'étaient pas réalisées pour la circulation automobile. Des venelles sont encore visibles. Le réseau viaire s'organise en étoile autour de l'église.



Source : Urban Projects

Les diverses extensions urbaines

Sur les extensions anciennes, le bâti reste varié. Le château du XX^{ème} siècle en est le bâti phare. Il s'agit soit de constructions des années 50 implantées autour de la zone agglomérée soit de constructions plus récentes inscrites sur des dents creuses. Les gabarits sont imposants, en harmonie avec les immeubles du centre ancien. Les remises existantes en limites du centre ancien sont restaurées, parfois réhabilitées en logement.

Photographie : Réinterprétation du bâti vigneron à Autignac



Source : Urban Projects

Les parcelles de tailles plus importantes sont ceintes d'un mur de clôture en pierre du pays. Les habitations bourgeoises possèdent des grilles ouvragées. Ces deux types de clôture cohabitent harmonieusement, puisque les grillages sont supportés par un mur en pierre.

Photographie : les types de clôtures à Autignac



Source : Urban Projects

On retrouve des murs de pierre d'une grande qualité sur le chemin de ronde d'Autignac à l'instar de cette propriété emblématique.



Source : Urban Projects

Le centre historique s'est étendu le long des axes routiers mais également par la construction de « villas » dans la garrigue avec vue sur les montagnes. Toutefois, au regard de l'évolution des communes voisines, Autignac reste relativement compacte et économe dans sa consommation du territoire.

Depuis une cinquantaine d'années, le développement de la commune se fait par opérations de manière horizontale. Peu à peu les lotissements pavillonnaires entourent le centre historique, sans que la question de l'intégration, de la greffe urbaine ne soit soulevée. En effet, ce tissu résidentiel est en rupture avec les quartiers plus anciens, sur le plan tant formel que fonctionnel. Outre la perte de densité qui structure les espaces publics, on assiste également à une perte de mixité urbaine. Les nouveaux quartiers sont monofonctionnels, soit dédiés à l'habitat individuel soit dédié aux espaces d'activité. Il n'y a plus de mixité, plus d'imbrications des fonctions.

Cette typologie urbaine pauvre répond cependant à une demande croissante d'espaces de la part des nouveaux résidents, et en particulier d'espaces extérieurs privatifs. Mais en même temps qu'on développe la ville de cette manière, on fige quelque peu les opportunités de développement futur. La circulation, le stationnement et le fonctionnement du centre-ville se dégradent et étouffent le centre historique, où la qualité de vie urbaine, peu à peu se détériore.



Source : Urban Projects

La maison individuelle récente avec des qualités d'intégration variable mais une banalisation du bâti et trop peu d'importance accordée au mur de clôture ou de soutènement. Le territoire s'est développé sous l'impulsion de l'automobile, du développement de l'habitat pavillonnaire, et des opportunités foncières. L'analyse des différents permis de lotir, et les recensements de la population nous indiquent l'évolution des sols.

Les premières extensions se sont faites au sud et nord de la circulade sur les axes vers Béziers et Bédarieux. Elles se sont développées au gré des opportunités foncières. L'ancienne trame parcellaire agricole est bien reprise par les lotissements. Les opérations se sont succédées et se sont greffées sur les axes comme le chemin de la Bastide. C'est la raison pour laquelle, il n'existe que très peu d'axe transversal. La cohérence est donnée par ses grandes pénétrantes, qui viennent se greffer sur la circulade.

Ce tissu assez dense comporte néanmoins quelques opérations plus lâches avec des parcelles avoisinant les 1500 m². Cela concourt à une certaine forme de mixité du bâti.

Sur les premiers lotissements, le bâti reste travaillé, s'organisant en partie sur deux niveaux. Plus récemment, l'on assiste à deux tendances, l'une poussant la simplification à l'extrême, l'autre à l'inverse, affichant une multiplicité des volumes et toitures. Le même antagonisme se reflète au niveau des enduits de façades. Au basique beige terne, s'associent actuellement l'ocre jaune ou le rose saumon, lorsque les propriétaires cherchent à se singulariser.

Cette diversification de formes et de couleurs sur un même quartier ne favorise pas la cohérence paysagère du village.

Sur les premiers lotissements, le registre des clôtures imposé a apporté une cohérence d'ensemble. Le mur bahut était limité en hauteur et automatiquement doublé d'une



haie végétale, ce qui a créé un paysage de rue relativement végétalisé et agréable. Certains tissus anciens sont cependant tournés vers les espaces naturels et amorcent peut-être une extension à plus long terme vers l'extérieur.



Source : Urban Projects



Colonisation de la garrigue, des constructions prises dans la végétation, un secteur en longues impasses



Un tissu ancien qui amorce une trame vers l'extérieur

Source : Etude Urbaine Borres Torredon

Sur les extensions les plus récentes, les haies végétales ont disparu au profit de murs de clôture beaucoup plus hauts. Les clôtures associées aux couleurs de façade deviennent très prégnantes. A l'inverse, certaines peuvent rester non enduites. Bien souvent, il n'y a aucune cohérence d'ensemble, chacun réalisant son projet sans aucun respect du paysage urbain de la rue. Il s'ensuit le plus souvent un phénomène de rupture, tant en termes de forme que de couleur.



Source : Urban Projects

A l'exemple de cette construction dont la qualité et l'insertion paysagère son contestable (elle est situé sur la frange sud est du village et visible depuis tout le sud de la commune).

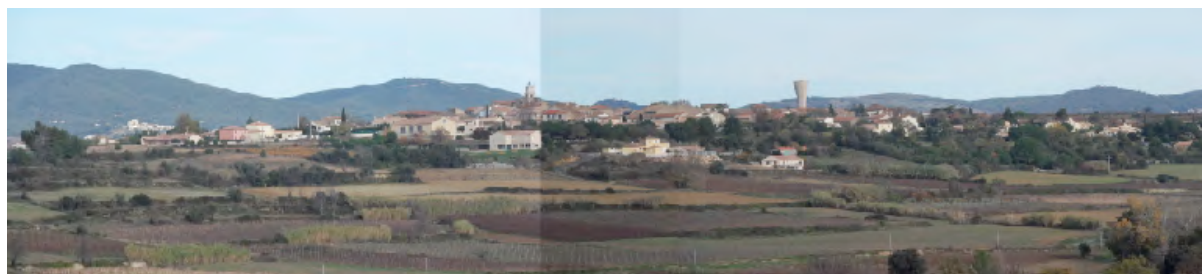
Photographie : Le fort impact paysager des enrochements de soutement au sud du village



Source : Urban Projects

Les clotures sont en total désaccord avec le soubassement en pierre et la visibilité de l'ensemble nuit grandement aux vues sur le village.

Photographie : vue sur le sud du village d'Autignac



Source : Urban Projects

De plus, aucun accompagnement végétal ne permet de « fondre » l'ensemble. On assiste également à une certaine « colonisation » de la garrigue avec des constructions prises dans la végétation autour d'un secteur organisée en longues impasses.

Photographie : Vue sur le sud est du village

Montage pano

Source : Urban Projects

Extrait de l'étude urbaine de 2010



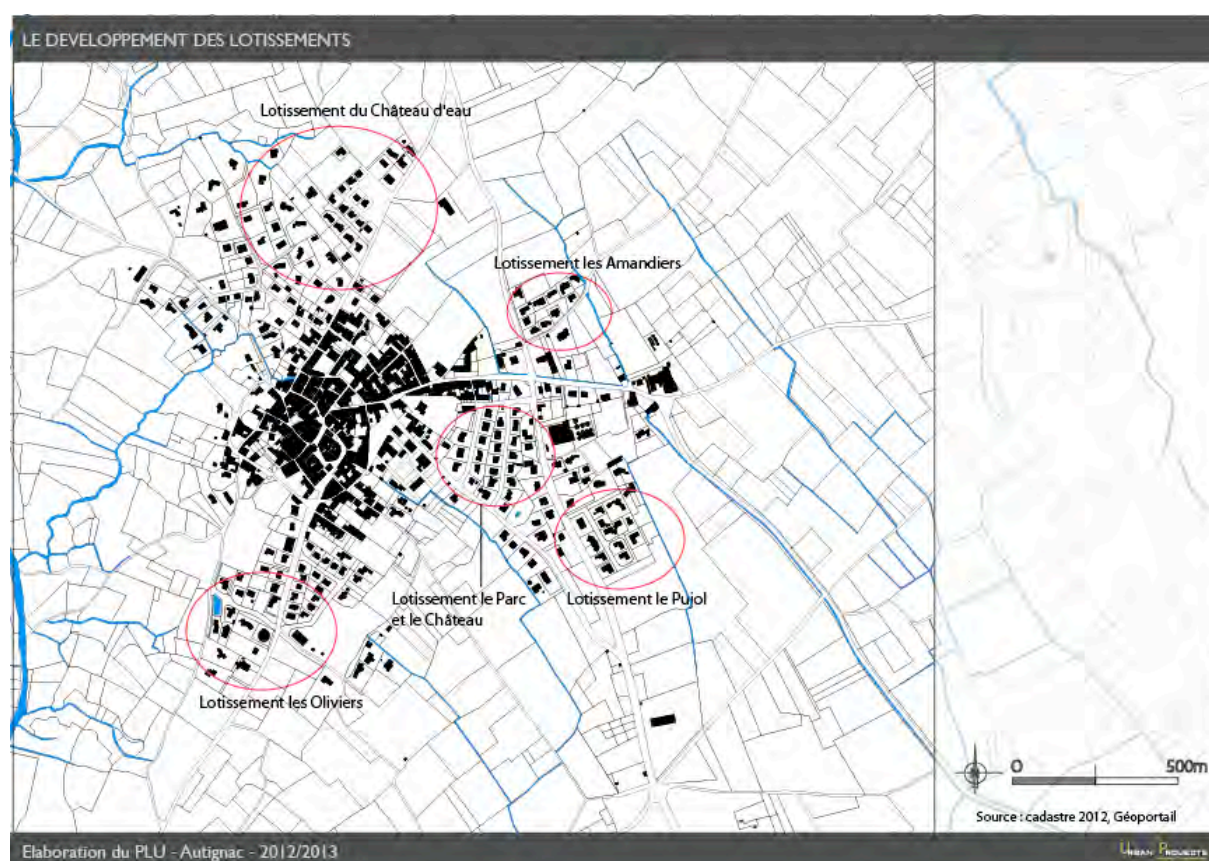
Source : Urban Projects

D'après les cartes ci-contre sur l'évolution du foncier d'Autignac, on peut constater que la commune s'est développée vers l'est et le sud-est jusqu'en 1934. A partir de 1980, la commune s'est développée vers le sud et le nord, ainsi qu'au nord-ouest. Les constructions se composent essentiellement de 4 ou 5 pièces. Il est à noter que la commune a connu un pic de construction en 200 avec constructions.

Les premiers lotissements se sont développés depuis les années 1970. 51 lots se sont construits en 27 ans sur une surface globale de 2,4 ha. En se basant sur une moyenne de 2,2 habitants par logements, ce sont environ 112 habitants que la commune a ainsi accueillis.

Chaque opération concerne au minimum 10 lots. Il existe actuellement plusieurs projets de lotissements, si bien que cette forme d'urbanisation, encore peu représentée jusqu'à la fin des années 90, s'imposera dans les années à venir. Ces lotissements se répartissent le long des voies d'accès à Autignac, tout en étant implanté relativement à l'écart du centre ancien ; principalement vers le sud du village.

N°	Date	Nom lotissement	Nombre de lots	Surface totale (m2)
1	1970	Le parc et le château	25	/
2	1986	Jeu de Mail	16	14 832
3	1997	Château d'eau	10	9 000
4	2004	Les oliviers	15	15 770
5	2004	Les Amandiers	10	7 710
6	2006	Pujol	13	10 683
		TOTAL	66	57 995



Photographie : accès aux parcelles externes du lotissement du Château d'eau



Source : Urban Projects

Comme on le voit sur les photos, l'urbanisation de ce secteur s'intensifie avec toujours plus de constructions individuelles sur des parcelles importantes. De plus, ce secteur comprend de nombreuses résidences secondaires pour lesquelles on peut déplorer que l'utilisation saisonnière entraîne une consommation si importante d'espace.

Photographie : constructions en cours sur le lotissement du Château d'eau



Source : Urban Projects

La vue unique sur les avants monts et la garrigue rend ce secteur très attractif mais l'urbanisation doit être règlementée sous peine de porter une atteinte irréversible aux grands paysages et aux vues sur le village depuis les garrigues.

Photographie : vue sur les parcelles du lotissement du Château d'eau



Source : Urban Projects

De plus, cette zone est comprise dans la zone d'aléa fort retrait-gonflement des argiles ce qui peut entraîner à terme une fragilisation importante du bâti ainsi que l'illustre la photographie ci-dessous. L'instruction de la demande de permis de construire doit tenir compte de l'existence du risque et des contraintes de construction afférentes.

Le permis ne sera en général pas refusé mais pourra être délivré sous condition du respect de certaines prescriptions nécessaires à la prévention de ce risque particulier, et accompagné en tout état de cause d'une information suffisante (C.A.A. Marseille, 21 sept. 2006, Cne d'Allauch, n° 03MA00231).

Photographie : Fissure dans la clôture d'une construction du lotissement du Château d'eau

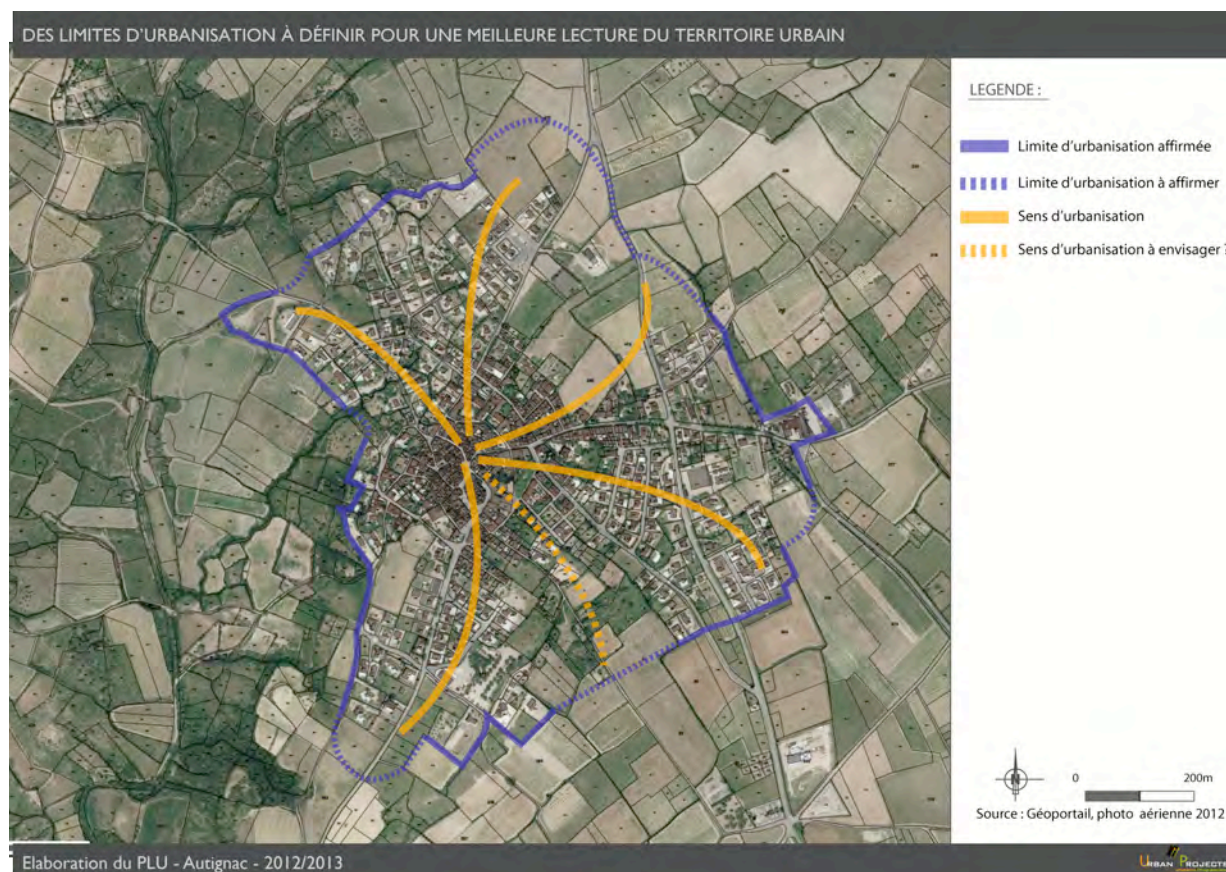


Source : Urban Projects

1 Cf Etat initial de l'environnement – Partie risques naturels

Les limites d'urbanisation et les perspectives

État des lieux



Les limites d'urbanisation à Autignac sont plus ou moins claires. À l'ouest, l'urbanisation s'appuie essentiellement sur des éléments naturels tels qu'un ruisseau accompagné de sa ripisylve dense et d'un coteau semi boisé facilitant la transition entre les différents espaces (urbain/naturel et agricole).

Au nord, une zone d'incertitude subsiste dans la limite d'urbanisation pourtant nette. Il s'agit d'une dent creuse qui vient rompre brutalement la lecture de l'espace urbain en provenance du chemin de Saint-Nazaire. Le projet de PLU doit s'attacher terminer cette limite urbaine.

Au nord-est, une vaste zone où la limite d'urbanisation se perd se distingue. Il s'agit, plus au nord, d'un renforcement du tissu bâti qui nuit à la lecture des franges d'urbanisation. À l'est, la limite d'urbanisation semble être formée davantage par le stade municipal que par le bâti un plus au nord, les abattoirs, qui par leur classement imposent un recul des habitation dans un rayon de 100 mètres. Ce secteur se situe en dent creuse et est nécessairement voué à évoluer vers une urbanisation. Ses limites restent à définir, notamment en cohérence avec les zones pavillonnaires proches. Son intégration dans les zones à urbaniser pourra par ailleurs permettre de qualifier l'entrée de ville de la

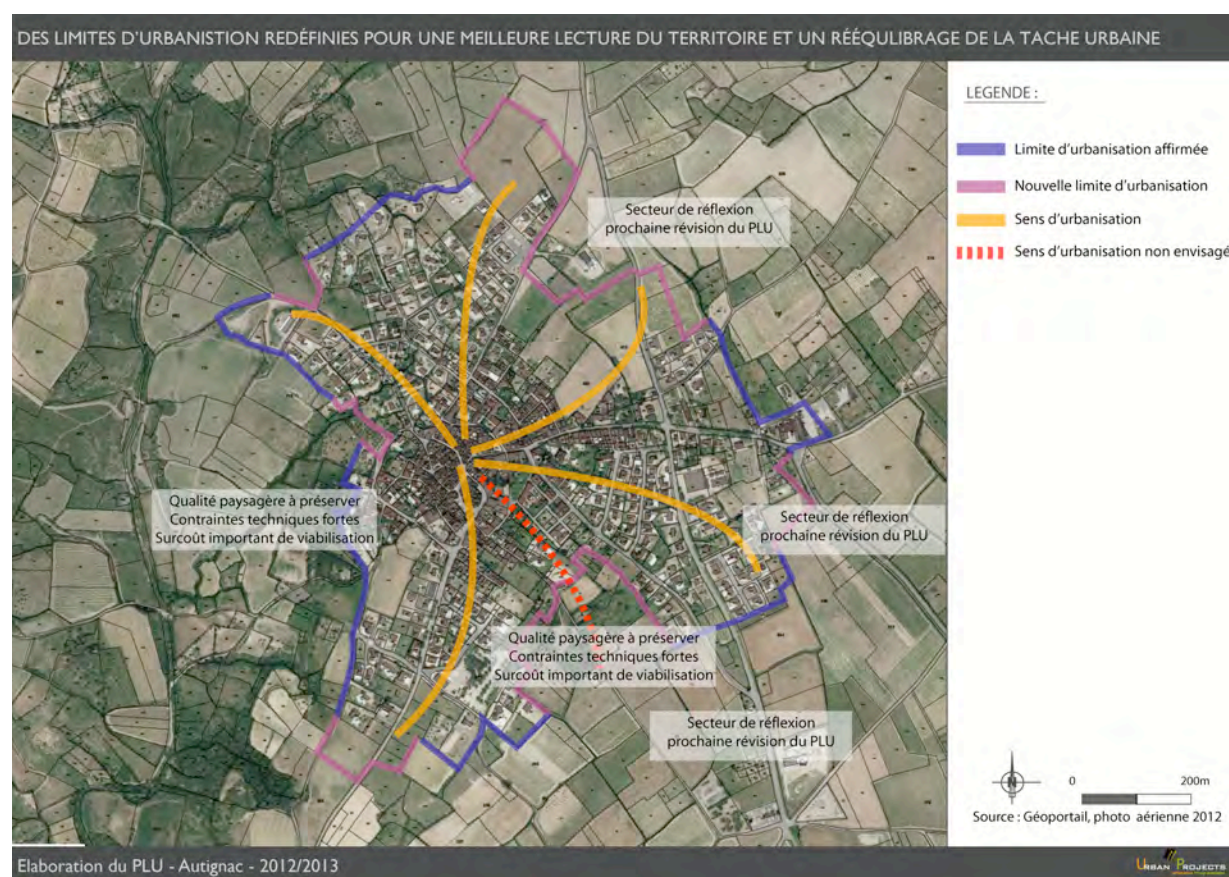
D 154 et redonner un équilibre spatial de la tache urbaine. Un bouclage des réseaux (télécom, AEP, EU, etc.) et de la trame viaire est envisageable ici, permettant ainsi d'améliorer et de renforcer le bon fonctionnement l'ensemble du réseau. Le projet du PLU doit favoriser le réinvestissement de ces secteurs par l'urbanisation doit permettre de rééquilibrer les espaces et notamment en donnant un caractère plus urbain à l'entrée de ville.

Sur le secteur sud-est, l'objectif de redéfinition de la limite urbaine réside dans le rééquilibrage des zones bâties et dans la qualification de l'entrée de ville. En effet, bien que des maisons se soient développées ici, l'entrée en zone agglomérée reste floue du fait notamment que les jardins viennent rompre le caractère urbain et que les habitations à l'ouest de la D 154 soient largement en retrait de la voie. La réalisation du front bâti doit permettre une meilleure appréhension de l'espace urbain et ainsi aux automobilistes d'adapter leur allure plus en amont.

L'étude urbaine de 2010 a identifié le secteur sud comme dent creuse potentiellement urbanisable. Les conclusions de l'étude sont reprises ici. Fermer l'urbanisation en joignant de façon linéaire les deux limites déjà posées permettrait de redonner à la tache urbaine une forme plus harmonieuse et de venir raccrocher l'urbanisation au plus près du cœur du village et de ses commerces. Près des deux tiers de ce secteur sont contiguës au tissu urbanisé, cela s'inscrit donc dans les prescriptions du SCoT du biterrois. Ce secteur offre également la possibilité de réaliser un bouclage des réseaux qui pourrait permettre d'en améliorer leur efficacité.

À l'extrémité sud-ouest, une nouvelle limite d'urbanisation est à inventer. Il s'agit là de redonner une valeur qualitative à l'entrée de ville en venant estomper les ambiances parfois peu harmonieuses causées par l'urbanisation diffuse le long du chemin de la Bastide.

Le projet du PLU et ses nouvelles limites d'urbanisation



Le projet urbain du PLU vient reformer les limites d'urbanisation de la commune, en cohérence avec les éléments identifiés dans le diagnostic.

Au nord-ouest, la limite urbaine vient s'appuyer sur une parcelle en dent creuse en occultant sa voisine. En effet, l'intégration de cette parcelle à peine plus au nord contribuerai à réaffirmer une excroissance du tissu bâti et donc à disperser l'habitat plutôt que de chercher à le contenir dans un ensemble sans excroissance. De plus, la construction sur cette parcelle se situe en surplomb de la voie et par rapport au reste du terrain. La fermeture de l'espace urbain sera donc claire à l'approche du village.

Au nord-est, la limite est inversée par rapport à l'état actuel. L'objectif est de donner une forme plus harmonieuse à la tâche urbaine en prolongation des limites déjà établies. Elle s'appuie sur la trame parcellaire existante pour partie et sur la rue du stade. Ainsi, la lecture de l'espace urbain sera améliorée depuis la D 154.

À l'est, à proximité du stade, la limite urbaine est retravaillée afin de combler une dent creuse de près de 5 hectares. La limite déborde de la D 154 sur les terrains plus à l'est pour venir former une entrée de ville qualitative et sécuriser l'espace pour les piétons. En effet, une urbanisation unilatérale diminuera le caractère urbain et certains automobilistes pourraient avoir des comportements peu

désirables avec des vitesses de circulation trop élevées. Les surfaces trop en pentes ne sont pas incluses dans la future zone AU et donc de la limite urbaine afin de préserver un caractère naturel et agricole depuis le ruisseau, de faciliter les transitions paysagères et de garder une certaine épaisseur de terres non urbanisées dans un objectif de favoriser la biodiversité du ruisseau. Ce secteur paraît stratégique tant il permet la réalisation d'un bouclage des réseaux secs et humides et un meilleur maillage du réseau viaire et des cheminements doux pour améliorer les échanges interquartiers, notamment avec le vieux village.

Le secteur identifié au diagnostic situé entre les deux zones précitées n'est pas voué à l'urbanisation. En effet, la présence des abattoirs vient contraindre les possibilités d'urbanisation, d'abord par la présence du bâti lui-même qui nécessiterai une relocalisation, et par le rayon de 500 mètres non aedificandi que l'équipement génère autour de lui. Toutefois, ce secteur reste stratégique pour le développement futur d'Autignac. Son ouverture à l'urbanisation devra être réfléchi dans le cadre de la prochaine révision générale du document d'urbanisme. Ceci laisse donc un délai de 9 ans à la commune pour envisager une relocalisation des abattoirs sur son territoire sans que cela ne génère une nouvelle contrainte au développement futur d'Autignac.

Près de la cave coopérative, la limite est repoussée vers le sud afin de former un nouveau front bâti signifiant l'entrée en agglomération. Ce secteur n'a pas vocation à s'étendre au-delà de cette nouvelle limite dans les 9 ans à venir. Toutefois, les terrains à l'est et au sud de ce secteur représentent un gisement foncier important pour le développement futur d'Autignac. La future révision générale du PLU sera l'occasion de s'interroger sur le devenir de zones, et notamment quant à leur ouverture à l'urbanisation.

La dent creuse au sud identifiée dans l'étude urbaine de 2010 est en partie écartée de l'urbanisation. En effet, l'étude a montré des contraintes techniques importantes et une surcharge financière liée aux travaux d'aménagement (création de murs de soutènement par exemple) telles qu'il ne convient pas d'envisager une urbanisation immédiate du site et ce d'autant plus que la commune serait dans l'incapacité économique d'assumer ces aménagements. Par ailleurs, ce secteur est actuellement un atout pour la commune de par la présence d'une végétation arborée qui vient enfermer le vieux village dans un écrin vert et ainsi faciliter la transition entre les paysages. La limite s'appuie ainsi en grande partie sur les parcelles déjà bâties et en partie sur des terres vierges pour donner un ensemble moins saccadé, plus harmonieux en ouvrant à l'urbanisation une frange plus ou moins linéaire. Cet espace urbanisable doit par ailleurs permettre de réaliser un bouclage des réseaux et surtout une nouvelle voie de liaison permettant de mieux desservir les quartiers sud sans passer par le cœur du village. En effet, des bus transitent actuellement par le cœur du village, rendant la pratique de la marche à pied peu confortable. Les conditions de circulation sont aussi remises en cause du fait de stationnements intempestifs sur la voie publique.

À l'extrémité sud, le long du chemin de la Bastide, la limite d'urbanisation est repoussée pour permettre de redonner un certain ordre dans le tissu bâti en entrée de ville. Le projet prévoit une zone d'activités économiques pour les artisans locaux. Le traitement qualitatif sera primordial pour ne pas défigurer cette entrée d'agglomération et atteindre l'objectif qualitatif de l'ouverture à l'urbanisation de cette zone.

Enfin, à l'ouest et au contact du centre ancien, la limite d'urbanisation vient s'enfoncer vers le cœur ancien pour préserver l'écrin végétal dans lequel s'inscrit le vieux village sur ce coteau dégagé et garant de la valeur qualitative des paysages créés. Ainsi, outre la préservation des qualités paysagères du site et de la commune, les transitions entre les différents espaces sont protégées et la biodiversité des milieux sauvegardée.

PARTIE II : L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

L'environnement est ici pris au sens large du terme. Il se définit à la fois par son organisation structurelle à savoir le sol, l'air, l'eau, la faune, la flore et l'homme et par son organisation fonctionnelle c'est-à-dire les différentes composantes de l'écosystème.

Dans le cadre du PLU, il est établi, en partie II du rapport de présentation, un état initial de l'environnement. L'état initial de l'environnement a pour objet de présenter les principaux enjeux environnementaux pour le territoire autignacois

ASPECTS RÉGLEMENTAIRES

Évaluation environnementale

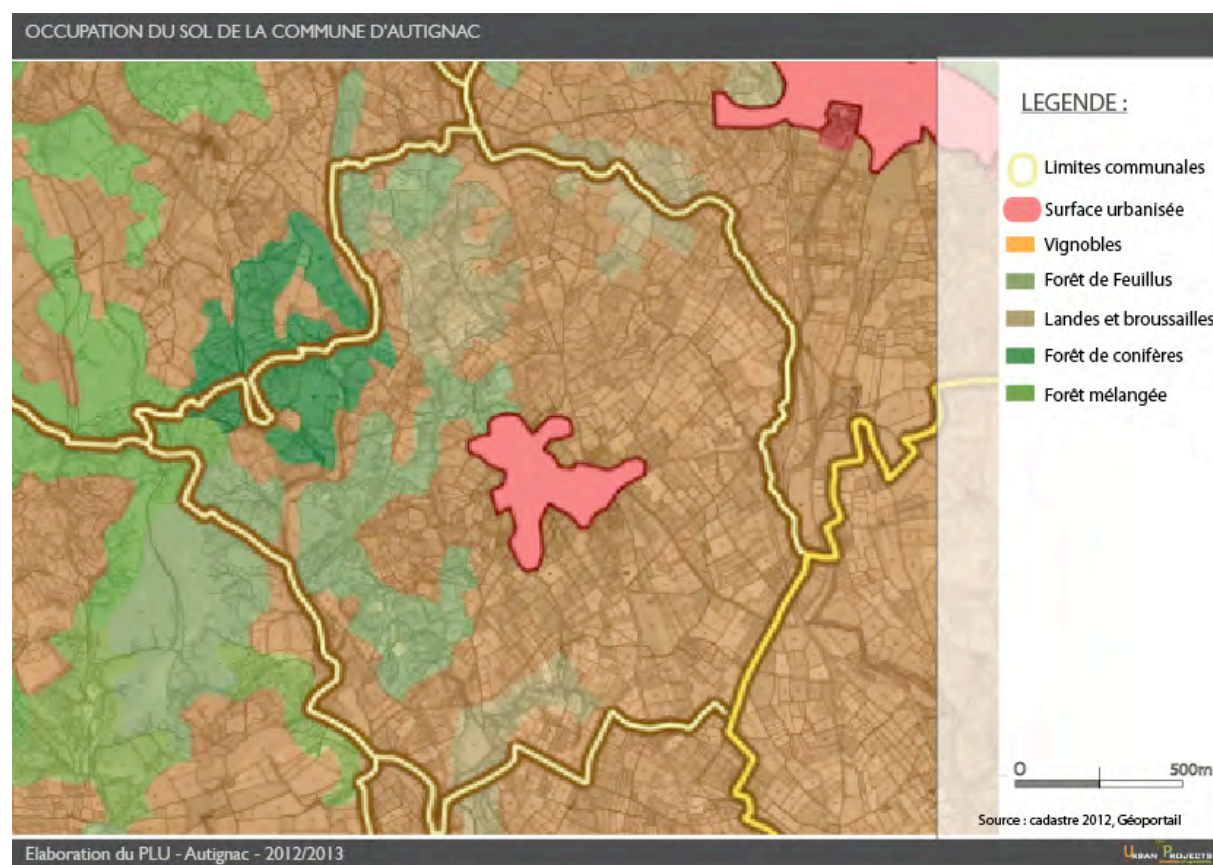
La procédure d'évaluation environnementale prévue aux articles R.122-17 et suivants du code de l'environnement s'applique aux programmes de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements situés à l'intérieur du périmètre d'un site Natura 2000 et figurant dans les listes préfectorales du 1° de l'article R. 414-19 du code de l'environnement. Il n'existe pas de périmètre Natura 2000 sur la commune comme l'illustre le paragraphe « Les zones Natura 2000 » et la carte sur la commune d'Autignac. Le périmètre Natura 2000 le plus proche du territoire communal n'est pas susceptible d'être affecté de façon notable par des programmes de travaux, d'ouvrages ou d'aménagement de quelle nature que ce soit.

Le projet de PLU a été élaboré avec le souci de la préservation des espaces naturels et agricoles : en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages, de leur intérêt écologique et de leur caractère d'espaces naturels. Pour l'ensemble des critères exposés ci-dessus à savoir l'absence de zone Natura 2000 et l'absence d'incidences notables du projet sur l'environnement, le Plan Local d'Urbanisme se dispense de l'élaboration spécifique d'une évaluation environnementale.

DONNÉES PHYSIQUES SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL

Le territoire communal

La commune s'étend sur une superficie de 11,55 km². La totalité de son territoire est située dans l'arrière-pays du Biterrois. Les limites communales suivent par endroits les chemins, routes, ruisseaux, mais ne sont pas clairement perceptibles dans le paysage.



La commune est implantée dans un paysage composé essentiellement de vignes et de garrigues, de nombreux ruisseaux traversent le territoire communal ainsi que des boisements épars sur l'ouest de la commune. En 2009, le territoire communal comptait une population de 836 habitants soit une densité de population de 72,4 habitants par km²¹. Cette dynamique correspond à une augmentation de la population de 8 % entre 1999 et 2009.

Photographie : vue sur le sud du territoire communal

Source : Urban Projects



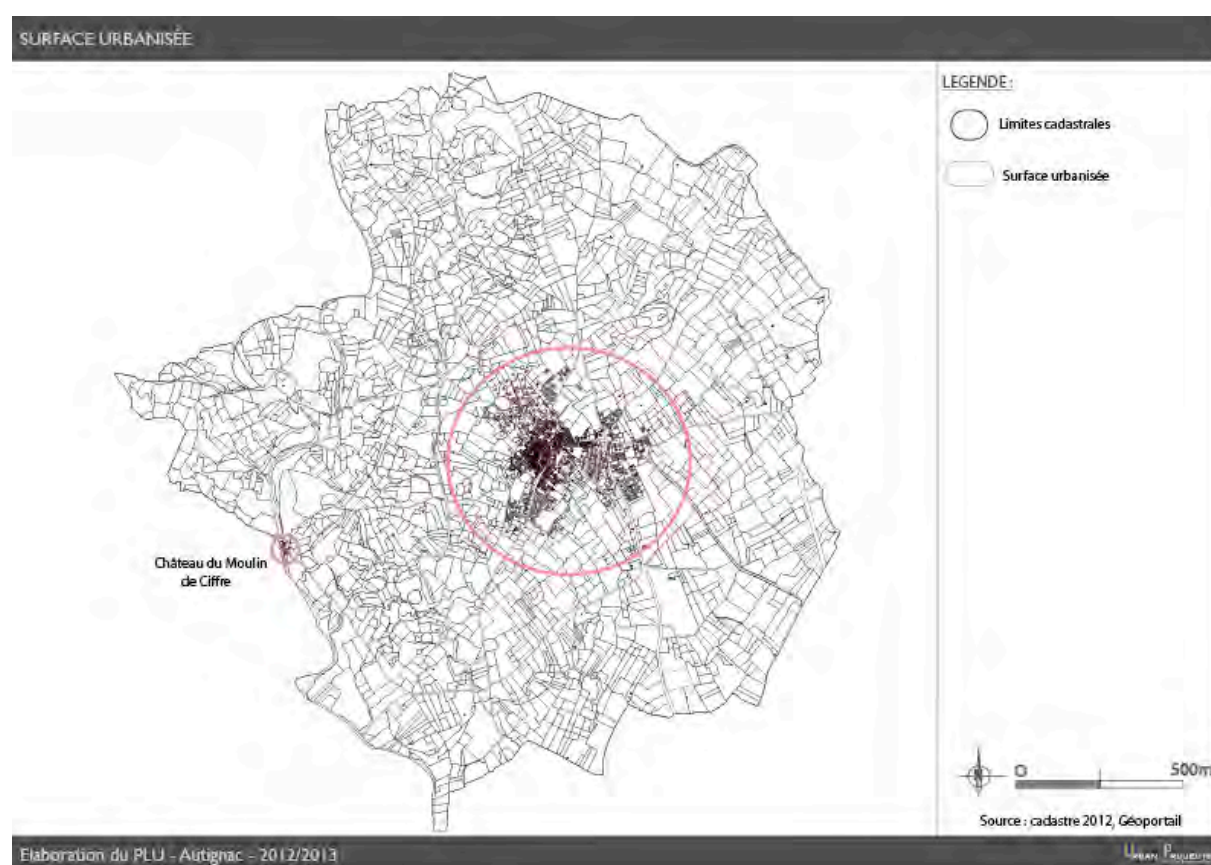
¹ Source : INSEE RGP 2009

Occupation du sol²

Surface urbanisée

La zone urbanisée, constituée par le centre ancien et ses extensions, s'inscrit en situation centrale sur le territoire communal. Elle couvre environ 48 ha soit 4,15 % de la superficie totale du territoire communal. La zone urbanisée atteignait en 2009 une densité d'environ 14 logements à l'hectare. Une seule autre entité bâtie existe, il s'agit du domaine du Moulin de Ciffre à l'Ouest du territoire communal.

Photographie : Moulin de Ciffre



² Source Base Corinne Land Cover 2006

Territoire agricole

Les activités agricoles et viticoles sont des composantes essentielles de l'identité du territoire. Les mutations en cours, notamment la régression du vignoble, imposent d'adapter, de façon durable, les espaces agricoles aux besoins actuel et futur du territoire. En effet, le maintien des espaces agricoles est la condition de la reconquête, dans les années à venir, d'une compétitivité aujourd'hui mise à mal pour la filière viticole. De plus, ces espaces agricoles participent également au socle environnemental et à la trame naturelle du territoire.

L'agriculture représente en effet une filière économique importante et, malgré un affaiblissement des dynamiques, le territoire agricole occupait 77 % du territoire en 2006 soit 896,22 ha³. Afin d'affiner cette donnée, on s'appuie sur la nomenclature Corinne Land Cover qui permet de distinguer dans un premier temps :

- Les cultures permanentes ou vignobles avec 778,98 hectares
- Les zones agricoles hétérogènes, surfaces essentiellement agricoles, interrompues par des espaces naturels importants avec 117,24 hectares



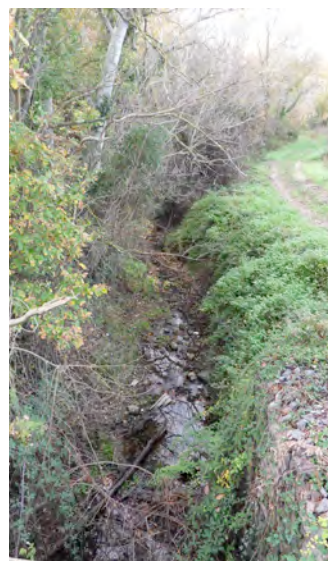
³ Base Corinne Land Cover 2006

La surface agricole utilisée évaluée par le RGA 2010 est d'environ 360 ha, plus d'un tiers du territoire communal (30,9 %)⁴. Malgré cela, la surface cultivée totale a été réduite et Autignac a perdu 153 hectares de superficie agricole entre 2000 (511 ha) et 2010 (358 ha). Le développement urbain s'est principalement fait au détriment des vignes, maraîchages et vergers mais n'est pas la seule cause de réduction des surfaces cultivées. En effet, le non-renouvellement des agriculteurs exploitant partis à la retraite et les primes à l'arrachage participent fortement à cette dynamique de réduction des surfaces agricoles.

Surface naturelle

La surface naturelle (non artificialisée et non agricole) couvre environ 14% du territoire communal. Elle se compose de végétation sclérophylle arbustive et/ou herbacée. Le paysage est celui de la lande, prairie ou garrigue plus généralement.

Quelques boisements morcelés s'y intercalent, avec souvent un aspect de parc ornemental près des demeures, où se remarque la présence fréquente du pin pignon. Le long des cours d'eau on trouve d'étroites forêts ripicoles formées de peupliers, de frênes et d'aulnes. Ça et là, quelques reliefs à sols calcaires superficiels portent des garrigues à chêne vert ou pin d'Alep⁵.



L'autre entité « naturelle » présente sur le territoire est la forêt, qui recouvre 62,55 hectares soit 5,4% du territoire. Cette forêt se subdivise en différentes entités :

- Forêt de feuillus : 13,47 hectares
- Forêt de conifères : 49,08 hectares
- Forêt et végétation arbustive en mutation : 0,70 hectares

Photographie : ripisylve du Tauroussel



Source : Urban Projects

⁴ Recensement Général Agricole 2010

⁵ source IFN 1998

Pour le Piémont Viticole, les avant-monts du Languedoc vont correspondre :

- aux avants-monts et Lodévois le versant méridional de Saint-Chinian à Clermont-l'Hérault, très méditerranéen, les vallées de l'Orb, du Jaur et de la Mare au nord, en bordure des Monts du Somail et de l'Espinouse, aux conditions plus montagnardes.
- Les peuplements les plus fréquents rencontrés sur le territoire du Piémont viticole vont correspondre aux avant-monts du Languedoc et sont de type méditerranéen : ils sont composés de taillis de chêne vert (et plus rarement de chêne pubescent), de futaies « naturelles » de pin d'Alep ou d'un mélange des deux. Les formations boisées vont des peuplements complets jusqu'à la garrigue en passant par des peuplements clairs à très clairs.

Photographie : vue sur les avants-monts et le piémont boisé à l'ouest de la commune



Source : Urban Projects

Actuellement, la seule production de ces taillis de chêne vert est le bois de chauffage, en quantité relativement limitée pour la production de bois de chauffage, le plus souvent pour l'autoconsommation, étant donné les conditions difficiles d'exploitation. Sur le versant méridional, on trouve ces mêmes peuplements de chêne vert et de pin d'Alep en basse altitude et en station chaude.

La commune d'Autignac ne compte pas sur son territoire de forêt relevant du régime forestier. Les forêts privées sont très majoritaires à Autignac. Dans la pratique, la gestion reste limitée à des coupes de taillis de chênes verts pour la production de bois de chauffage, le plus souvent pour l'autoconsommation.

Les peuplements « naturels » de pins d'Alep sont rarement aménagés et sont même parfois considérés comme une gêne. Peu de forêts privées sont dotées d'un Plan Simple de Gestion, aussi il n'y a pas d'engagement des propriétaires pour procéder à l'élagage des sous-bois et réaliser des éclaircies.

La forêt du Piémont Viticole n'est pas forcément bien valorisée. La production de bois de chauffage reste pour l'instant limitée à l'autoconsommation.

Il conviendrait de développer la multi-fonctionnalité de la forêt dans sa fonction récréative,

touristique, paysagère et protection du milieu naturel (lutte contre l'érosion des sols par exemple) afin d'ouvrir des opportunités de revenus aux propriétaires.

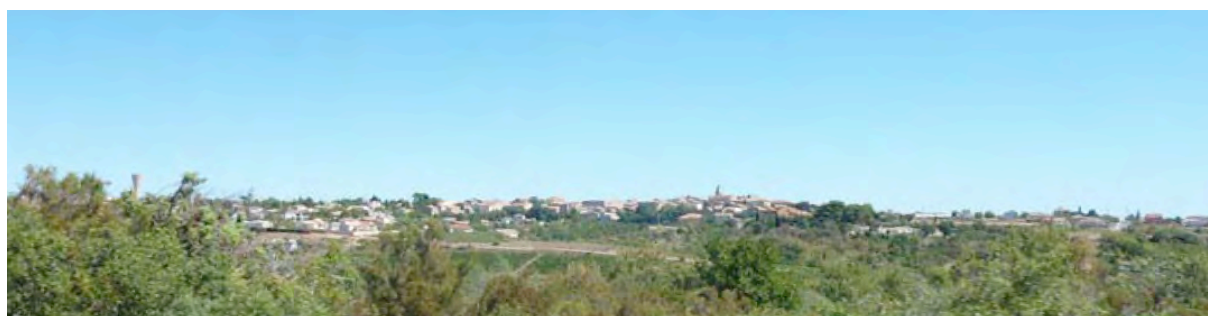
Infrastructures

Le territoire est traversé par les routes de plaine d'orientation nord/sud (RD909 et RD154). Elles relient les villages entre eux (Saint Genies, Laurens, Malagas, Autignac...). Au sud, la RD 909 et une petite route permettent de rejoindre l'A750 (vers Clermont l'Hérault, Lodève) et l'A9. Ces routes départementales sont secondées par un réseau de routes et chemins communaux, souvent étroits et peu entretenus.

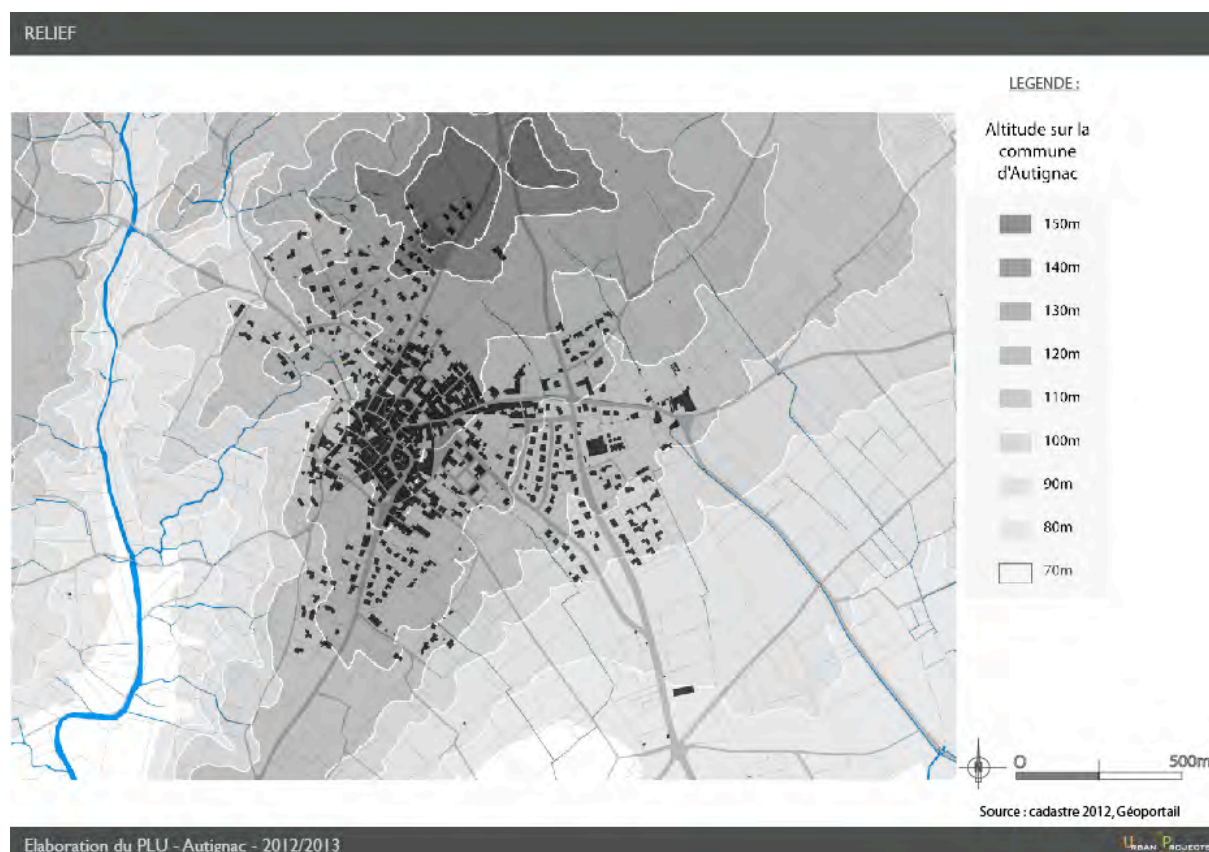
Relief

Le village d'Autignac se situe sur un promontoire dans la plaine Bitteroise, d'une altitude d'environ 130m pour la partie la plus élevée de la circulaire. Autignac domine son vignoble, les ravins du Tarroussel et la plaine du Libron.

Photographie : Le piémont du village d'Autignac et la plaine du piscinois et du bitterois



Source : Urban Projects

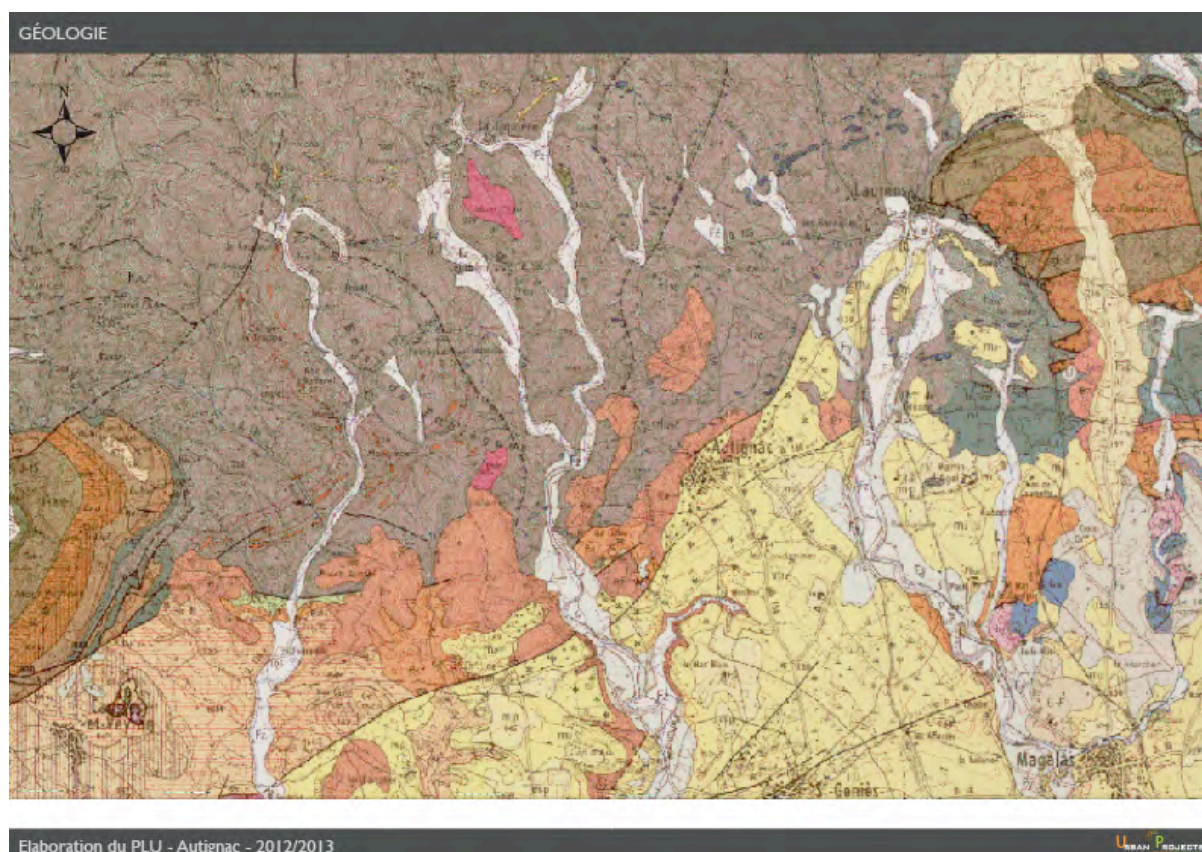


Géologie

La géologie d'Autignac est le fruit d'une histoire longue et complexe que nous synthétiserons ci-après. La commune d'Autignac se situe dans une zone de transition entre les sols de schistes en place et colluvionnés et les sols argilo-calcaires, essentiellement de hautes terrasses anciennes et quelques zones de calcaires coraliens dont le célèbre Corail d'Autignac.

L'arrière-pays de Béziers et de Pézenas se présente comme une succession de plaines animées par des puechs. Les plaines, constituées par les dépôts argileux et sableux des mers du Miocène, ont été creusées au Quaternaire par les ruisseaux qui descendent des avants-monts vers la mer. Les vents du Quaternaire, entre 250 000 et 20 000 ans, ont par ailleurs accentué les reliefs, formant des successions de dépressions éoliennes. Les nombreux puechs, formés de remblaiements mio-pliocènes plus durs, ont été dégagés par ce jeu de l'érosion.

Leurs formes souvent allongées témoignent de leur origine : remblaiements d'anciennes vallées messiniennes. A l'échelle géologique, sur un peu plus de 5 millions d'années, il y a ainsi eu inversion de reliefs : les anciens " creux " du Tertiaire, comblés par des matériaux plus durs, sont devenus des " bosses " par le jeu de l'érosion du Quaternaire.



Ces différentes formes d'érosion expliquent qu'au final, on ne lise pas de succession de vallées, mais plutôt un dédale de collines complexe, aplani par endroits en petites plaines, agité en d'autres en succession plus serrée de puechs, doucement incliné vers le sud et la mer.

Les formations essentiellement rencontrées sur la commune d'Autignac appartiennent à l'ère tertiaire, elles sont les suivantes :

- Miocène moyen : molasse marine, ensemble de faciès variés : marnes, marnes sableuses, sable, grès, calcaire et grès coquillier à riche faune littorale de mollusques de Foraminifères benthiques.... On rencontre ces terrains essentiellement au sud et à l'est de la commune
- Bartonien supérieur (post tectonique) : cailloutis et agriles à galets. Ce sont des cailloutis à galets locaux et argiles sableuses jaune sous verdâtres. Ces dépôts mal classés contiennent une grande majorité de galets de flysch viséen tendre, de calcaires et de conglomérats du même âge. On rencontre essentiellement ces terrains à l'ouest de la commune.
- Cuisien : formation d'Assignan. C'est un ensemble fluvatile formé de grès (remplissage de chenaux) et de limons calcaires marmorisés (dépôts de plaine d'inondation). On rencontre essentiellement ces terrains à l'ouest de la commune.
- Au nord d'Autignac, on retrouve des formations du primaire comme le Viséen terminal. Il s'agit d'un ensemble d'argilitiques sombres silicieuses avec olistotrome calcaire, chenaux

conglomératiques.

Tous ces terrains sont recoupés par des failles de direction générale SW-NE.

Géologie du bassin et son influence sur les ressources en eau

Le contexte général

On peut diviser la commune d'Autignac en deux bassins hydrogéologiques : Au sud et à l'est de la commune, dans les terrains du tertiaire, se localise le bassin tertiaire entre l'Hérault et l'Orb. Les caractéristiques de ce bassin sont les suivantes :

- Structure assez simple
- Milieu poreux hétérogène
- Description lithostratigraphiques : grès, molasses, marnes, argiles du Tertiaire
- Surface du réservoir : 541 Km²
- Chimie des eaux : eaux bicarbonatées calciques
- Température des eaux : 14 à 16°C
- Vulnérabilité à la pollution : peu sensible
- Couverture : variable et perméable
- Environnement : peu agressif sauf près de Béziers
- Commentaire : système très hétérogène, ressources très variables

Au nord de la commune, dans les terrains du Primaire, se localise le bassin de bordure méridionale de la Montagne noire. Les caractéristiques de ce bassin sont les suivantes :

- Structure : très complexe
- Milieu : poreux karstique et fissuré très hétérogènes
- Description lithostratigraphique : calcaire et dolomies du Dévonien, formations schisteuses, gréseuses et conglomératiques du primaire
- Surface du réservoir : 900 Km²
- Chimie des eaux : eaux bicarbonatées calciques
- Température des eaux : 10 à 14°C
- Vulnérabilité à la sécheresse : sensible
- Vulnérabilité à la pollution : sensible
- Couverture : peu épaisse à très variable
- Environnement : peu agressif
- Commentaire : système très complexe offrant de nombreuses ressources.

Le sous-sol sous la commune

Les deux masses d'eau qui concernent le territoire de la commune sont définies dans le tableau ci-dessous ainsi que les objectifs de bon état.

Masse d'eau souterraine

MASS d'eau FR_DO	NOM	Etat quantitatif		Etat Chimique		Bon Etat	
		Etat	Objectif	Etat	Objectif	Etat	Objectif
510	Formations tertiaires et crétacées du bassin de Béziers, Pézenas (y compris all. Du Libron)	BE	2015	BE	2021	BE	2015
409	Formations plissées du Haut Minervois, monts de Faugères, St Ponais et Pardailhan	BE	2015	BE	2021	BE	2015

Source : SDAGE Rhône - Méditerranée

La masse d'eau souterraine FR_DO_ 409 est classée ressource d'intérêt départemental et régional à préserver pour l'alimentation en eau potable.

D'après les données de la DDASS de l'Hérault, un périmètre de captage réservé à l'alimentation en eau potable concerne la commune d'Autignac : il s'agit du périmètre de protection éloigné (PPE) du captage de la Laure qui est localisé sur la commune de Puimisson.

Enfin, d'après les renseignements de la BSS (Banque du Sous-Sol) du BRGM, on localiserait sur la commune un seul point d'eau (annexe I) : 1 forage à 85 mètres.

Hydrologie

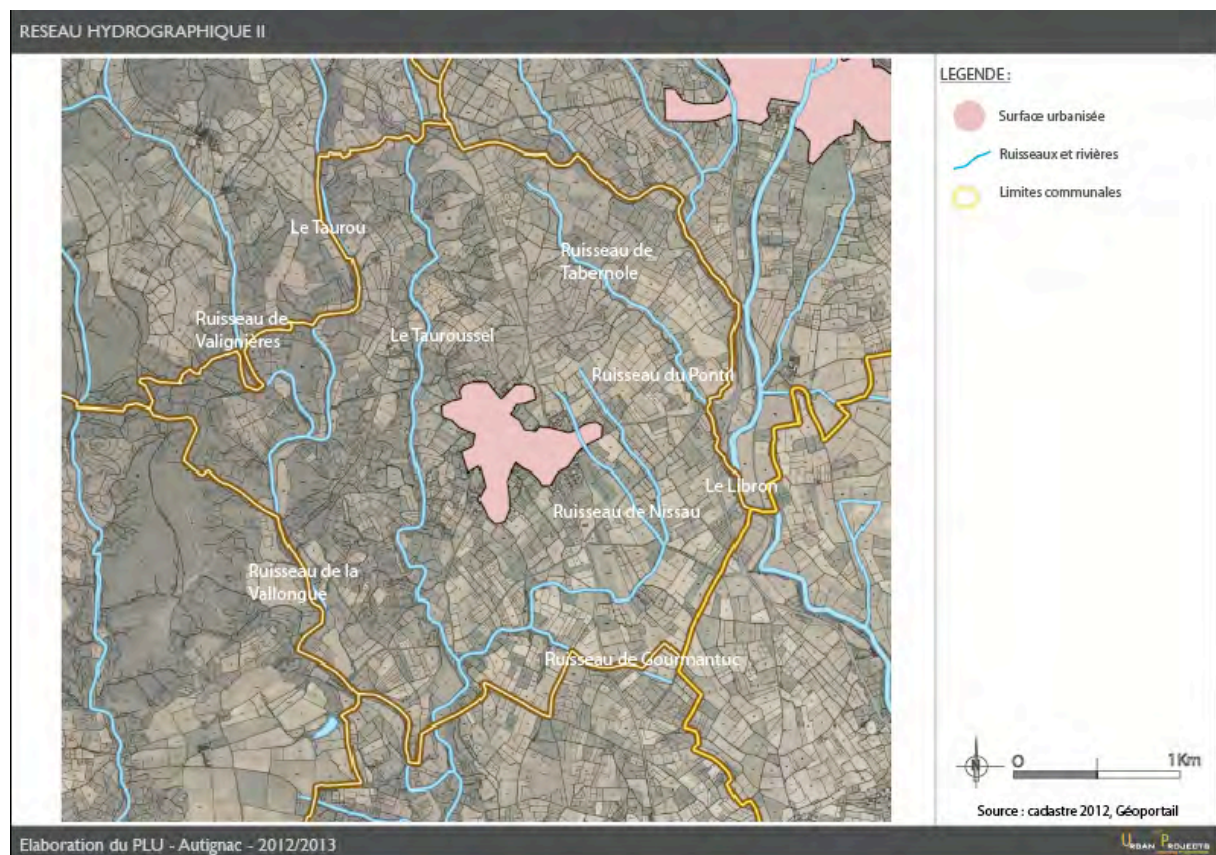
Masse d'eau superficielle

La commune se situe en bordure du Taurou qui draine environ 80% du territoire communal et du Libron qui couvre les 20% restant (rivière qui se jette dans la mer 40 kilomètres plus au sud au niveau de Vias). Le Libron prend sa source en amont de Laurens puis traverse la plaine viticole de Béziers avant de rejoindre la mer à Vias.

La commune est également concernée par les cours d'eau suivants :

- Le ruisseau de Gourmantuc
- Le ruisseau de Nissau
- Le ruisseau de Tabernole

- Le ruisseau de Valignères
- Le ruisseau du Pontil
- Le ruisseau du Tauroussel.



La maîtrise, le captage, le stockage de l'eau sont des préoccupations qui sont inscrites dans le paysage et les aménagements communaux. Il s'agit également d'un enjeu majeur pour le développement de la commune et des cultures à irriguer.

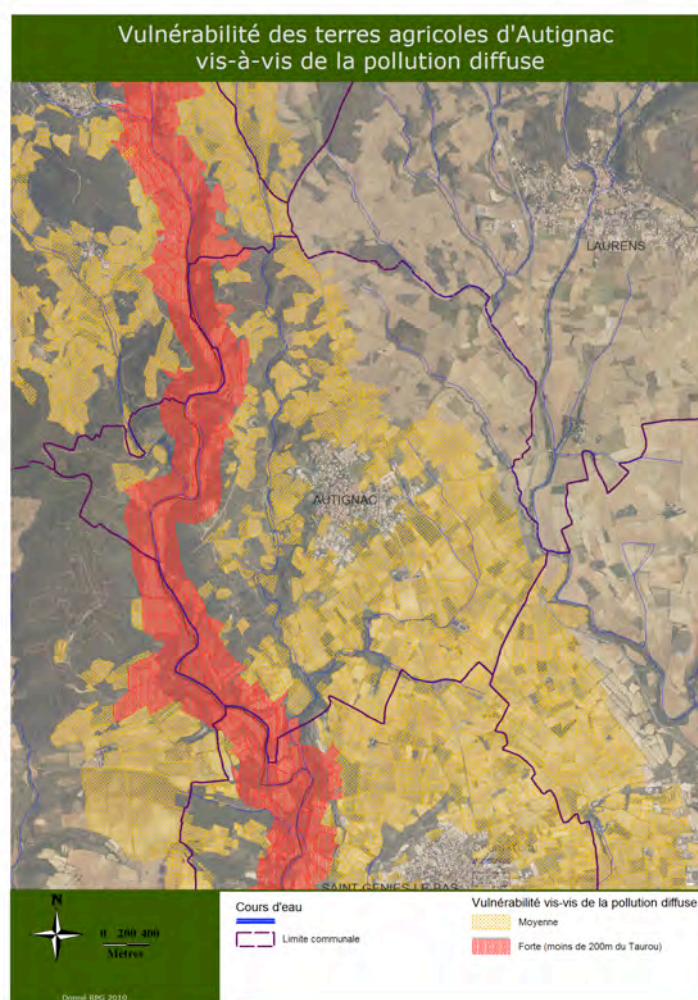
Photographie : l'eau inscrite dans le paysage d'Autignac



Source : Urban Projects

La question de la pollution et de l'état chimique des cours d'eau sur la commune est prégnante : le Taurou est en effet le cinquième cours d'eau le plus pollué de l'Hérault et la Thongue le quatrième. Cette situation a induit la mise en place d'un programme agricole environnemental par le Bassin versant du Rieutort et du Taurou qui vise à aider les agriculteurs qui s'engagent à diminuer l'utilisation des produits phytosanitaires dans leurs exploitations.

Aujourd'hui, la Charte AOP ne prévoit pas de dispositions spécifiques visant à réduire l'usage des produits phytosanitaires dans l'activité viticole. Quelques initiatives se mettent en place : démarche agriculture biologique et vont dans le sens de la préservation de la qualité des eaux souterraines et de surface.



La cartographie de la vulnérabilité des terres agricoles de la commune vis-à-vis de la pollution diffuse illustre la problématique de la pollution des cours d'eau par les activités agricoles.

La pollution des cours d'eau pose problème notamment parce qu'un certain nombre de captage individuel sont recensés sur la nappe d'eau du Taurou avec des usages en eau potable sanitaires et l'ARS est de plus en plus attentive sur les pratiques et les analyses de la qualité de l'eau. En effet, le captage d'eau potable de la commune avale de Thézan-lès-Béziers révèle régulièrement des dépassements de concentration de pesticides et particulièrement en herbicides.

En 2011, le bassin versant du Taurou, qui alimente le captage, a fait l'objet d'un projet Agro-environnemental. Ainsi, ont été classées les terres agricoles en fonction de leur vulnérabilité (et potentiellement leur contribution à la qualité de l'eau).

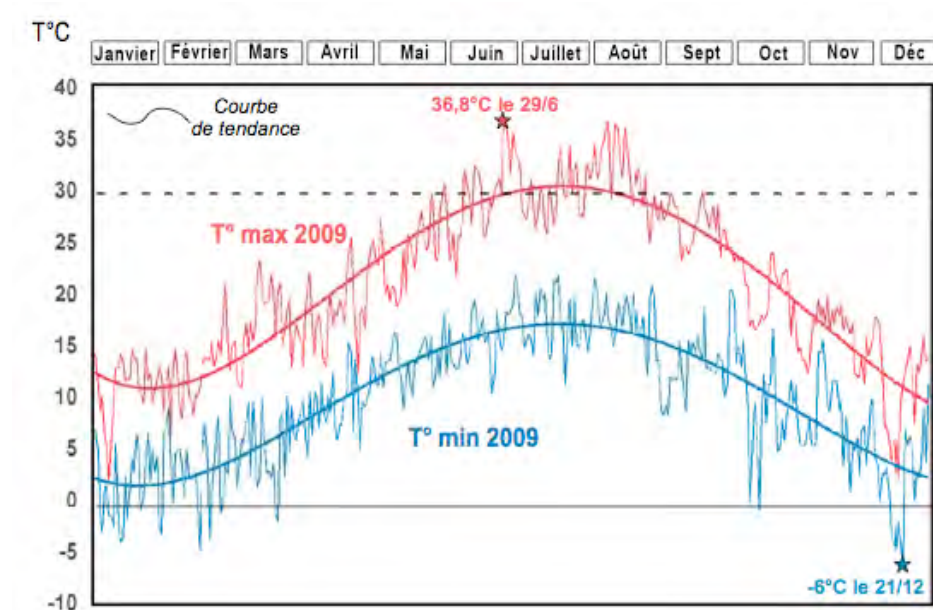
Compte-tenu de l'imperméabilité (relative) du bassin et de l'hydrogéologie du bassin, l'alimentation du captage se fait principalement par ruissellement. C'est pourquoi les terres agricoles ont été hiérarchisées en fonction de leur proximité avec le ruisseau du Taurou : à moins de 200 m, les terres sont considérées comme ayant une forte vulnérabilité et au-delà comme ayant une moyenne vulnérabilité.

Climatologie

Le Grenelle de l'environnement fixe l'objectif ambitieux d'atteindre au moins 20% d'énergies renouvelables en 2020 dans la consommation globale d'énergie. L'atteinte de cet objectif nécessite un développement de certaine filière (biomasse, photovoltaïque, éolien). La commune d'Autignac peut présenter quelques potentialités en termes d'implantation d'infrastructures de production d'énergie renouvelable.

Bien que la bordure Nord-Ouest du bassin subisse une influence océanique, un climat méditerranéen domine partout ailleurs. Chaque année, de fortes précipitations peuvent être observées entre la plaine littorale (600 mm en hauteur moyenne annuelle) et les reliefs les plus élevés, où la pluviométrie annuelle peut atteindre 1500 mm. Quant aux températures, elles offrent elles aussi des contrastes importants, en liaison avec une dominance des vents d'ouest (tramontane et mistral). Les gelées sont possibles de novembre à fin mars. En montagne, les hivers deviennent rudes et l'été reste relativement frais. Les vents sont fréquents et parfois violents.

Évolution 2009 des températures journalières sur le département de l'Hérault



Source : Association Climatique de l'Hérault

La pluviométrie

Le climat de la région Languedoc est un climat tempéré de type méditerranéen. Presque partout, la région est marquée par une sécheresse estivale plus ou moins accentuée et une forte concentration de pluies au printemps et en automne.

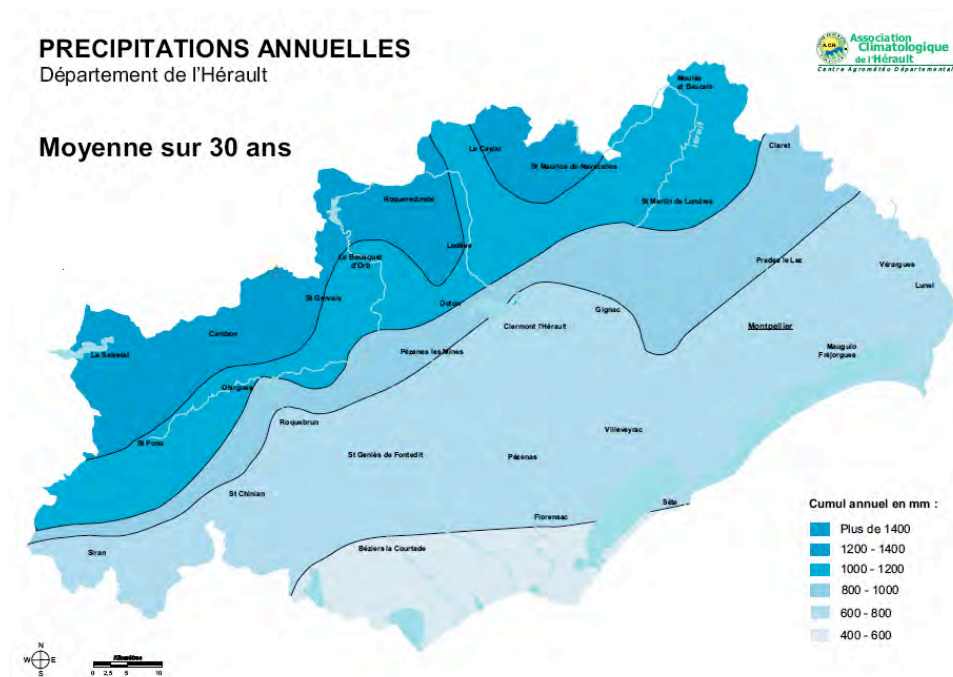
Le climat de la région reste ainsi caractérisé par des pluviométries extrêmes dont la caractéristique principale est leur "violence extraordinaire", pouvant entraîner des précipitations localisées de plus de 120 mm en une heure. Les caractéristiques du climat cévenol sont cependant moins marquées sur le bassin versant de l'Orb, bien que des cumuls centennaux de 200 à 300 mm y soient couramment observés.

Comparaison cumul pluviométrique de l'Hérault en 2009

Cumul pluviométrique en mm

	Minervois	Biterrois	Hauts Coteaux	Vallée de l'Orb	Basse Vallée de l'Hérault	Moyenne Vallée de l'Hérault	Montpelliérans	Nord Montpelliérans	Piémont		
									Haute Vallée de l'Orb	Lodévois	Haute Vallée de la Buëges
Cumul Janvier - Mars en mm	150 à 200	100 à 150	100 à 200	150 à 200	100 à 150	150 à 200	150 à 250	300 à 400	150 à 250	250 à 350	300 à 400
Ecart à la moyenne en %											
Cumul Avril - Juin en mm	150 à 200	140 à 180	120 à 200	190 à 250	120 à 180	160 à 210	130 à 230	220 à 270	200 à 270	190 à 320	260 à 340
Ecart à la moyenne en %											
Cumul Juillet - Sept en mm	50 à 100	30 à 70	50 à 100	50 à 100	20 à 70	20 à 50	20 à 50	40 à 80	50 à 100	50 à 150	100 à 150
Ecart à la moyenne en %											
Cumul Oct - Déc en mm	100 à 180	50 à 100	100 à 250	200 à 250	100 à 150	100 à 180	140 à 340	300 à 350	250 à 300	150 à 350	300 à 350
Ecart à la moyenne en %											
Cumul 2009 en mm	500 à 550	400 à 450	400 à 700	700 à 800	400 à 500	500 à 550	500 à 800	900 à 1000	800 à 900	600 à 1200	1000 à 1100

Source : Association climatologique de l'Hérault, 2009



Source : Association Climatique de l'Hérault

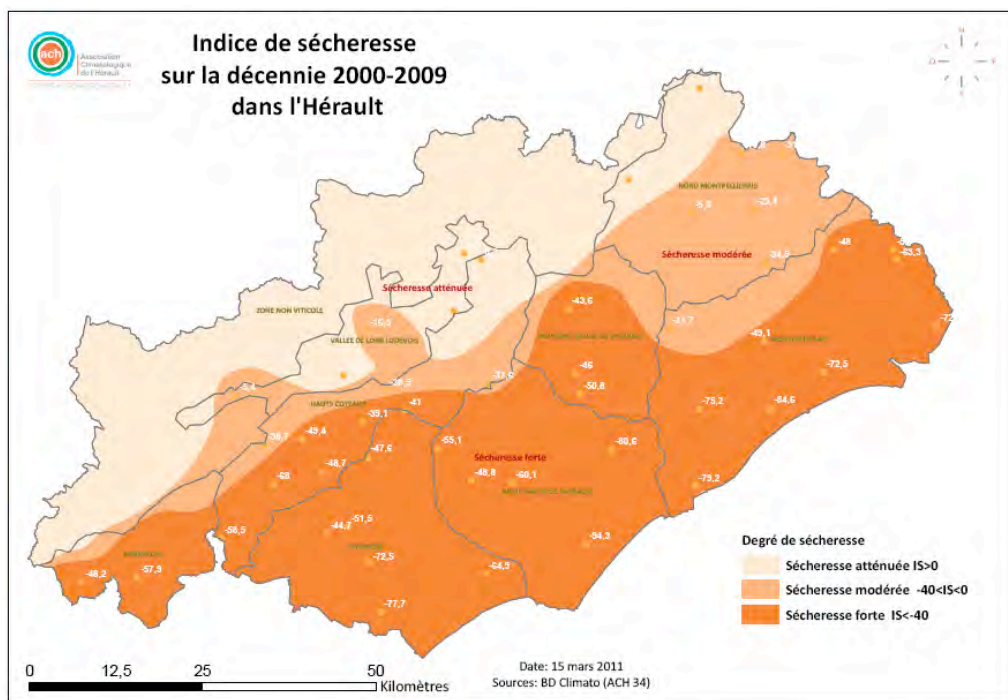
Globalement, on observe d'amont en aval du bassin de l'Orb et du Libron un ensoleillement maximal en plaine et sur les coteaux. Les précipitations proviennent en général de masses d'air marines en provenance du sud, qui se déchargent en rencontrant le relief orienté Sud-Ouest/Nord-Est. L'intensité des averses et la très grande irrégularité des précipitations d'une année à l'autre sont un autre trait propre à la région. Les régimes des cours d'eau restent donc très contrastés.

L'ensoleillement

L'insolation est de plus de 2500 heures par an à Perpignan, valeur conforme avec les moyennes que l'on rencontre sur l'arc méditerranéen français. Perpignan et sa région bénéficient de conditions d'ensoleillement optimale, propice au développement d'énergie renouvelable solaire, que cela soit pour la production d'électricité ou d'eau chaude sanitaire.

Insolation moyenne sur la France





Source : Association Climatique de l'Hérault

Les vents dominants

Les vents dominants qui soufflent de l'ouest et du nord sont secs, froids et parfois violents avec une vitesse qui peut dépasser 20m/sec. La Tramontane souffle sur tout le département. C'est un vent sec de nord-ouest très fréquent en hiver et au printemps, mais que l'on peut observer en toutes saisons. Le Mistral, orienté nord nord-est est moins violent que dans la vallée du Rhône mais très fréquent. Les vents du sud sont généralement humides et chauds. Le Marin (sud-est) et le Grec (est), plus rares, sont des vents souvent très violents associés à des passages perturbés en Méditerranée. Ils sont accompagnés d'un temps couvert et de pluies importantes.

Enjeux :

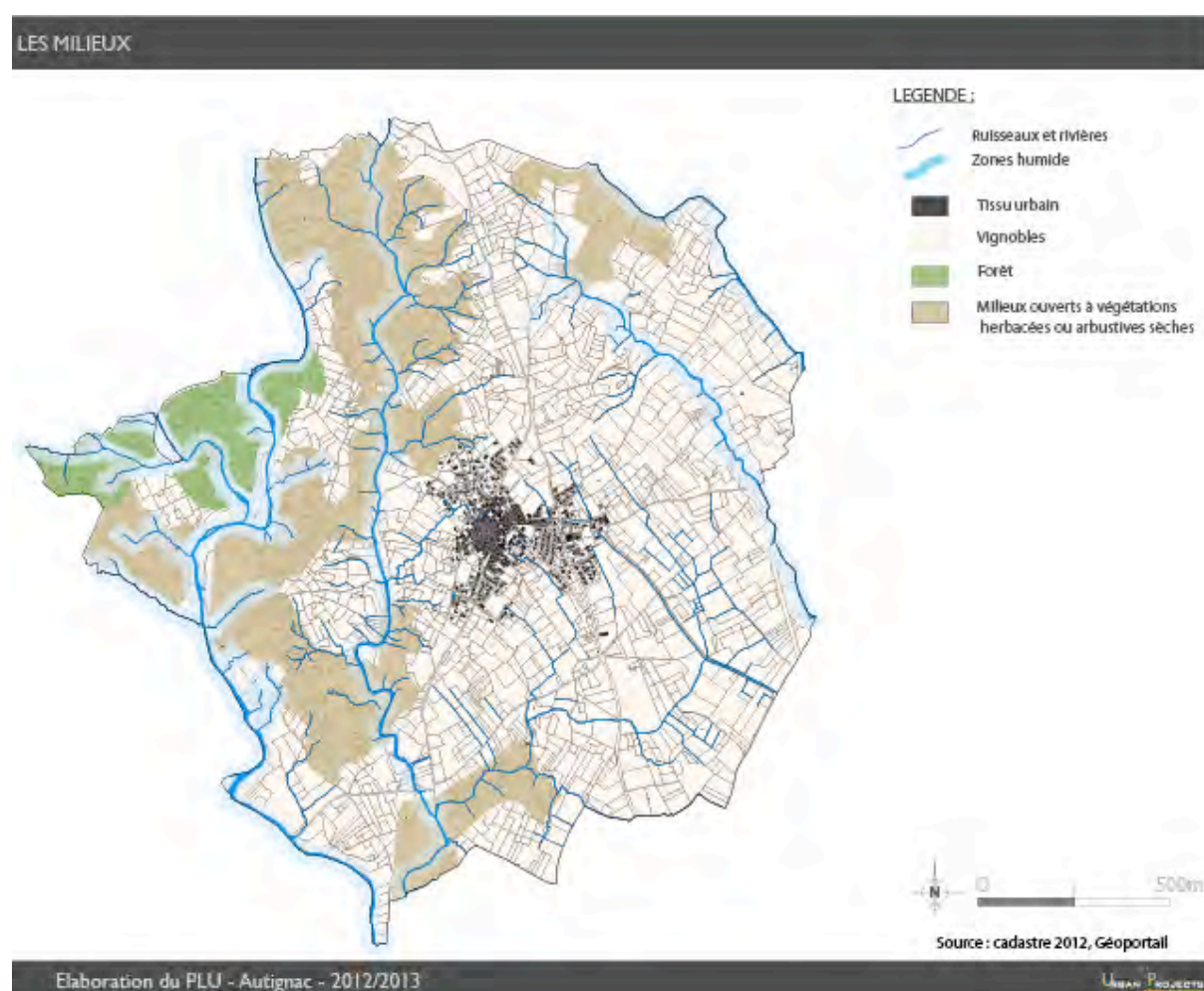
Les facteurs climatiques notamment les vents dominants et le fort ensoleillement représentent des ressources non négligeables pour l'exploitation des énergies renouvelables.

LE PATRIMOINE NATUREL ET LES CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES D'AUTIGNAC

Dans le respect des orientations du SCoT du Biterrois et notamment l'axe I « Préserver le socle environnemental du territoire » qui considère l'ensemble des espaces non artificialisés – naturels et agricoles – comme l'armature de la biodiversité et du paysage et le réservoir des ressources naturelles du territoire, l'état initial de l'environnement du PLU d'Autignac présente les composantes de cette armature et les enjeux de valorisation et de préservation.

Les grandes entités écologiques de la commune d'Autignac

Une expertise environnementale a été réalisée sur l'ensemble du territoire communal concernant les milieux naturels et le patrimoine écologique, de même que ceux limitrophes ou encore à proximité immédiate de la commune.



Ce travail de prospection a été finalisé au mois de novembre de l'année 2012, et a permis d'éclairer l'état initial de la faune et de la flore ainsi que des divers milieux naturels. La révision du Plan Local d'Urbanisme est l'occasion de mettre en perspective des enjeux environnementaux fondamentaux sur le territoire communal. Cette mise en lumière synthétique des données environnementales permet de donner une approche des menaces, enjeux et mesures de préservation du cadre naturel d'Autignac. La commune d'Autignac recouvre un territoire de plus de 1 155 ha constitué de multiples paysages aux milieux naturels très variés qui lui confèrent une biodiversité forte et d'intérêt par la présence notamment d'espèces à forte valeur patrimoniale et pour lesquelles la commune d'Autignac a une responsabilité.

Ainsi, cinq grands types de milieux peuvent être identifiés sur la commune :

- les milieux urbanisés (habitats ou activités économiques) ;
- les milieux ouverts à vocation agricole ;
- les milieux forestiers ;
- les milieux ouverts à semi-ouvert à vocation naturelle ;
- les milieux humides.

Les milieux urbanisés

Plusieurs formes d'urbanisation ont pris place sur le territoire d'Autignac. Le coeur urbain de la commune est construit autour du vieux centre et dispose de peu d'espaces favorables à l'épanouissement de la nature. Par ailleurs, de nombreuses zones résidentielles se sont développées autour du centre où l'on retrouve un habitat plus dispersé.

Limite d'urbanisation au Nord Ouest de la commune



Ce type de milieu, et en particulier les zones d'habitats pavillonnaires lâches, profite à de nombreuses espèces anthropophiles telles que le Moineau domestique, les Pipistrelles, etc. Certaines activités économiques peuvent même offrir des milieux favorables à des espèces à forte valeur patrimoniale. Ce peut-être le cas des vignobles qui propose des végétations herbacées ouvertes, sur de grandes surfaces, propices à des espèces telles que l'Hirondelle et le Martinet.

Mais le plus souvent l'expansion de l'urbanisation engendre des barrières pour certaines espèces par ruptures de corridors. Ces ruptures peuvent être la résultante de destruction de milieux naturels (coupure de bois par exemple) mais aussi l'installation d'éléments défavorables à certaines espèces. Relevons que, selon les statistiques de la DDTM, les surfaces artificialisées ont augmenté de près de 20 ha entre 1994 et 2004, puis de 13 ha entre 2004 et 2010. Cette augmentation de superficie s'est faite au détriment des surfaces agricoles et naturelles – majoritairement en friche ou couverte par les garrigues.

Les milieux ouverts à vocation agricole

Un secteur agricole présente une homogénéité sur la commune : il s'agit du croissant s'étendant du nord-ouest au sud-est de la commune, des limites communales jusqu'au bourg. On retrouve d'autres emprises du même type au contact de l'urbanisation à l'ouest du village. Ces secteurs sont occupés majoritairement par la vigne. Bien qu'un grand nombre de parcelles soit d'une superficie supérieure à 10 ha, de nombreuses zones restent constituées de parcellaires réduits aux linéaires de haies naturelles importants.

Photographie : Les milieux ouverts à vocation agricole à Autignac



Source : Urban Projects

La végétation est très peu diversifiée, du fait de l'orientation bien spécifique donnée à cette zone. La vigne domine aujourd'hui très largement l'occupation du sol, adaptée aux sols de cailloutis drainants. Elle ne cède la place que dans les rares fonds humides des petites dépressions, parfois anciens étangs asséchés, et sur les pentes et sommets des puechs, souvent en friche du fait des conditions de culture plus difficiles.

Les milieux ouverts à vocation agricole sur la commune ne présentent pas d'intérêt écologique particulier. Ils sont très anthropisés même si les parcelles agricoles ne sont plus toutes exploitées.

Photographie : parcelle en vignes entourée par la garrigue sur les reliefs au Nord



Photographie : Urban Projects

Ce type de zone ne fait pas l'objet de protections environnementales. De plus, suite aux visites de terrain, les espèces floristiques et faunistiques rencontrées sont tout à fait communes et inhérentes à ce type de milieu.

Photographie : Parcelle en vignes entourée de boisements



Les milieux boisés

Les forêts et garrigues occupent ha soit environ 10 % du territoire de la commune. Les boisements (peuplement de pins d'Alep, de pins pignon et de chênes verts) se situent principalement au nord-ouest et à l'ouest de la commune, sur les reliefs et le long des cours d'eau.

Photographie : boisement ripicoles



Source : Urban Projects

Les boisements se situent :

- au nord, aux lieux dit de la Saume Longu, du Mas de Lanus et des Espinasses.
- à l'ouest sur le Pech de Montcal, au lieu dit de Faille Fer, ces boisements se rattachent aux bois de Fabrègues. On retrouve également des masses boisées de la Peyre Grosse au Moulin de Ciffre.
- au contact du bourg, il existe à l'ouest des surfaces boisées à proximité du chemin de ronde.

Les boisements de l'ouest d'Autignac



Source : Urban Projects

Les avants Monts*Source : Urban Projects*

Ces boisements sont pour l'essentiel situés sur des plateaux, en bandes de forêts compactes s'étendant de façon longitudinale. Profitant de l'humidité des sols, le chêne blanc règne sur les parties inférieures de ces forêts ; le chêne vert préfère les zones plus hautes où les sols sont plus arides et peu épais. La garrigue se développe sur les terrains les plus contraignants ou laissés à l'abandon. On y retrouve du romarin, de la bruyère multiflore et du pin d'Alep.

Sur les avant-monts, la nature acide des sols, leur meilleure capacité à retenir l'eau que les calcaires, favorisent le développement d'une végétation arborée plus dense que celles des garrigues : c'est le maquis, composé de chênes verts, d'arbousiers, de bruyères. On recense également sur Autignac la présence d'espèces nuisibles comme le sanglier, à l'origine de dégâts sur les parcelles en vignes.

Le rôle du boisement est essentiel pour les sols, pour leur conservation et leur protection contre l'érosion, ainsi que pour la régulation hydraulique et la préservation et la restauration des ressources biologiques du milieu. C'est aussi un espace d'accueil pour les oiseaux migrateurs et nicheurs. Il participe autant de l'équilibre écologique que du bien-être des populations auxquelles il offre des espaces de loisirs. Les espaces forestiers ne sont pas suffisamment développés sur ce territoire pour soutenir une activité économique. Les boisements sont extrêmement sensibles aux incendies, mais l'urbanisation, la fréquentation peuvent créer des pressions importantes. Pour les boisements de surfaces réduites et isolés, une protection peut être mise en place (classement en Espace Boisé Classé).

Les milieux ouverts à végétations herbacées ou arbustives sèches

Les végétations herbacées ou arbustives basses recouvrent 5,3% du territoire d'Autignac. En effet, de nombreux secteurs présentent des sols à la roche affleurante et où le développement de la végétation est très limité.

Il s'y développe une végétation méditerranéenne typique de type pelouses sèches, garrigues ou encore maquis. Plusieurs îlots de végétations xérophiles sont éparpillés sur les collines de la commune mais les surfaces les plus importantes de ce type de milieu sont localisées sur l'ouest de la commune.

Comme on peut le constater sur la photographie ci-dessous, le paysage compte de nombreuses alternances entre boisements et milieux ouverts naturels ou agricoles. Cette mosaïque de milieux est un gage de préservation de la biodiversité et doit être conservée.

Photographie : Alternance entre milieux ouverts naturels et agricoles et boisements



Source : Urban Projects

Ces espaces ont essentiellement une valeur paysagère, et contribuent aux aménités : espaces de promenade ou de détente, ils peuvent participer à la constitution d'une trame verte sur le territoire. A l'exception de la forêt ou le long des principaux cours d'eau, où persistent des ensembles cohérents, ailleurs, les espaces naturels banals sont localisés et ponctuels sur l'ensemble du territoire.

Les milieux humides

Sur la commune d'Autignac, les milieux humides sont représentés de deux manières. Les cours d'eau qui constituent le réseau hydrographique dense qui irrigue le territoire. La commune se situe en bordure du Taurou qui draine environ 80% du territoire communal et du Libron qui couvre les 20% restant (rivière qui se jette dans la mer 40 kilomètres plus au sud au niveau de Vias). Le Libron prend sa source en amont de Laurens puis traverse la plaine viticole de Béziers avant de rejoindre la mer à Vias.

La commune est également concernée par les cours d'eau suivants :

- Le ruisseau de Gourmantuc
- Le ruisseau de Nissau
- Le ruisseau de Tabernole
- Le ruisseau de Valignères
- Le ruisseau du Pontil
- Le ruisseau du Tauroussel

La végétation de ce milieu est caractérisée par l'omniprésence de la ripisylve qui se développe abondamment sur les berges limoneuses et dans les dépressions annexes au lit mineur. La délimitation de la zone est particulièrement nette et aisée ; toutes les limites retenues sont des limites fortes (topographique, végétation, fonctionnement hydrologique, aménagement).

Les ripisylves sont peu représentées en milieu méditerranéen. Les formations arborescentes qui bordent la rivière constituent une enclave biogéographique d'une végétation de régions tempérées sous la forme d'une forêt-galerie et contraste avec la végétation xérophile qui caractérise la région.

Photographie : végétation ripicole



Source : Urban Projects

Elles présentent donc un intérêt d'un point de vue écologique, elles sont en effet des zones d'accueil et de refuge pour de nombreuses espèces animales et végétales parfois rares qui recherchent la fraîcheur et l'humidité ainsi que des zones de repos pour oiseaux migrateurs. Par ailleurs, les ripisylves forment une « zone tampon » protégeant le cours d'eau des milieux plus artificialisés et une « coupure verte » au sein de la plaine viticole. Elles interviennent aussi dans la stabilisation et la fixation des berges et la lutte contre l'érosion particulièrement lors de crues.

De plus, certains de ces milieux constituent des linéaires marqués dans le paysage et des éléments structurants d'importance pour la faune en jouant un rôle de corridor écologique. C'est le cas en particulier des ripisylves des bords du Taurou.

Photographie : végétation ripicole



Source : Urban Projects

A l'image des milieux naturels précédemment cités, ces derniers ont également subi de fortes pressions anthropiques et une partie de leur fonctionnalité en a été dégradée (aménagement des berges des cours d'eau, rejet des eaux de ruissellement).

L'article L.212-2-2 du Code de l'environnement stipule que « l'autorité administrative établit et met à jour pour chaque bassin ou groupement de bassins, après avis du comité de bassin, un programme de surveillance de l'état des eaux. Les propriétaires riverains de cours d'eau, lacs et plans d'eau non domaniaux sont tenus de laisser le libre passage sur leurs terrains aux agents mandatés par l'autorité administrative pour accéder auxdits cours d'eau, lacs et plans d'eau et effectuer les mesures nécessaires à la mise en œuvre et au suivi du programme de surveillance de l'état des eaux, dans la mesure nécessaire à l'accomplissement de cette mission.

Les analyses des eaux et des sédiments nécessaires à la mise en œuvre du programme de surveillance sont effectuées par des laboratoires agréés par le ministre chargé de l'environnement ». Selon l'article L.215-18 du code de l'environnement : « Pendant la durée des travaux visés aux articles L. 215-15 et L. 215-16, « les propriétaires sont tenus de laisser passer sur leurs terrains les fonctionnaires et les agents chargés de la surveillance, les entrepreneurs ou ouvriers, ainsi que les engins mécaniques strictement nécessaires à la réalisation de travaux, dans la limite d'une largeur de six mètres. Les terrains bâtis ou clos de murs à la date du 3 février 1995 ainsi que les cours et jardins attenants aux habitations sont exempts de la servitude en ce qui concerne le passage des engins. La servitude instituée au premier alinéa s'applique autant que possible en suivant la rive du cours d'eau et en respectant les arbres et plantations existants ».

Les eaux de baignade (protection des milieux)

La commune dispose de lieux de baignade contrôlés sur son territoire. Ces zones sont soumises à la réglementation en matière d'aménagement, d'information et d'équipement. Ces aménagements doivent être pris en compte lors de la réflexion sur le PLU.

Les corridors écologiques

L'armature naturelle du territoire s'appuie sur différents types d'espaces, en premier lieu desquels les espaces remarquables constituent des cœurs de biodiversité. Mais la nature ordinaire, l'agriculture, le grand paysage et les paysages locaux porteurs d'identité, ainsi que les espaces verts insérés dans le tissu urbain et qui constituent des pôles d'accueil de certaines espèces végétales et animales, participent également de cette armature et contribuent à la biodiversité. Tous ces espaces forment un maillage écologique du territoire que le SCoT du Biterrois vise à protéger⁶.

La Loi 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, précise que les SCoT doivent contribuer au maintien de la biodiversité. L'article L. 121-1.3° du Code de l'urbanisme établit que : « Les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable (...) «la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ».

Les objectifs nationaux de préservation de la biodiversité sont pris en compte par le PLU d'Autignac. En effet, les espaces naturels et semi-naturels forment une mosaïque où sont imbriqués espaces naturels, agricoles, garrigues, boisements, ou espaces en eau ; ils occupent un peu plus d'un quart de la superficie totale du territoire du SCoT. Le maintien de la biodiversité représente la fonction essentielle du maillage écologique, mais celui-ci joue par ailleurs un rôle important dans la préservation de la qualité paysagère et la mise en valeur d'espaces de nature pour les habitants.

Ainsi, les continuités écologiques répondent à plusieurs enjeux importants pour le territoire : enjeux patrimoniaux et paysagers, enjeux de protection des ressources naturelles, enjeux d'aménités pour les habitants.

Le maillage écologique peut recouvrir divers milieux :

- Les continuums forestiers,
- Les prairies proches des lisières, les garrigues,
- Les continuums agricoles extensifs,
- Les mosaïques de cultures et prairies,
- Les zones humides, marais, plans d'eau,
- Les continuums aquatiques : cours d'eau et ripisylves.

⁶ DOG SCoT du Biterrois

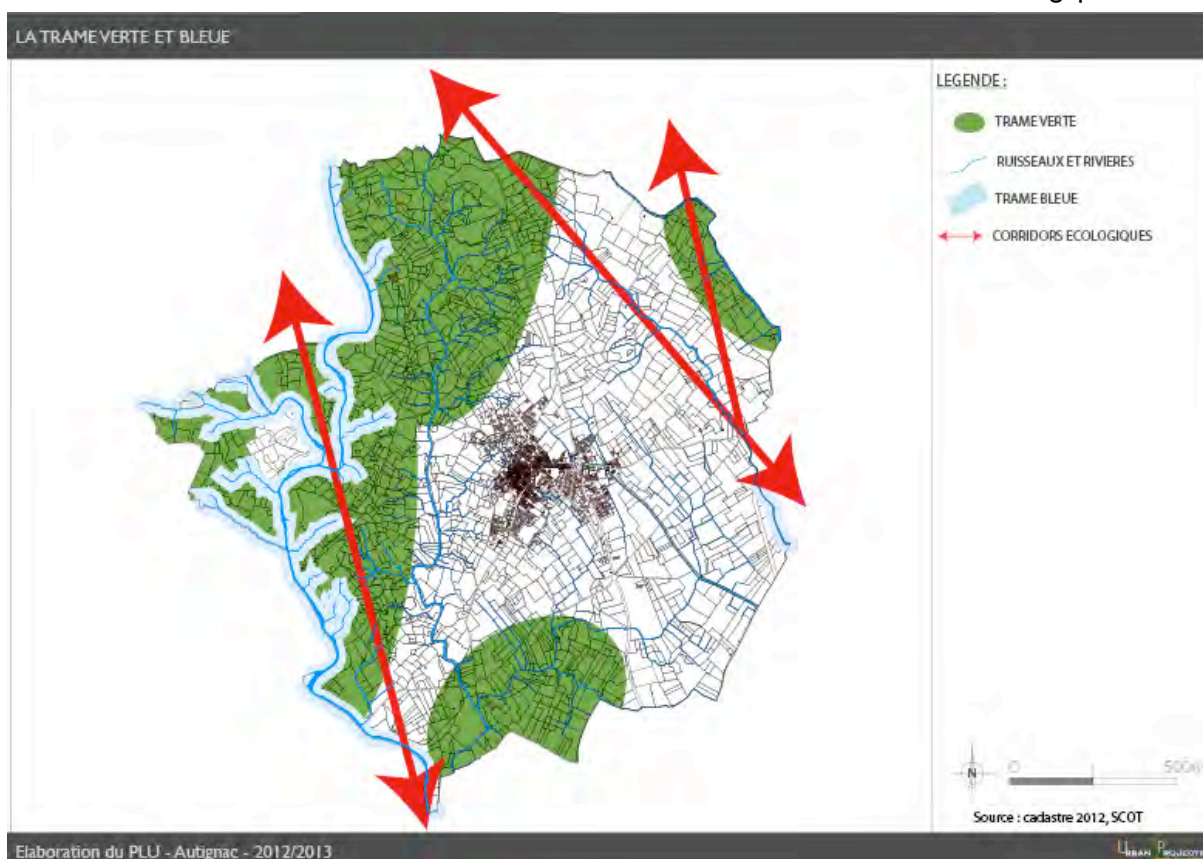
Photographie : milieux agricoles et naturels, une mosaïque de paysage



Source : Urban Projects

Chacun des grands ensembles constitutifs de ce maillage écologique du territoire est représenté dans la cartographie suivante et fait l'objet d'orientations spécifiques. Les contours et les modalités de protection des espaces naturels ayant une fonction de pôle d'intérêt écologique, sont précisés dans les documents d'urbanisme et doivent permettre dans les espaces localisés par le SCoT :

- de maintenir les continuités écologiques afin de permettre le déplacement des espèces animales et végétales ;
- de maintenir le bon état de leur biodiversité et de leur fonctionnement écologique.



Pour la commune d'Autignac, le SCoT identifie comme pôles d'intérêt écologique :

- des espaces boisés non fragmentés d'une superficie importante,
- des espaces agricoles mixtes constitués de parcelles entourées de haies, chemins, ou comprenant des mares, des plans d'eau ou des boisements.

Ces espaces naturels, agricoles ou forestiers constituent des milieux naturels importants pour la biodiversité, et à ce titre doivent être protégés.

Les principes d'urbanisation maîtrisée définis par le SCoT s'y appliquent. Une attention particulière doit être portée aux interfaces entre les espaces urbanisés et les espaces naturels afin de prévenir des impacts indirects sur ces derniers.

Photographie : Bosquet et haie le long des vignes



Ces zones d'interface peuvent être identifiées par les documents locaux d'urbanisme comme des coupures d'urbanisation qui peuvent néanmoins accueillir des activités sportives ou de loisirs, à condition que celles-ci soient aménagées par des moyens limitant l'artificialisation.

Photographie : ancienne haie d'entrée de domaine



Les projets d'urbanisation et d'aménagements doivent comporter une analyse des incidences sur les milieux naturels et sur la biodiversité.

La trame bleue est constituée par les cours d'eau, les zones humides et les plans d'eau. Le SCoT protège le réseau hydrographique qui structure le territoire depuis l'arrière-pays jusqu'au littoral. Il favorise la mise en valeur de ses potentiels écologique, paysager et récréatif. A l'échelle d'Autignac, cette trame bleue concerne le Libron et ses affluents et le Taurou. Les corridors écologiques sont des espaces de liaisons entre les pôles majeurs de biodiversité, les pôles d'intérêt écologique et la trame bleue, qui favorisent la circulation des espèces. Ces corridors participent au maintien ou à la restauration d'un maillage écologique sur l'ensemble du territoire.

Le SCoT cartographie schématiquement les principaux corridors écologiques existants constitués par des haies, des ripisylves, des boisements discontinus, des espaces naturels entre anciennes gravières sur les moyennes vallées de l'Orb et de l'Hérault. Il identifie également des corridors à conforter ou à créer, là où les liaisons ne sont pas assurées avec les pôles majeurs et les pôles d'intérêt écologique.

Ces corridors écologiques ont vocation à être plus précisément définis et entretenus à l'échelle locale, en prenant en compte la configuration de l'espace traversé (relief, occupation de l'espace).

Les documents d'urbanisme doivent préciser en fonction des enjeux locaux le maillage écologique défini par le SCoT : ils identifieront les espaces nécessaires pour les corridors écologiques à préserver ou à recréer. Ces espaces peuvent être naturels, agricoles ou boisés ; il peut s'agir de certains espaces urbains favorables à la biodiversité tels que des haies, talus naturels, alignements d'arbres, ou encore des éléments du patrimoine bâti hébergeant des oiseaux.

Tout projet d'aménagement urbain ou routier traversant les corridors écologiques devra être réalisé de manière à conserver les corridors écologiques et maintenir leurs fonctions pour la biodiversité. Pour les futurs grands axes de circulation, ils devront réduire leurs impacts sur la biodiversité en prévoyant des franchissements au niveau des enjeux.

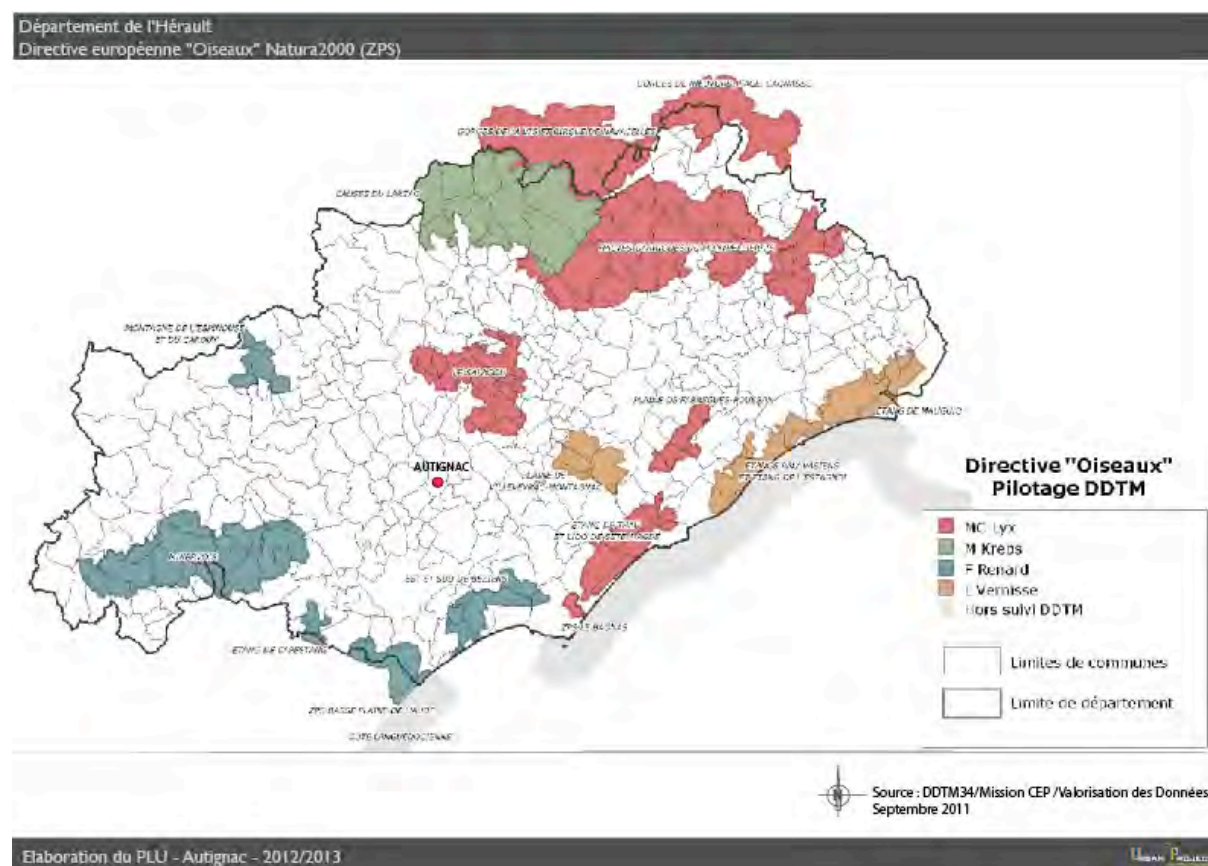
Le patrimoine naturel

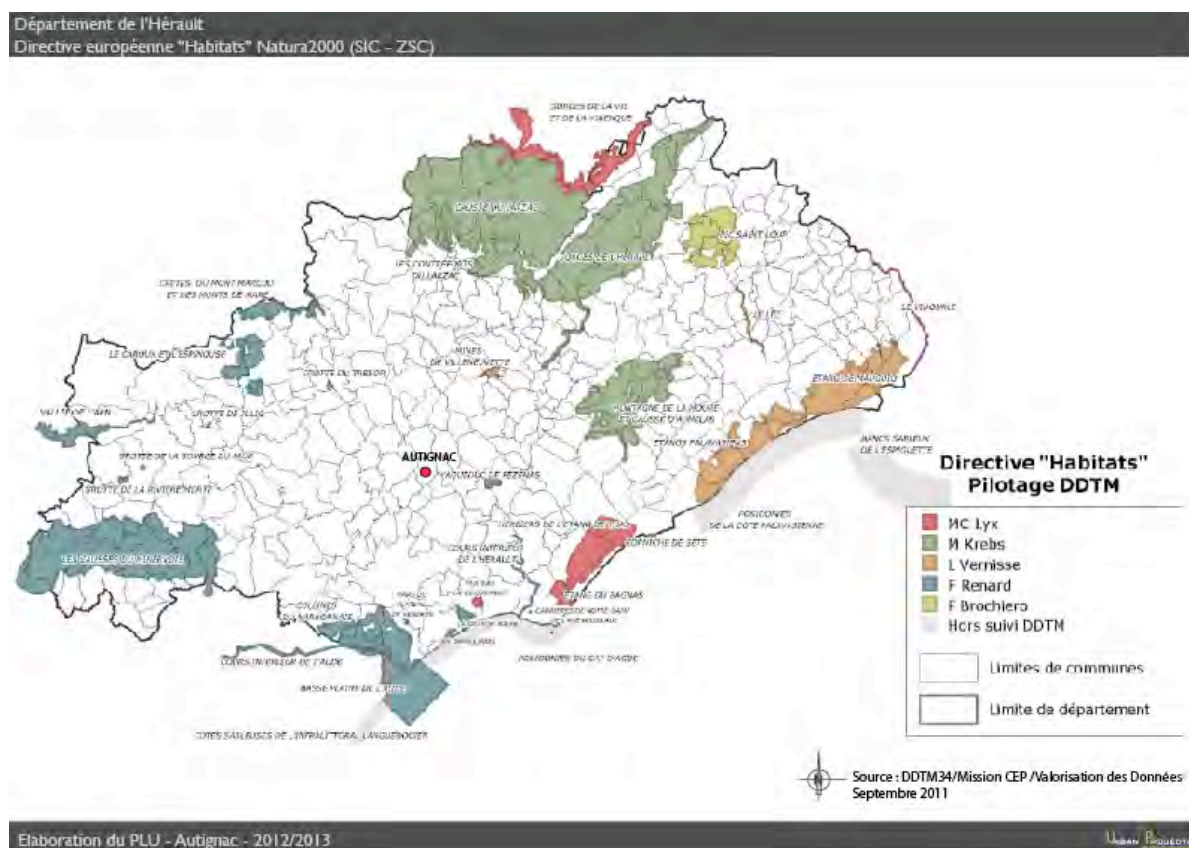
La collecte d'informations concernant les périmètres de protection et d'inventaire a été réalisée auprès de la DREAL et de l'Inventaire National du Patrimoine Naturel. Les données administratives concernant les milieux naturels, le patrimoine écologique, la faune et la flore sont de deux types :

- Les zonages réglementaires : zonage de sites au titre de la législation ou de la réglementation en vigueur dans lesquels l'implantation d'un ouvrage peut être interdit ou contraint. Ce sont les sites classés ou inscrits, les arrêtés préfectoraux de protection de biotope, les réserves naturelles, les sites du réseau NATURA 2000 (Sites d'Importance Communautaire (SIC) et Zones de Protection Spéciale (ZPS),
- Les zonages d'inventaires : zonages qui n'ont pas de valeur d'opposabilité, mais qui ont été élaborés à titre d'avertissement pour les aménageurs. Ce sont les Zones d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) à l'échelon national et certains zonages internationaux comme les Zones Importantes pour la Conservation pour les Oiseaux (ZICO) à l'échelle européenne.

Les zones Natura 2000

Le territoire communal n'abrite aucun site du réseau Natura 2000 comme l'illustrent les carte ci-dessous.

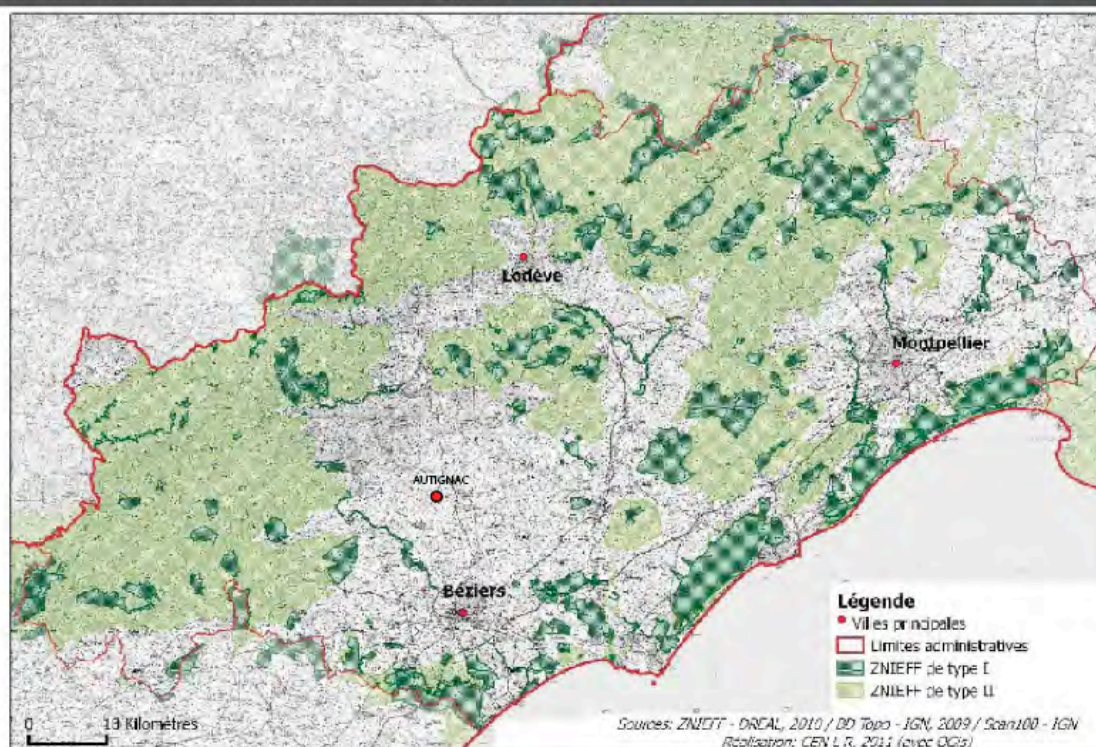




Les ZNIEFF de type I

Il n'y a aucune ZNIEFF de type I sur la commune d'Autignac ainsi que l'illustre la carte ci-dessous.

Modernisation de l'inventaire ZNIEFF: périmètres concernant le département de l'Hérault



Elaboration du PLU - Autignac - 2012/2013

Les ZNIEFF de type II

Il n'y a aucune ZNIEFF de type II sur la commune d'Autignac ainsi que l'illustre la carte ci-dessus.

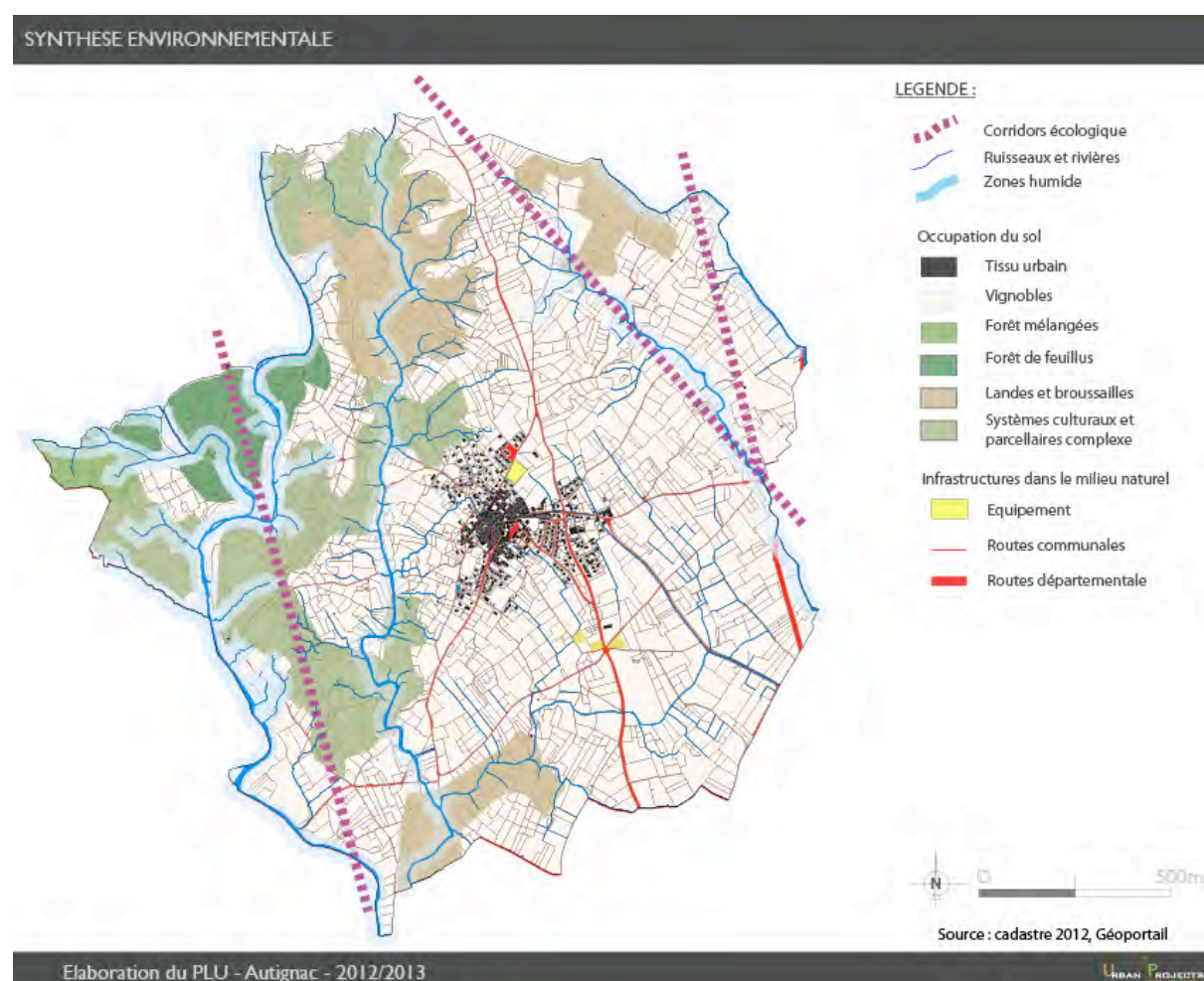
Les sites inscrits

Les sites inscrits se présentent comme des «*monuments naturels et sites dont la conservation ou la préservation présente, du point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, un intérêt général. La protection au titre des sites concerne uniquement le paysage du territoire intéressé et n'a aucun effet sur la gestion de la faune et de la flore.* ». Un site inscrit ne peut subir de modification qu'après avis de l'Architecte des Bâtiments de France.

Il n'existe aucun site inscrit sur le territoire communal.

Les enjeux environnementaux

La carte ci-dessous résume les grands enjeux sur la commune d'Autignac, elle présente l'ensemble des milieux recensés sur la commune ainsi que les corridors écologiques à protéger et à mettre en valeur.



LES PAYSAGES¹

L'analyse paysagère est une méthode de lecture et d'explication du paysage qui prend en compte la dynamique des espaces. Son objectif est d'évaluer la sensibilité des paysages pour orienter leur évolution. Elle comporte deux niveaux de lecture : descriptive et sensible. L'analyse paysagère suppose de connaître le milieu, puis les activités humaines et leur évolution. Le paysage est ce qui est perçu, vu. C'est pourquoi l'analyse passe par l'observation, et utilise le support de la photographie. La clé de lecture du paysage est l'unité paysagère, qui se définit comme une entité spatiale dont les différentes composantes sont similaires : relief, végétation, occupation humaine, dynamique et similitude des perceptions. Ce n'est pas une analyse scientifique mais une analyse qualitative.

Les éléments paysagers naturels du territoire communal

Autignac est une commune du piémont Biterrois. Son territoire est marqué par de fortes variations d'altitude et un relief important notamment dans la partie Nord. Cette commune possède un paysage marqué par les exploitations viticoles. À l'arrière-plan des vues vers le Nord on peut apercevoir la silhouette des avant-monts. L'occupation de la plaine est majoritairement agricole.

Le terroir viticole couvre une grande proportion de la surface agricole s'étendant du pied des reliefs jusqu'à la plaine. On retrouve également des surfaces boisées sur le nord et l'ouest du territoire communal ainsi que des arpent de garrigues dans la plaine et aux alentours des surfaces cultivées.

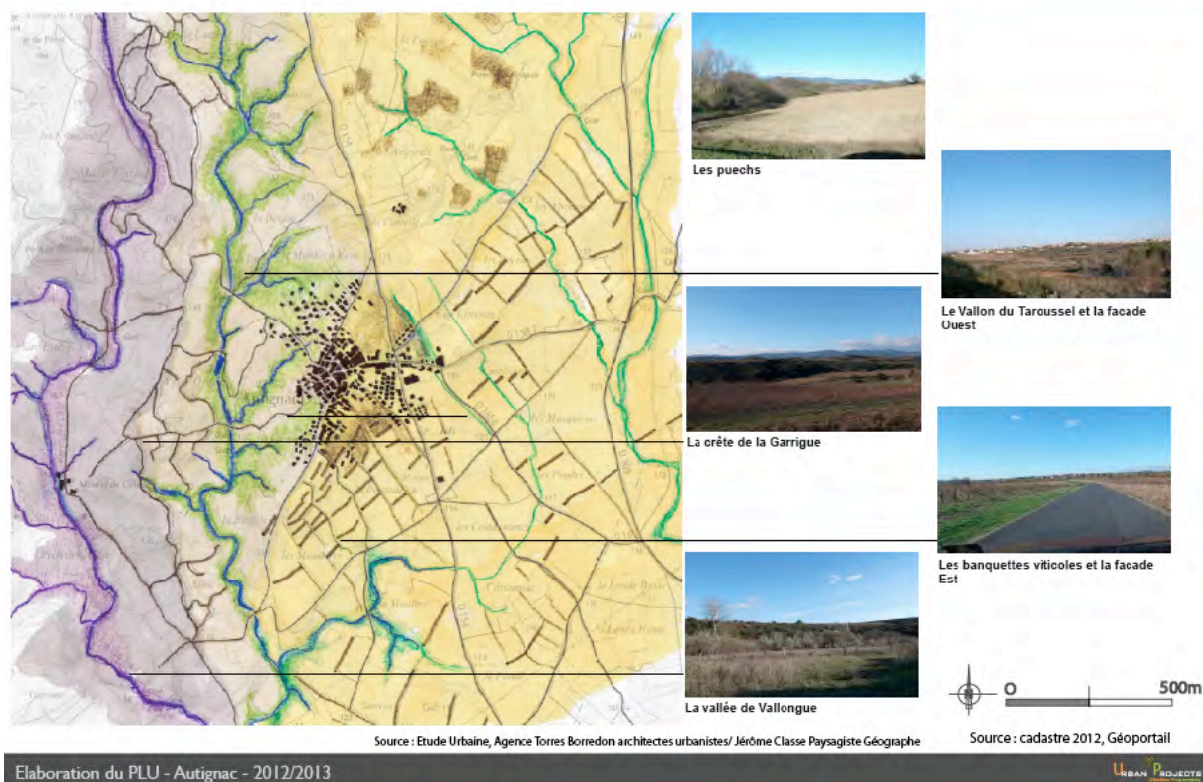
Photographie : la vigne, éléments constitutifs du paysage autignacois



Source : Etude urbaine Autignac 2010, Agence Torres Borredon architectes urbanistes/ Jérôme Classe Paysagiste Géographe

¹ Etude urbaine Autignac 2010, Agence Torres Borredon architectes urbanistes/ Jérôme Classe Paysagiste Géographe

LES ENTITÉS PAYSAGÈRES A AUTIGNAC

La toile de fond permanente des avants-monts

L'ensemble des collines du Biterrois et du Piscénois reste en permanence " appuyé " sur les reliefs des avants-monts. Ceux-ci composent la toile de fond permanente du paysage, sombre car boisée en chênes verts, bleutée ou violacée selon les saisons et les heures, accentuant les profondeurs et les contrastes avec les vignes et les villages des collines.

Vue sur les avants monts du Biterrois



Source : Etude urbaine Autignac 2010, Agence Torres Borredon architectes urbanistes/ Jérôme Classe Paysagiste Géographe

Le Piémont vers Autignac

Des vignes largement dominantes, interrompues par les puechs et par quelques rares fonds humides. La vigne domine aujourd'hui très largement l'occupation du sol, adaptée aux sols de cailloutis drainants. Elle ne cède la place que dans les rares fonds humides des petites dépressions, parfois anciens étangs asséchés, et sur les pentes et sommets des puechs, souvent enrichis du fait des conditions de culture plus difficiles.

Le Vallon du Tarroussel et la façade Ouest

Le vallon du Tarroussel prend sa source au Nord de la commune et la traverse en venant détacher le plateau villageois de la crête de la garrigue. En lien avec le village par ses nombreux vallons affluents, ce vallon principal se caractérise par un contraste entre occupations humaines (élevages, construction, loisirs, retenues, cheminement...) et embroussaillage marqué du bas fond et des pentes fortes. Ces activités laissent imaginer un grand potentiel de «parc naturel et urbain» en pied de l'agglomération d'Autignac.

Les chemins encaissés perpendiculaires aux terrasses



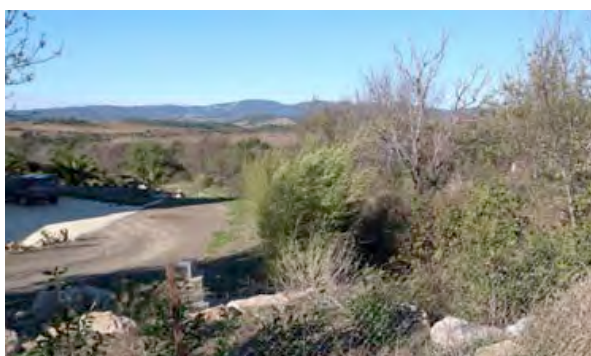
Les terrasses en banquettes orientées dans l'axe de failles géologiques



Source : Urban Projects

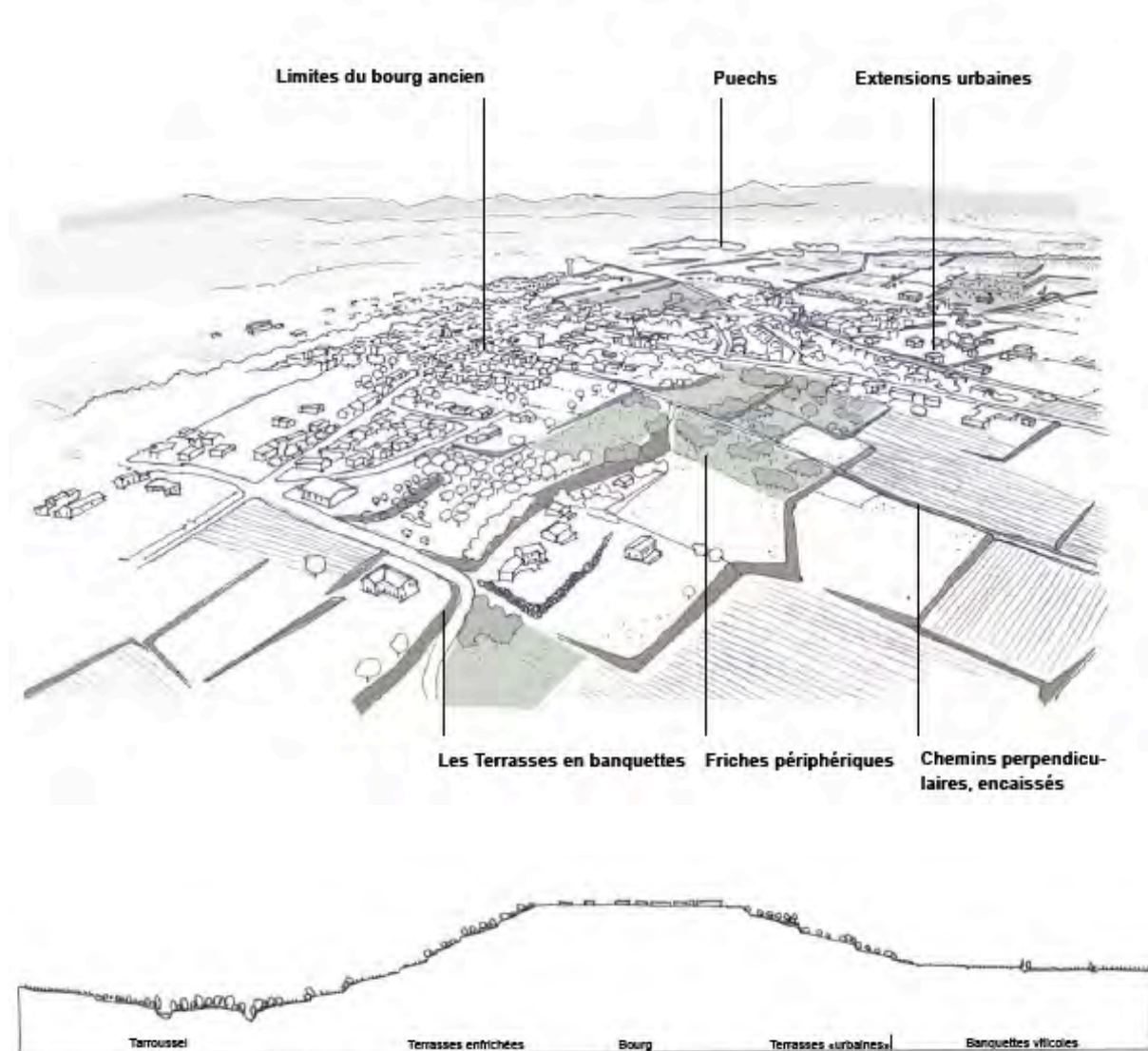
Le ravin est une forme importante et négligée du paysage d'Autignac. Ils sont un refuge pour la biodiversité, un lien possible de cheminement (comme le ravin de Font Coujan), une curiosité naturelle à mettre en valeur ... Autrefois, le lit des rivières faisait aussi office de cheminements, les ravins avaient donc une fonction de liaison dans la campagne.

Photographie : ravins et lit des rivières



Source : Etude urbaine Autignac 2010, Agence Torres Borredon architectes urbanistes/ Jérôme Classe Paysagiste Géographe

La façade ouest et les banquettes viticoles



Source : Agence Torres Borredon architectes urbanistes/ Jérôme Classe Paysagiste Géographe

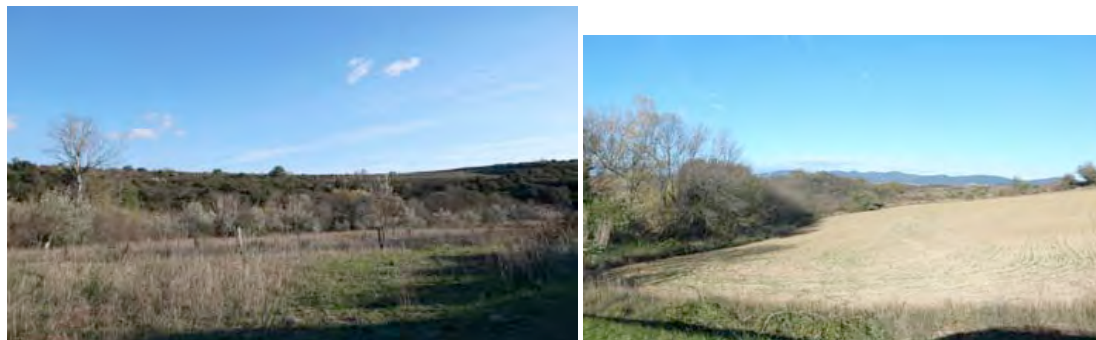
La crête de la Garrigue



Source : Urban Projects

La crête de la garrigue est marquée par ce cheminement nord-sud quasi continu sur le point haut de la crête séparant la Vallongue du Taroussel. Il s'agit d'un point de vue continu sur le village et les contreforts du PNR qui représentent un axe majeur de circulation douce à travers le territoire communal et au-delà en amont et aval du Taurou.

La vallée de Vallongue



Source : Urban Projects

La vallée de Vallongue est caractérisée par un fond viticole et des versants composés de Landes et de Garrigues. Elle est détachée visuellement du bourg et propose un véritable couloir d'accès au faugèrois vers Lenteric, la Liquière ou plus loin, Caussinjoûls. Il s'agit donc d'un élément géographique important dont l'aspect viticole en fond de vallon doit être préservé et mis en valeur.

Les puechs

Le secteur des Puechs est clairement séparé de la plaine par une ligne de faille parallèle à la route vers Laurens. Il est constitué de terrains schisteux. Les puechs sont majoritairement viticoles mais sont marqués par l'embroussaillage des hauteurs, ce qui les distingue dans le paysage viticole d'Autignac. La topographie est également plus mouvementée et moins organisée que précédemment. Au contact des ruisseaux, ces zones boisées constituent un enjeu environnemental intéressant à préserver et entretenir en tant que zone tampon et réservoir de biodiversité et d'auxiliaires des vignes.

Les banquettes viticoles et la façade Est

Les banquettes viticoles sont représentées par un ensemble de terrasses ou facettes agricoles et viticoles installées dans un axe sud-ouest/ nord-est qui traverse la commune entre Vallongue et Libron.



Cet axe est donné par une ligne de faille qui parcourt les terrains calcaires parallèlement au massif schisteux du Faugérois. Cette direction semble structurer l'ensemble de ce territoire : chemins principaux et lignes de terrasses la suivent.

La problématique de ce territoire est liée à l'évolution croisée de la vigne et de l'urbanisme. Alors que la vigne recule et laisse place à la culture et à la friche, la construction progresse sur ces territoires, particulièrement en limite de bourg. Il sera donc important de bien prendre en compte la structure géologique du paysage dans les projets d'aménagement à venir et d'envisager de nouvelles relations de production et d'usage entre bâti et terrasses cultivées.

Au contact du bourg, les parcelles s'enfrichent - en attente d'un projet... ou se construisent, parfois sans délicatesse avec le paysage



Source : Etude Urbaine Torres Borredon

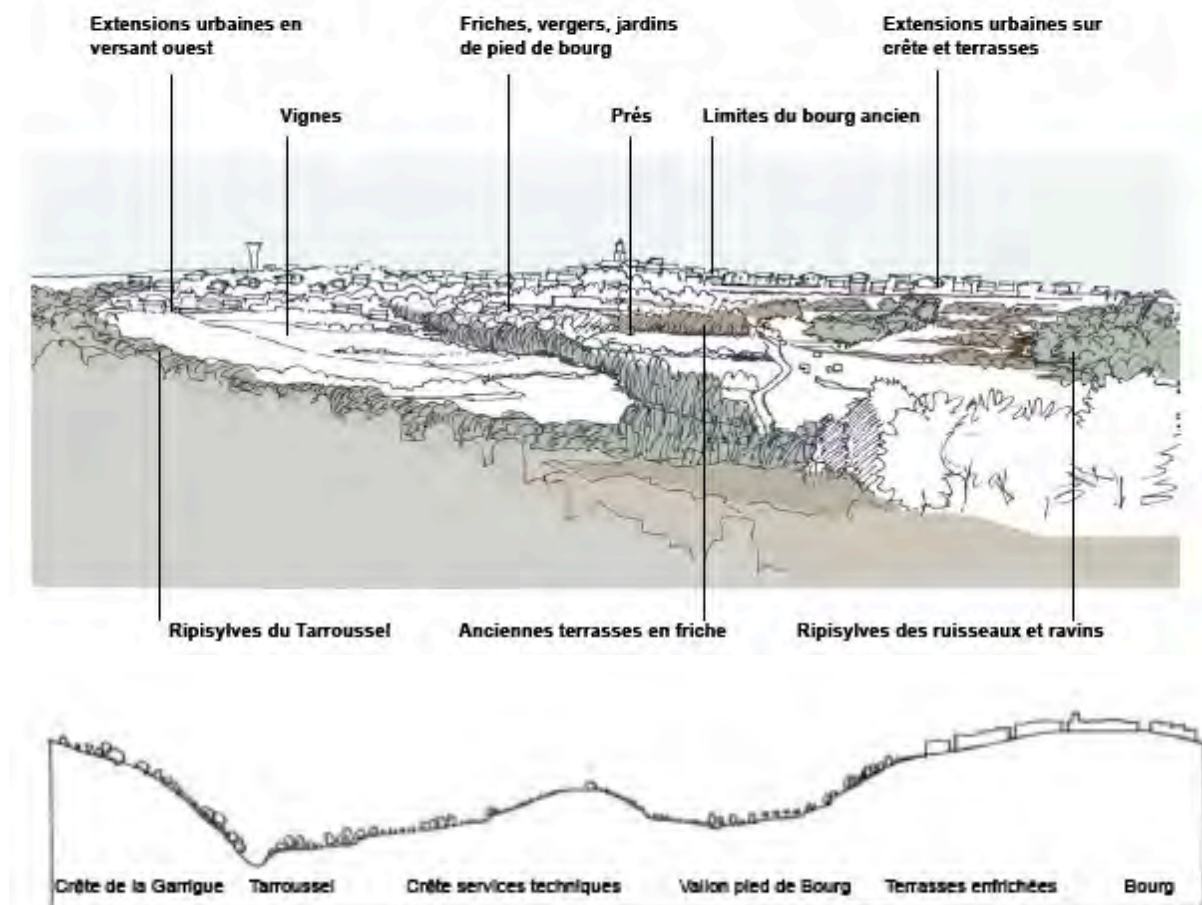
L'avenir de ces vallons, entre friche et culture, reste incertain. On constate de plus la présence d'extensions urbaines à maîtriser dans leur forme et leurs implantations.

Photographie : des extensions urbaines à maîtriser sur les franges de l'urbanisation



Source : Urban Projects

La façade est et le vallon du Tarroussel



Source : Agence Torres Borredon architectes urbanistes/ Jérôme Classe Paysagiste Géographe

Aux franges des collines et des avant-monts : des paysages particulièrement précieux

Sur les marges amont, lorsque les collines viticoles viennent au contact des avant-monts, des paysages de grande qualité se dessinent : la vigne, toujours présente, s'imbrique avec les reliefs plus marqués, que coiffe la végétation spontanée. L'ensemble dessine un paysage soigné, jardiné, plus intime, aux échelles moins dilatées, que rehaussent les sites bâtis de quelques villages accrochés.



Le Piémont vers Autignac

Les éléments paysagers anthropiques du territoire communal

Des sites bâtis précis et lisibles, tournés vers le sud : de l'Hérault à l'est à l'Aude à l'ouest, les collines sont ponctuées d'une trentaine de villages, qui maillent régulièrement le territoire à deux/trois kilomètres de distance les uns des autres. Ils occupent toujours une position précise, composant des sites bâtis d'autant plus remarquables qu'ils s'affichent de loin, dominant la mer des vignes : toujours au-dessus de la plaine, le plus souvent appuyés sur un relief de puech, parfois trônant dessus, ils se tournent vers le sud.

Les vues lointaines sur le village sont particulièrement intéressantes notamment depuis la RD154 ou depuis les collines situées à l'ouest du territoire. Ces vues nous font découvrir un village bâti sur un promontoire, entre plaines et vignes, parcelles boisées et vergers. Le centre ancien se distingue par le clocher de l'église et la densité (hauteur et volumétrie) de l'urbanisation.

Les vues lointaines sur le village depuis la RD154



Source : Urban Projects

Ces vues permettent de constater l'étalement pavillonnaire qu'a connu la commune, sous forme

d'habitat individuel lâche, particulièrement au sud et au sud-est sur les versants ensoleillés et d'accès facilité depuis les routes de Béziers et de Murviel-lès-Béziers. Une urbanisation plus récente s'est développée sur le versant nord-ouest, ensoleillé, bénéficiant d'une vue unique sur l'arrière-pays, mais dont la desserte est beaucoup moins évidente, obligeant les habitants à traverser le centre du village ou à le contourner par le nord.

Vue sur le village depuis le Sud Est

Les vues depuis l'avenue de Béziers portent sur un village compact, avec en perspective l'étendue du domaine viticole de Fraïsse. A l'inverse, l'arrivée par le nord-ouest du village permet de prendre la mesure de l'étalement du village et du relâchement du tissu urbain au niveau des ateliers municipaux et du château d'eau.



Source : Urban Projets

Un des enjeux paysagers majeurs sur la commune d'Autignac est de laisser dégagée la silhouette ancienne du village. Cela suppose un certain nombre de préconisations comme :

- Conserver/créer une trame végétale qui accompagne le village historique et cadre les extensions bâties
- Densifier les abords du village sur le coteau en articulant village ancien et nouvelles constructions
- Eviter l'urbanisation entre le village et la route principale irriguant la plaine
- Maintenir les vues remarquables depuis et vers le village

Autignac dispose d'une silhouette villageoise remarquable et sensible, identifiée par le diagnostic paysager du SCOT du Biterrois. Elles contribuent à la spécificité du territoire d'étude. Le Biterrois est le siège d'une forme urbaine spécifique au Languedoc : la circulade.

Cette forme datant de l'An Mille est particulièrement intéressante pour comprendre les évolutions des formes urbaines sur le territoire. Particulièrement présente sur le territoire, cette forme urbaine est un élément majeur du patrimoine urbain. Le réinvestissement de ce cœur de village représente un enjeu majeur qui justifiera la mobilisation d'outils fonciers, l'usage du droit de préemption urbaine pour conserver et valoriser ce patrimoine.

Vue sur la limite urbaine nord du village



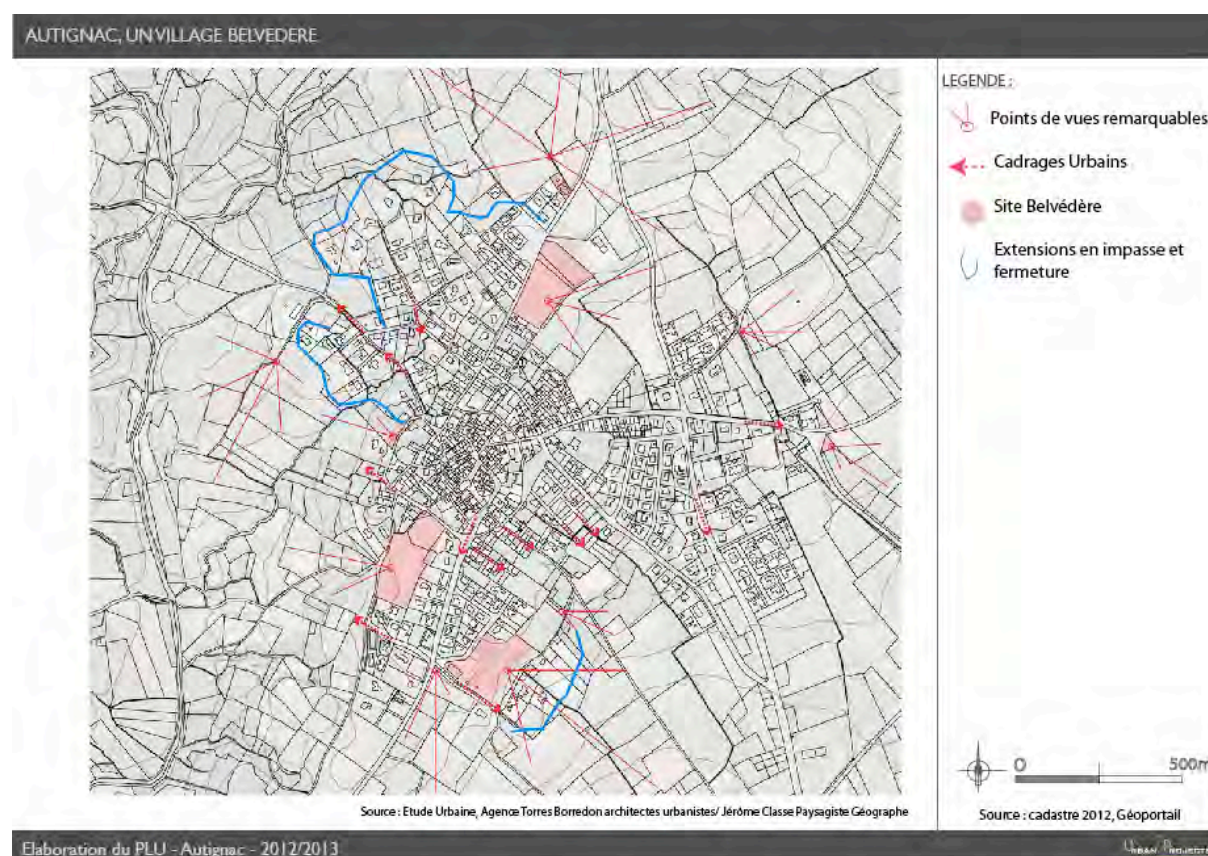
Source : Urban Projects

Les vues depuis le village sont caractérisées par la qualité de vie qu'elles offrent aux habitants, sur la plaine agricole au sud et sur le paysage vallonné au nord où se mêlent garrigues, vignes et vergers. De plus, de par sa situation en promontoire et à la forme urbaine en circulade du centre ancien, de nombreuses ouvertures vers le grand paysage apparaissent aux détours des ruelles ou à partir des « belvédères » sur le chemin de ronde autour du village.

Le « paysage – rue »



Le chemin de ronde : un Belvédère à mettre en valeur



Un patrimoine architectural et urbain

Le patrimoine architectural et urbain est essentiellement lié aux villages. Il présente des traits caractéristiques qui font son charme et sa qualité : densité, mitoyenneté, organisation parfois en circulades, enduit, deux étages ou un étage avec combles, porches adaptés à l'activité viticole, balcon de fer forgé au premier étage. Les châteaux ou domaines viticoles pinardiers ponctuent çà et là le territoire, parfois environnés de parcs boisés.

Un petit patrimoine construit dans les espaces cultivés

Au patrimoine urbain et architectural des villages et des domaines pinardiers, s'ajoute le " petit " patrimoine, celui des constructions modestes liées aux activités agricoles et viticoles, qui agrémentent le paysage : mazets, murs, ...

Murets, murs et talus sont des motifs récurrents des paysages d'Autignac. Cependant, ils souffrent soit de leur abandon, soit d'une réinterprétation contemporaine souvent hors d'échelle (par la dimension des blocs utilisés et l'absence de prise en compte des variations du relief) et mal intégrée dans les paysages.

Photographie : la multitude de murets, murs et talus



Source : Urban Projects

La commune est maillée par un réseau de départementales reliant Béziers à Bédarieux. Deux entrées de ville sont soulignées par une allée de platanes encadrant la route sur la RDI et la RD909.

La « Piste » est un motif important de la garrigue. Elle est un enjeu d'aménagement économique et

touristique pour la commune. C'est la rue des garrigues. La gestion des pistes et leur aménagement présente des aspects problématiques quant à l'entretien. La résistance des matériaux aux usages très variés (du piéton au camion) est difficile à assurer. De plus dans les passages pentus, le ravinement est très intense. On peut imaginer des principes d'aménagement plus résistants à l'image des chemins de montagne.

Photographie : La piste



Source : Urban Projects

L'autre problème réside dans les nuisances provoquées par les usages motorisés tels que le quad et le motocross. Dans ce domaine une décision est à prendre. En milieux naturels périurbains ou touristiques, on a souvent recours à l'interdiction. Cependant des balisages ou des circuits peuvent être envisagés, plus à l'écart des promeneurs. Enfin, en liaison avec les pistes, il est remarqué que les chemins finissent souvent impasse et que les itinéraires ne sont pas réellement définis. Cet aspect nous semble particulièrement intéressant à prendre en compte pour (re)définir la signalétique liée à l'aménagement des pistes.

En conclusion, il s'avère qu'à l'instar de l'ensemble de l'Hérault, dans le Biterrois, la pression de l'urbanisation dans ne se fait pas ressentir seulement sur les pôles urbains majeurs, le littoral ou les abords des grandes infrastructures. Les facilités de déplacements offertes par la voiture rendent attractifs les villages pour une population qui travaille en ville mais recherche un cadre de vie rural et de qualité. Les villages des garrigues et des collines viticoles subissent de ce fait une forte pression : ils sont à la fois de qualité, dans une aire d'influence urbaine (de Montpellier ou de Béziers notamment) et ils restent proches du littoral.

Cette pression se lit dans le paysage de façon parfois négative à Autignac. Plusieurs problèmes peuvent être évoqués de manière synthétique :

- mitage des coteaux par une urbanisation diffuse d'habitations individuelles, qui contraste avec le site bâti originel du village, à l'inverse concentré, économe en espace, développant des espaces publics communs et partagés ;
- développement d'urbanisation en nappe dans les plaines agricoles, sous forme de lotissements ou de zones d'activités, qui consomme les meilleures terres agricoles et vient en

contradiction avec les sites bâtis originels des villages, le plus souvent accrochés aux reliefs ou en piémont ;

- banalité des paysages urbanisés récents, pauvres au niveau architectural, en espaces publics de qualité, qui se réduisent le plus souvent à des voies de dessertes sans âme bordées de clôtures hétéroclites et peu avenantes ;
- affaiblissement économique et social des centres villages constitués : on habite un lotissement et non plus un village, avec des services éclatés dans l'espace aggravant la dictature du déplacement individuel par la voiture : écoles, collèges, lycées, équipements sportifs et culturels sont placés au barycentre des intercommunalités, parfois en pleine campagne ; super et hypermarchés se développent au détriment du commerce de proximité ;
- coût élevé des réseaux et des services (ramassage scolaire, collecte des ordures ménagères, ...).

L'affaiblissement qualitatif de l'urbanisme des villages promontoires comme Autignac apparaît finalement très contradictoire avec la qualité générale des paysages de garrigues et de collines viticoles, et avec leur valeur culturelle et économique viticole, agricole et touristique. Face à la pression, le seul opportunisme foncier n'est pas une réponse à la hauteur des enjeux. Une politique plus volontariste en terme d'ambition qualitative doit émerger, qui développe davantage de réflexion de conception, et s'appuie sur des outils fonciers permettant d'anticiper et de maîtriser les processus (chartes intercommunales pour l'urbanisme des villages, études paysagères pour chaque site du village, appel systématique à des concepteurs pour l'opérationnel).

Franges urbaines, limites et extension future de la ville

L'extension d'Autignac, depuis les années 80, s'est poursuivie au fil des opérations de constructions ou de lotissements, par urbanisation progressive et au coup par coup sur les friches agricoles proches du village. Ce développement extensif n'a pas été planifié à long terme, dans une logique de projet de ville, ce qui a pour effet un étalement continu de la ville sans pour autant poser la question de ses limites : « Où et comment l'urbanisation s'arrête-t-elle ? ».

Photographie : Vue sur la frange nord du village



Photographie : vue sur la frange sud est du village



Source : Urban Projects

Les rives de villes dessinent une frange urbaine saccadée, suivant les contours parcellaires, sans traitement paysagers de transition entre les espaces urbanisés, agricoles ou naturels. Le SCOT du Biterrois porte une attention particulière au traitement paysager des franges urbaines au travers du PLU, dans un souci d'articulation de la ville avec l'armature des espaces naturels et agricoles et de limitation de l'étalement urbain sur ce milieu sensible.

Photographie : Vue sur la frange sud du village, une limite à affirmer ?



Photographie : Vue sur le lotissement du Château d'eau



Source : Urban Projects

Photographie : Vue sur le nord ouest du village*Source : Urban Projects*

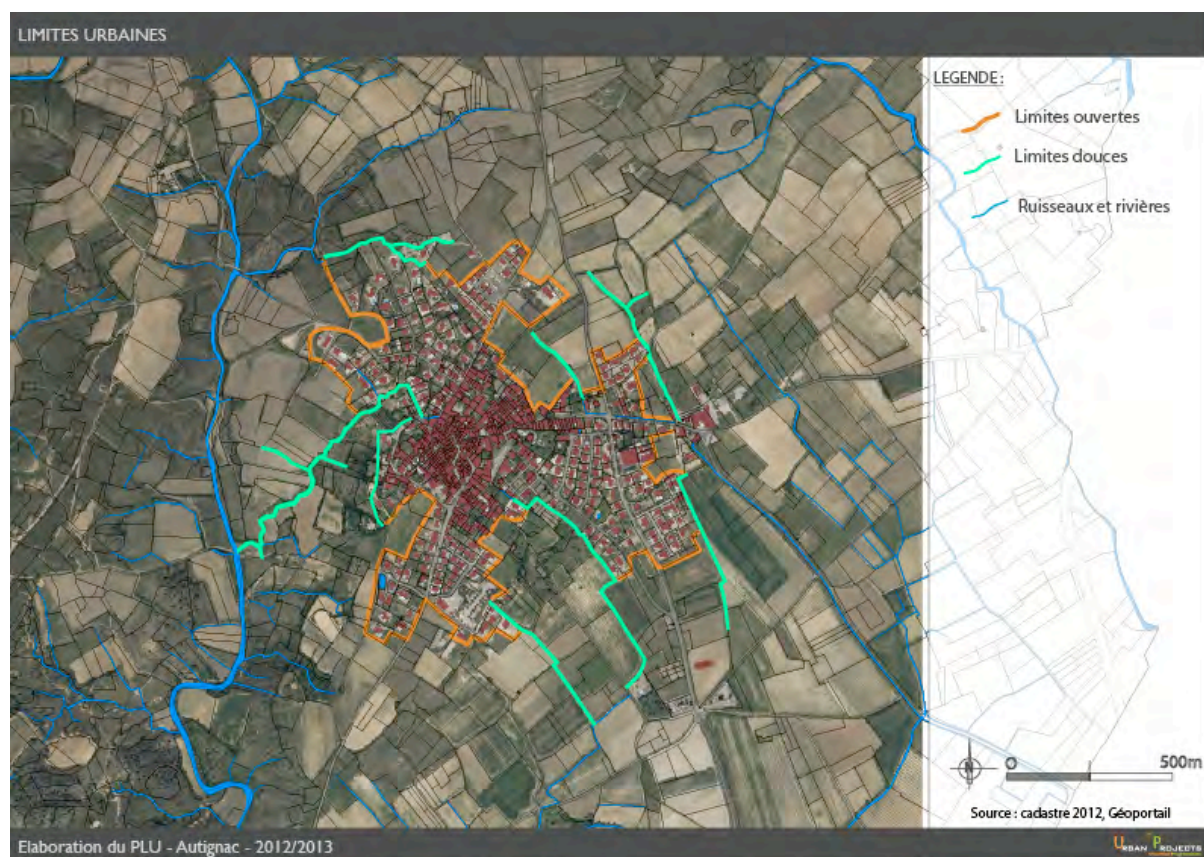
Toute extension urbaine, si elle gagne en qualité à assurer une transition (tout au moins provisoire) entre la ville et son territoire, doit aussi s'attacher à s'intégrer au milieu urbain existant. Il convient également d'analyser les gabarits urbains, les points de greffe possibles pour assurer une bonne liaison interquartiers. La carte ci-dessous illustre les enjeux de redéfinition de nouvelles franges urbaines, plus structurées, et plus en lien de transition avec le paysage environnant. Les limites de la ville chercheraient plus d'accroches sur les éléments naturels ou géographiques, instaurant un dialogue sensible entre l'Urbain et le naturel.

Plusieurs cas de figure peuvent être recensés à Autignac s'agissant de l'interface Urbain/environnement :

La limite « douce »

Elle est constituée par des éléments marquants du paysage pouvant être un chemin, une rupture topographique ou un alignement d'arbres remarquables. Quand l'urbanisation dialogue avec les éléments paysagers, la transition est plus douce, plus harmonieuse.

Vue sur la limite est du tissu urbain



Les franges urbaines de quartiers de lotissement



Source : Urban Projects

La limite « ouverte »

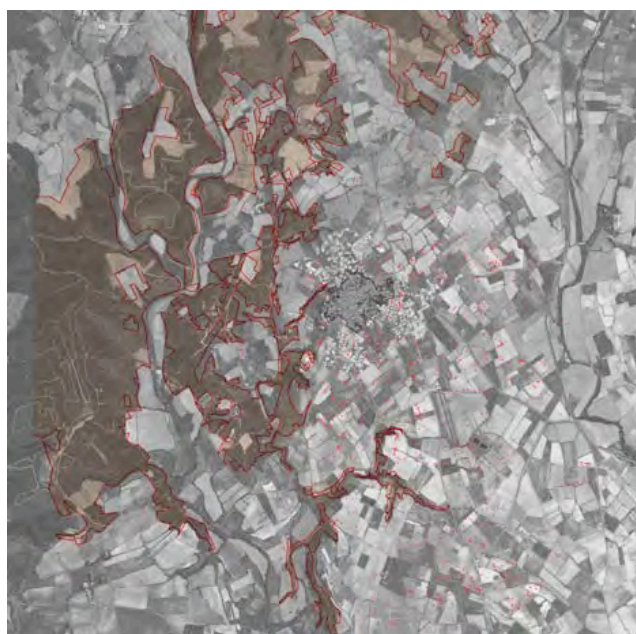
Elle est formalisée par un point de greffe possible entre l'espace urbanisé et les possibilités d'extension futures. Matérialisée par l'émergence d'une voie, la subsistance d'une parcelle encore non lotie, elle ponctue la frange urbaine d'un vide de constructions, gardant un fort potentiel évolutif et offrant des capacités de développement ou d'actions correctrices.

Les franges urbaines de quartiers de lotissement nord*Source : Urban Projects*

En plus des limites physiquement établies par les constructions déjà réalisées, le MARNU instaure des limites « réglementaires » entre les zones urbaines et les zones agricoles. Celles-ci ne sont pas toujours calées sur des éléments géographiques ou sensibles du paysage. L'élaboration du PLU d'Autignac permettra de préciser ces limites et de les justifier en s'appuyant sur l'armature des espaces agricoles et naturels.

Evolutions du paysage

La simplification des terroirs



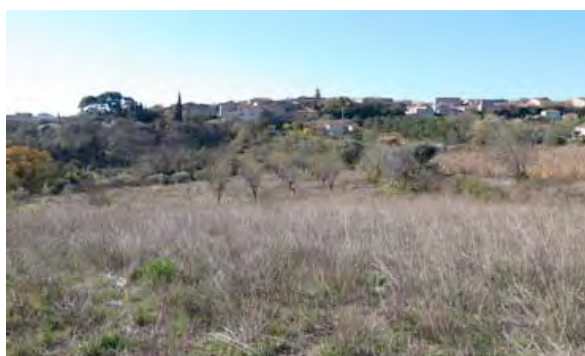
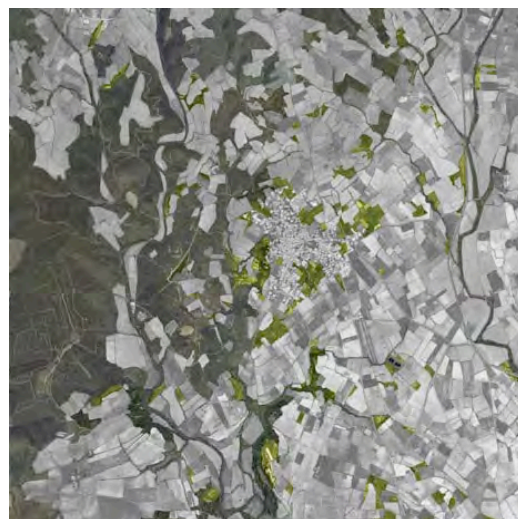
Entre 1946 et 2008, la friche progresse mais le domaine de la lande et de la garrigue reste assez comparable (zone rose représentant la lande en 1946 d'après photo aérienne). L'arbre champêtre a beaucoup régressé (points rouge représentant les arbres identifiés en 1946 d'après photo aérienne). Le Bourg ancien (en gris foncé) s'est étendu en suivant les axes routiers mais aussi en allant chercher des villégiatures dans la garrigue avec vues sur la montagne. Toutefois, en regard de l'évolution des communes voisines, Autignac reste

relativement compact et économe dans sa consommation du territoire.

En 2008, la friche s'est principalement développée aux limites du bourg, sur les petites parcelles et les jardins ainsi que sur les terrasses étroites des plus fortes pentes. On note une forme de «simplification» des terroirs de la commune. Les zones non cultivables ou impropres à la vigne sont abandonnées. Les terres arables sont majoritairement tournées vers la viticulture.

Les jardins et terrasses de limite du bourg se mettent en attente d'urbanisation et s'enfrichent. La mosaïque culturelle et naturelle s'appauvrit. Les échanges entre ville et territoires diminuent. Les mutations actuelles de l'économie viticole mènent à repenser cette mosaïque ancienne et à chercher les nouveaux équilibres possibles dans l'économie agricole.

Depuis le Crianel, sur le versant Ouest, la vigne a quasiment disparue mais vergers et jardins sont apparus. Ici, aux abords du bourg, Le paysage semble avoir gagné en complexité d'usages qui mènent à penser de nouvelles relations ville/ territoire (loisirs, jardins, entretien des friches...)



Aux abords du village, les anciens jardins potagers irrigués sont bâtis ou abandonnés. La vue d'ensemble depuis la vallée du Libron montre la simplification du paysage avec le recul des plantations champêtres - dès le premier plan.



Source : Etude Urbaine Borres Torredon et Urban Projets

Enjeux

En conclusion, il s'avère que les enjeux du point de vue paysager à Autignac portent sur :

Enjeux de protection/préservation

- le paysage viticole dans son ensemble, de grande qualité et très préservé : protection, notamment contre toute implantation bâtie isolée
- Le petit patrimoine, construit et végétal : identification, repérage et protection dans les documents d'urbanisme, soutien à la gestion et à l'entretien, ...
- Les sites bâtis : prise en compte fine à l'occasion des extensions d'urbanisation : confortement des centralités, gestion économe de l'espace ouvert à l'urbanisation (densité), préservation des plaines alentours, prise en compte des vues sur le village, lutte contre l'effet de mitage

Enjeux de valorisation/création

- Les puechs : gestion des espaces en friches, plantation d'arbres signaux ou silhouettes, création et mise en réseaux de circulations douces, mise en valeur de points de vues, ...
- les points de vue depuis les petites routes de desserte et de découverte du paysage : repérage et mise en valeur, aménagements légers de points d'arrêt, ...
- Les bords des cours d'eau : recreation de ripisylves, d'épaisseur protégée et gérée autour de l'eau, passage de circulations douces, ...
- Les structures végétales arborées : identification, préservation, mais aussi création dans les secteurs appauvris des collines
- Les abords des sites naturels et culturels remarquables : suppression ou traitement des points noirs

Enjeux de réhabilitation/requalification

- Les entrées/sorties de villages, les limites urbanisation nouvelle/espaces cultivés : requalification par traitement des clôtures, réduction de voiries, plantations, traitements des abords des caves coopératives, ...
- Les bords des cours d'eau dans les villages : remise en valeur paysagère et urbaine
- Quelques points noirs, d'autant plus notables qu'ils sont rares : lignes haute tension, bâtiments récents isolés de piètre qualité, ...

LE PATRIMOINE CULTUREL ET HISTORIQUE

Aucun monument historique (inscrit ou classé) n'est recensé sur la commune. Quelques éléments patrimoniaux remarquables sont tout de même présents dans le village :

- l'église paroissiale d'Autignac



- le passage de la Voie Domitienne à l'est du village
- le monument aux morts
- Le pont d'Unal - en partant du chemin de St Nazaire et en allant au Moulin à Vent (du nom de l'artisan Charron 1929 d'Autignac qui a fait réaliser cet ouvrage).



Le centre ancien d'Autignac présente cependant des nombreux atouts patrimoniaux comme les heurtoirs de portes, nombreux et dont les attraits sont multiples. Qu'ils représentent des chiens, des anges, des mains féminines, ces heurtoirs sont des bijoux de portes et méritent une attention toute particulière sur leur finition minutieuse.

Les vestiges archéologiques²

Sur le territoire de la commune d'Autignac sont délimitées 6 zones géographiques dans le périmètre desquelles les projets d'aménagement affectant le sous-sol sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation. Ils recouvrent plusieurs périodes préhistoriques et historiques. Ces sites répertoriés reflètent l'état actuel des connaissances et ne peuvent en rien préjuger d'éventuelles découvertes à venir. Les sites archéologiques et les textes légaux et réglementaires les concernant sont détaillés en annexe.



Chacune de ces 6 zones est délimitée et identifiée sur le plan, et décrite sur la notice de présentation, annexés au présent PLU.

- Zone 1 : vestiges d'occupation gallo-romaine, La Jeasse sur Peyre Grosse et Peyre Plantade.
- Zone 2 : vestiges d'occupation gallo-romaine, Les Estopieux
- Zone 3 : cimetière gallo-romain, La Poujade/ la Malaussade
- Zone 4 : cimetière Haut Moyen-Age, Les Condamines
- Zone 5 : vestiges bâtiment gallo-romain, La Poujade, Les Condamines
- Zone 6 : vestiges non répertoriés.

² Porter à connaissance de l'Etat – Commune d'Autignac - Vestiges archéologiques

Afin d'éviter toute destruction de site, qui serait susceptible d'être sanctionnée par la législation relative aux crimes et délits contre les biens (article 322-1 et 322-2 du Code Pénal), le Service Régional de l'Archéologie devra être immédiatement prévenu de toute découverte fortuite conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi du 27 septembre 1941, validée par l'ordonnance n°45-2092 du 13 septembre 1945 et reprise à l'article L.531-14 du Code du Patrimoine

Dans les zones I à 6, qui portent sur des sites archéologiques avérés, outre les demandes et déclarations définies à l'article 1er, toutes les demandes ou déclarations suivantes doivent être transmises au Préfet de région:

- permis de construire en application de l'article L. 421-1 du code de l'urbanisme;
- permis d'aménager en application de l'article L. 421-2 du même code;
- permis de démolir en application de l'article L. 421-3 du même code;
- décision de réalisation de zone d'aménagement concerté en application des articles R. 311-7 et suivants du même code.
- tous les travaux définis à l'article 4° du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 (affouillements, nivellements, préparations du sol arrachage de souches, création de retenues d'eau ou de canaux...), sans seuil de superficie.

Conformément aux dispositions de l'article L522-5 du Code du patrimoine, les projets d'aménagements affectant le sous-sol des terrains sis dans les zones définies en annexes, sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation.

ANALYSE DE LA CONSOMMATION D'ESPACES AGRICOLES ET NATURELS PAR L'URBANISATION

Les usages de l'espace à Autignac ont fortement et rapidement évolué en quelques décennies. Ces évolutions présentent des inconvénients et des avantages, qu'il est important d'identifier. Elles doivent être maîtrisées pour préserver les fonctions qu'elles remplissent et qui sont toutes utiles. Le Code de l'urbanisme impose au rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme de présenter une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des années qui précèdent son approbation. De là doivent être justifiées les orientations appelées à limiter cette tendance pendant la durée de l'exercice du Plan Local d'Urbanisme d'Autignac.

La Commune d'Autignac est actuellement soumise au Règlement National d'urbanisme ou RNU, par une délibération du 24 octobre 1994. C'est le règlement national d'urbanisme qui s'applique dans la commune selon les dispositions des articles R. 111-I à R. 111-27 du Code de l'urbanisme. La compétence instruction des autorisations d'urbanisme est préfectorale.

La Commune a lancé le 3 avril 2007 une première procédure pour l'élaboration d'une Carte Communale afin de porter un projet de croissance de 1000 à 1200 habitants maxima à l'horizon 2017. Ce document a cependant été annulé par les services de l'Etat pour le motif d'une urbanisation trop importante, la DDTM souhaitant que la commune élabore son PLU. La Commune d'Autignac, sous l'impulsion du CAUE et du Conseil Général de l'Hérault a ensuite procédé en 2010 à la réalisation d'une étude urbaine portant sur l'évolution du tissu urbain communal.

L'actuelle procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme est l'occasion d'analyser les dynamiques de consommation d'espaces naturels et agricoles de la dernière décennie afin de proposer des orientations de développement urbain économe conformément au DOG du SCoT du Biterrois.

La méthode

L'objectif est bien de s'inscrire dans les exigences du Grenelle de l'Environnement en mesurant dans un premier temps la consommation d'espace par l'urbanisation puis d'évaluer le type d'espace consommé (naturel ou agricole) pour servir de base à une politique de limitation de cette consommation. Pour mesurer la tache urbaine une approche diachronique s'est imposée afin d'estimer son évolution spatiale.

Une première partie de l'analyse portera sur l'évolution du village depuis les années 1950. Elle sera réalisée sur la base des photographies aériennes anciennes de l'IGN disponibles sur le site Géoportail

et nous permettront d'appréhender de manière rapide l'évolution de la densité urbaine d'Autignac entre 1950 et 1990.

La seconde partie de l'analyse portera sur les évolutions plus récentes de la commune d'Autignac en termes de consommation d'espaces agricoles et naturels. Le cadastre numérique disponible le plus actuel possible est de 2012. Un pas de 10 ans est apparu intéressant car permettant d'estomper des variations annuelles conjoncturelles. Cette analyse s'appuiera sur les photographies aériennes récentes et sur les chiffres communiqués par la mairie, en matière d'autorisation d'urbanisme.

Le développement de l'urbanisation à Autignac se fait principalement sous 2 formes : une urbanisation continue et organisée générée par des opérations d'aménagement (lotissement, PAE...) et le développement d'un bâti diffus dans les secteurs périphériques (principalement les secteurs agricoles et naturels du village). La mesure de la consommation d'espace est assez simple dans les secteurs d'aménagement car une certaine densité permet de définir des zones urbaines homogènes.

Pour mieux appréhender le phénomène d'artificialisation et ses formes, des photographies au sol du bâti permettront de mieux comprendre la consommation d'espaces naturels et agricoles par l'urbanisation sur la commune d'Autignac.

Analyse historique de la consommation d'espaces naturels et agricoles à Autignac

Une première partie rappelle les évolutions avant 1970. Cette analyse se base sur l'étude des photographies aériennes et sur les données démographiques de la commune (logement et population). Elle permet de comprendre l'évolution du tissu bâti autour du centre village et de ses premières extensions.

Photographie : cadastre napoléonien d'Autignac

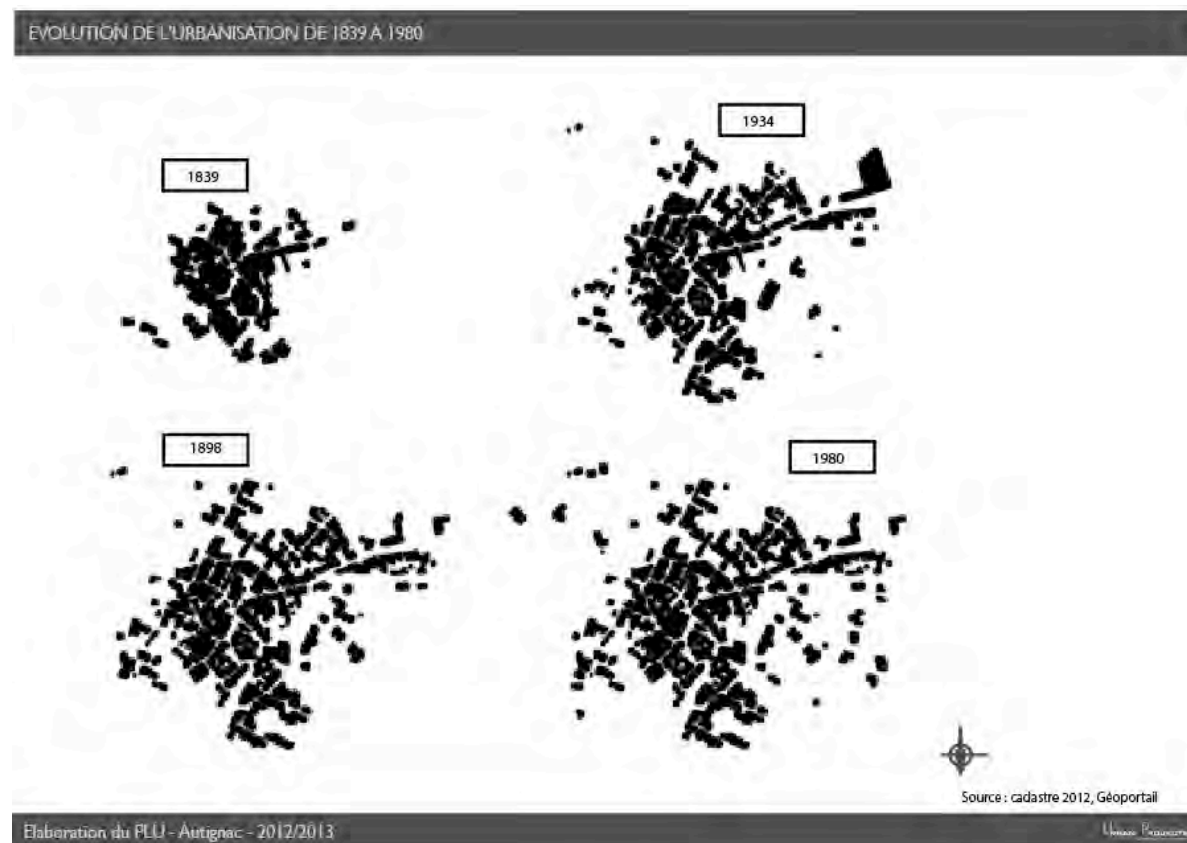


Source : Archives départementales de l'Hérault

Ce plan de l'ancien cadastre napoléonien, base de notre cadastre français contemporain, permettent d'imaginer la configuration de la commune à cette époque où le nombre d'habitants était

sensiblement le même qu'aujourd'hui, à savoir 650 habitants en 1836 et 676 habitants en 1841. Comme le prouve le tableau d'assemblage de ce cadastre, les habitations étaient toutes dans le vieux village et entourées par le chemin de ronde qui marquait la limite entre village et vignes.

Les cartes ci-dessous illustrent les dynamiques exposées ci-dessus de 1839 à 1980



Il faut noter que jusqu'en 1960, la forme de la commune d'Autignac reste compacte et son emprise spatiale limitée : la forme du village d'Autignac n'a guère évolué depuis longtemps. Sur la photographie aérienne ci-dessous, on distingue nettement :

- Le centre ancien, au tissu dense, marqué par la forme rectangulaire de la ville fortifiée autour de l'église ; la place de la mairie se dessine en creux ;
- Les faubourgs du XIXème siècle, au tissu dense mais plus aéré que le précédent, qui se sont
- étendus à partir du noyau ancien dans trois directions : vers la cave coopérative à l'est, au sud-est du chemin de ronde et vers le nord en direction du château d'eau.

Jusqu'aux années 1980, de façon très ponctuelle, quelques nouvelles maisons se construisent en périphérie du village sur de grandes parcelles (entre 1000 et 1500m²). Ce n'est que depuis une vingtaine d'années que l'étalement urbain s'est mis en place à Autignac, dans toutes les directions, sous la forme d'une consommation foncière croissante (maisons individuelles).

Photographie aérienne du tissu urbain d'Autignac en 1962



Source : IGN

Les causes de ce phénomène sont à rechercher dans une réduction de la taille des terrains urbanisés (entre 600 et 800 m²) avec une chute aux alentours de 500 m² pour les lotissements les plus récents (conséquence d'une hausse du prix du foncier et de l'arrivée de ménages moins aisés sur la commune).

La photographie aérienne ci-dessous prise par l'IGN en 2000 illustre bien le formidable développement urbain qu'a connu la commune entre 1980 et 2000, au détriment des espaces agricoles et naturels proches du village.

Photographie : le tissu urbain de la commune d'Autignac en 2000



Photographie : le secteur du centre historique

Ces nouveaux types de constructions, plus consommatrices d'espaces vont entraîner l'étalement urbain de la commune d'Autignac et en même temps que celle-ci voit sa population croître, le tissu urbanisé s'étend toujours plus sur les surfaces agricoles et naturelles.

Cependant, depuis les années 1990 et malgré un étalement urbain qui s'intensifie, la densité de la commune d'Autignac grimpe rapidement après avoir stagnée pendant 30 ans alors même que le nombre d'habitant par logement baisse rapidement.

Elle permet également de distinguer les différentes formes urbaines que l'on peut trouver sur la commune et qui illustrent bien les différentes phases du développement urbain de la commune de d'Autignac.

Le secteur du centre historique très dense avec une densité d'environ 70 logements à l'hectare et une occupation estimée de 2,3 habitants/logements soit une population d'environ 200 habitants à l'hectare. La hauteur des bâtiments étant généralement comprise entre R+1 et R+2.



Source : Urban Projects

Le secteur des faubourgs vigneron qui offre une densité moyenne environ 35 logements/ha avec une occupation estimée de 2,3 habitants/logements soit environ 80 habitants/ha. La hauteur des bâtiments étant généralement comprise entre RDC à R+2.

Photographies : le secteur des faubourgs vigneron.



Source : Urban Projets

Enfin, le secteur d'habitat pavillonnaire offre une densité plutôt faible avec environ 10 logements/ha,

une occupation estimée de 2,4 habitants/logements soit 24 habitants/ha avec une hauteur de bâti comprise entre RDC à R+1.

Photographies : les secteurs d'habitat pavillonnaire



Il faut cependant noter que certains « écarts » de la commune, encore partiellement intégré au tissu bâti communal comme au nord-ouest de la commune et sur le lotissement du Château d'eau ont des densités encore plus faibles car construite sur de plus grandes parcelles (entre 700 et 1500 m2).



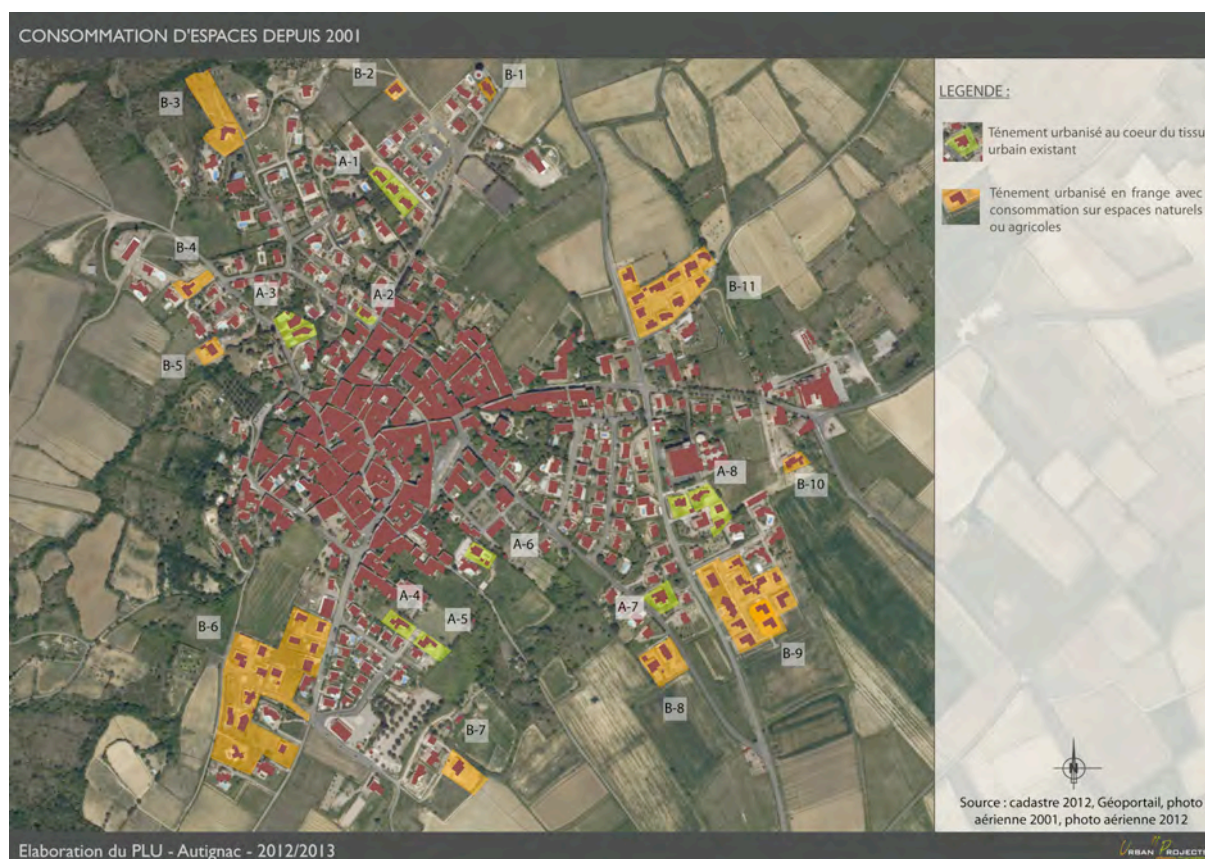
Source : Urban Projects

L'analyse des évolutions récentes

La carte communale de 2003 et l'étude urbaine de 2009 nous fournissent une base solide pour appréhender la consommation d'espaces agricoles et naturels sur une durée d'environ 10 ans, similaire à l'exercice d'un P.L.U. Les cadastres présents dans ces deux documents seront étudiés et mis en relation avec le cadastre 2012 fourni par la mairie d'Autignac. Il s'agira de recenser les nouvelles constructions, leurs densités et la consommation d'espace induite. Ensuite, l'analyse des permis de construire délivrés par la DDTM depuis 2000 sera elle aussi le moyen de comprendre et de chiffrer cette consommation d'espace, afin de cibler les zones les plus impactées.

Sur la période 1999-2012, la population autignacoise a gagné environ 106 habitants et consommée environ 5 ha, soit 490 m² urbanisée pour habitant. Si on prend l'ensemble du bâti existant, la surface urbanisée par habitant est de 645 m² par habitant. La dernière période de 1999 à 2009 n'a donc pas été fortement consommatrice d'espace par rapport à la croissance démographique d'Autignac mais s'inscrit dans une dynamique d'économie d'espace.

La densité des opérations nouvelles reste cependant faible, généralement moins de 10 logements à l'hectare, comparé à la densité moyenne sur le village d'Autignac, environ 14 logements à l'hectare. L'explication de ce phénomène est un « lissage » de la densité urbaine entre les fortes densités atteintes dans le centre village et les faubourgs et les faibles densités des lotissements plus récents.



En matière de mesure quantitative, le tableau ci-dessous illustre les données de la consommation d'espace naturel et agricole depuis 2002 à nos jours.

CONSOMMATION D'ESPACE ENTRE 2001 ET 2012

N° SECTEUR	SURFACE CONSOMMÉE (CONSTRUCTION + PARCELLE CONCERNÉE)
DENTS CREUSES	
A-1	2 100
A-2	400
A-3	1 896
A-4	995
A-5	1 105
A-6	961
A-7	1 370
A-8	2 948
TOTAL CONSOMMATION DANS L'ESPACE URBANISÉ (en m2)	11 775
EXTENSION URBAINE	
B-1	488
B-2	520
B-3	4 383
B-4	945
B-5	955
B-6	20 030
B-7	2 054
B-8	2 702
B-9	10 152
B-10	710
B-11	8 418
TOTAL EXTENSION SUR ESPACE AGRICOLE OU NATUREL (en m2)	51 357
	63 132

Après analyse des permis de construire autorisés sur Autignac, on peut tout d'abord constater que de nombreuses nouvelles constructions ont porté sur la résorption de « dents creuses », des tènements fonciers au cœur du tissu urbanisé existant.

On constate globalement que les surfaces agricoles et naturelles ont régressé d'environ 52 000 m2 depuis 2000, majoritairement à la suite d'extensions urbaines sous la forme de lotissements. Ces extensions se sont faites surtout au sud et à l'ouest de la commune. Le lotissement du Château d'eau au nord-ouest a connu une extension moins importante que les autres.

De manière générale, on constate :

- une consommation d'environ 5,2 ha sur la période, calculée à partir du cadastre 2012 et des orthophotographies IGN de 2000.
- pour les grandes taches, les opérations groupées des secteurs d'aménagement du territoire sous forme de lotissements.
- pour les taches de petite dimension, il s'agit principalement du développement de l'habitat diffus par "densification" des zones habitées ou par mitage des espaces agricoles ou naturels.

Enjeux en matière de consommation d'espace naturel et agricole

- Enrayer la hausse de la consommation d'espaces agricoles et naturels par l'urbanisation.
- Optimiser la consommation d'espace par une intensification des espaces urbains existants (centre-village), un réinvestissement des logements vacants et une utilisation rationnelle des zones d'urbanisations futures.

LA GESTION DE L'EAU

Essentielle à la vie, l'eau tient une place importante dans l'activité des collectivités. Dans le cadre de ses obligations en matière d'hygiène et de salubrité, la commune d'Autignac a pour préoccupation permanente la fourniture d'eau en quantité suffisante avec la qualité requise. Elle a donc à s'assurer de ses sources d'approvisionnement dans un souci de gestion durable et d'économie de la ressource. Elle veille à la qualité du traitement de l'eau pour la rendre potable et à son système de distribution.

Après usage, elle a la responsabilité de l'assainissement, c'est-à-dire de la collecte et de l'épuration des eaux usées avant leur rejet dans le milieu naturel. Cette dernière étape présente un enjeu important au regard des exigences de qualité des eaux de surface et souterraines de plus en plus encadrées par des documents avec lesquels le PLU doit être compatible, particulièrement dans l'objectif d'atteinte du bon état écologique en 2015 demandé par la Directive Cadre sur l'Eau.

La situation actuelle de l'alimentation en eau potable

La commune d'Autignac doit assurer à la population actuelle et future une alimentation en eau potable satisfaisante en termes de qualité et de quantité au titre des dispositions contenues dans la circulaire préfectorale du 26 mai 2008 relative aux priorités de l'Etat en matière d'urbanisme et de développement durable – Contraintes liées à l'assainissement et à l'eau potable.

Pour Autignac, le traitement, l'adduction et la distribution en eau potable de la commune sont assurés par le SIAE de la rive gauche de l'Orb. Le délégataire est la Société d'Aménagement Urbain et Rural (SAUR). Le contrat qui lie la SAUR et les collectivités dont la commune d'Autignac pour la gestion de l'eau potable est un contrat d'affermage conclu le 20/09/10 pour une durée de 12 ans.

Les sources d'alimentation

La commune d'Autignac est alimentée en eau potable par la source de Saint Gervais sur Mare et le forage de Lacans sur la commune de Faugère. L'eau en provenance de Fontcaude est la ressource principale (90% des apports) ; le forage de Lacan ne sert actuellement que de ressource d'appoint (10% des apports).

L'eau en provenance du Syndicat de la Vallée de la Mare alimente gravitairement d'une part le réservoir de tête de Bel-Air et d'autre part les hameaux de La Caumette et de Soumartre ainsi que le lieu-dit Poux-Sec. Ce transport d'eau peut être favorisé par l'accélérateur de Pétafi (augmentation du débit de circulation), en amont du réservoir et des hameaux.

Le réservoir de Bel-Air est le réservoir principal du Syndicat. Il stocke les eaux achetées au Syndicat de la Vallée de la Mare et les eaux produites par le forage de Lacan avec une capacité de 800 m³. Ce réservoir se situe sur le territoire communal de Faugères au lieu-dit de Bel-Air. Il alimente 12 autres réservoirs du Syndicat.

Le forage a fait l'objet d'un rapport de l'hydrogéologue agréé, Monsieur Orengo, en date du 3 février 1995. Par suite, le forage de Lacan a obtenu une DUP (Déclaration d'Utilité Publique) en date du 24 janvier 1997, modifiée par l'arrêté FU du 21 Février 1997. Cet arrêté concerne une erreur de délimitation de l'emprise communale du périmètre de protection éloigné.

Les périmètres de protection, instaurés par la DUP et concernant le forage de Lacan sont :

- P.P.I (Périmètre de Protection Immédiat) d'une superficie de 430 m². Il est implanté sur la parcelle n° B 12-13. Il englobe le forage d'exploitation et le forage de reconnaissance. Cette parcelle est la propriété du Syndicat,
- P.P.R (Périmètre de Protection Rapproché) d'une superficie de 124 hectares. Il ne concerne que des terrains appartenant à la commune de Faugères. Des servitudes sont instituées sur les parcelles de ce périmètre,
- P.P.E (Périmètre de Protection Eloigné) d'une superficie de 712 hectares. Il concerne les communes de Roquessels, Fos, Pézènes les Mines, Caussiniojols et Faugères (cf. l'arrêté modificatif de la DUP).

Le forage de Lacan est situé sur la commune de Faugères, sur la parcelle cadastrée B13-12. La nappe aquifère captée se trouve dans le givétien (aquifère fissural de type karstique). Cette ressource reste soumise à des risques de turbidité en cas de forte pluie. Le forage de Lacan possède une capacité nominale de 100 m³/h soit un volume de prélèvement autorisé est de 2000m³/j. Le volume réellement prélevé est de l'ordre de 307m³/j. Selon M. Grévellec, hydrogéologue, le débit potentiel du forage pourrait être de 200m³ /h à 300m³/h soit deux à trois fois plus qu'actuellement. Le cas échéant, toute augmentation des prélèvements possibles nécessitera la reprise de la Déclaration d'Utilité Publique

En termes de données quantitatives, en 2011, les volumes annuels produits par le forage s'élevaient à 206487m³ soit 17207,25m³/mois. Le volume du mois de pointe est monté jusqu'à 30429 m³ en septembre avec un débit de pointe de 2196m³/j alors que le débit moyen annuel était de 565m³/j.

On remarque que le forage de Lacan n'est pas exploité de façon régulière dans la journée. Cependant, il est de plus en plus utilisé comme appoint aux volumes d'eau acheté au Syndicat de la Vallée de la Mare. Les volumes produits augmentent en période estivale et, de façon moindre, au printemps. Le débit journalier estival moyen augmente environ de 70 m³ chaque année.

En termes de données qualitatives, les rapports de l'hydrogéologue et le DDASS et SAUR confirment la bonne qualité de l'eau conforme aux normes en vigueur. L'eau mise en distribution est de bonne qualité. La seule non-conformité constatée concerne comme d'habitude la turbidité au point de mise en distribution. Il s'agit d'un problème récurrent dû soit la qualité de l'eau traitée achetée au Syndicat de la vallée de la Mare, soit à celle de l'eau produite au forage de Lacan.

Le captage ayant été abandonné, le territoire communal n'est plus concerné par la servitude de périmètre de protection éloigné du puits La Laure situé sur la commune de Puimisson. Toutefois, il convient de garder à l'esprit ce périmètre de protection éloigné dans la réglementation prévue pour les usages du sol par le P.L.U. Enfin d'après les renseignements de la Banque du Sous-Sol du BRGM, on localiserait sur la commune un seul point d'eau : un forage à 85 mètres.

Qualité et quantité

Le réservoir d'Autignac est un réservoir sur tour situé au point haut au nord du village. Il a une capacité de 500m³ et une cote de trop-plein de 229m³. Le réservoir d'Autignac possède une capacité de volumes réservés à la défense incendie estimé à 120 m³.

L'adduction de l'eau au réservoir d'Autignac est actuellement réalisée par une conduite de diamètre nominal 100 mm. A plus long terme, les capacités de la conduite pourraient s'avérer insuffisantes pour alimenter dans de bonnes conditions le réservoir en période de pointe. L'ouverture du maillage au niveau du Château de Grézan entre les deux conduites qui descendent de Laurens permettra d'améliorer la desserte jusqu'à la traversée de la RD 909. Le remplacement de la conduite d'adduction depuis la RD 909 jusqu'au réservoir d'Autignac en diamètre DN 200 mm permettra d'améliorer les conditions de desserte du stockage.

L'ossature du réseau permet de desservir l'ensemble du village et le Moulin de Ciffre à l'ouest. Il s'étend le long des routes départementales au Sud pour desservir les lotissements récents comme le Jols et les Oliviers. De même, sur le flanc ouest de la commune, le réseau suit le Chemin de la colline et le Chemin de saint Nazaire pour desservir les extensions récentes de la commune dans les garrigues.

Le réseau constitué de filaire fonte (de 150 mm au nord et au sud du village à 60 mm dans le cœur de village) et de filaire PVC en diamètre 110 à 63 mm. Le rendement du réseau de distribution est en chute de 7% par rapport à 2010 avec une augmentation de 36% de l'indice linéaire de pertes.

La consommation

Pour Autignac, les volumes consommés en 2011 sont de 61 390 m³ pour 566 abonnés contre 58 802

m³ en 2010 pour 564 abonnés soit une évolution de + 4,40% alors même que la consommation avait fortement baissé entre 2009 (65 650 m³) et 2010. L'évolution actuelle reste cependant inférieure à l'augmentation constatée pour l'ensemble des communes qui est de +7,40%. Pour 2011, la consommation annuelle d'eau potable sur la commune d'Autignac atteignait donc 108,46m³/abonné et environ 72m³ par habitant.

La consommation moyenne par branchement est de 118 m³/an en 2011. Elle passe à 67 m³ an pour les 494 compteurs d'Autignac dont la consommation est inférieure à 200m³/an. Pour les 70 compteurs d'Autignac dont la consommation est comprise entre 200m³/an et 6000 m³/an, cette consommation est de 341,4m³/an. Pour les 18 compteurs communaux, la consommation est de 233,8 m³/an.

Dans l'ensemble, la consommation sur la commune d'Autignac est inférieure aux moyennes constatées pour l'ensemble des collectivités desservies pour l'année 2012.

Pour l'année 2012, les chiffres disponibles font état d'une consommation annuelle extrapolée de 66257 m³ par an avec :

- une consommation minimale de 89 m³/j
- une consommation moyenne de 182m³/j
- une consommation en pointe de 373m³/j.

Ce tableau présente le nombre de branchements au 31 décembre de chaque année affichée.

Commune	2009	2010	2011	Evolution N/N-1
AUTIGNAC	576	582	582	0,00 %

Autignac est la seule commune comprise dans le contrat dont le nombre de compteur n'a pas évolué comme le rappelle le tableau ci-dessous.

Commune	2009	2010	2011	Evolution N/N-1
AUTIGNAC	576	582	582	0,00 %
CABREROLLES	250	253	256	1,19 %
CAUSSINIOJOLS	117	119	117	-1,68 %
FAUGERES	400	409	415	1,47 %
LAURENS	813	831	839	0,96 %
MAGALAS	1 437	1 487	1 526	2,62 %
SAINT-NAZAIRE-DE-LADAREZ	264	263	264	0,38 %
Total de la collectivité	3 857	3 944	3 999	1,39 %
Evolution N/N-1	-	2,26 %	1,39 %	

Les compteurs se décomposent comme suit dans les communes.

Commune	2011	Particuliers et Autres			communaux
		Dont < 200 m ³ /an (tranche 1)	Dont 200 < conso < 6000 m ³ /an (tranche 2)	Dont conso > 6000 m ³ /an (tranche 3)	communaux
AUTIGNAC	582	494	70	0	18
CABREROLLES	256	219	27	0	10
CAUSSINIOJOLS	117	101	5	0	11
FAUGERES	415	355	49	0	11
LAURENS	839	725	85	0	29
MAGALAS	1 526	1 300	204	0	22
SAINT-NAZAIRE-DE-LADAREZ	264	246	7	0	11
Total de la collectivité	3 999	3 440	447	0	112
Répartition	-	86,02 %	11,18 %	0,00 %	2,80 %

Ce tableau présente le nombre de contrat au 31 décembre de chaque année affichée.

Commune	2009	2010	2011	Evolution N/N-1
AUTIGNAC	560	565	566	0,18 %
CABREROLLES	242	245	248	1,22 %
CAUSSINIOJOLS	107	109	107	-1,83 %
FAUGERES	391	401	407	1,50 %
LAURENS	787	810	821	1,36 %
MAGALAS	1 418	1 470	1 516	3,13 %
SAINT-NAZAIRE-DE-LADAREZ	254	253	254	0,40 %
Total de la collectivité	3 759	3 853	3 919	1,71%
Evolution N/N-1	-	2,50 %	1,71 %	

Ce tableau présente le nombre de clients au 31 décembre de chaque année affichée.

Commune	2010	2011	Evolution N/N-1
AUTIGNAC	559	559	0,00 %
CABREROLLES	239	241	0,84 %
CAUSSINIOJOLS	106	102	-3,77 %
FAUGERES	391	397	1,53 %
LAURENS	793	800	0,88 %
MAGALAS	1 444	1 490	3,19 %
SAINT-NAZAIRE-DE-LADAREZ	245	246	0,41 %
Total de la collectivité	3 777	3 835	1,54%
Evolution N/N-1	-	1,54 %	

D'après les données de la SAUR, on dénombre sur la commune, deux clients dont la consommation en eau potable est supérieure à 2000m³/an. Il s'agit de la cave coopérative et la SARL Coste (abattoir de volaille). La commune d'Autignac a signalé en 2008 l'installation sur le réseau de distribution d'eau potable de deux caves particulières dont la consommation en eau potable a été estimée à 800 m³ et 350 m³ par an. Ces nouveaux besoins ont été considérés comme consommations de type « activités », c'est-à-dire en faisant l'hypothèse que ces besoins n'augmenteront pas en situation future,

La situation future de l'adduction en eau potable

En l'état actuel, la collectivité dispose d'ouvrage et de ressource d'adduction en eau potable d'une capacité nominale de :

- 2000 m³/j pour le Forage de Lacan (100 m³/h)
- 1 900 m³/j environ pour les imports en provenance de la Mare

- 500 m³ pour le réservoir d'Autignac ce qui semble plus suffisant pour la consommation journalière normale et en pointe.

Selon les données INSEE 2009, la population de la commune est de 836 habitants sédentaires auxquels il convient d'ajouter 90 résidences secondaires (source INSEE 2009). On obtient ainsi une population de pointe estivale d'environ 1050 personnes pour 2009 : 836 habitants permanents et 214 habitants saisonniers (2,3 habitants par résidences secondaires). Il convient également de noter la présence des établissements Coste (établissement industriel/abattoir de volailles).

A l'horizon du projet et en lien avec les orientations du Scot du Biterrois en termes de croissance démographique et d'ouverture à l'urbanisation du foncier communal, il s'agit à présent d'estimer les besoins en eau potable de la commune d'Autignac à l'horizon du projet de PLU 2025.

Les besoins en eau potable sont constitués :

- Des besoins liés à la consommation humaine : population permanente et saisonnière,
- Des besoins liés aux activités industrielles. Ils sont supposés constants dans le temps, aucun développement de zones industrielles n'ayant été prévu sur le territoire communal,
- Des besoins liés aux activités touristiques : gîtes, restaurants, hébergements.
- Des besoins communaux (arrosage, nettoyage de voirie, défense incendie, purge de réseau, vidange du réservoir...) qui évolue avec la population,
- Des différentes pertes non comptabilisées et non contrôlées (fuites, trop plein, besoins de service pour l'entretien du réseau...) qui influent sur le rendement du réseau.

Pour déterminer ces besoins totaux, autrement dit les volumes produits, on applique le rendement du réseau (68 %) à la somme des volumes consommés (par les particuliers, par les services publics et par les industries).

Pour déterminer les besoins en situation future, nos hypothèses de calcul sont les suivantes :

- L'évolution des besoins en eau est calculée à partir de l'analyse des consommations actuelles par commune et des prévisions d'évolution démographiques. Le volume annuel facturé par commune est déterminé à partir du ratio de consommation et des projections de population.
- Le coefficient de pointe utilisé est également le même qu'en situation actuelle, soit 1,5.
- La consommation en jour de pointe estivale est déterminée à partir de la consommation moyenne en été (le ratio de consommation tient compte dans ce calcul de l'augmentation de population estivale) et du coefficient de pointe.

Nous prenons comme hypothèse que les consommations des abonnés domestiques (ratio de consommation : 160 l/j/hab.), des services publics et les volumes de service ont une évolution proportionnelle à l'augmentation de population. Le taux d'évolution de la population : + 45 % sur la population en période de pointe, à l'horizon du projet, est donc appliqué aux volumes des équipements municipaux et aux volumes de service.

Les volumes utilisés par les activités industrielles et la vente en gros sont considérés comme stables à l'horizon de l'étude et pris égaux aux volumes observés ces dernières années.

En d'autres termes, l'évolution des besoins en eau sera due uniquement à l'augmentation du nombre d'abonnés sur le territoire syndical.

Estimations des besoins totaux en 2011

	Volumes facturés		Besoins totaux	
	Annuelle (m3/an)	Jour de pointe (m3/j)	Annuelle (m3/an)	Jour de pointe (m3/j)
Autignac	61 390	310	97436	575

Les prévisions démographiques effectuées par le SRGO tablent sur une augmentation de la population de la commune d'Autignac d'environ 235 habitants permanents et 425 habitants saisonniers à l'horizon 2020 pour un total d'environ 1520 habitants en 2020 (1095 permanents et 425 saisonniers). Plus vraisemblablement et en lien avec les orientations du SCoT, notre analyse nous a poussé à minorer ces chiffres pour obtenir une augmentation de la population de la commune d'Autignac d'environ 134 habitants permanents et 198 habitants saisonniers à l'horizon 2020 pour un total d'environ 1192 habitants en 2020 (994 permanents et 198 saisonniers).

La méthode retenue pour calculer les estimations des consommations en situation actuelle est réutilisée pour l'évaluation des besoins à l'horizon du projet, en tenant compte du ratio moyen de consommation déterminé précédemment et des évolutions démographiques sur la commune. Les volumes utilisés par les services municipaux et par le fermier pour l'entretien du réseau ont une augmentation proportionnelle à l'évolution de la population sur Autignac.

Les consommations des activités industrielles sont supposées constantes dans le temps car les projets d'urbanisme des communes ne prévoient pas de développement de zone industrielle et ou de projet d'infrastructure d'accueil touristique. Les consommations annuelles totales des activités industrielles, viticoles et touristiques s'élèvent à 4585m3 sur l'année 2011 à Autignac.

Estimations besoins totaux en 2011

	Volumes facturés		Besoins totaux	
	Annuelle (m3/an)	Jour de pointe (m3/j)	Annuelle (m3/an)	Jour de pointe (m3/j)
Autignac	61 390	310	97436	575

Les prévisions démographiques effectuées par le SRGO tablent sur une augmentation de la population de la commune d'Autignac d'environ 235 habitants permanents et 425 habitants saisonniers à l'horizon 2020 pour un total d'environ 1520 habitants en 2020 (1095 permanents et 425 saisonniers).

Plus vraisemblablement et en lien avec les orientations du SCoT, notre analyse nous a poussé à minorer ces chiffres pour obtenir une augmentation de la population de la commune d'Autignac d'environ 134 habitants permanents et 198 habitants saisonniers à l'horizon 2020 pour un total d'environ 1192 habitants en 2020 (994 permanents et 198 saisonniers).

Le SRGO tablait sur une projection de consommation à l'horizon 2020 de l'ordre de :

- 65 988m3/an pour les particuliers
- 5 487m3/an pour les services publics
- 4 585 m3/an pour les industries
- 7 6060 m3/an de volume annuel consommé

Notre analyse des données démographiques communales et les orientations du Scot du Biterrois nous amènent à tabler sur une réduction des consommations prévisionnelles des particuliers de l'ordre de 21% soit une consommation annuelle d'environ 51 740m3 à l'horizon 2020. On obtient donc les données prévisionnelles suivantes pour 2020 :

- 51 740m3/an pour les particuliers
- 5 487m3/an pour les services publics
- 4 585 m3/an pour les industries
- 61 812 m3/an de volume annuel consommé

Estimations besoins totaux en 2020

	Volumes facturés		Besoins totaux	
	Annuelle (m3/an)	Jour de pointe (m3/j)	Annuelle (m3/an)	Jour de pointe (m3/j)
Autignac	61 812	370	98105	686

En termes de ressources garanties, le RGO bénéficie d'une convention avec le syndicat de la Mare (échéance 2018) qui lui assure un apport de 1 900 m³/j environ. De plus le RGO possède un forage, propre au syndicat - le forage de Lacan - autorisé seulement en secours et qui offre un potentiel de 2000 m³/j.

En comparant les ressources et les besoins à terme, il est évident que le RGO ne bénéficie pas actuellement d'une marge de manœuvre suffisante pour opérer une exportation d'eau massive vers des communes limitrophes. De plus au-delà de 2018 aucune garantie n'est assurée sur le maintien ou les conditions de maintien de la convention avec le syndicat de la Mare.

Toutefois, le périmètre géographique du syndicat possède a priori de fortes potentialités de production d'eau de qualité au niveau de la barre karstique du Faugérois. Dans le cadre d'un prochain schéma directeur, la nécessité de réaliser un second forage propre au syndicat pourrait être examinée et lui assurerait autonomie et suffisance.

En termes d'infrastructures, la desserte de la zone Sud du syndicat est aujourd'hui en limite de capacité vis-à-vis des besoins en jour de pointe de l'ensemble Autignac/Magalas. Un doublement de l'artère Laurens-Autignac est d'ailleurs prévu à court terme afin de satisfaire les besoins sur ce secteur.

Dans la situation actuelle, compte tenu des ressources et infrastructures existantes, le syndicat RGO ne peut desservir les quatre communes de la zone d'étude. Seule une alimentation de Puissalicon voire de Puimisson semble possible grâce à l'appoint que pourrait fournir le forage de Lacan et suite à la réalisation des travaux de renforcement de la zone Sud du syndicat.

A plus long terme, la position du syndicat dépendra des ressources dont il entend se doter. D'autre part il serait regrettable que les renforcements ultérieurs du secteur Sud du syndicat qui seront de toute façon nécessaires pour son fonctionnement interne, n'intègrent pas les possibles exportations futures vers l'ensemble de notre périmètre d'étude.

Cette situation future sera également dépendante du maintien ou non du rendement primaire global des réseaux AEP du SRGO et des communes adhérentes (transport et distribution). L'objectif du syndicat est d'améliorer et de maintenir un rendement des réseaux en situation future, égal à 80 %. Compte tenu de l'apport de population envisagé par la commune, dans le respect des orientations du SCoT du Biterrois, l'autonomie du réservoir d'Autignac, avec sa capacité actuelle, risque de diminuer vis à vis des besoins en situation future.

Selon les prévisions généreuses du SRGO, à l'échéance 2015, le réservoir d'Autignac devient légèrement sous dimensionné pour assurer l'autonomie d'un jour moyen du mois de pointe. A l'échéance 2025 et toujours selon le SRGO, le réservoir d'Autignac atteint sa limite de dimensionnement, sans que la situation soit particulièrement défavorable (autonomie de 18h à 21h). Il ne semble donc pas nécessaire de programmer aujourd'hui des extensions sur cet ouvrage compte tenu des incertitudes à long terme.

Cependant, il faut revoir ces évaluations à la baisse compte tenu de la baisse prévisionnelle de l'apport de population à Autignac, par rapport à ce qui était prévu par le SRGO (voir ci-dessus).

Réflexions sur les économies d'eau envisageables

Des moyens simples sont envisageables pour réduire les consommations en eau à l'échelle du SRGO. L'amélioration et la systématisation du comptage à tous les niveaux (usages communaux, comptage sectoriel, comptages individuels...) est une priorité sur le secteur pour localiser les fuites et identifier les gaspillages.

Le suivi de la consommation chez les abonnés est aussi un moyen de détection des surconsommations accidentelles et des anomalies relatives au fonctionnement du compteur (mauvais fonctionnement ou blocage, par exemple). Le particulier peut lui-même relever périodiquement sa consommation, et vérifier par exemple l'absence de débits nocturnes (synonymes de fuites).

Les consommations communales, non comptabilisées, biaisent le rendement des réseaux d'eau potable, et ne permettent pas de mettre en place un suivi global des volumes réellement consommés. La pose de compteurs pour ces consommations communales permettrait d'avoir une idée plus précise des consommations destinées à l'arrosage d'espaces verts ou de stades, au nettoyage de voiries, aux purges de réseaux d'assainissement, aux bâtiments communaux... et pourrait permettre de limiter certaines consommations excessives.

Le comptage des consommations présente donc de nombreux avantages :

- Il permet tout d'abord de connaître les volumes réellement consommés, et d'adapter les facturations équivalentes,
- Il produit des données de rendement de réseau permettant d'évaluer les conditions hydrauliques des systèmes de distribution, et de détecter les anomalies éventuelles sur les réseaux et les ouvrages (fuites éventuelles). Ces informations (concernant l'état des équipements, la pression dans les réseaux...) permettent d'optimiser la gestion globale du système, et d'établir une planification précise de son développement, d'une extension éventuelle, ou de sa modernisation.

- Il permet de planifier la mise en place de programmes de maintenance (préventive ou corrective).

Economies d'eau

Lors des calculs précédents pour l'évaluation des besoins du SRGO en situation future, le SRGO a émis deux hypothèses d'évolution du rendement du réseau syndical. Une première hypothèse, optimiste, prévoit l'amélioration du rendement du réseau à 80 %, la deuxième hypothèse, pessimiste, ne prévoit pas d'amélioration du rendement. L'amélioration du rendement du réseau de distribution d'eau potable à un rendement de 80 % permettrait de réduire les besoins de production de 17 % soit près de 126 000 m³/an.

Sensibilisation de la population

Le ratio de consommation de la population sur l'ensemble du SRGO est actuellement de 160 l/j/hab, ce qui correspond à une consommation normale en France, voire légèrement inférieure. L'attention des utilisateurs peut être cependant portée sur le fait que leurs habitudes de vie et d'utilisation de l'eau peuvent avoir un impact non négligeable sur leur consommation. Il faut ainsi préférer les douches aux bains et ne pas laver au fil de l'eau.

Pour les particuliers qui possèdent une piscine, le changement de l'eau plusieurs fois par saison sont à éviter. Enfin, l'arrosage des jardins augmente sensiblement le volume d'eau consommé pour un ménage. Le choix des plantes adaptées à la région, des techniques d'arrosage et de la période d'arrosage dans la journée (4h – 8h ou 20h – 24h) favorisent les économies d'eau.

Les communes du SRGO doivent également privilégier certaines actions à mettre en place :

- L'utilisation de boutons poussoirs aux fontaines des espaces publics,
- La mise en place de compteurs à tous les équipements publics et également aux poteaux incendie et aux bouches de lavage des voiries,
- La réalisation de l'arrosage public (espace vert, incendie...) préférentiellement avec de l'eau brute,
- Le choix de cultures méditerranéennes, moins consommatrices d'eau, plutôt que de la pelouse sur les espaces verts publics.

Enfin, l'installation de matériels économiseurs permet de réaliser des économies d'eau non négligeables. Ces matériels sont de divers types : équilibreurs de pression, limiteurs de débits, robinetterie (bouchons pressoirs, robinets temporisés), système de double chasse, appareils ménagers économes en énergie et en eau. Un calcul théorique sur les économies d'eau générées par les appareils économiseurs d'eau montre qu'on peut s'attendre à une économie en volume de l'ordre de 35 %. L'utilisation des appareils économiseurs d'eau est fortement recommandée dans les

établissements publics et les structures d'accueil touristique.

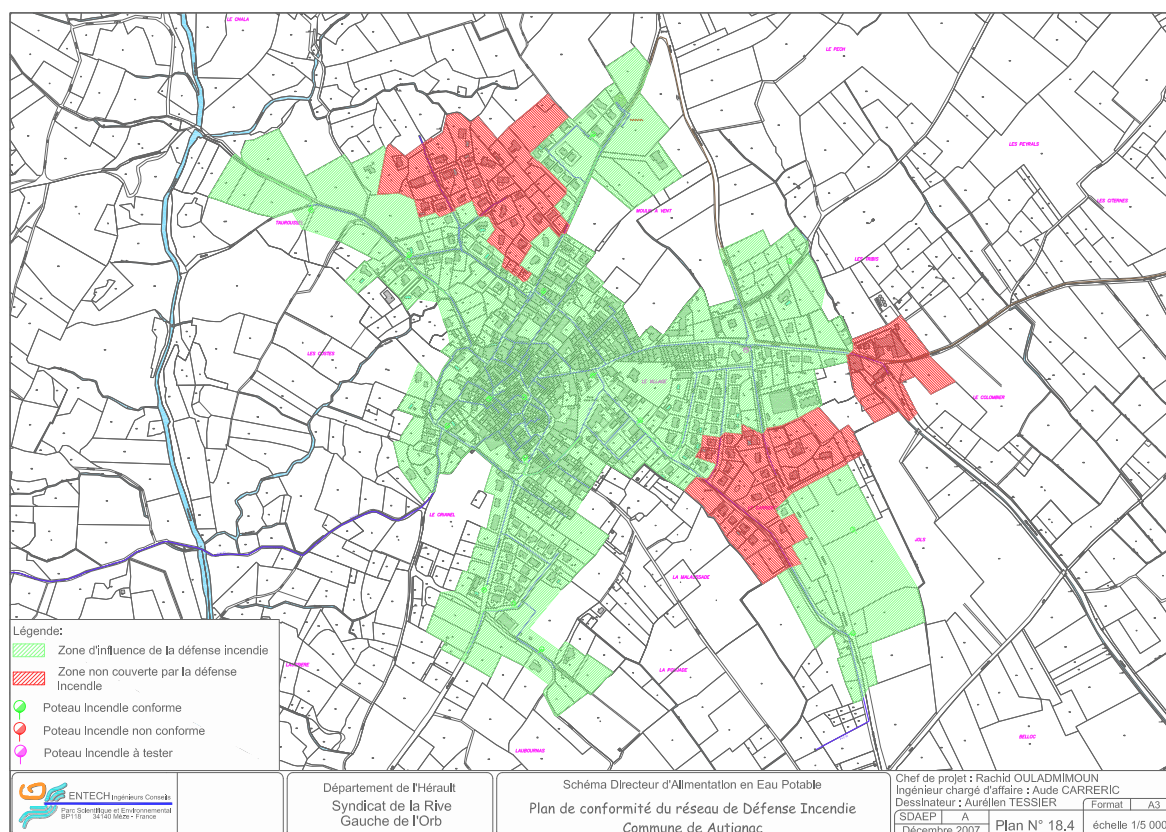
La défense incendie

La protection incendie sur Autignac est assurée par 13 poteaux incendies comme l'illustre la carte ci-dessous. Le plan n°18 montre les zones non protégées réglementairement sur le territoire communal (norme NF S 62-200). La localisation précise des poteaux incendie du syndicat a été effectuée par GPS. Les plans de la défense incendie ont été mis à jour.

Selon la SAUR, il manque, sur la commune, 3 poteaux incendie pour que la desserte du tissu urbanisé en équipement de défense incendie soit optimale.

Le réservoir d'Autignac possède une capacité de volumes réservés à la défense incendie estimé à 120 m³.

L'alimentation des poteaux incendie de la commune de d'Autignac doit être analysée précisément. En effet, du fait du développement urbain, les réseaux de distribution ont évolués et nous ne disposons pas des plans de réseau mis à jour pour pouvoir conclure (en termes d'extension des réseaux et de présence des poteaux incendie). Les travaux annoncés sur la commune sont émis à titre indicatif, sous réserve des mises à jour des plans des réseaux.



Le réseau d'eaux usées

La SAUR gère en entretien en tant que délégataire du service de l'assainissement, les installations d'Autignac avec un contrat d'affermage de 12 ans ayant pris effet le 17 août 2010 : ce service comprend la collecte et le transport des eaux usées et le traitement des effluents sur le territoire de la commune. La situation de l'assainissement a été établie à partir de l'étude diagnostique et de la carte d'aptitude des sols réalisés par BeMEA en 2003. Le complément a été apporté par le rapport du délégataire 2011.

Le schéma directeur des eaux usées de la commune a été réalisé en 2003 par le bureau d'études BeMEA et prévoyait à l'époque des travaux en deux tranches, à savoir :

- Tranche 1 : travaux d'amélioration de la file boue et déplacement du point de rejet
- Tranche 2 : construction de nouveaux ouvrages de traitement.

Le zonage d'assainissement des eaux usées a été mis à l'enquête publique en 2009 (délibération du Conseil Municipal du 26 janvier 2009).

La situation actuelle

Le système de traitement de la commune d'Autignac a été mis en place en 1977 (Dégremont). Il s'agit d'une station de type boue activée en aération prolongée. Elle est sise parcelle n°77 section D1. Son volume journalier est de 300m³/j et le rejet est effectué dans un fossé sur 400 m puis dans le ruisseau de la Mouline sur 1 km puis dans le ruisseau du Tauroussel sur 1km pour rejoindre le ruisseau du Taurou.

L'évolution de la charge annuelle moyenne de fonctionnements atteints par la STEP d'Autignac est la suivante :

Noms des stations	2010		2011	
	Charge hydraulique	Charge Polluante DBO ₅	Charge hydraulique	Charge Polluante DBO ₅
STEP D'AUTIGNAC - 1500 EH	30,83 %	36,91 %	48,94 %	42,51 %

D'après l'exploitant et les services du SATO, la station d'Autignac souffre de problèmes chroniques de départ de boues entraînant un rejet non conforme. D'après l'analyse des bilans réalisés par la SAUR, la station fonctionne toujours en dessous de sa charge nominale. De plus, les analyses effectuées indiquent de manière générale de bons rendements épuratoires, mais des niveaux de rejet par moments gravement altérés, essentiellement dû à l'abattoir de volailles situé au nord du village.

En l'état actuel, la collectivité dispose d'ouvrages épuratoires d'une capacité nominale de 1500

équivalents habitants. Selon les données INSEE 2009, la population de la commune est de 836 habitants sédentaires auxquels il convient d'ajouter 90 résidences secondaires (source INSEE 2009). On obtient ainsi une population de pointe estivale d'environ 1050 personnes pour 2009 : 836 habitants permanents et 214 habitants saisonniers (2,3 habitants par résidences secondaires). En retranchant la population estimée en zone d'assainissement non collectif on obtient une population raccordée en pointe d'environ 1020 personnes. Il convient également de noter la présence des établissements Coste (établissement industriel/abattoir de volailles).

Les résultats de l'autosurveillance pour les années 2009 et 2010 font apparaître une charge entrante maximale d'environ 800 équivalents habitants soit inférieure à la capacité nominale des ouvrages.

La station d'épuration mise en service en 1977 est jugée vieillissante. Le P.L.U. devra établir la cohérence entre les droits à construire ouverts et les moyens mis en place (programme de travaux d'achèvement des nouveaux ouvrages) par la collectivité afin d'assurer une épuration suffisante des effluents produits à terme, soit de façon collective (s'assurer de l'état du système d'assainissement et notamment de la capacité de traitement) soit de façon non collective (aptitude des sols).

Le projet de réhabilitation/extension du réseau doit tenir compte de l'évolution de la population dans la zone d'assainissement collectif qui est estimée à 1000 EH (1200 EH en pointe) au terme du PLU soit environ 15 ans.

Le réseau de collecte des eaux usées

La commune d'Autignac est dotée d'un réseau d'assainissement de type séparatif constitué pour l'essentiel de canalisation de type AC (diamètre 150 mm à 200mm) qui collecte les effluents des habitations agglomérées du village. D'une longueur d'environ 10 Km, le réseau est séparatif et gravitaire. Il est équipé d'un poste de refoulement. Le linéaire de conduites est de 7 996 ml.

L'ossature du réseau permet de desservir l'ensemble du village hormis le Moulin de Ciffre à l'ouest. Il s'étend le long des routes départementales au Sud pour desservir les lotissements récents comme le Jols et les Oliviers. De même, sur le flanc ouest de la commune, le réseau suit le Chemin de la colline et le Chemin de saint Nazaire pour desservir les extensions récentes de la commune dans les garrigues.

Le réseau constitué de filaire amiante ciment de 200 à 150 mm et de filaire PVC en diamètre 200 mm pour le lotissement Le Jols. Il existe deux déversoirs d'orage sur la commune : au niveau de la station d'épuration au sud du village et au niveau du chemin de Saint-Nazaire au nord-ouest.

Le réseau de canalisation est composé de :

		Extension de l'année (ml)		Linéaire total (m)	
Diamètre (mm)	Nature	Unitaire	Séparatif	Unitaire	Séparatif
GRAVITAIRE					
Circulaire 150	Amiante ciment	0	0	0	963
Circulaire 200	Amiante ciment	0	0	0	6 093
Circulaire 150	Autres	0	0	0	32
Circulaire 160	Pvc	0	0	0	61
Circulaire 200	Pvc	0	0	0	559
REFOULEMENT					
Circulaire 200	Amiante ciment	0	0	0	25
Circulaire 110	Pvc	0	0	0	262
Total		0	0	0	7 996

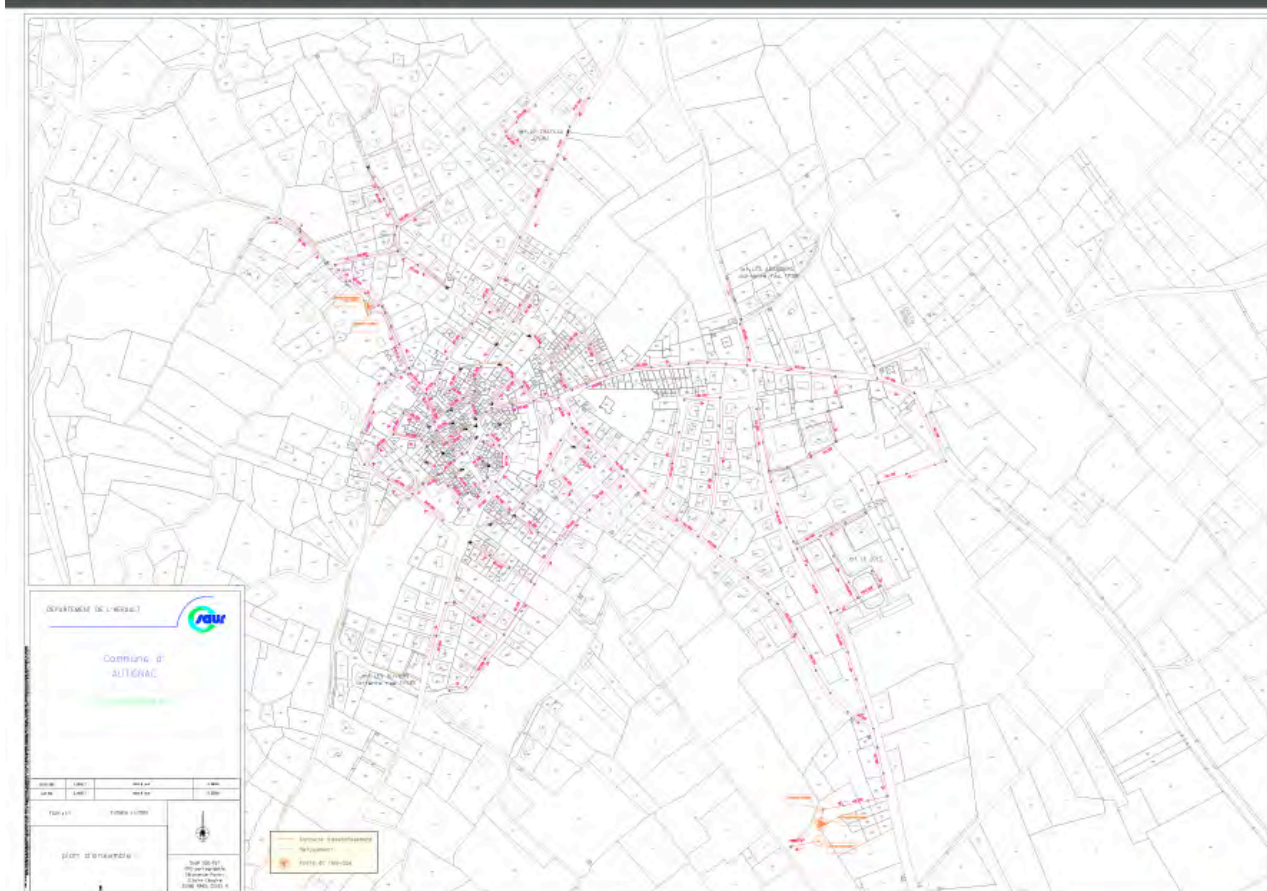
Le poste de relèvement d'Autignac est situé chemin de Saint Nazaire depuis 1977. Il possède une capacité nominale de 36m³/h. Le milieu récepteur est constitué du ruisseau de Combe Caude.

A Autignac, le nombre de branchements en 2010 était de 544. En 2011, le nombre de branchements est de 545 soit une augmentation de 0,18%. En 2011, le nombre de branchement avec des flux inférieurs à 200m³/an est de 472 soit 86,6%. Pour les branchements avec des flux compris entre 200m³/an et 6000m³/an est de 62 soit 11,38%.

Le nombre de contrats au 31 décembre 2011 est de 535 pour 531 clients.

Les volumes indiqués ci-dessous représentent les volumes d'eau potable consommés assujettis à la redevance d'assainissement après application des coefficients correcteurs. Pour 2010, les volumes étaient de 54 030m³ et pour 2011, les volumes étaient de 55 222 m³ soit une augmentation de 2,21 %. Les volumes assujettis à l'assainissement par type de branchement sont répartis entre les 68 branchements avec des flux inférieurs à 200m³/an et les 332 branchements avec des flux compris entre 200m³/an et 6000m³/an. Il existe 240 branchements communaux.

LES RESEAUX D'ASSAINISSEMENT A AUTIGNAC



Elaboration du PLU - Autignac - 2012/2013

URBAN PROJECTS

La cave coopérative vinicole n'est plus raccordée sur le réseau, mais quelques caves particulières le sont. De plus, un abattoir de volailles est également raccordé sur le réseau des eaux usées. La SARL Costes (abattoir de volailles) est le seul gros consommateur d'eau de la commune raccordé au réseau, entraînant quelques points noirs signalés par la SAUR (casses régulières sur la canalisation de refoulement du poste de relevage et présence de graisses et de plumes arrivant à la station d'épuration). Une convention d'autorisation et de déversement a été établie entre le maître d'ouvrage et l'exploitant afin de fixer les conditions techniques et financières de rejet des effluents de l'abattoir.

Les eaux de pluie et de piscine ne doivent pas se déverser dans le réseau collectif d'assainissement. Le système de traitement des eaux usées est assuré par la station d'épuration. Elle a fait l'objet de travaux d'amélioration en 1998 mais la station souffre de problèmes chroniques de départ des boues entraînant un rejet non conforme dans un fossé puis vers 3 ruisseaux successifs. Malgré son fonctionnement en sous-charge, le niveau de rejet sur la DB05 n'est pas conforme.

Le P.L.U. devra éviter l'installation de constructions nouvelles dans des zones où elles pourraient

subir des nuisances olfactives ou sonores provenant des ouvrages de traitement des eaux usées. Le maintien ou l'établissement d'un périmètre d'isolement d'une centaine de mètres permet en général d'atteindre cet objectif.

Il est indispensable d'établir une autorisation et une convention de déversement avec l'abattoir de volailles : les rejets sont fréquents et très chargés en matières organiques (sang) et plumes (cf. article 6 de l'arrêté du 22 juin 2007). Conformément au contrat d'affermage, la Saur établira un projet de convention courant 2011.

Assainissement non collectif

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) est assuré par la commune avec une délégation de service public confiée à la SAUR. Le système individuel à la parcelle est le mode d'assainissement utilisé en périphérie et aux écarts des secteurs urbanisés.

Selon les données fournies par le SATANC, 13 habitations (ou logements) en mode d'assainissement « autonome », répartis sur différents secteurs ont fait l'objet de l'étude de zonage d'assainissement soit une population pouvant être estimée à 30 personnes. Notons que quelques secteurs sont relativement proches des réseaux d'assainissement ou mêmes assez denses.

Il en résulte le tableau synthétique de niveau de conformité suivant :

Conformité du prétraitement	Conformité du traitement	Conformité de l'entretien
75%	62,5%	87,5%

Il convient de préciser que 60% des installations enquêtées l'ont été après 1996.

Aptitude des sols à l'assainissement autonome

Les zones suivantes ont fait l'objet d'une étude pour juger de la faisabilité de l'assainissement non collectif :

- Secteur nord du village (parcelle communale n°A713)
- Secteur Est du village (sur la parcelle n° A436 de M. Bouquet)
- Secteur Sud-est du village (sur la parcelle n°B265 de M. Horter)
- Secteur Sud Ouest du village (sur la parcelle n°D18 de M. Dalmás)
- Secteur Ouest du village (sur la parcelle n°D343 de M. Tolza)

Cette étude a permis de déterminer :

- les principaux axes de communication
- les pentes, fossés, ruisseaux (pouvant constituer des points de rejets des eaux traitées)

- la densité de l'habitat
- la superficie et l'aménagement des parcelles susceptibles de recevoir une filière d'assainissement individuel
- les contraintes particulières vis-à-vis de l'assainissement individuel (zones inondables ou marécageuses, difficulté d'accès, présence de puits, sources, forages).

Les secteurs étudiés sont pour la plupart non construits. Il n'existe pas actuellement de zones où les contraintes de l'habitat sont défavorables. Les résultats sont présentés ci-dessous et sont transcrits sur la carte suivante :

- Secteur 1 (sur la parcelle communale n°A713) : zone favorable à l'assainissement collectif (la faible épaisseur des sols ne permet pas la mise en place de l'assainissement autonome).
- Secteur 2 (sur la parcelle n° A436 de M. Bouquet) : zone favorable à l'assainissement collectif (la faible épaisseur des sols ne permet pas la mise en place de l'assainissement autonome).
- Secteur 3 (sur la parcelle n°B265 de M. Horter) : zone favorable à l'assainissement autonome
- Secteur 4 (sur la parcelle n°D18 de M. Dalmas) : zone favorable à l'assainissement collectif (la faible épaisseur des sols ne permet pas la mise en place de l'assainissement autonome).
- Secteur 5 (sur la parcelle n°D343 de M. Tolza) : zone favorable à l'assainissement collectif (la faible épaisseur des sols ne permet pas la mise en place de l'assainissement autonome).

Le P.L.U devra établir la cohérence entre les droits à construire ouverts et les moyens mis en place par la commune pour assurer une épuration suffisante.

Le réseau d'eaux pluviales

Autignac possède un réseau hydrographique dense avec des bassins versants étendus à ruissèlement moyen à fort. La commune se situe en bordure du Taurou qui draine environ 80% du territoire communal et du Libron qui couvre les 20% restant (rivière qui se jette dans la mer 40 kilomètres plus au sud au niveau de Vias). Le Libron prend sa source en amont de Laurens puis traverse la plaine viticole de Béziers avant de rejoindre la mer à Vias.

La commune est également concernée par les cours d'eau suivants :

- Le ruisseau de Gourmantuc
- Le ruisseau de Nissau
- Le ruisseau de Tabernole
- Le ruisseau de Valignères
- Le ruisseau du Pontil
- Le ruisseau du Tauroussel.



La plupart des ruisseaux ont un axe d'écoulement Nord Sud ce qui entraîne une concentration de ruissellements pluviaux important au sud de la commune, à proximité du cimetière.



De récents évènements pluviaux ont mis l'accent sur la carence en nettoyage des talus et ruisseaux. Lors des aménagements de voirie à prévoir en fonction de l'urbanisation du village, il sera nécessaire de recalibrer les fossés afin de canaliser les eaux de ruissèlement.

La commune doit veiller à la gestion et à la maîtrise des eaux pluviales sur son territoire particulièrement en ce qui concerne le ruissèlement. Aussi, afin de limiter les surcharges hydrauliques d'eaux de ruissèlement, il est recommandé aux particuliers d'infiltrer les eaux pluviales dans leur parcelle.

En effet, l'urbanisation s'accompagne d'une augmentation importante des surfaces actives produisant des volumes et des débits de pointes de façon brusque ; ce qui génère une évacuation trop rapide des eaux de ruissèlement. C'est pourquoi, les techniques dites alternatives, dont l'objet est de compenser les effets négatifs de l'imperméabilisation liée au développement urbain seront privilégiées. Ces solutions techniques à l'échelle de la parcelle visent à laminer les débits de pointes et à réduire les volumes ruisselés sur la base de trois principes : le stockage, l'infiltration et la réduction de l'imperméabilisation.

Dans le cas où la nature du sol ou la disposition de l'habitation (ou logement) dans la parcelle ne permet pas l'infiltration in situ, il est toujours possible d'évacuer ces eaux directement dans le réseau ou l'exutoire le plus proche. Si une zone d'urbanisation future est lotie, il sera nécessaire de prévoir une capacité de rétention avec un raccordement au réseau pluvial existant ou un dispositif d'infiltration.

Au niveau des écarts, il conviendra de gérer indépendamment les eaux de pluie par les aménagements (stockage, infiltration) visant à limiter les risques les risques d'impact des eaux de ruissellement sur la zone agglomérée.

Les enjeux en matière de réseaux

Réseaux

- gérer l'écoulement des eaux pluviales dans la partie urbanisée ;
- poursuivre les réseaux d'assainissement et d'eau potable dans les quartiers (à la charge des constructeurs).

Equipements et services :

- élaborer un schéma d'assainissement pour la desserte des quartiers existants et futurs ;
- organisation de la collecte et du traitement des déchets
- gérer l'écoulement des eaux pluviales à l'échelle intercommunale.

L'ÉNERGIE

Les choix d'aménagement en matière d'implantation, de forme urbaine, de répartition des fonctions ont une influence directe sur les consommations d'énergie dues au fonctionnement des constructions et bien sûr aux différents déplacements engendrés. Une politique énergétique efficace doit en priorité promouvoir la sobriété énergétique (réduction de la consommation d'espaces, économies d'énergie dans le bâtiment et dans les transports). Le développement des énergies renouvelables doit intervenir en complément des actions d'économie d'énergie.

Le contexte réglementaire

Le Grenelle de l'environnement

La loi Grenelle I promulguée le 3 août 2009, définit les orientations en matière de maîtrise de l'énergie, de développement des énergies renouvelable et de lutte contre le changement climatique. Concernant le secteur du bâtiment et de l'énergie, les principaux objectifs visés sont les suivants : une réduction d'un facteur 4 des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050 et 23 % des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie d'ici 2020. La Loi Grenelle 2, du 12 juillet 2010, propose des outils de mise en application des textes du Grenelle I. Dans le domaine Bâtiment-Energie, elle définit des mesures d'amélioration de la performance énergétique des installations et l'harmonisation des documents de planification urbaine, notamment par la rénovation des anciens bâtiments, ou en favorisant un urbanisme économe en ressources foncières et énergétiques.

Le Protocole de Kyoto adopté le 11 décembre 1997

En application du protocole, comme l'indique le rapport sur la consommation d'énergie de 2009, l'Union Européenne a adopté une stratégie en faveur du climat et de l'énergie, notamment par le développement des énergies renouvelables. L'objectif à atteindre reste la diminution d'un facteur 4 des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050.

La Loi Pope du 13 juillet 2005

La loi Programme des Orientations de la Politique Énergétique pose les objectifs et les orientations en matière de politique énergétique nationale. En outre, elle vient compléter la législation existante par la prescription de mesures dans le domaine de la maîtrise d'énergie, des énergies renouvelables et de la qualité du réseau transport et distribution d'électricité. Ce texte vise à atteindre des objectifs de progression d'utilisation des énergies renouvelables thermiques et de diversification des moyens de production électriques.

La Loi LAURE du 30 décembre 1996

La loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie, consolidée en juin 2006, définit des mesures techniques nationales en vue de réduire les consommations énergétiques et limiter les émissions de polluants liées à ces consommations.

La ressource énergie renouvelable (potentiel éolien et solaire)

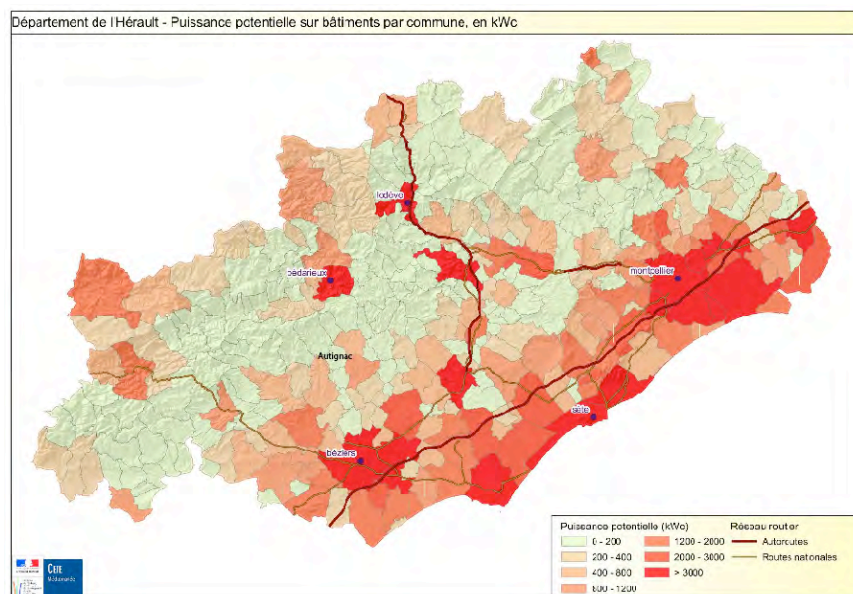
Le Grenelle de l'environnement fixe l'objectif ambitieux d'atteindre au moins 20% d'énergies renouvelables en 2020 dans la consommation globale d'énergie. L'atteinte de cet objectif nécessite un développement de certaines filières (biomasse, photovoltaïque, éolien). La commune d'Autignac peut présenter quelques potentialités en matière d'implantation d'infrastructures de production d'énergie renouvelable.

Énergie solaire

Le territoire communal possède un gisement solaire important compris entre 1620 et 1650KWh/m²/an (cf. carte ci-dessous). Aucune installation photovoltaïque n'est cependant présente sur la commune à l'heure actuelle. Compte tenu de son potentiel solaire, les demandes pour l'installation de panneaux sur toitures sont nombreuses sur la commune. Des préconisations quant à l'intégration architecturale et paysagère des panneaux solaires doivent être intégrées au règlement du PLU afin de :

- Minimiser l'impact visuel des panneaux
- Adapter le capteur au bâtiment
- Allier performance énergétique et intégration

Rendement solaire en KWh par m² et par an dans le département de l'Hérault

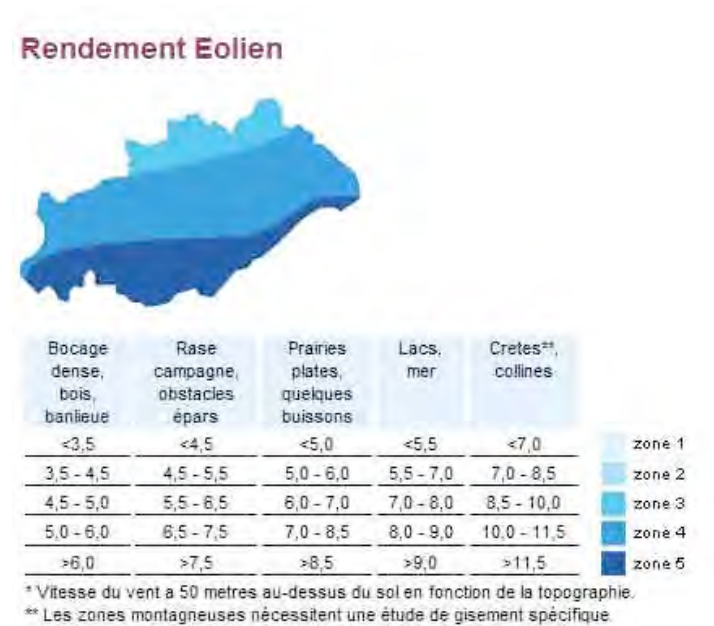


Source : Étude du potentiel de production d'électricité d'origine solaire en Hérault – Juin 2010

Énergie éolienne

Malgré un potentiel éolien correct sur la commune, notamment sur les plateaux situés au Nord, aucune installation n'est identifiée. Des évolutions seront cependant peut-être à prévoir dans le cadre de l'élaboration future du schéma régional de l'air, du climat et de l'énergie découlant du Grenelle de l'environnement, un projet de Schéma Régional de Développement Eolien doit voir le jour prochainement.

Rendement éolien dans le département de l'Hérault



Bois énergie : Une faible partie du territoire communal est couverte par des espaces boisés. La commune d'Autignac ne possède donc pas les ressources pour développer en interne une filière bois performante. En revanche, des opportunités peuvent exister au niveau départemental. Parmi les 343 communes de l'Hérault, 131 possèdent une forêt publique bénéficiant du régime forestier. Autignac ne possède aucune forêt relevant du régime forestier.

Valorisation des déchets agricoles (biomasse)

Les biodéchets sont des ordures d'origine animale et végétale : reste de repas, papiers, épluchures, fleurs fanées, filtres à café,... La valorisation des déchets organiques doit être réfléchi dans une logique de développement durable et de gestion territoriale afin de rechercher des complémentarités :

- entre différents types de déchets ou matières organiques (supports carbonés, sources d'éléments fertilisants ...)
- entre zones agricoles aux productions différentes,
- entre les différentes techniques de traitement (compostage, méthanisation, granulation...)

et d'élimination possibles,

- entre des débouchés diversifiés (agricole et non agricole, gestion de proximité ou logique d'exportation...),
- entre acteurs (agriculteurs, collectivités, industries agroalimentaire) qui traditionnellement recherchent des solutions séparément.

Il existe 4 secteurs favorables au développement de la méthanisation : agricole, industriel, déchets ménagers, boues urbaines. Comme autres sources de production du biogaz, on peut citer le biogaz issu des installations de stockage des déchets non dangereux, siège de la dégradation anaérobie. La méthanisation à la ferme est un procédé biologique permettant de valoriser des déchets organiques en produisant une énergie renouvelable et un digestat utilisé comme fertilisant.

La maîtrise de la demande en énergie

La maîtrise de la demande énergétique est une priorité qui peut être réalisée sur les deux principaux postes du transport routier et des constructions résidentielles et tertiaires. Cela rejoint un des objectifs forts du Grenelle de l'environnement : « Concevoir et construire des bâtiments plus sobres énergétiquement et un urbanisme mieux articulé avec les politiques d'habitat, de développement commercial et de transports tout en améliorant la qualité de vie des habitants. »

Le transport routier

Le transport des marchandises et des personnes sur le territoire autignacois se fait très majoritairement par la route. La situation géographique de la ville et la déconnexion des lieux de résidence et d'emploi favorisent la nécessité de se déplacer et l'utilisation de la voiture particulière. Les politiques actuelles en faveur du report de la voiture vers les transports en commun et les modes de « déplacement doux » vont dans le sens d'une volonté de réduction de la part du transport routier.

Les constructions résidentielles et tertiaires

Le constat est celui d'un parc de logements trop énergivore surtout pour ses bâtiments les plus anciens. La moyenne française de la consommation annuelle d'énergie pour les logements sociaux est supérieure à 230 kWh d'énergie primaire par mètre carré. On est loin de la valeur label la plus proche fixée à 150 kWhEP/m²/an pour la Haute Performance Énergétique rénovation. La maison individuelle consomme, à ce jour, deux fois plus qu'un logement collectif ; par ailleurs le rapport passe du simple au double entre maison individuelle récente et ancienne, d'un rapport de 1 à 2,5 entre collectif récent et ancien.

Les normes énergétiques des bâtiments tendent à se renforcer actuellement en France (RT 2005, RT

2012). Définie par la loi sur la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, la Réglementation Thermique 2012 de limiter les consommations énergétiques des bâtiments neufs qu'ils soient pour de l'habitation (résidentiel) ou pour tout autre usage (tertiaire).

Le développement des énergies renouvelables sur la commune

Les choix d'aménagement du PLU en matière de localisation d'infrastructures, d'orientation de l'habitat, de formes urbaines ou encore de traitement de l'espace public conditionnent un territoire plus ou moins économe en énergie. En outre, les modes d'urbanisation et de développement des territoires influent sur la consommation d'énergie du secteur des transports. Par exemple, un recours systématique à la voiture individuelle comme mode de transport principal et la sectorisation territoriale des activités (éclatement des fonctions urbaines) peuvent rapidement créer un puits énergivore alimenté par le recours aux véhicules personnels. L'étalement urbain et les faibles densités urbaines conduisent également l'augmentation des déplacements pour répondre au besoin de mobilité.

En conclusion, les facteurs climatiques notamment les vents dominants et le fort ensoleillement représentent des ressources non négligeables pour l'exploitation des énergies renouvelables.

Enjeux et leviers d'actions du PLU sur la maîtrise de l'énergie

Maitriser la demande énergétique et la consommation du secteur des transports et du résidentiel

- Diversifier les sources et les ressources énergétiques locales, notamment les énergies renouvelables
- Développer la production d'énergie renouvelable, notamment le solaire et le bois-énergie
- Développer les transports en commun et les modes de déplacement doux
- Densification urbaine et mixité fonctionnelle (habitat, travail, loisir), adaptées au contexte local
- Privilégier les installations économes en énergie : logements collectifs, bâtiments orientés, structures labélisées HPE et BBC, renouveler le parc immobilier ancien, renforcer les normes énergétiques des bâtiments RT 2005 et RT 2012
- Accompagner le développement des énergies renouvelables en évitant les concurrences dans les usages des sols (agricoles et naturels)

Réduire les émissions de GES issues de la consommation d'énergie

- Développer les énergies renouvelables « non émissives » : notamment, exploiter le potentiel solaire
- Réduire l'utilisation des véhicules individuels
- Limiter l'étalement de la ville et des fonctions urbaines : stopper la déconnexion des lieux de résidence avec les lieux de travail et de loisir
- Favoriser l'accès et l'utilisation des transports en commun et modes de déplacements doux
- Encourager l'implantation de systèmes de production sur les bâtiments

Il s'agira d'intégrer dans le Plan Local d'Urbanisme la question des formes urbaines nécessaires à la prise en compte des nouveaux enjeux climatiques et énergétiques, en confrontation avec les enjeux patrimoniaux, paysagers et architecturaux du territoire.

LA GESTION DES DÉCHETS

Les différentes catégories de déchets

Est un déchet tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau, produit ou plus généralement tout bien meuble abandonné ou que son détenteur destine à l'abandon. Suivant les cas, on distingue les déchets en fonction de leur origine : déchets ménagers ou déchets industriels ou en fonction de leur nature (dangereux, non dangereux, inertes...). Le tri des déchets, en fonction de leur nature et en amont de la collecte, permet de diminuer la quantité de déchets incinérés, des économies du traitement des déchets, ainsi que la création de matière recyclée.

Les déchets relevant de la compétence du maire concernent :

- les ordures ménagères (collectées de porte à porte ou par apports volontaires),
- les déchets encombrants et de jardinage (déchet qui ne peuvent être collectés en raison de leurs dimensions par les moyens habituels de ramassage des ordures ménagères)
- les déblais et gravats
- les déchets produits par les activités de commerce, d'artisanat ou d'industrie : déchets industriels banals dont la collecte utilise les mêmes circuits que les ordures ménagères
- les déchets de l'assainissement issus de l'entretien des réseaux de station d'épuration (boues) et de l'assainissement individuel (vidanges, graisse),
- les déchets ménagers spéciaux (piles, produits ménagers, batteries),

Les déchets assimilés concernent les déchets autres que les ménagers qui doivent être traités selon la même filière que les déchets ménagers et qui sont collectés et traités sous la responsabilité des sociétés, commerces, industrie, services... le maire doit préciser les dispositions mises en œuvre et proposées à ces producteurs de déchets au niveau communal (ZAE,...).

La collecte des déchets ménagers

Le traitement, la collecte et la valorisation des déchets ménagers et assimilés relèvent de la compétence du Syndicat Intercommunal de Collecte et de Traitement des Ordures Ménagères de Pézenas-Agde sur la commune de Autignac. Le traitement des déchets industriels et commerciaux relève de la responsabilité des industriels producteurs.

La commune a adhéré au Syndicat Intercommunal de Collecte et de Traitement des Ordures Ménagères de Pézenas-Agde (SICTOM).

Ce syndicat intercommunal collecte les ordures ménagères, organise le tri et la collecte des emballages ménagers recyclables, gère des déchèteries, collecte le verre, collecte les encombrants dans certaines communes, participe à la communication et à l'information auprès des usagers et anime des projets sur l'éducation à l'environnement. La collecte des déchets de la commune est réalisée hebdomadairement, à raison de 2 passages (mardi et vendredi) pour les ordures ménagères et 1 passage (samedi) pour le tri. Les jours fériés il n'y a pas de collecte.

Le traitement

Le traitement des déchets, confié au SICTOM, est assuré par la décharge de Magalas pour les ordures ménagères et déchets assimilés. L'ancienne décharge d'Autignac sise au lieu-dit « Peyre Basse » a fait l'objet en 2003 d'importants travaux de réhabilitation, à savoir : nettoyage du site, apport de terre végétale, modelage de terrains, buttes de terre périmétrique interdisant l'accès au site aux engins, plantations de 5000 résineux et mise en place d'éléments lourds en béton (déplaçables par tractopelle) à l'entrée générale pour éviter les dépôts. Le site est entretenu et fait l'objet d'une surveillance soutenue.

En janvier 2007, le SICTOM a réalisé l'acquisition du centre de tri de Pézenas. Cette structure, construite en 2001, est un maillon essentiel dans le processus de recyclage et le passage obligé pour les déchets provenant de la collecte sélective : papiers, journaux magazines, cartons, briques alimentaires, bouteilles plastiques et boîtes métalliques. Le centre de tri qui emploie 25 agents recevra dorénavant les 6000 tonnes d'emballages ménagers recyclables collectés annuellement sur le territoire du SICTOM. L'acquisition de cet équipement permet au SICTOM d'être autonome et répond aux objectifs d'optimisation fixés pour la collecte sélective.

Le tri sélectif des déchets à domicile

Les habitants sont dotés de deux poubelles afin de procéder au tri sélectif. Les usagers disposent d'une poubelle verte destinée aux emballages ménagers, et une poubelle jaune (pour les papiers, cartons, plastiques, etc.). La poubelle bleue (ou grise) est destinée aux déchets non recyclables. Des collecteurs de verre sont disponibles dans tous les villages et la déchèterie se situe sur la route entre la ZAE de l'Audacieuse et Saint Génès, près de la caserne des pompiers.

Les Points Verts

Situés sur la voie publique, les Points Verts servent à collecter le verre et le papier en apport volontaire. Ils sont constitués d'un conteneur verre et parfois (dans les secteurs non équipés en poubelle verte) d'un conteneur papier. A Autignac, les points verts sont situés à la Poste, au Stade, à proximité des Ateliers Municipaux et rue du Château.

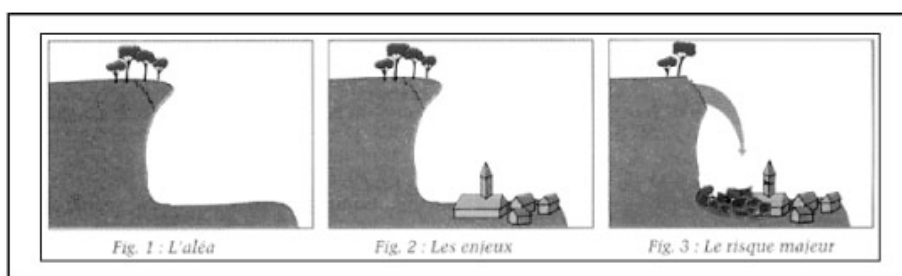
LES ZONES DE RISQUES, LES CONTRAINTES ET LES INSTALLATIONS CLASSEES

Les risques naturels

Généralités

Le risque naturel majeur est une menace qui découle directement de phénomènes géologiques ou météorologiques aléatoires et qui provoque des dégâts plus ou moins importants sur l'homme, ses biens mais aussi sur l'environnement. Parmi les risques naturels les plus connus, on répertorie les avalanches, les crues, les feux de forêt, les inondations, les séismes, les cyclones, les tempêtes, etc...

Le risque technologique majeur est lui d'origine anthropique. Il regroupe les risques industriels, nucléaires, transport de matières dangereuses et le risque de rupture de barrage. Comme le montre la figure ci-contre, un événement potentiellement dangereux (aléas) n'est un risque majeur que s'il s'applique à une zone où des enjeux humains, économiques ou environnementaux sont présents.



Définition du risque majeur

Depuis la loi de 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles, la commune a fait l'objet de sept arrêtés de catastrophe naturelles :

Arrêtés de reconnaissance de catastrophe naturelle

Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
Tempête	06/11/1982	10/11/1982	18/11/1982	19/11/1982
Inondations, coulées de boue et glissements de terrain	04/11/1984	15/11/1984	14/03/1985	29/03/1985
Inondations et coulées de boue	13/10/1986	17/10/1986	27/01/1987	14/02/1987
Inondations et coulées de boue	26/09/1992	30/09/1992	06/11/1992	18/11/1992
Inondations et coulées de boue	15/12/1995	18/12/1995	02/02/1996	03/02/1996
Inondations et coulées de boue	28/01/1996	30/01/1996	02/02/1996	03/02/1996
Inondations et coulées de boue	14/06/2000	14/06/2000	12/02/2001	23/02/2001

Au dossier départemental des risques majeurs, la commune d'Autignac est soumise aux risques :

- feux de forêts : risque faible
- Mouvement de terrain (retrait-gonflement des argiles)
- Risques liés aux transports de matières dangereuses par route
- Comme nous l'avons vu précédemment, le territoire communal est drainé par de nombreux recks ou cours d'eau non permanents. Ces entités hydrographiques peuvent, sous l'influence des précipitations importantes, les fameux orages cévenols, déborder. Le plus important et le plus proche du village est le Tauroussel. On trouve également le ruisseau de la Vallongue et le Taurou.

La commune s'est vu prescrire l'élaboration d'un Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles inondation le 6 décembre 2011. Autignac figure de plus sur la liste des communes soumise aux obligations d'information des citoyens sur les risques naturels majeurs (art. L125-2 et R25-14 du code de l'environnement) et sur la liste concernée par l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs (art. L125-5 du code de l'environnement et arrêté préfectoral du 7 Février 2006).

Initialement nommé « Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles », le dispositif des PPR a été mis en place en France par la loi du 22 Juillet 1987, puis modifié par la loi n°95-101 du 2 février 1995 (dite « Loi Barnier »). Ces PPR ne sont alors relatifs qu'aux risques naturels et regroupent les informations des documents préexistants : les PER (Plans d'Exposition aux Risques), les PSS (Plans de Surfaces Submersibles), les périmètres R111-3 (périmètres établis pour la prévention d'un risque en application de l'ancien article R111-3 du code de l'urbanisme), les PZSIF (Plans de Zones Sensibles aux Incendies de Forêts).

Ces PPR ont depuis été renforcés par la Loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 (dite « Loi Bachelot »), relative à la prévention des risques technologiques et naturels cette fois-ci ; qui fait suite d'une part aux épisodes d'inondations, fréquents à l'époque, et d'autre part à l'explosion de l'usine AZF survenue à Toulouse le 21 Septembre 2001. Cependant, il n'existe actuellement aucun risque technologique majeur sur la commune de Autignac.

Les risques présents pour la commune sont donc des risques naturels, comme nous les avons évoqués, ainsi que les risques causés par l'homme, qui s'apparentent d'ailleurs plus souvent à des nuisances qu'à des risques (pollutions, nuisances sonores...).

Documents règlementaires liés aux risques

Hormis ces textes de lois, l'Hérault est, à l'heure actuelle, muni de documents en relation avec ces risques majeurs, qu'ils soient naturels ou technologiques :

- Le DDRM (Dossier Départemental des Risques Majeurs) qui est un dossier de sensibilisation de tous ces risques dans le département. Il est adressé par le préfet à tous les acteurs concernés par l'information et la prévention sur ces risques majeurs.
- Le DCS (Dossier Communal Synthétique), élaboré là encore par le préfet, en liaison avec différents acteurs (CARIP : Cellule d'Analyse des Risques et d'Informations Préventives) et à partir des cartes du DDRM. C'est donc la déclinaison à l'échelle communale du DDRM,
- Le DICRiM (Dossier d'Information Communale sur les Risques Majeurs), réalisé par le maire qui peut avoir selon son souhait avoir l'appui des différents services de la CARIP. Il reprend les informations du DDRM et du DCS en précisant les mesures prises au niveau communal dans le cadre de la prévention. En l'occurrence, la ville de Autignac ne possède pas ce type de document.

La commune d'Autignac a élaboré son Plan Communal de Sauvegarde en juin 2011. Le PCS est un document de prévention qui permet à l'équipe municipale de disposer d'un support pour réagir face à un évènement se produisant sur la commune. Il constitue de ce fait l'échelon local du plan ORSEC départemental et un maillon essentiel de l'organisation de la réponse de sécurité civile apportée par l'équipe municipale.

Le P.C.S. est organisé en fonction des risques identifiés par le Dossier Départemental des Risques Majeurs (élaboré par la Préfecture). Il prévoit l'organisation et les moyens communaux nécessaires à la gestion d'un évènement, d'un sinistre. Cette réponse est apportée soit de façon indépendante et autonome (cas de la gestion des inondations) soit de façon coordonnée, dans l'assistance des services de secours pour la gestion des accidents de Transports de Matières Dangereuses, des feux de forêts...

Toutefois, l'inventaire établi par le DDRM n'est pas limitatif puisque la mise en œuvre du P.C.S. est nécessaire en cas d'évènements météorologiques (tempête ; épisode neigeux), de crise sanitaire ou de toute autre situation demandant l'intervention du maire.

Le risque inondation

La problématique inondation sur la commune d'Autignac est axée essentiellement autour des voies de circulation. Très peu d'enjeux sont exposés aux débordements, mais le risque humain est plus important sur les axes de communication.

Deux cours d'eau (Le Taurou et le ruisseau de Gournautuc) peuvent générer des inondations rapides sur les voies de circulation.

Le Taurou prend sa source au niveau de Caussonjols et se jette dans l'Orb au niveau de Thézan-Les-Beziers. Il traverse la partie ouest de la commune d'Autignac. Le point le plus sensible, en cas de montée des eaux du Taurou, se trouve sur le passage à gué sur l'extrême sud-ouest du territoire communal. Une mise en sécurité est nécessaire avec la mise en place d'une barrière de fermeture au niveau du passage à gué en direction de Coujan (accès entrepris le plus souvent par les habitants d'Autignac qui doivent aller travailler à Coujan).

Un deuxième point sensible a été identifié sur l'amont du Taurou. L'ouvrage est essentiellement fréquenté par des camions qui transportent des bouteilles de vin. Une gestion du trafic est nécessaire en cas de submersion de l'ouvrage. Un dernier point sensible a été recensé au niveau du ruisseau de Gournantuc (nord-est du territoire communal). Un passage à gué doit être sécurisé par la mise en place d'une barrière de fermeture au niveau du chemin de la Bouldouyre.

Toutefois, un Atlas des zones inondables du Libron, définissant par approche hydrogéomorphologique l'enveloppe du lit majeur des principaux cours d'eau, a été réalisé par la DREAL. En outre, des études d'aléas plus précises ont été menées à l'échelle du bassin versant et présentées aux communes le 7 juillet 2011.

L'élaboration d'un Plan de Prévention des Risques d'inondation a été prescrite sur la commune d'Autignac par ARRÊTÉ n° 2011-01-2598 du 6 décembre 2011 portant élaboration du plan de prévention du risque d'inondation. Le périmètre d'étude concerne l'ensemble du territoire communal. D'après les données de la DREAL, le risque d'inondation est identifié sur le territoire de la commune. Il a été cartographié dans le MARNU le long du Taurou sur une bande d'environ 1 mètre avec un faible nombre d'enjeux situés dans la zone inondable (environ 5 personnes). Il vient cependant d'être validé en Conseil Municipal le 14 janvier 2016 et poursuit sa procédure.

D'après le Dossier Départemental des Risques Majeurs 2012, la population en zone inondable s'élève à 15 personnes soit 1,8% de la population 2009, 10 logements soit 2% du parc de logement et 233,2 m² de surface de rez-de-chaussée de bâtiment d'activité en zone inondable. Le niveau de risque est considéré comme « faible ». Il s'agit donc pour la commune d'Autignac de définir la zone inondable des ruisseaux qui traversent le territoire communal en zone naturelle, et non étudié dans le PPRI mais également de mettre en compatibilité le P.L.U avec l'esprit et la lettre des textes législatifs et réglementaires auxquels il se réfère (Loi sur l'eau, loi SRU, SDAGE Méditerranée-Rhône-Corse...).

Le P.L.U. doit également permettre de renforcer les mesures de prévention applicables dans les zones inondables en respectant quatre grands principes :

- interdire toute constructions nouvelles dans les zones d'aléa les plus forts : pour ce faire, ces zones seront classées en Zone Rouge inconstructibles.
- Préserver les champs d'expansion des crues : la préservation du caractère naturel des lits majeurs des cours d'eau permet de bénéficier de leur capacité de stockage et d'écrêtement. Elle vise aussi à ne pas aggraver la vulnérabilité à l'intérieur de ces zones, facteur majeur de l'aggravation des risques.

La préservation rigoureuse du champ d'inondation implique qu'aucune construction ne pourra être autorisée ; tout aménagement ou obstacle susceptible de nuire à l'écoulement et l'étalement des eaux devra également être rigoureusement interdit.

Il est aussi nécessaire :

- d'éviter tout endiguement ou remblaiement nouveau qui ne serait pas justifié par la protection des lieux fortement urbanisés.
- de réduire les risques par l'adaptation des constructions existantes aux risques inondations et développer le concept de mitigation.

En matière de prévention des risques naturels, on ne peut empêcher les phénomènes de se produire. La mitigation des risques naturels est donc l'action qui conduit à réduire l'intensité de certains aléas et la vulnérabilité des enjeux. Les collectivités locales doivent engager des actions pour y contribuer. Le PLU doit notamment permettre la mise en œuvre des mesures de réduction de la vulnérabilité des constructions existantes.

Le risque ruissellement urbain

Les inondations par ruissellement se produisent lors de pluies exceptionnelles, d'orages violents, quand la capacité d'infiltration ou d'évacuation des sols ou des réseaux de drainage est insuffisante.

Ce défaut d'absorption a pour origine deux causes principales, qui peuvent d'ailleurs se combiner :

- dans le premier cas, l'intensité des pluies est supérieure à l'infiltrabilité de la surface du sol : le ruissellement est qualifié de « hortonien ».
- dans le second, le ruissellement est dit « par saturation » : la pluie arrive sur une surface partiellement ou totalement saturée par une nappe.

Des inondations par ruissellement urbain ou périurbain peuvent se produire, en dehors du lit des cours d'eau proprement dit. L'imperméabilisation des sols et la conception de l'urbanisation et des réseaux d'assainissement font alors obstacle à l'écoulement normal des pluies intenses. Si l'inondation

reste un phénomène naturel que l'on ne peut pas empêcher, l'intervention humaine en est parfois un facteur aggravant.

Le ruissellement est ainsi d'autant plus important que les terrains sont rendus imperméables, le tapis végétal est plus faible, la pente est plus forte et les précipitations sont plus violentes. La commune d'Autignac est concernée par des problèmes de ruissellement pluvial urbains en direction du cimetière sur la partie Est de la commune.

La commune d'Autignac a compétence en matière de maîtrise des eaux de pluie et de ruissellement. Il lui appartient de délimiter dans son P.L.U :

- « Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement »¹.

Il conviendra notamment :

- d'identifier et de préserver les principaux axes d'écoulement et les zones à risques vis-à-vis des ruissèlements pluviaux
- de prévoir les mesures et ouvrages permettant de pallier aux dysfonctionnements éventuellement mis en évidence,
- de définir les mesures compensatoires nécessaires afin que l'imperméabilisation des sols induite par le développement de l'urbanisation n'aggrave pas les débits en aval.

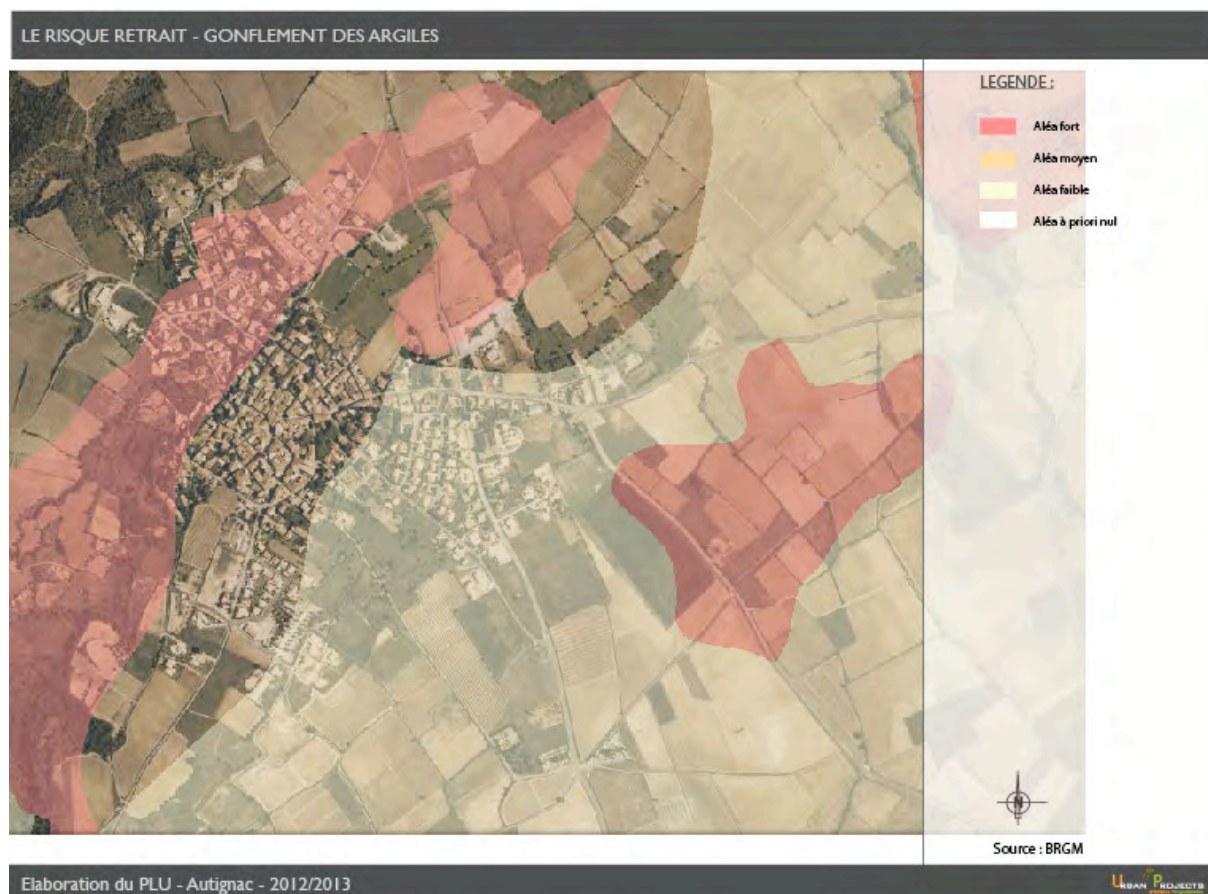
Le risque retrait gonflement des argiles

Le DDDRM en cours recense pour la commune d'Autignac des potentialités de risques liés à des mouvements de terrain (Glissement –Retrait gonflement des argiles). Sur la commune d'Autignac, le risque moyen ou fort ne concerne que quelques secteurs limités (source BRGM) :

- Zone aléa fort : 18,9%
- Zone aléa moyen 0,3%
- Zone aléa faible 38,9%
- Zone aléa a priori nul 41,9%.

On voit sur la carte ci-dessous qu'une partie importante du tissu urbanisé (au nord) est concernée par un aléa fort d'où une prise en compte de cet aléa dans le projet de P.L.U.

¹ Article 35 Loi sur l'eau



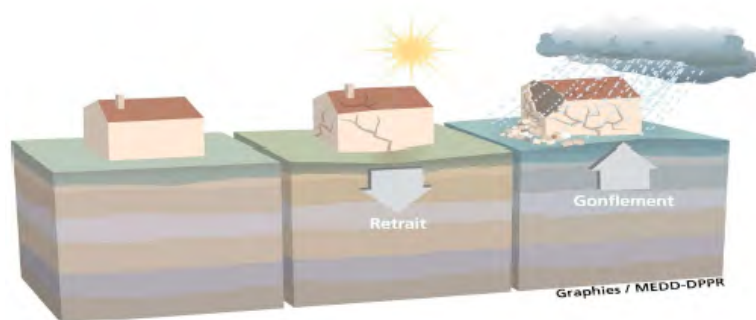
La photographie ci-dessous illustre ce phénomène, elle a été prise en zone d'aléa fort à l'ouest du tissu urbanisé sur le chemin de ronde.



Nature du phénomène

Chacun sait qu'un matériau argileux voit sa consistance se modifier en fonction de sa teneur en eau : dur et cassant lorsqu'il est desséché, il devient plastique et malléable à partir d'un certain niveau d'humidité. On sait moins en revanche que ces modifications de consistance s'accompagnent de variations de volume, dont l'amplitude peut être parfois spectaculaire.

En climat tempéré, les argiles sont souvent proches de leur état de saturation, si bien que leur potentiel de gonflement est relativement limité. En revanche, elles sont souvent éloignées de leur limite de retrait, ce qui explique que les mouvements les plus importants sont observés en période sèche. La tranche la plus superficielle de sol, sur 1 à 2 m de profondeur, est alors soumise à l'évaporation.



Il en résulte un retrait des argiles, qui se manifeste verticalement par un tassement et horizontalement par l'ouverture de fissures, classiquement observées dans les fonds de mares qui s'assèchent. L'amplitude de ce tassement est d'autant plus importante que la couche de sol argileux concernée est épaisse et qu'elle est riche en minéraux gonflants. Par ailleurs, la présence de drains et surtout d'arbres (dont les racines pompent l'eau du sol jusqu'à 3 voire 5 m de profondeur) accentue l'ampleur du phénomène en augmentant l'épaisseur de sol asséché.

Ces mouvements sont liés à la structure interne des minéraux argileux qui constituent la plupart des éléments fins des sols (la fraction argileuse étant, par convention, constituée des éléments dont la taille est inférieure à 2 μm). Ces minéraux argileux (phyllosilicates) présentent en effet une structure en feuillets, à la surface desquels les molécules d'eau peuvent s'adsorber, sous l'effet de différents phénomènes physico-chimiques, provoquant ainsi un gonflement, plus ou moins réversible, du matériau. Certaines familles de minéraux argileux, notamment les smectites et quelques interstratifiés, possèdent de surcroît des liaisons particulièrement lâches entre feuillets constitutifs, si bien que la quantité d'eau susceptible d'être adsorbée au cœur même des particules argileuses, peut être considérable, ce qui se traduit par des variations importantes de volume du matériau.

Manifestation des dégâts

Le sol situé sous une maison est protégé de l'évaporation en période estivale et il se maintient dans un équilibre hydrique qui varie peu au cours de l'année.

De fortes différences de teneur en eau vont donc apparaître dans le sol au droit des façades, au niveau de la zone de transition entre le sol exposé à l'évaporation et celui qui en est protégé.

Ceci se manifeste par des mouvements différentiels, concentrés à proximité des murs porteurs et particulièrement aux angles de la maison. Ces tassements différentiels sont évidemment amplifiés en cas d'hétérogénéité du sol ou lorsque les fondations présentent des différences d'ancrage d'un point à un autre de la maison (cas des sous-sols partiels notamment, ou des pavillons construits sur terrain en pente).

Ceci se traduit par des fissurations en façade, souvent obliques et passant par les points de faiblesse que constituent les ouvertures. Les maisons individuelles sont les principales victimes de ce phénomène et ceci pour au moins deux raisons :

- la structure de ces bâtiments, légers et peu rigides, mais surtout fondés de manière relativement superficielle par rapport à des immeubles collectifs, les rend très vulnérables à des mouvements du sol d'assise ;
- la plupart de ces constructions sont réalisées sans études géotechniques préalables qui permettraient notamment d'identifier la présence éventuelle d'argile gonflante et de concevoir le bâtiment en prenant en compte le risque associé.

Les désordres se manifestent aussi par des décollements entre éléments jointifs (garages, perrons, terrasses), ainsi que par une distorsion des portes et fenêtres, une dislocation des dallages et des cloisons et, parfois, la rupture de canalisations enterrées (ce qui vient aggraver les désordres car les fuites d'eau qui en résultent provoquent des gonflements localisés).

Depuis la vague de sécheresse des années 1989-91, le phénomène de retrait-gonflement a été intégré au régime des catastrophes naturelles mis en place par la loi du 13 juillet 1982. En l'espace de 20 ans, ce risque naturel est devenu en France la deuxième cause d'indemnisation derrière les inondations, et le montant total des remboursements effectués à ce titre depuis 1989 était évalué par la Caisse Centrale de Réassurance en juin 2010 à environ 4,5 milliards d'euros, ce qui correspond à plusieurs centaines de milliers de maisons sinistrées sur l'ensemble de la France.

Le Code de l'urbanisme impose la prise en compte des risques dans les documents d'urbanismes. Ainsi, les PLU permettent de refuser ou d'accepter sous certaines conditions un permis de construire dans des zones soumises au risque mouvement de terrain. En accord avec la loi SRU, il est à noter que, contrairement au PPR, défini comme une servitude d'utilité publique visant à la sauvegarde des biens et des personnes réglementant le droit à construire avec des règles précises adaptées à la nature du risque, les documents d'urbanisme tels que le PLU, visent uniquement des dispositions d'urbanisme (autorisations ou interdiction de construire, occupation maximale du sol, distance par rapport à une zone d'aléa, etc) et ne peuvent à ce titre imposer des dispositions constructives. Ils sont en outre sans effet sur l'existant.

Le risque sismique

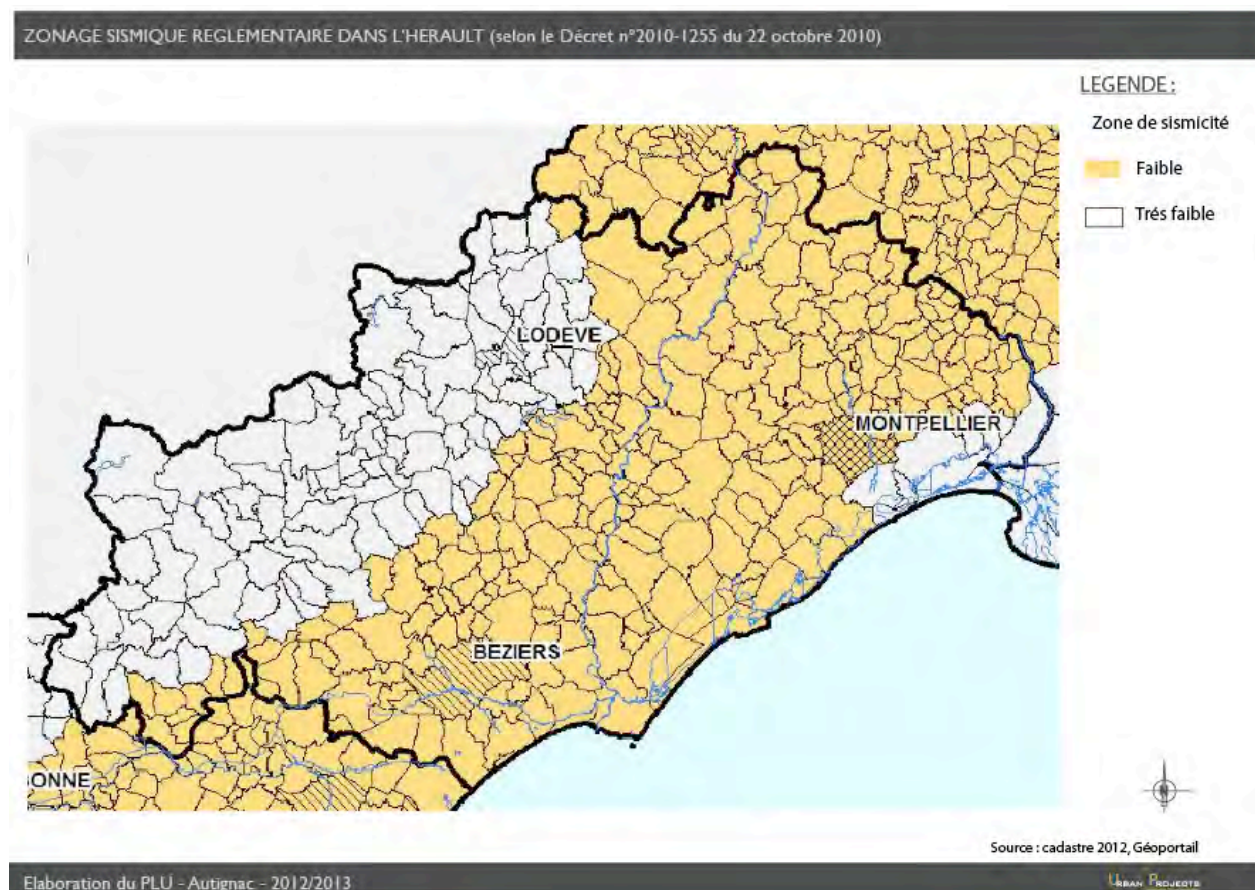
Un séisme, ou tremblement de terre, résulte du mouvement brutal des terrains en profondeur, le plus souvent le long d'une cassure ou faille qui provoque des vibrations du sol. La magnitude (mesurée sur l'échelle de Richter) caractérise la puissance d'un séisme et correspond à l'énergie libérée par le séisme. En fonction de son niveau, les vibrations peuvent durer quelques secondes à plus d'une minute. Ces vibrations peuvent engendrer la chute d'objets ou affecter les bâtiments jusqu'à leur ruine.

L'intensité (échelle I à XII) permet de mesurer les effets d'un séisme sur les hommes, les constructions ou l'environnement. De manière générale elle diminue à mesure que l'on s'éloigne de l'origine du séisme (épicerentre).

Dans l'Hérault depuis 1836, 22 séismes ont été ressentis (intensité maximale VI), mais depuis 1980, ce sont plus de 120 séismes, de magnitude faible (2 à 3 en moyenne), qui ont été enregistrés dans le département ou en proximité immédiate. Historiquement l'intensité maximale ressentie dans le département est de niveau VI. Ce fut en particulier le cas :

- à Agde en 1909 et sur la commune de Capestang lors du séisme de Camplong d'Aude en 1950.
- dans au moins 30 communes lors du séisme de Lambesc (Provence) en 1909 (intensité VIII-IX épicerentrale) .

Pour cette intensité, les effets correspondent à un fort ressenti humain et peuvent se traduire, pour le bâti, par des fissures dans les murs.

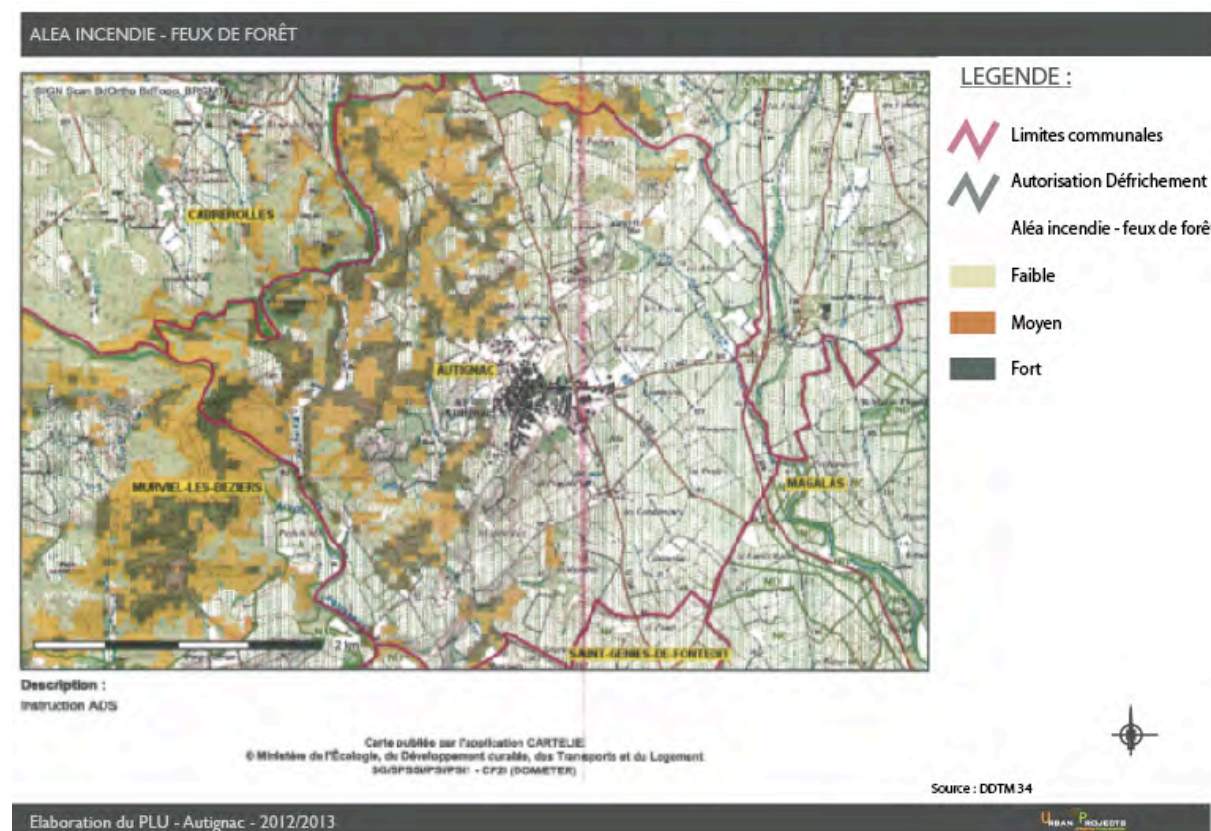


Le risque sismique d'Autignac est très faible. La commune est en effet classée dans les zones dites « Ib » où les secousses sont à peine perceptibles. Le décret n°91-461 du 14 mai 1991 relatif à la prévention du risque sismique et l'arrêté du 29 mai 1997 sur la classification du risque, réglemente la gestion de ce type de risque..

Comme nous l'avons vu, Autignac se situe dans une zone où le risque sismique est relativement peu important et dans laquelle les secousses, lorsqu'elles se produisent, sont très peu prononcées. En matière de construction, il n'y a donc aucune contrainte particulière. Les règles de dimensionnement pour le bâti neuf et le bâti existant issues de la plaquette de présentation de la nouvelle réglementation parasismique sont annexées au dossier de P.L.U.

Le risque incendie et feux de forêt

Au DDRM 2012 de l'Hérault, la commune d'Autignac est classée en risque Feu de forêt faible ou nul et le maire doit en informer la population. La commune n'est pas couverte par un Plan de Prévention du Risque Incendie et Feu de Forêt. D'après le schéma départemental d'aménagement des forêts contre l'incendie (SDAFI) élaboré en mai 1994, Autignac fait partie du massif n°9 « Avants Monts Minervois ».



En outre, il est rappelé que le Code forestier comporte des obligations de débroussaillage. De ce fait, les constructions de toute nature sont interdites à moins de 200 m des débroussailllements prévus à l'article L.322-3 du Code Forestier (en zone urbaine, débroussaillage de la totalité de la parcelle par le propriétaire, en dehors de ces zones débroussaillage à des distances variables des constructions de toute nature ainsi que leurs voies d'accès).

Les textes réglementaires relatifs à l'évaluation des besoins en eau pour la lutte contre l'incendie précisent entre autres que les pompiers doivent trouver sur place, en tout temps, 120m³ d'eau utilisable en deux heures quelque soit la nature des points d'eau ; ce débit constitue un minimum. Le réservoir d'Autignac possède une capacité suffisante pour alimenter les lances à incendie.

Les risques technologiques

Un risque technologique majeur est un événement accidentel se produisant sur un site industriel et entraînant des conséquences immédiates graves pour le personnel, les populations avoisinantes, les biens ou l'environnement. Les conséquences d'un accident dans ces industries sont regroupées sous trois typologies d'effets :

- les effets thermiques, liés à une combustion d'un produit inflammable ou à une explosion ;
- les effets mécaniques, liés à une surpression, résultant d'une onde de choc (déflagration ou détonation), provoquée par une explosion.
- les effets toxiques résultant de l'inhalation d'une substance chimique toxique (chlore, ammoniac, phosgène, etc.), suite à une fuite sur une installation.

Créés par la Loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages, les plans de prévention des risques technologiques (PPRT) vont permettre de contribuer à définir une stratégie de maîtrise des risques sur les territoires accueillant des sites industriels à risques. Combinant réduction des risques à la source, réglementation de l'urbanisation et des constructions, mesures foncières pouvant aller jusqu'à l'expropriation, ces plans seront des leviers puissants pour l'action publique.

Il n'existe aucun Plans de Prévention des Risques Technologiques sur la commune d'Autignac.

Le risque transport de matière dangereuse (TMD)

Une matière dangereuse est une substance qui, par ses propriétés physiques et/ou chimiques, ou bien par la nature des réactions qu'elle est susceptible de mettre en œuvre, peut présenter un danger grave pour l'homme, les biens ou l'environnement. Elle peut être inflammable, toxique, nocive, corrosive ou radioactive.

Les vecteurs de transport de ces matières dangereuses sont nombreux : voie routière, voie ferrée, voie d'eau (mer, fleuve), canalisations souterraines, canalisations aériennes, voie aérienne.

Les principaux dangers liés aux TMD sont donc :

- l'explosion, occasionnée par un choc avec production d'étincelles (citernes de gaz inflammable), par l'échauffement d'une cuve de produit volatil ou comprimé, par le mélange de produits ou par
- l'allumage inattendu d'artifices ou de munitions. Risques de traumatismes directs ou par l'onde de choc.

- l'incendie, suite à l'échauffement anormal d'un organe du véhicule, un choc contre un obstacle (avec production d'étincelles), l'inflammation d'une fuite.
- risques de brûlures et/ou d'asphyxie.
- la dispersion, dans l'air (nuage toxique), l'eau et le sol, causée par une fuite de produit toxique ou par le résultat d'une combustion se propageant à distance du lieu de l'accident.
- risques d'intoxication par inhalation, par ingestion ou par contact.

Le transport routier et autoroutier est le plus exposé car les causes d'accidents sont multiples: état du véhicule, faute de conduite du conducteur ou d'un tiers, météorologie. La D909 de Béziers jusqu'à Bédarieux est une route structurante, reliant des agglomérations de moyenne importance entre elles ou des agglomérations importantes avec leurs communes satellites est affectées du degré 2 d'exposition au risque TMD soit un « risque moyen »² mais qui sous-entend des trafics de matières dangereuses régulièrement installés.

Les risques industriels

La commune ne compte pas d'installation classée pour l'environnement soumise à autorisation ou enregistrement. La commune compte un établissement soumis à déclaration au titre de la réglementation sur les ICPE : les abattoirs Coste. Selon la carte communale, cette installation fait l'objet d'un périmètre d'inconstructibilité de 100 mètres issu de l'arrêté du 30 avril 2004 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique n° 2210 abattage d'animaux.

Photographie : les abattoirs Coste au nord de la commune



² Source BRGM

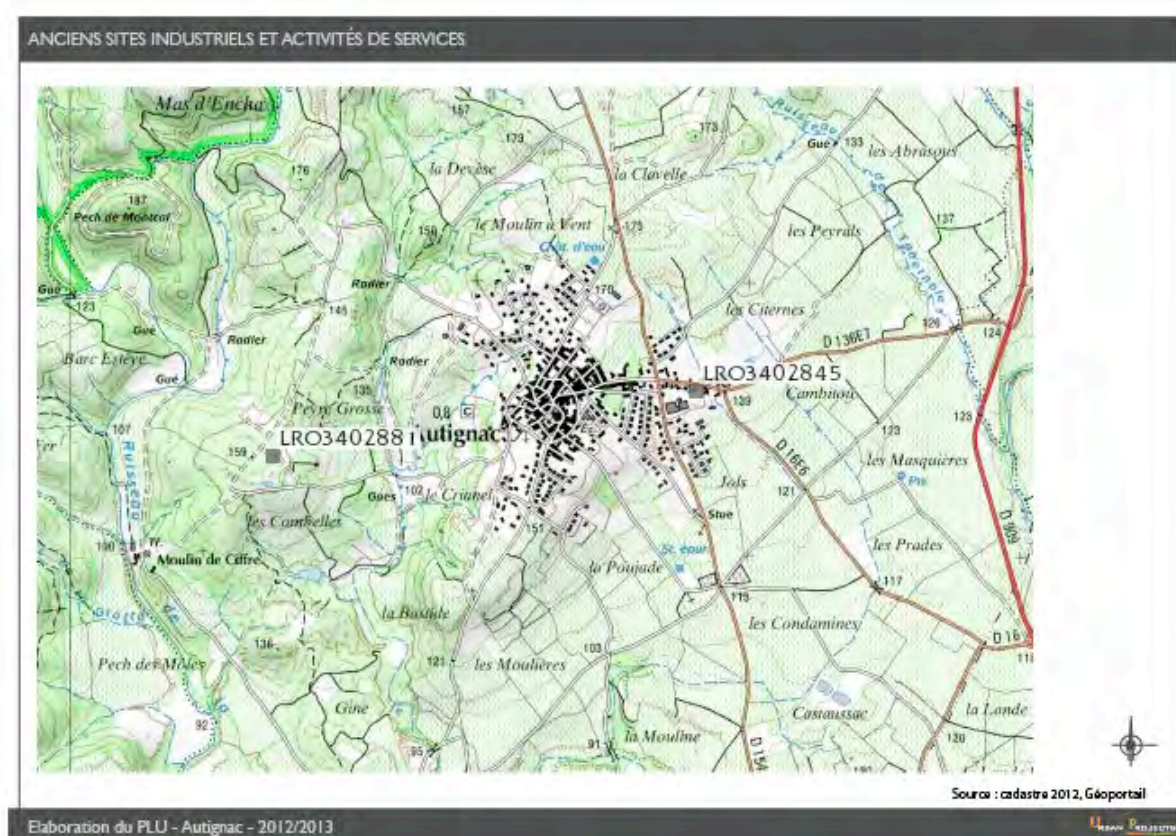
Pollution des sols

La DIREN Languedoc-Roussillon donne la définition suivante pour un site pollué : « un site dont le sol ou le sous-sol ou les eaux souterraines ont été pollués par d'anciens dépôts de déchets ou par infiltration de substances polluantes, cette pollution étant susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pour les personnes ou l'environnement de manière pérenne ».

Le Ministère de l'Écologie et du Développement Durable a la charge de la définition des politiques publiques en matière de sols pollués, que les pollutions soient d'origine naturelle ou anthropique et qu'elles soient liées ou non à une installation classée. BASOL n'indique la présence d'aucun site sur le territoire communal. Par ailleurs il ne faut pas négliger la pollution même modérée causée par l'utilisation d'engrais pour l'agriculture.

La France a été l'un des premiers pays européens à conduire des inventaires des sites pollués d'une façon systématique. Les principaux objectifs de l'inventaire BASIAS sont :

- recenser, de façon large et systématique, tous les sites industriels abandonnés ou non, susceptibles d'engendrer une pollution de l'environnement,
- conserver la mémoire de ces sites,
- fournir des informations utiles aux acteurs de l'urbanisme, du foncier et de la protection de l'environnement.



Les deux sites recensés sur la commune d'Autignac sont les suivants :

- LRO3402845 : CORTES JOSEPH
- LRO3402881 : SIVOM DU MURVIELLOIS

NUISANCES ET POLLUTIONS SUR LA COMMUNE

Pollution et qualité de l'air

La loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie du 19 décembre 1996 s'appuie sur le « droit reconnu à chacun de respirer un air qui ne nuise pas à sa santé », principe qui est assorti de l'obligation du concours de l'Etat et des collectivités territoriales pour « l'exercice du droit à l'information sur la qualité de l'air et ses effets sur la santé et l'environnement ». Ce texte a eu pour conséquence directe la mise en place d'un dispositif de surveillance de la qualité de l'air, en premier lieu pour toutes les agglomérations de plus de 100 000 habitants (en 1998), puis pour l'ensemble du territoire (en 2000).

Le dispositif régional de surveillance de la qualité de l'air est assuré par l'association AIR-LR. Ce dispositif comprend un réseau de 22 mesures fixes, le plus proche de Autignac étant celui du réseau fixe urbain de Béziers. Des études par zone géographique (aire urbaine de Béziers) ont été menées. Sur cette zone, et du fait de la présence de la métropole Biterroise, des mesures permanentes sont effectuées, faisant l'objet d'un bilan annuel.

Les études générales menées à ce jour permettent de mesurer un certain impact de la pollution atmosphérique sur la santé de la population notamment en zone urbaine ; les transports sont les principaux responsables de cette pollution dans notre région. Le PLU doit être l'occasion de prendre en compte cette problématique.

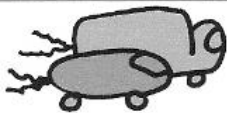

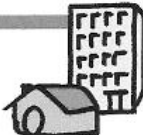
Les polluants physico-chimiques

Les types de polluants et leurs causes

Polluants	Causes
Ozone (O3) :	La formation de l'ozone s'opère par une réaction photochimique à partir d'oxyde d'azote et d'hydrocarbure sous l'effet de l'ensoleillement.
Dioxyde d'azote (NO2)	Les sources sont les carburants et les industries. Le fait de diminuer les rejets d'oxydes d'azote est indispensable pour envisager la maîtrise de la pollution à l'ozone.
Plomb (Pb)	Les sources sont les carburants et l'industrie. Avec la diminution progressive du plomb dans les carburants l'atténuation est très nette depuis 10 ans.
Dioxyde de soufre (SO2)	Il est lié à l'utilisation de combustibles fossiles tels que le fuel et le charbon. Depuis 15 ans on note une diminution de ce type de pollution du fait : de la réglementation

	préfecturale qui impose l'usage de fuel peu soufré en hiver et de la substitution du fuel par du gaz dans certaines industries.
Poussières (PM10)	Les poussières constituent souvent la partie visible de la pollution atmosphérique. Les parties les plus grosses se déposent sur les végétaux, les rebords de fenêtre... Toutefois les particules les plus nocives sont les plus petites qui se comportent comme des gaz en se déplaçant au gré des vents et pénétrants profondément dans les appareils respiratoires. Parmi ces particules certaines proviennent des véhicules notamment diesel.
Monoxyde de carbone (CO)	Il est le résultat de toute combustion incomplète. Il provient en majorité du trafic automobile. Grâce aux progrès techniques les concentrations baissent depuis 10 ans.
Benzène (C6H6)	Il fait partie de la famille des composés organiques volatils. Composé autrefois largement utilisé dans l'industrie, son usage est désormais très limité et sous surveillance. Dans l'air ambiant, il provient de la combustion, de l'évaporation des produits pétroliers notamment les essences (notamment dans le super de l à 5%).

Synthèse des causes de la pollution physico-chimique

	 Transports routiers	 Industries Énergies	 Résidentiel Tertiaire
03	Indirectement		
NOX	64 %	31 %	5 %
Pb	Plus de plomb dans l'essence		
SO2	19 %	70 %	11 %
Poussières	30 % (diesel)	34 %	36 %
CO	82 %	2 %	16 %
Benzène	53 %	30 %	17 %

Mis à part le dioxyde de soufre on constate que la grande majorité des polluants provient des transports routiers. Il est à noter que le secteur résidentiel tertiaire engage plus de responsabilité dans la pollution aux poussières et au monoxyde de carbone que le secteur industriel.

Les conséquences sur l'environnement et la santé

La pollution physico-chimique a de nombreuses conséquences sur l'environnement et la santé. En ce qui concerne l'environnement, on notera l'exemple de l'ozone. Ce gaz de la troposphère (basses couches de l'atmosphère, de 0 à 10 kilomètres d'altitude) ne compense pas les diminutions observées dans la stratosphère (couche d'ozone à environ 25 kilomètres d'altitude), de plus il a un impact sur la végétation et participe à l'effet de serre.

Polluants	Effets de la santé
Ozone (O ₃)	Gênes respiratoires, irritations des yeux et de la gorge, diminution de la capacité respiratoire
Dioxyde d'azote (NO ₂) microbiennes	Affections de l'appareil respiratoire et augmentation de la sensibilité aux infections
Plomb (Pb)	Toxique neurologique, hématologique et rénal. Il peut entraîner des troubles du développement cérébral de l'enfant et des perturbations psychologiques
Dioxyde de soufre (SO ₂)	Augmentation des symptômes respiratoires aigus chez l'adulte (toux, gêne respiratoire). Altération de la fonction respiratoire chez l'enfant (baisse de capacité respiratoire, excès de toux ou de crises d'asthme). Troubles cardio-vasculaires
Poussières (PM ₁₀)	Irritations et affections respiratoires, troubles cardio-vasculaires (en association avec le dioxyde de soufre). Les particules diesel fixent des composés organiques potentiellement cancérogènes et mutagènes
Monoxyde de carbone (CO)	Les effets aigus sont bien connus : céphalée, grande fatigue, vertige et nausée. A long terme, effets cardio-vasculaires.
Benzène (C ₆ H ₆)	Les effets aigus portent atteinte au système nerveux central (fatigue, maux de tête, vertige...) et provoquent une irritation des voies respiratoires et des yeux. En toxicité chronique, le benzène peut provoquer des leucémies.

La pollution à Autignac

Le bilan 2010 de l'indice ATMO dans l'agglomération de Béziers reste satisfaisant au regard de la croissance démographique observée.

En 2010, comme les années précédentes,

- le dioxyde de soufre n'est jamais à l'origine de l'indice,
- la majorité des indices « Moyens à Médiocres » a pour origine l'ozone et a été observée lors de la période estivale (1^{er} avril au 30 septembre),

- la part de l'ozone (seul, ou associé à d'autres polluants) dans la détermination de l'indice Atmo est majoritaire (elle est de 91% en 2010 et 85 % en 2009).

Les résultats de l'année 2009 pour l'aire urbaine de Béziers montrent que la plupart des objectifs sont atteints, mais quelques pollutions sont encore au-dessus des « limites préventives »³.

Le bruit

Le bruit est une des préoccupations majeures des administrés et doit faire l'objet d'une attention particulière dans l'élaboration des Plan locaux d'urbanisme. La loi sur le bruit du 31 décembre 1992 poursuit trois objectifs majeurs :

- Instaurer une réglementation pour les activités et objets bruyants qui en sont dépourvus (installations classées)
- renforcer les obligations de protection préventives dans le domaine de l'habitat
- instaurer un contrôle des grandes sources de bruit et prévoir des sanctions adaptées.

Cette loi vise à renforcer la prévention de la nuisance d'une part et à contraindre l'occupation des sols d'autres parts quand la nuisance ne peut être évitée

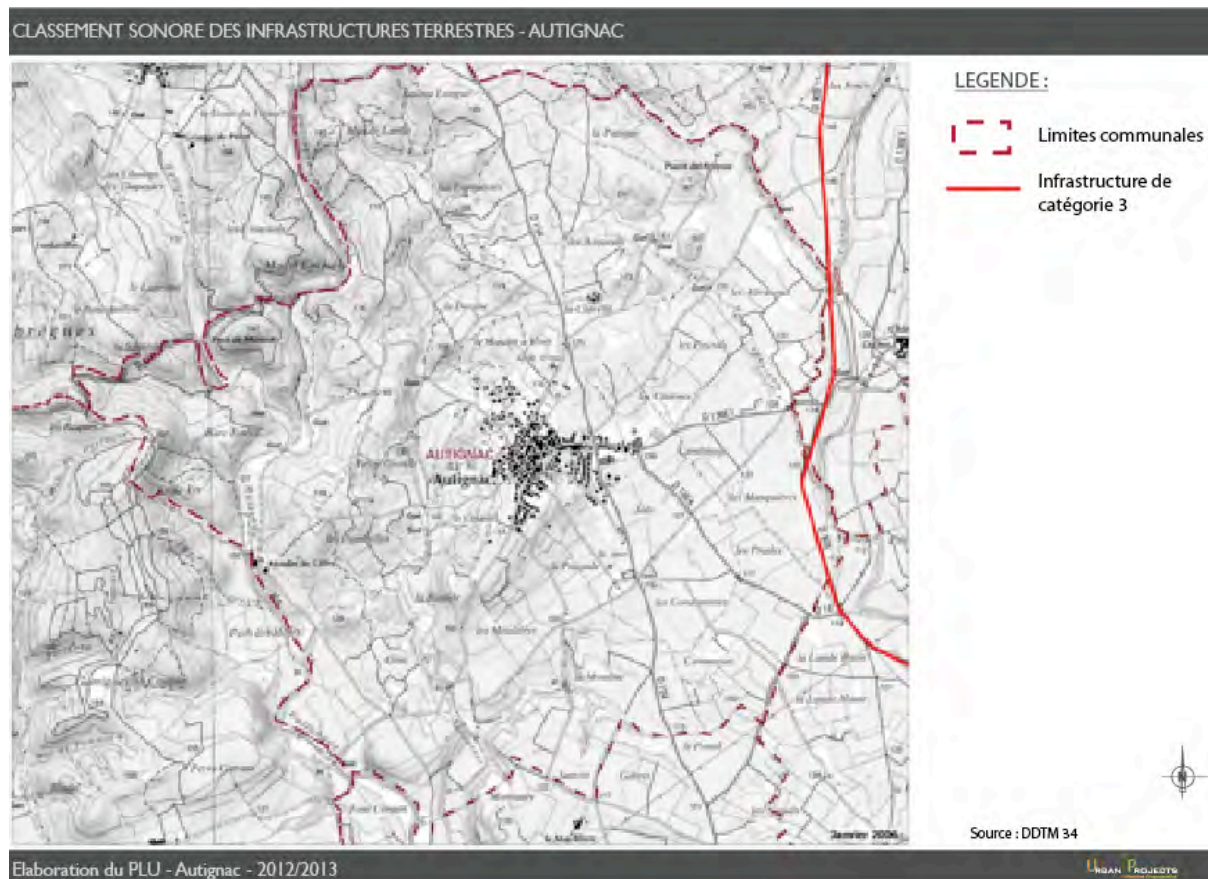
Deux décrets parus en 1995, mettent en application les articles concernant plus particulièrement les infrastructures routières :

- Le décret 95-21 du 9 janvier 1995 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitat.
- Le décret 95-22 du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit des aménagements et des infrastructures de transport terrestres, complété par l'arrêté du 5 mai 1995.

Les voies de circulation

La commune d'Autignac est concernée au titre de la RD 909, classée au classement sonore de la voirie des communes de moins de 10 000 habitants de l'arrondissement de Béziers par arrêté préfectoral n°2007/01/1068 du 1^{er} juin 2007 comme l'illustre la carte suivante.

³ <http://www.air-lr.org/resultats/par-zone-geographique/c-25-19286.html>



La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée dans le tableau ci-dessus, comptée de part et d'autre de l'infrastructure :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Les bâtiments à construire dans les secteurs affectés par le bruit doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs, conformément aux décrets n°95- 20 (pris pour l'application de l'article L. 111-11-1 du Code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements) et n°95-21 (relatif au classement des infrastructures de transports terrestres modifiant le Code de l'urbanisme et le Code de la construction et de l'habitation).

Vu l'éloignement du village par rapport à la RD 909, la commune n'a pas véritablement à en tenir compte dans le cadre d'une urbanisation continue.

Confort olfactif

L'installation susceptible d'avoir un impact olfactif sur la commune est l'abattoir en cas de dysfonctionnement ou de fortes chaleurs, au nord-est de la ville. Les habitations ne sont pas sous le vent vis-à-vis de cette installation. Afin d'en limiter les nuisances olfactives, sonores ou sanitaires des installations sensibles de la commune pour les futures constructions, plusieurs périmètres ont été instaurés :

- un périmètre d'inconstructibilité de 100 m autour de l'abattoir volaille⁴
- un périmètre d'inconstructibilité de 30 m autour du champ d'épandage viticole
- un périmètre de 100 m d'interdiction de forage autour des cimetières
- un périmètre d'inconstructibilité de 100 mètres autour de la station d'épuration.

Exposition au plomb – Saturnisme

Conformément à l'article L.1224-5 du Code de la Santé Publique, l'ensemble du Département de l'Hérault, a été classé en zone à risque d'exposition au plomb par arrêté préfectoral du 22 décembre 2000.

L'action de la mairie et du SRGO (Syndicat de la Rive Gauche de l'Orb) a permis en 2011 la mise aux normes des branchements en eau, et donc la suppression totale des canalisations en plomb suite à l'obtention de plusieurs subventions issues de l'Etat et du conseil général de l'Hérault

⁴ Arrêté du 30 avril 2004 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique n° 2210 abattage d'animaux

PARTIE III : JUSTIFICATION DES LIMITATIONS ADMINISTRATIVES AU DROIT DE LA PROPRIÉTÉ

Justification des choix retenus pour le projet d'aménagement et de développement durables

Explications des choix retenus pour établir le Projet d'Aménagement et de Développement Durables, les Orientations d'Aménagement et de Programmation et le Règlement

L'édification du projet communal s'est opérée autour des diagnostics et état initial de l'environnement établi en concertation avec la population. Ainsi, les enjeux dégagés du socle d'analyse ont permis la construction du projet autour de 9 axes bien précis apportant chacun plusieurs réponses aux demandes et besoins du territoire.

Le premier axe apporte la réponse aux besoins de la population en matière de déplacements. Le territoire est contraint sur un plan topographique, puisque érigé sur un promontoire. En revanche, les accroches successives de l'urbanisation se sont opérées au gré des opportunités foncières sans réelle cohérence et surtout sans structuration ou ossature viaire. Ce qui apparaît dans la logique car un lotissement n'a pas de possibilité de créer un équipement public (maillage viaire structurant). Le second obstacle est le positionnement des équipements publics tels le centre aéré, la salle Marc CASSOT, l'esplanade et le boulodrome.

Cette situation a généré des conflits d'accès à ces équipements obligeant certains (notamment les bus du centre aéré) à emprunter les ruelles du cœur de village et à faire un détour total. Cette carence en matière de voie structurante s'accompagne également d'un déficit en matière de cheminements doux. Les accès au stade et aux équipements précédents sont difficiles pour les piétons, pourtant le village n'étant pas très étendu, les distances sont acceptables pour les piétons.

Ce premier axe ambitionne de résoudre ces problématiques et apporte les solutions pour y parvenir. Outre l'aspect technique et urbain, ce point est fortement ressorti lors de la concertation avec la population dont certains rappelaient la condition historique de ce désenclavement de l'ouest du territoire. La réflexion est poussée avec la thématique du stationnement qui figure dans les attentes pionnières de la population. Un travail a déjà été effectué avec la mise en place du parking le long de l'espace Jourfier, reliant les places de la mairie et de Jules Ferry.

L'affirmation en premier axe de son projet communal la thématique des déplacements relève à la fois de l'empressement et l'urgence de la situation, de l'ambition à agir de manière structurelle et en profondeur. Le projet communal revient au centre des thématiques d'urbanisation. Les opérations ne se feront plus au gré des opportunités mais autour des piliers de ce PADD.

L'axe deux reprend la thématique du réinvestissement urbain avec pour essence le comblement des dents creuses, le renforcement des constructions sur les parcelles sous exploitée, la lutte contre les logements vacants. Les potentialités ont été estimées et les logements vacants ont été plus finement étudiés lors du dernier recensement. Le dernier recensement fait état d'environ 31 unités vacantes. Les dents creuses sont constituées majoritairement du secteur du Crianel et des terrains de l'ancienne cave coopérative. Ces réinvestissements doivent être soignés avec une réflexion portant sur la première thématique du PADD : les déplacements et les stationnements.

L'axe trois reprend la valorisation et la préservation des composantes agricoles et environnementales. Il confirme et conforte les trames vertes et bleues. Celles-ci reprennent deux échelles, celle du territoire communal et celle du village bâti (trame verte urbaine). Autignac se présente comme un territoire de nourrissage pour les rapaces. Il constitue, selon le SCOT du biterrois, un pôle d'intérêt écologique. C'est un axe nécessaire pour conforter l'enjeu majeur qu'est la préservation de l'environnement.

Sur le volet agricole, la large consultation dynamique des exploitants, tout au long de la procédure, a permis de reconnaître et d'identifier les projets, les besoins. Le projet communal tend également à promouvoir une agriculture raisonnée plus respectueuse de l'environnement.

Cet axe comporte également une appréciation de l'ouverture à l'urbanisation au regard des capacités offertes par les ressources naturelles. Il s'agit de la ressource en eau qui est limitée et finie. Les besoins ont été quantifiés et forment une limite qui reste facilement alimentée par la production actuelle.

Cet axe met également en avant la protection de la population au regard des risques naturels prévisibles comme l'inondation. Le PPRi a été approuvé en juin 2016.

Tout cet axe se présente comme un socle d'invariants incompressibles nécessaires, justifiés et dont le reste du PLU devra s'inspirer : règlement, plan de zonage, orientations d'aménagement et de programmation.

Le 4ème axe reprend aussi plusieurs orientations, il s'agit de la préservation du patrimoine et du paysage. Cela concerne la mise en valeur de l'architecture du vieux village, du traitement qualitatif des entres de ville, de la préservation de la silhouette du bâti perchée sur son promontoire. Cette partie traite de l'identité marquée de la commune. Singulière sur sa position géographique, elle est également grâce à son cachet naturel, son terroir. Puisque sa situation, perchée sur un promontoire, est singulière, l'obligation de préserver ce talus de toute urbanisation est une nécessité. Ce choix politique se couple avec un traitement plus qualitatif des entrées de ville et notamment celle située sur la RD 154.

Ce 4ème axe trouve résonnance avec le 5ème où la position du traitement de la frange sud apparaît comme socle fondateur du projet. Il propose une transition entre l'urbanisme à tout va opéré par les

dispositions du RNU (règlement national d'urbanisme) applicables jusque lors et l'application de ce Plan Local d'Urbanisme. Cette partie du PADD force le futur règlement à prévoir des formes urbaines différentes ainsi que des diversités de type d'habitat (locatif, accession sociale, intermédiaire ou locatif social notamment). Une orientation d'aménagement et de programmation traitera de ces objets.

Le 5ème axe propose de répondre aux besoins identifiés et notamment en matière de parcours résidentiel. Les outils seront utilisés afin de mettre œuvre cette politique. Par exemple, la commune pourra réaliser un programme communal, contractualiser avec les bailleurs sociaux. Cela permet de répondre aux besoins recensés.

Les limites d'extension de l'urbanisation sont soutenues par une frange claire et affirmée sur les parties sud, ouest et nord.

Sur les objectifs chiffrés

Le parti retenu est celui du développement maîtrisé (1,5%), sorte de médiane entre un scénario repli (< 1%) et un scénario soutenu (> 2%).

Ce parti s'appuie essentiellement sur l'étude des dents creuses et les potentiels de densification. En fonction de ces enjeux, la commune ambitionne un développement modéré fondé sur l'intégration de la population à la vie du village.

Sur la production de logement, le point mort de la commune implique la création de plus d'une vingtaine de logements. Ce point mort trouve réponse dans la résorption des dents creuses (Crianel notamment).

La suppression de la partie est du secteur des Amandiers (de I-AUI vers A) diminue très faiblement ce taux de croissance. Cette marginalité s'observe après la virgule et descend le taux à 1,4 %. Ce taux est inférieur à celui proposé par le SCOT. Il est raisonnable de dire que le projet communal est compatible avec les dispositions du document d'orientation générale du SCOT du Biterrois sur les enveloppes.

Justification des choix retenus pour le zonage et le règlement

L'édification du plan de zonage, du règlement et des orientations d'aménagement et de programmation intime l'exposé des justifications des limitations administratives au droit de la propriété. Ce chapitre permettra également de présenter les zonage, les dispositions réglementaires ainsi que les éléments des orientations d'aménagement et de programmation.

Seront également présentées et justifiées, les servitudes d'urbanisme, tels les emplacements réservés, les éléments de protection du patrimoine architectural, paysager ou environnemental, les périmètres

de projet d'aménagement.

Enfin, rappelons qu'il s'agit d'une élaboration de document d'urbanisme et qu'il n'existe donc pas de document initial sur lequel vient s'appuyer cette procédure. Nous ne trouverons pas, les justifications sur le changement de règle, mais bien sur l'instauration de celles-ci.

Les zones

Le plan de zonage et des réservations disposent des éléments suivants :

- U : pour zones urbaines, il s'agit des zones UA, UC
- AU : pour les zones à urbaniser, il s'agit des zones I-AUI, I-AU2, I-AUIE, I-AUIep
- A : pour les zones agricoles, il s'agit des zones A et Ap
- N : pour les zones naturelles.

Les zones U : urbaines, ou urbanisées

Il s'agit à la fois des secteurs du territoire qui sont aménagés, viabilisés et en partie habités. Cette notion renvoie à l'efficace et constante jurisprudence du Conseil d'État du 5 novembre 1984, Association SOS boulevard de Strasbourg : JCP N 1986. Après les différentes réformes successives du code de l'urbanisme, il convient, d'avoir en zone U des équipements, qu'ils soient suffisants pour desservir les constructions à implanter, ou qu'ils soient programmés (collectivité ou concessionnaire de service public) (cf Henri JACQUOT dans le Précis du Droit de l'urbanisme 7ème édition DALLOZ n°288 p 351).

Pour le territoire autignacois on recense les zones :

- UA : cœur de village, bâti historique,
- UC : constructions plus récentes souvent sous forme de lotissement,

LA ZONE UA : LE CŒUR DE VILLAGE

Territoire concerné

Cette zone reprend le cœur de village autignacois, le bâti historique le plus souvent présent sur le cadastre napoléonien. Il est édifié en ordre continu et le presque exclusivement à l'alignement en limite avec le domaine public. Cette zone comprend deux faciès de bâti, le bâti historique autour de l'église, le bâti vigneron essentiellement le long des axes historiques de communication.

La zone UA : le cœur de village / bâti historique

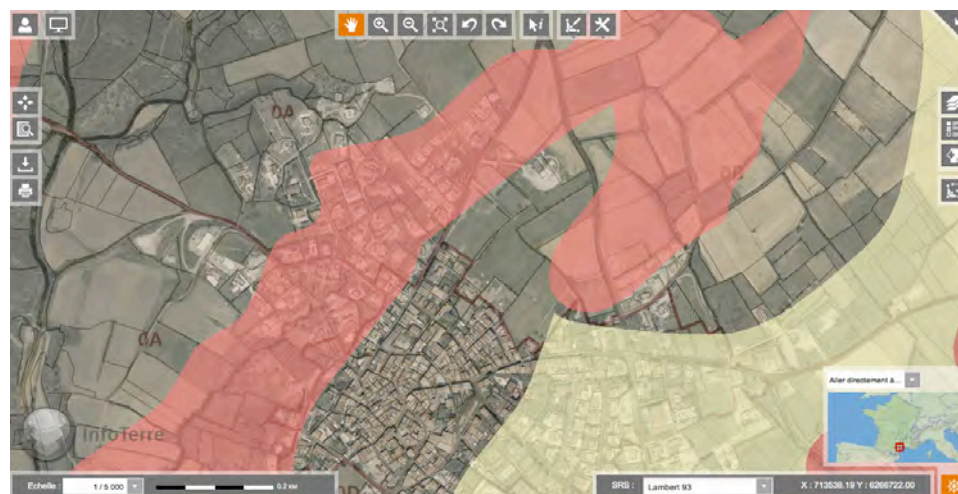


Servitudes d'utilité publique et risques identifiés présents au sein de la zone

La zone UA n'est concernée par aucune servitude d'utilité publique.

Elle est concernée par l'aléa retrait gonflement d'argile de type moyen et fort.

Les retraits gonflement d'argile / aléas forts et moyens



Justification de la réglementation édictée

Le règlement détaille les volontés de préservation et de mise en valeur de l'architecture, de la densité, de l'alignement, tant la qualité du bâti est prépondérante.

Destination et occupation des sols (articles 1 & 2)

Le règlement instaure une interdiction unique : celle des industries. Elle est complétée par une restriction sur les installations classées pour la protection de l'environnement qui présenteraient des nuisances incompatibles avec le voisinage. Ce côté relativement permissif traduit l'état de fait de l'existant. On retrouve du commerce, du bâti viticole, des artisans, des équipements collectifs et de services publics. Il convient dès lors de ne pas s'opposer à ce qui existe, toutefois, cela doit se faire sans occasionner de nuisances pour les riverains.

Les commerces, les locaux à usage artisanal, les fonctions d'entrepôt, les constructions à usage agricole doivent cependant observer des conditions afin d'être acceptées :

- que leur implantation ne présente pas de risques pour la sécurité des voisins (incendie, explosion) ;
- qu'elles n'entraînent pas pour leur voisinage des nuisances trop fortes, soit que l'établissement soit en lui-même peu nuisant, soit que les mesures nécessaires à l'élimination des nuisances soient prises ;
- que leur fonctionnement soit compatible avec les infrastructures existantes ;
- que leur volume ou leur aspect extérieur soit compatible avec le milieu environnant.

Une clause de mixité sociale a été instaurée. Elle prévoit 20% a minima de surface à destination de logements locatifs sociaux dès 500 m² de surface de plancher (construction ou réhabilitation) ou 1 pour 4 logements). Cette clause de mixité sociale est nécessaire pour se rendre compatible avec les dispositions du Schéma de Cohérence Territoriale du Biterrois. Elle se justifie aussi dans ce type de bâti qui est souvent réinvesti en transformant les logements vacants.

Conditions d'occupation des sols

Parmi les règles édictées, remarquons :

- l'obligation de se raccorder aux réseaux publics existants (nécessitant ou un renforcement) et être desservie par la voirie (articles 3 & 4),
 - cette obligation est une évidence et s'explique pour des raisons d'hygiènes, de salubrité et de sécurité. Il est inconcevable d'avoir des constructions nouvelles autorisées sans raccordement aux réseaux publics ou à la voirie.
- la formulation "les voies en impasse ne peuvent desservir plus de 10 nouveaux logements" (article 3).
 - En effet, ce tissu bâti ne permet pas en général le passage aisé des véhicules légers.

Limiter le nombre de logement dans un espace aussi restreint que les impasses évitera les complications évidentes et irrémédiables. De plus, cela reviendrait à un sur-découpage des bâtis en appartements instaurant une irrésistible promiscuité.

- L'alignement (article 6) sur le domaine public est la règle, toutefois des exceptions existent (balcon, débords de toiture notamment ou encore opération d'ensemble, ou bâtiment remarquable).
 - Le régime général se justifie par le respect des formes urbaines initiales.
- Les constructions viennent en limite latérale (article 7) est la règle. Il existe toutefois des exceptions, comme pour l'article précédent.
 - Le régime général se justifie par le respect des formes urbaines initiales.
- L'emprise au sol n'est pas réglementée (article 9).
 - Le tissu bâti est assez dense et la trame parcellaire est étroite, renseigner cette disposition ne présente aucun intérêt et n'est pas fondé de sens.
- La hauteur (article 10) est limitée à 14 mètres (depuis le terrain naturel jusqu'au faitage).
 - Cela se conforme à l'état de l'existant.
- Les aspects extérieurs (article 11)
 - Les dispositions relatives aux aspects extérieurs se justifient par la qualité du bâti. L'ambition de conserver une cohérence sur l'ambiance architecturale est poursuivie et justifiée.
- Les stationnements (article 12) sont réglementés et le PLU impose deux places par logement. Cette disposition s'applique pour les nouveaux logements (construits ou issus de division ou de réhabilitation).
 - Le domaine public ne peut absorber le manque de place inhérent à ce type de bâti. Malgré tous les efforts consentis par la municipalité pour créer du stationnement sur son domaine (récemment l'espace Jourfier), la volonté est que les nouveaux logements soient autonomes.
- Les espaces libres (article 13) sont renseignés, un coefficient est instauré pour l'ensemble des parcelles présentant des espaces libres
 - L'exiguïté du tissu ne permet pas d'avoir des cœurs d'îlots aérés. Le maintien des espaces libres à raison de 70% de l'état actuel permettra de préserver les rares espaces de nature dans le centre ancien et ainsi la qualité de vie et environnementale du tissu.
- Le coefficient d'occupation des sols (article 14) n'est plus renseigné selon les dispositions de la loi ALUR.
- Les obligations pour les constructions, installations et travaux en matière de performance énergétique et environnementale (article 15) sont renseignées au strict minimum.

- La commune ne veut pas rendre plus onéreux le coût de la construction qui devra respecter la réglementation thermique 2012 et 2017 à terme : bâtiment à basse consommation ou bâtiment à énergie passive.
- Les obligations pour les constructions, installations et travaux en matière de performance de réseaux de télécommunication (article 16) sont renseignées au strict minimum.
 - La commune ne veut pas rendre plus onéreux le coût de la construction. Lorsque la commune sera couverte par la fibre ou l'ADSL, les nouvelles constructions auront l'obligation de s'y raccorder.

Les orientations d'aménagement et de programmation

Le secteur ne fait pas l'objet d'une OAP.

Les servitudes d'urbanisme affectées à la zone UA

Certaines parcelles sont frappées d'une réservation à destination d'un équipement public au bénéfice d'une collectivité publique. La liste et la justification des emplacements réservés se fait dans la partie éponyme (cf infra).

LA ZONE UC : LE TISSU PAVILLONNAIRE ET LES LOTISSEMENTS

Territoire concerné

Cette zone reprend les zones périphériques du village autignacois, il s'agit quasi exclusivement de maisons individuelles comprises dans un lotissement. Ces constructions sont plus récentes que celles observées dans la zone UA. Le tissu diffus n'invite pas à l'alignement, le plus souvent relatant des typologies de 4 faces au centre d'un terrain excédant 600 m². Il existe un sous-secteur UCag qui autorise les constructions à usage agricole.

La zone UC repérée au plan de zonage (rose foncé) et UCag (rose clair) / le bâti pavillonnaire, lotissements



Servitudes d'utilité publique et risques identifiés présents au sein de la zone

La zone UC est concernée par la servitude d'utilité publique PMI, Plan de Prévention des Risques inondation.

Elle est concernée par l'aléa retrait gonflement d'argile de type moyen et fort, et par les obligations légales de débroussaillage.

- qu'elles n'entraînent pas pour leur voisinage des nuisances trop fortes, soit que l'établissement soit en lui-même peu nuisant, soit que les mesures nécessaires à l'élimination des nuisances soient prises ;
- que leur fonctionnement soit compatible avec les infrastructures existantes ;
- que leur volume ou leur aspect extérieur soit compatible avec le milieu environnant.

Une clause de mixité sociale a été instaurée. Elle prévoit 20% a minima de surface à destination de logements locatifs sociaux dès 600 m² de surface de plancher (permis de construire ou de lotir - aménager). Cette clause de mixité sociale est nécessaire pour se rendre compatible avec les dispositions du Schéma de Cohérence Territoriale du biterrois. Elle se justifie aussi dans ce type de bâti qui est souvent réinvesti en transformant les logements vacants.

Conditions d'occupation des sols

Parmi les règles édictées, remarquons :

- l'obligation de se raccorder aux réseaux publics existants (nécessitant ou un renforcement) et être desservie par la voirie (articles 3 & 4),
 - cette obligation est une évidence et s'explique pour des raisons d'hygiènes, de salubrité et de sécurité. Il est inconcevable d'avoir des constructions nouvelles autorisées sans raccordement aux réseaux publics ou à la voirie.
- L'alignement (article 6) à 5 mètres minimum depuis le domaine public est la règle, toutefois des exceptions existent (balcon, débords de toiture notamment ou encore opération d'ensemble).
 - Le régime général se justifie par la possibilité de créer des places de stationnement (longueur de 5 mètres).
- Les constructions doivent observer un recul de 4 mètres minimum ($L = H/2$) en limite latérale (article 7). Il existe toutefois des exceptions, comme pour l'article précédent.
 - Le régime général se justifie par le respect des formes urbaines initiales.
- L'emprise au sol est de 50% maximum (article 9).
 - Le tissu bâti est assez aéré, renseigner cette disposition invite à conserver un tissu aéré.
- La hauteur (article 10) est limitée à 8,50 mètres (depuis le terrain naturel jusqu'au faitage).
 - Cela se conforme à l'état de l'existant.
- Les aspects extérieurs (article 11)
 - Les dispositions relatives aux aspects extérieurs se justifient par l'état du bâti. L'ambition de conserver une cohérence sur l'ambiance architecturale est poursuivie et justifiée (habitat pavillonnaire).
 - Pour le sous-secteur UCag, des prescriptions sont précisées, notamment

l'interdiction des bardages métalliques s'ils sont visibles depuis la RD. Les teintes, les enduits, les menuiseries sont prescrits et vont dans le sens d'une meilleure intégration. Il en va de même du traitement des clôtures et de l'obligation de planter une haie végétale multi-essences. La volonté est de favoriser la bonne intégration paysagère, à la fois en frange du tissu bâti et en entrée de village.

- Les stationnements (article 12) sont réglementés et le PLU impose pour l'habitat deux places par logement à l'intérieur des lots (lotissement) et au moins 1/2 places par lot sur le domaine collectif (domaine privé du lotissement). Cette disposition s'applique pour les nouveaux logements (construits ou issus de division ou de réhabilitation).
 - Le domaine public ne peut absorber le manque de place inhérent à ce type de bâti. Les voies des lotissements souvent en impasse pose des difficultés identifiées. Prévoir suffisamment de place à la fois sur le lot et sur l'espace collectif revient à anticiper le bon fonctionnement du futur quartier. Aujourd'hui les ménages sont bien équipés en véhicules légers (le plus souvent au moins deux véhicules par ménage).
- Les espaces libres (article 13) sont renseignés, un coefficient est instauré à la fois dans les espaces collectifs du lotissement (15% de la superficie de ce dernier) et 40% par lot.
 - La volonté est de créer des espaces assez verts et plantés. Les lots ainsi que les espaces communs arboreront des espaces récréatifs qui permettront une intégration dans l'environnement rural. Il existe des dents-de-scie dans la zone UC.
- Le coefficient d'occupation des sols (article 14) n'est plus renseigné selon les dispositions de la loi ALUR.
- Les obligations pour les constructions, installations et travaux en matière de performance énergétique et environnementale (article 15) sont renseignées au strict minimum.
 - La commune ne veut pas rendre plus onéreux le coût de la construction qui devra respecter la réglementation thermique 2012 et 2017 à terme : bâtiment à basse consommation ou bâtiment à énergie passive.
- Les obligations pour les constructions, installations et travaux en matière de performance de réseaux de télécommunication (article 16) sont renseignées au strict minimum.
 - La commune ne veut pas rendre plus onéreux le coût de la construction. Lorsque la commune sera couverte par la fibre ou l'ADSL, les nouvelles constructions auront l'obligation de s'y raccorder.

Les orientations d'aménagement et de programmation

Le secteur fait l'objet d'une OAP sur la partie Criannel. Le chemin du Criannel comprend une importante dent-de-scie desservie par tous les réseaux. Cette orientation d'aménagement et de programmation permet de fixer les invariants que la commune souhaite retrouver lors de son

aménagement. Il s'agit tout d'abord de localiser les points bas propices à la rétention. Ce point bas sera à travailler en espace paysager qui pourra s'incorporer facilement au tissu voisin. Le deuxième invariant est l'impérative liaison entre le chemin de ronde et le chemin du Criannel. La voie de desserte ne doit pas être en impasse mais relier les axes existants. Ensuite, un traitement paysager particulier sur le balcon est à réaliser. En effet, la topographie invite à mettre en valeur cette façade et la protéger. Ce balcon pourra être public ou privé. Enfin, dernier point, du stationnement est à rechercher afin de répondre aux besoins constatés.

Les servitudes d'urbanisme affectées à la zone UC

Certaines parcelles sont frappées d'une réservation à destination d'un équipement public au bénéfice d'une collectivité publique. La liste et la justification des emplacements réservés se fait dans la partie éponyme (cf infra).

LA ZONE Uep : LES ÉQUIPEMENTS PUBLICS

Territoire concerné

Cette zone comprend deux secteurs d'équipements publics : le stade et les terrains de tennis situés au nord du village le long de la rue du Stade, et l'esplanade autour de la salle polyvalente et du centre aéré au sud du village de par d'autre de la rue Dabaladou.

La zone Uep repérée au plan de zonage : Les équipements publics

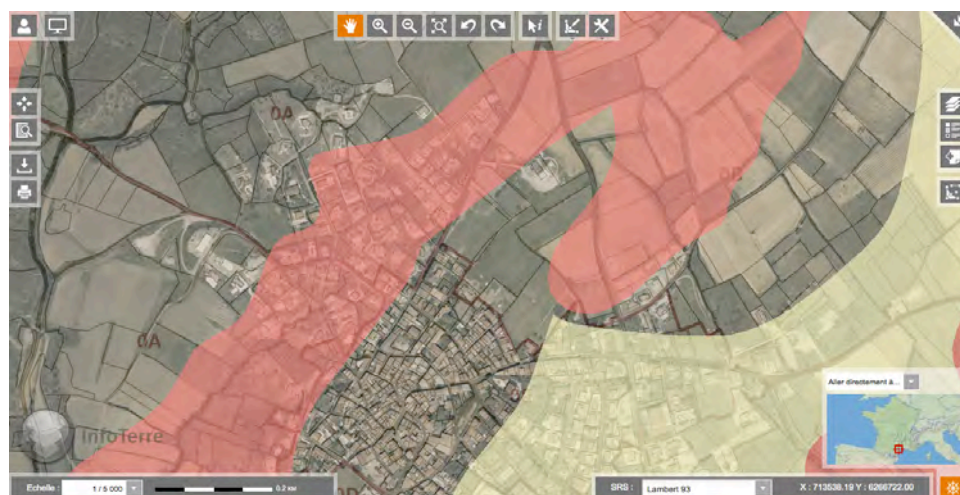


Servitudes d'utilité publique et risques identifiés présents au sein de la zone

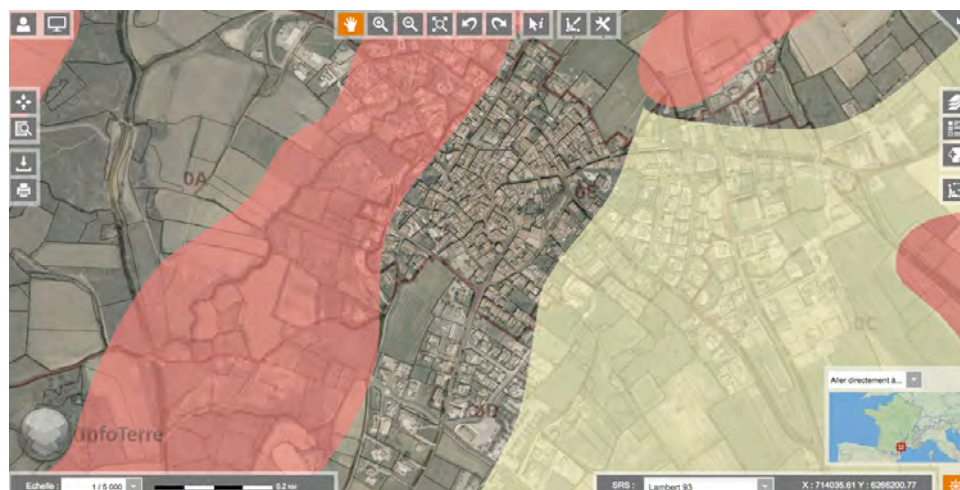
La zone Uep n'est pas concernée par une servitude d'utilité publique.

Elle est concernée par l'aléa retrait gonflement d'argile de type moyen et fort.

Localisation des zones à aléa moyen (jaune) et fort (rouge) de retrait gonflement d'argile



Localisation des zones à aléa moyen (jaune) et fort (rouge) de retrait gonflement d'argile



Justification de la réglementation édictée

Le règlement exclut toutes les constructions à usage autre qu'équipements collectifs ou de services publics.

NATURE D'OCCUPATION DES SOLS

L'article 1 interdit les destinations suivantes :

- les constructions à usage d'habitations (à l'exception de celles autorisées à l'article 2) ;
- l'hébergement hôtelier,
- les activités agricoles ou forestières,
- les industries,
- les commerces,
- les entrepôts,
- les bureaux,

- l'activité artisanale.

CONDITIONS D'OCCUPATION DES SOLS

Parmi les règles édictées, remarquons :

- l'obligation de se raccorder aux réseaux publics existants (nécessitant ou un renforcement) et être desservie par la voirie (articles 3 & 4),
 - cette obligation est une évidence et s'explique pour des raisons d'hygiènes, de salubrité et de sécurité.
- L'alignement (article 6), les constructions peuvent s'implanter librement soit à l'alignement soit en retrait.
 - Il s'agit d'équipements publics (notamment le stade de football et l'esplanade).
- Les constructions peuvent s'implanter librement (article 7).
 - Il s'agit d'équipements publics (notamment le stade de football et l'esplanade).
- L'emprise est non renseignée (article 9).
 - Il s'agit d'équipements publics (notamment le stade de football et l'esplanade).
- La hauteur n'est pas réglementée tant il s'agit d'un équipement public.
 - Il s'agit d'équipements publics (notamment le stade de football et l'esplanade).
- L'aspect extérieur (article 11) n'est pas renseigné.
 - Il s'agit d'équipements publics (notamment le stade de football et l'esplanade).
- Le stationnement (article 12) n'est pas réglementé.
 - Il s'agit d'équipements publics (notamment le stade de football et l'esplanade).
- Les espaces libres (article 13) ne sont pas réglementés.
 - Il s'agit d'équipements publics (notamment le stade de football et l'esplanade).
- Le coefficient d'occupation des sols (article 14) n'est plus renseigné selon les dispositions de la loi ALUR.
- Les obligations pour les constructions, installations et travaux en matière de performance énergétique et environnementale (article 15) ne sont pas renseignées.
 - Pas de justifications particulières.
- Les obligations pour les constructions, installations et travaux en matière de performance de réseaux de télécommunication (article 16) ne sont pas renseignées.
 - Pas de justifications particulières.

Les orientations d'aménagement et de programmation

La zone Uep n'est pas concernée par une orientation d'aménagement et de programmation.

Les servitudes d'urbanisme affectées à la zone Uep

Certaines parcelles sont frappées d'une réservation à destination d'un équipement public au bénéfice d'une collectivité publique. La liste et la justification des emplacements réservés se fait dans la partie éponyme (cf infra).

LES ZONES AU : D'UNE URBANISATION À L'AUTRE

Préambule

Il existe 3 zones AU à destination d'habitation, 1 zone 0-AU0E à destination économique, 1 zone I-AUIep à destination d'équipements collectifs ou de services publics.

Parmi les zones AU à destination d'habitation, se distingue :

- la zone des Amandiers (0-AU0) située au sud-ouest de la route départementale 154 constitue la zone d'extension majeure du village, il s'agit de venir combler un vide entre le château d'eau et le lotissement des Amandiers,
- la zone du Château d'eau (I-AUI), située sur le plateau, à vocation entière et exclusive, de lotissement communal ou logements aidés, frappée d'une servitude L. 151-41-4^e du code de l'urbanisme,
- la zone de la Poujade (I-AUI), en lisière de zone U, mais qui n'est pas desservie par les réseaux et implique d'étendre le réseau public sous le chemin communal,

Territoire concerné

Il s'agit des zones à urbaniser pour :

- équipements publics (I-AUIep) :
 - extension du cimetière et de la STEP ;
- activité économique (0-AU0E) :
 - chemin de la Bastide;
- d'habitation (AU) :
 - les Amandiers,
 - le Château d'eau,
 - la Poujade.

Les zones I-AUI et O-AU0 habitations : les Amandiers, la Pujade, le Château d'eau



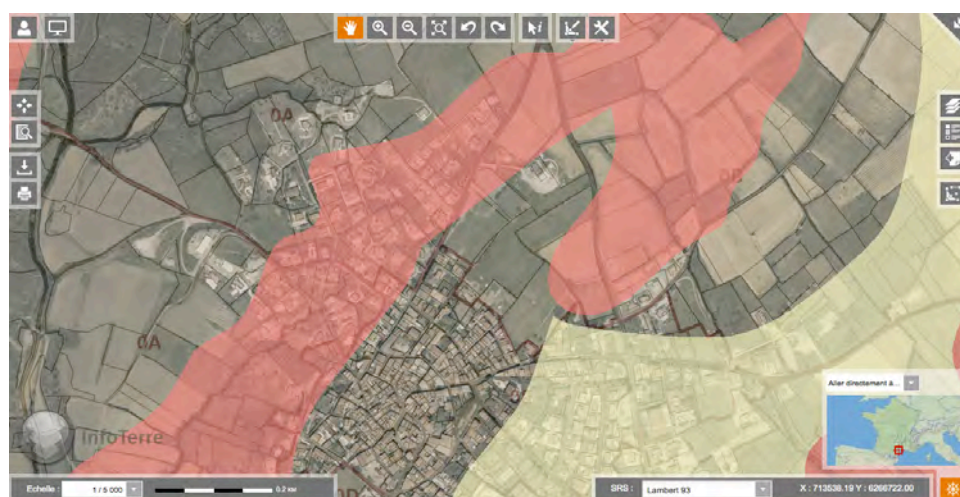
Les zones O-AU0E et I-AUIep

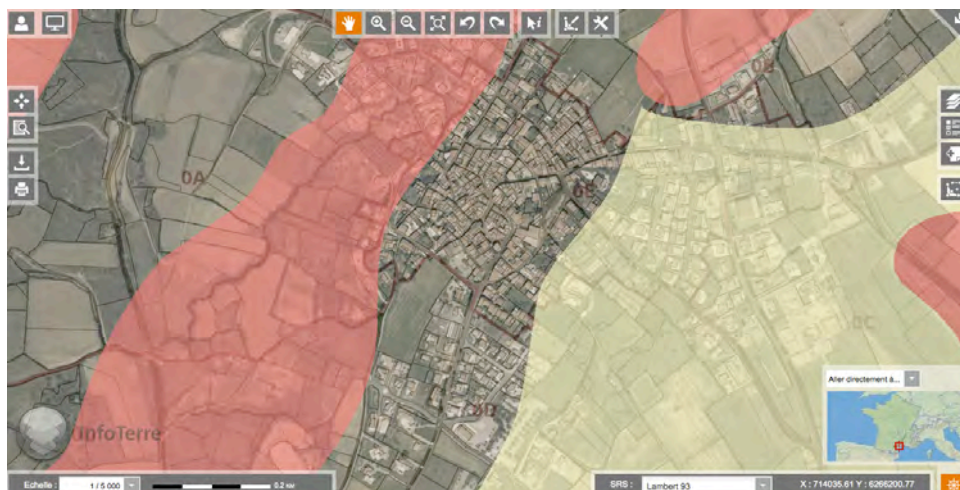


Servitudes d'utilité publique présentes au sein de la zone

Le risque de retrait gonflement d'argile : tous les sites avec aléa faible ou fort. La zone 0-AU0E est concernée par les obligations légales de débroussaillage.

Le retrait gonflement d'argile





Justification de la réglementation édictée

La volonté est de laisser de la souplesse aux opérations tout en préservant la qualité de vie des futurs résidents.

La zone 0-AU0 est bloquée à l'urbanisation. Son ouverture est conditionnée par une modification du PLU afin de renseigner les articles du règlement. Cela se justifie par la nécessité de planifier dans le temps l'urbanisation de la commune et notamment de favoriser le renouvellement urbain dans les dents creuses et de s'assurer d'un taux de constructions suffisant dans les zones I-AUI avant de réaliser de nouvelles extensions.

.

Pour les zones AU à destination d'habitation

DESTINATION ET OCCUPATION DES SOLS

Le règlement exclut les constructions à usage agricole et forestier, il exclut également les industries et la logistique (fonction d'entrepôts commerciaux) et activités artisanales.

Une servitude de réserve d'emplacement disposée à l'article L. 151-41-4^e du code de l'urbanisme impose un programme à 100 % de logements aidés (lotissement communal, accession sociale à la propriété...) sur la zone du IAU1 du château d'eau. Cela s'inscrit dans la volonté de mixité sociale sur le village et remplit parfaitement les prescriptions du SCOT du biterrois.

NATURE D'OCCUPATION DES SOLS

L'article 1 interdit les destinations suivantes :

- hébergement hôtelier ou para-hôtelier,
- industrie,

- entrepôts commerciaux,
- exploitations agricoles ou forestières.

Ces destinations n'ont pas de sens pour le territoire autignacois. L'hébergement est possible sous la forme d'une chambre d'hôte, d'un gîte, mais la formule hôtel est proscrite.

De ce fait, sont admises les constructions à usage d'habitation, d'activité artisanales (dès lors qu'elles ne portent pas atteinte à la qualité de vie des riverains), des équipements collectifs et de service public, des bureaux.

CONDITIONS D'OCCUPATION DES SOLS

Parmi les règles édictées, remarquons :

- l'obligation de se raccorder aux réseaux publics existants (nécessitant ou un renforcement) et être desservie par la voirie (articles 3 & 4),
 - cette obligation est une évidence et s'explique pour des raisons d'hygiènes, de salubrité et de sécurité. Il est inconcevable d'avoir des constructions nouvelles autorisées sans raccordement aux réseaux publics ou à la voirie.
- L'alignement (article 6) à 5 mètres minimum depuis le domaine public est la règle, toutefois des exceptions existent (balcon, débords de toiture notamment ou encore opération d'ensemble).
 - Le régime général se justifie par la possibilité de créer des places de stationnement (longueur de 5 mètres).
- Les constructions doivent observer un recul de 4 mètres minimum ($L = H/2$) en limite latérale (article 7). Il existe toutefois des exceptions, comme pour l'article précédent.
 - Le régime général se justifie par le respect des formes urbaines voisines.
- L'emprise est non renseignée (article 9).
 - Dans le cadre d'une opération d'ensemble, cette disposition n'apporte pas de plus-value.
- La hauteur (article 10) est limitée à 8,50 mètres (depuis le terrain naturel jusqu'au faitage) pour l'habitat individuel, et 12 mètres pour l'habitat collectif.
 - Dans le cas de réalisation de logements collectifs sociaux, la hauteur pourra être de trois niveaux (rez-de-chaussée plus 2 étages).
- Les aspects extérieurs (article 11)
 - Les dispositions relatives aux aspects extérieurs se justifient par l'état du bâti. L'ambition de conserver une cohérence sur l'ambiance architecturale est poursuivie et justifiée (habitat pavillonnaire). Toujours dans un souci de parfaite intégration, des règles sur les clôtures sont édictées. Elles recherchent une plus grande cohérence et un meilleur traitement. Ces règles se justifient.

- Les stationnements (article 12) sont réglementés et le PLU impose pour l'habitat deux places par logement à l'intérieur des lots (lotissement) et au moins 2 places par lot sur le domaine collectif (domaine privé du lotissement). Cette disposition s'applique pour les nouveaux logements (construits ou issus de division ou de réhabilitation).
 - Le domaine public ne peut absorber le manque de place inhérent à ce type de bâti. Les voies des lotissements souvent en impasse pose des difficultés identifiées. Prévoir suffisamment de place à la fois sur le lot et sur l'espace collectif revient à anticiper le bon fonctionnement du futur quartier. Aujourd'hui les ménages sont bien équipés en véhicules légers (le plus souvent au moins deux véhicules par ménage).
- Les espaces libres (article 13) sont renseignés, un coefficient est instauré à 40% par lot.
 - La volonté est de créer des espaces assez verts et plantés. Les lots arboreront des espaces récréatifs qui permettront une intégration dans l'environnement rural.
- Le coefficient d'occupation des sols (article 14) n'est plus renseigné selon les dispositions de la loi ALUR.
- Les obligations pour les constructions, installations et travaux en matière de performance énergétique et environnementale (article 15) sont renseignées au strict minimum.
 - La commune ne veut pas rendre plus onéreux le coût de la construction qui devra respecter la réglementation thermique 2012 et 2017 à terme : bâtiment à basse consommation ou bâtiment à énergie passive.
- Les obligations pour les constructions, installations et travaux en matière de performance de réseaux de télécommunication (article 16) sont renseignées au strict minimum.
 - La commune ne veut pas rendre plus onéreux le coût de la construction. Lorsque la commune sera couverte par la fibre ou l'ADSL, les nouvelles constructions auront l'obligation de s'y raccorder.

Pour la zone d'activités économiques 0-AU0E

La zone 0-AU0E s'avère nécessaire. Il s'agit d'un petit secteur d'activités économiques proposant un habitat de fonction très encadré, répondant aux attentes des artisans du village. En effet, bien que la voirie soit existante, les réseaux présents sont des raccordements privatifs. La mise en place de cette zone permettra à chacun un meilleur approvisionnement et raccordement. Par ailleurs, cette zone se justifie afin de minimiser les gênes occasionnées dans le tissu bâti existant, qu'il s'agisse de nuisances sonores et olfactives, ou surtout de gênes liées à la circulation délicate en centre village dans le lacet de rues étroites. La localisation de la zone permettra à terme un accès direct par la voie de contournement sud du village (emplacement réservé n°4). Aussi, si le tissu vigneron accepte facilement le stockage dans la pièce de remisage en rez-de-chaussée, il n'est pas adapté à des activités plus orientées vers l'artisanat telles que les entreprises du BTP.

La zone 0-AU0E est bloquée à l'urbanisation. Son ouverture est conditionnée par une modification

du PLU afin de renseigner les articles du règlement. Cela se justifie par la nécessité de mener une ou plusieurs opérations d'ensemble afin de desservir parfaitement le secteur. De plus, une réflexion sur la qualité paysagère et architecturale du site du fait de son exposition en point haut du village est nécessaire. La présentation d'un projet cohérent et qualitatif permettra une ouverture de la zone.

Pour la zone d'équipements publics I-AU1ep

Le règlement exclut toutes les constructions à usage autre qu'équipements collectifs ou de services publics.

NATURE D'OCCUPATION DES SOLS

L'article 1 interdit les destinations suivantes :

- les constructions à usage d'habitations (à l'exception de celles autorisées à l'article 2) ;
- l'hébergement hôtelier,
- les activités agricoles ou forestières,
- les industries,
- les commerces,
- les entrepôts,
- les bureaux,
- l'activité artisanale.

CONDITIONS D'OCCUPATION DES SOLS

Parmi les règles édictées, remarquons :

- l'obligation de se raccorder aux réseaux publics existants (nécessitant ou un renforcement) et être desservie par la voirie (articles 3 & 4),
 - cette obligation est une évidence et s'explique pour des raisons d'hygiènes, de salubrité et de sécurité.
- L'alignement (article 6), les constructions peuvent s'implanter librement soit à l'alignement soit en retrait.
 - Il s'agit d'équipements publics (notamment le cimetière en discontinuité totale du bâti et des zones urbanisées).
- Les constructions peuvent s'implanter librement (article 7).
 - Il s'agit d'équipements publics (notamment le cimetière en discontinuité totale du bâti et des zones urbanisées).
- L'emprise est non renseignée (article 9).
 - Il s'agit d'équipements publics (notamment le cimetière en discontinuité totale du bâti

et des zones urbanisées).

- La hauteur n'est pas réglementée tant il s'agit d'un équipement public.
 - Il s'agit d'équipements publics (notamment le cimetière en discontinuité totale du bâti et des zones urbanisées).
- L'aspect extérieur (article 11) n'est pas renseigné.
 - Il s'agit d'équipements publics (notamment le cimetière en discontinuité totale du bâti et des zones urbanisées).
- Le stationnement (article 12) n'est pas réglementé.
 - Il s'agit d'équipements publics (notamment le cimetière en discontinuité totale du bâti et des zones urbanisées).
- Les espaces libres (article 13) ne sont pas réglementés.
 - Il s'agit d'équipements publics (notamment le cimetière en discontinuité totale du bâti et des zones urbanisées).
- Le coefficient d'occupation des sols (article 14) n'est plus renseigné selon les dispositions de la loi ALUR.
- Les obligations pour les constructions, installations et travaux en matière de performance énergétique et environnementale (article 15) ne sont pas renseignées.
 - Pas de justifications particulières.
- Les obligations pour les constructions, installations et travaux en matière de performance de réseaux de télécommunication (article 16) ne sont pas renseignées.
 - Pas de justifications particulières.

Les orientations d'aménagement et de programmation

Les zones AU à destination de l'habitat

Sur le secteur des Amandiers (0-AU0), l'orientation se borne à présenter les points bas (possible rétention), les corridors écologiques à créer et les façades végétales à mettre en avant. Elle présente également, l'ossature de la trame viaire, les liaisons avec le tissu existant, les points centraux ainsi que les espaces de respiration.

Ces indications sont à anticiper dans un rapport de compatibilité avec les futures autorisations d'urbanisme. Ces dispositions se justifient dans un souci général de conception et de liaisons avec le village. Cette greffe doit s'opérer de la meilleure manière et l'orientation d'aménagement et de programmation donnent les grands invariants à respecter, avec toute la souplesse que permet ce dispositif.

Le secteur de la Poujade (1-AUI et UC) ne fait pas l'objet d'orientation d'aménagement et de programmation. En revanche, des prescriptions sur les clôtures sont imposées dans le règlement (à la fois en zone AU et en zone N). En effet, ce secteur est en balcon sur le plan topographique et

visible depuis la plaine. Il convient de traiter au maximum les impacts sur les vues, enfin et surtout les constructions.

Le secteur du château d'eau (I-AUI) fait également l'objet d'une orientation d'aménagement et de programmation. Cette dernière présente les éléments fondamentaux comme le traitement des franges et le principe de la desserte.

La zone O-AU0E fait l'objet d'une orientation d'aménagement et de programmation. Elle se limite à définir les traitement homogène et paysager des limites de la zone avec les espaces agricoles et naturels et le chemin de la Bastide afin d'assurer la bonne insertion paysagère de la zone dans le paysage, et notamment depuis le sud du village où le secteur est visible. L'OAP fixe également deux principes à respecter en termes d'implantation des constructions. Ceci se justifie afin de garantir la qualité urbaine en frange d'urbanisation et de maintenir des paysages qualitatifs.

La zone I-AUIep et ApI fait l'objet d'orientation d'aménagement et de programmation. Elle se limite à fixer les principes de traitement des franges du site afin de minimiser l'impact visuel des constructions et installations depuis la RD909 et le village. L'OAP inscrit également une zone constructible maximale sur la zone ApI pour éviter le mitage du bâti et autres installations (cuves notamment) dans le paysage.

Les servitudes d'urbanisme affectées à la zone AU

Certaines parcelles sont frappées d'une réservation à destination d'un équipement public au bénéfice d'une collectivité publique. La liste et la justification des emplacements réservés se fait dans la partie éponyme (cf infra).

LES ZONES A : DE LA ZONE AGRICOLE AUX PROJETS AGRICOLES

Préambule

Il existe 3 types de zones A :

- les zones A où les constructions à usage agricole conformément aux dispositions du code de l'urbanisme sont autorisées.
- les zones Ap où l'aspect des constructions est encadré pour assurer leur insertion paysagère et préserver la qualité des vues sur le village depuis la RD909.
- la zone ApI constituée de l'extension de VinoTec.

Territoire concerné

Il s'agit des zones agricoles. Les premières s'étendent depuis la route départementale 909 vers le village et mettent en valeur le bâti ancien niché sur un promontoire. Les autres zones constituent le reste du territoire communal. Une commission agricole a été réunie à plusieurs reprises, et les projets des professionnels ont été pris en considération afin d'y apporter la meilleure réponse.

Servitudes d'utilité publique présentes au sein de la zone

La zone A est concernée par la servitude d'utilité publique PMI, Plan de Prévention des Risques inondation.

Le risque de retrait gonflement d'argile : tous les sites avec aléa faible ou fort, et par les obligations légales de débroussaillage.

Les servitudes d'urbanisme affectées à la zone A

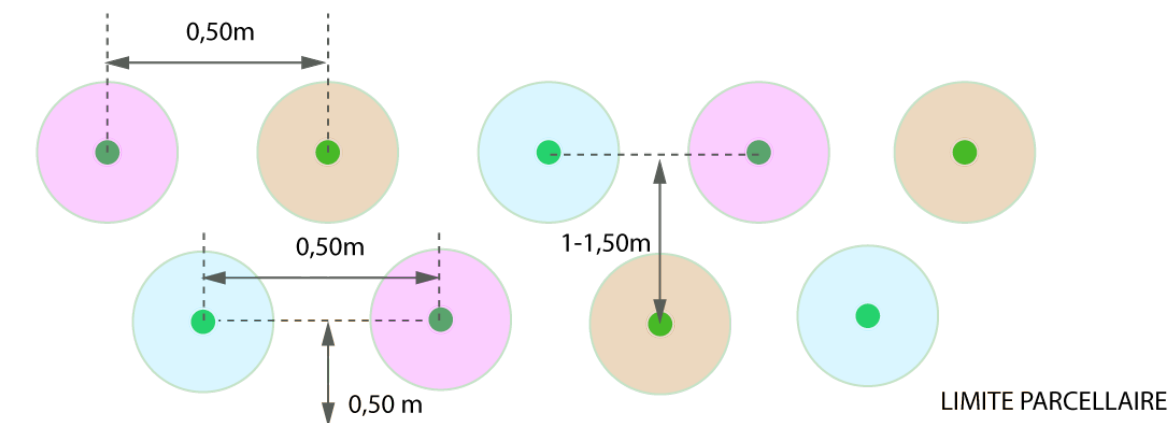
Certaines parcelles sont frappées d'une réservation à destination d'un équipement public au bénéfice d'une collectivité publique. La liste et la justification des emplacements réservés se fait dans la partie éponyme (cf infra).

Règles particulières zone Ap :

Afin de préserver les vues depuis la RD 909 sur le village promontoire d'Autignac, des prescriptions paysagères, architecturales et urbanistiques sont renseignées. Il s'agit d'une emprise au sol restreinte de 30 % du tènement foncier, d'une hauteur limitée à 6 m, d'une obligation de plantation en quinconce 3 sujets par mètre linéaire (haie multi essences dont essences fleuries), d'une intégration du bâti par le biais de l'interdiction des bardages métalliques, de l'obligation de réaliser une toiture terrasse végétalisée. Ces règles se nourrissent de l'ambition d'accompagner les projets dans un sens vertueux en raison de la sensibilité paysagère. Les plantations et toitures végétalisées permettront au

regard de croiser le végétal, l'interdiction des bardages permettra l'édification d'un projet plus intégré à l'environnement.

Clôtures végétales en zone Ap



Règles particulières zone Ap I :

Il s'agit de l'extension de VinoTec. Cette activité existante croit et a un besoin de nouveaux bâtiments. Ce règlement particulier permet d'encadrer cette extension et l'inscrit dans l'ambiance architecturale présente tout en permettant une amélioration de l'aspect et des traitements architecturaux et paysagers. L'obligation de relier les deux bâtiments par un élément structurant est imposé en vue de préserver l'activité et non de le dissocier en cas de cession.

L'article 2 et l'article 11 sont particulièrement bien renseignés et prescrivent des règles concourant à la meilleure intégration possible.

Une emprise au sol à 35 % permet facilement le développement des bâtiments existants.

Les zones A au sein du territoire communal : objectif protection paysagère de la plaine silhouette du village promontoire

Les zones A au sein du territoire communal



Les zones Ap au sein du territoire communal

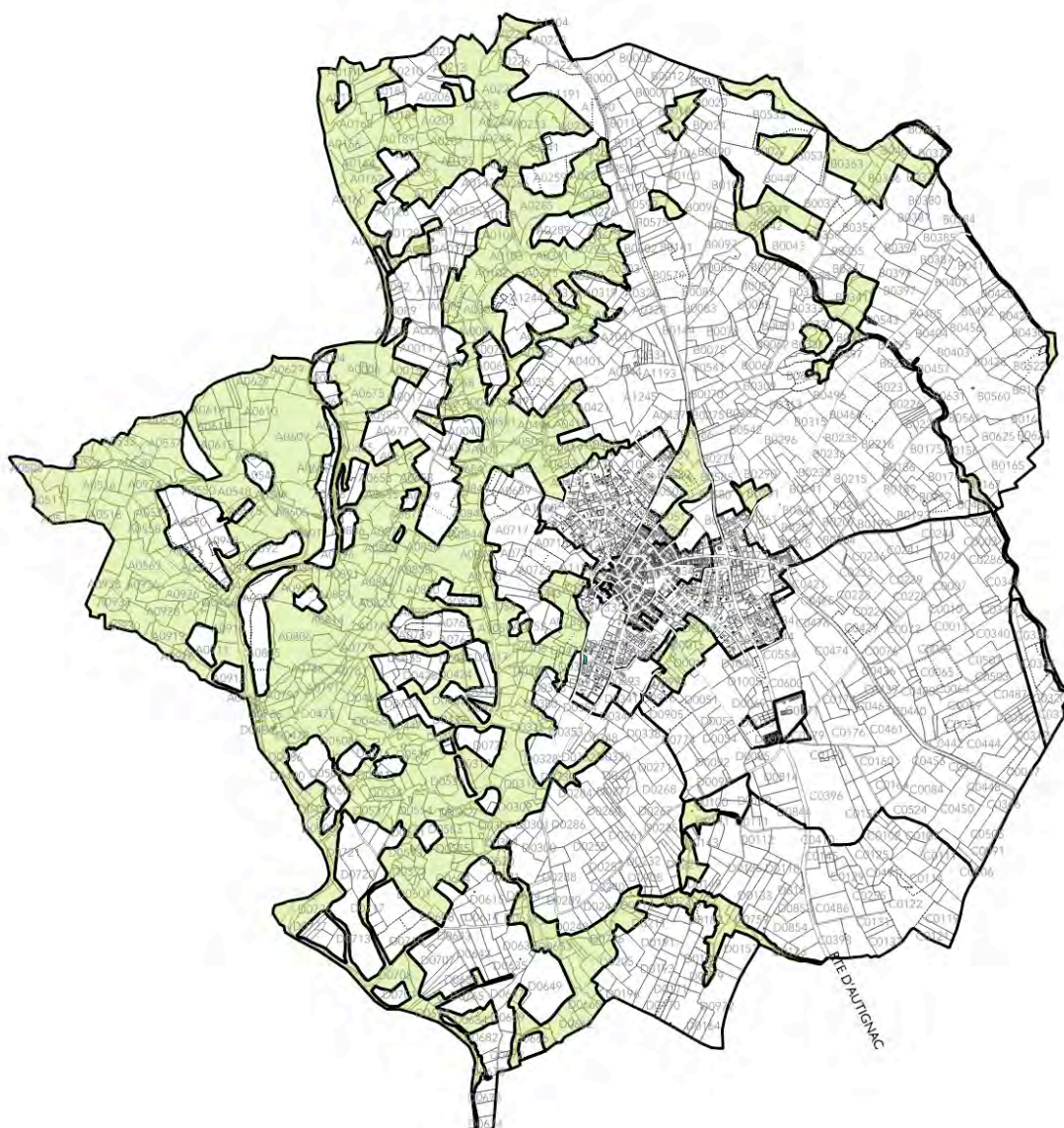


Les zones ApI au sein du territoire communal



- les zones N où toutes les constructions sont interdites à l'exception des extensions des constructions existantes, des réhabilitations, des changements de destinations des bâtis existants, des bâtis agricoles nouveaux, ou des équipements collectifs ou de services publics,

Les zones N au sein du territoire communal



Servitudes d'utilité publique présentes au sein de la zone

Le risque de retrait gonflement d'argile : tous les sites avec aléa faible ou fort, et par les obligations légales de débroussaillage.

Les servitudes d'urbanisme affectées à la zone N

Certaines parcelles sont frappées d'une réservation à destination d'un équipement public au bénéfice d'une collectivité publique. La liste et la justification des emplacements réservés se fait dans la partie éponyme (cf infra).

LES EMPLACEMENTS RÉSERVÉS

Ce sont des servitudes mises en place aux fins de réaliser les équipements publics ou les espaces verts, et voiries nécessaires au bon fonctionnement du territoire.

Les emplacements concernant de futurs espaces publics :

- C1 : environ 730 m²,
- C2 : environ 1 680 m²,
- C3 : environ 3 200 m² (en liaison avec le centre aéré),
- C5 : environ 12 200 m²,

Les emplacements réservés pour les voiries sont :

- C4 : environ 8 000 m² (voie de contournement)

Les emplacements réservés pour la création de logements aidés sont :

- C6 : environ 10 100 m².

Le tissu bâti ancien est assez dense et justifie la mise en place d'espaces plus aérés, récréatifs et publics. Les parcelles repérées observent cette localisation et sont également à une proximité immédiate du groupe scolaire, des commerces et de la mairie. Ces espaces existent à l'état inoccupé. La collectivité souhaite les acquérir pour mener à bien ses projets. Cette destination (espaces verts et équipements publics) dans un tissu assez dense, justifie pleinement cette réservation.

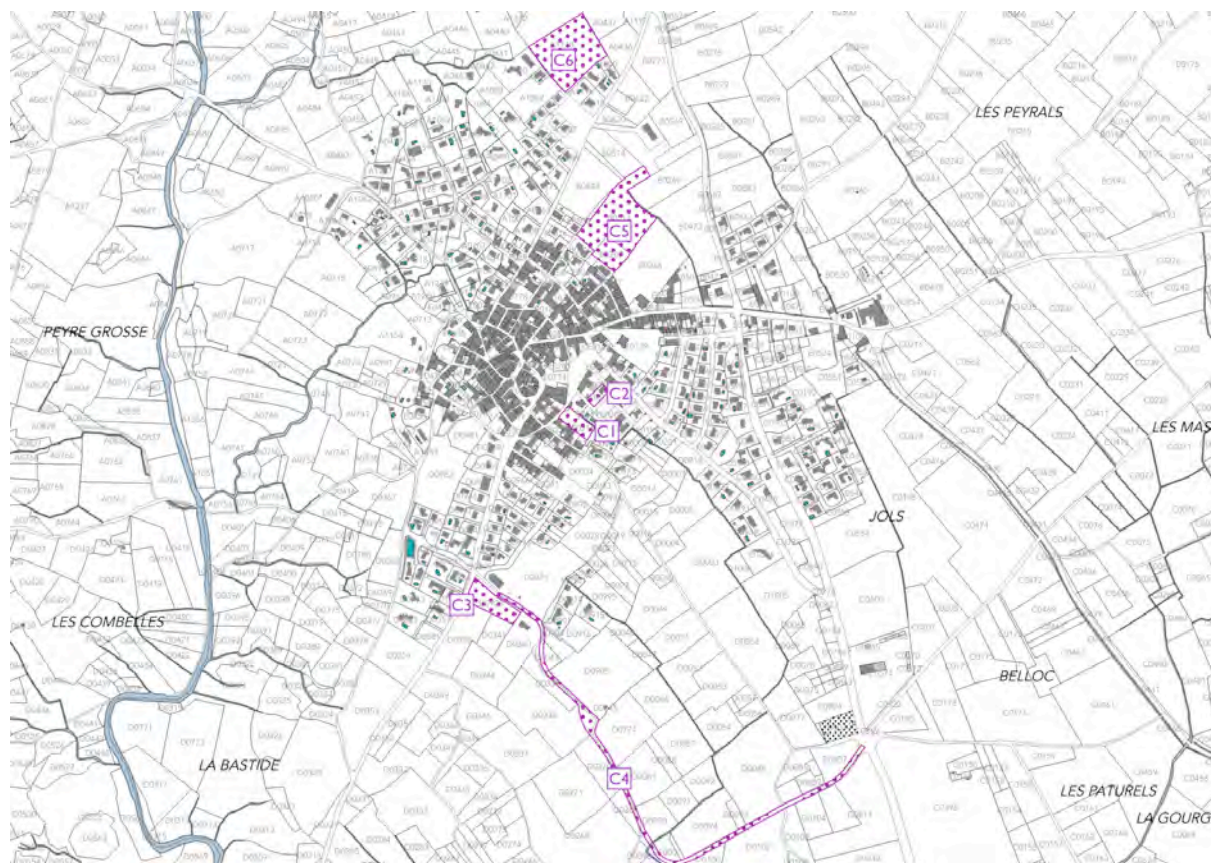
L'emplacement réservé dans le secteur du stade doit lui aussi permettre la réalisation d'un espace vert, respiration entre l'urbanisation nouvelle et l'abattoir. Il s'agit également, à travers la réalisation d'une espace vert, de renforcer les équipements sportifs en créant un parcours de santé/sportif. En liaison avec le projet d'extension du village, il y a nécessité de trouver une liaison cohérente avec le tissu voisin composé d'un équipement sportif. Le stade fortement utilisé par les associations est une polarité convenue de mieux relier. Ainsi, la mise en place de cheminements doux, d'un parcours sportif et poumon vert permettra d'y répondre. Afin de maîtriser ce foncier, la commune a décidé la mise en place d'une réservation.

Afin de faciliter l'accès au logement et à la propriété, de renforcer la mixité sociale tels que le prévoit le SCoT du Biterrois et l'orientation 5 du PADD, la zone I-AUI Château d'eau est concernée par une réservation en vue de la réalisation d'un programme de logements aidés. La commune souhaite que ce secteur à la forte plus-value paysagère, bénéficie à tous et intègre une servitude de réserve d'emplacement disposé au L. 123-2-b du code de l'urbanisme. La volonté est de réaliser du logement aidé, ou de l'accession abordable (prix inférieur à celui du marché). Le programme sera 100 % d'unités concernées par ce ou ces dispositifs.

La mise en place de la réservation relative à l'élargissement de la voie communale servira à terme de

voie de contournement. Elle répond à l'axe principal du Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLU. Ce projet communal trouve ainsi ici sa traduction. Cela permettra de desservir plus aisément tout l'ouest du village et ses équipements publics majeurs (centre aéré, salle polyvalente Marc CASSOT) notamment ainsi que la petite zone d'activité économique.

Localisation des différents emplacements réservés



LES PROJECTIONS LI51-23

Les espaces publics

Sur le domaine public, deux éléments boisés singuliers sont protégés. Ils s'agit de l'alignement de platanes en entrée de ville sur l'avenue de Béziers (RD16E6) et des platanes de la place Jules Ferry.

Le premier participe à structurer l'entrée de ville et à marquer la rupture entre l'espace agricole et l'espace urbain. La voûte verte formée par le feuillage des arbres en été apporte fraîcheur et confort aux usagers, notamment les piétons. Les platanes constituent également un marqueur paysager depuis l'ensemble des entrées de ville par leur développement au-dessus des toitures.

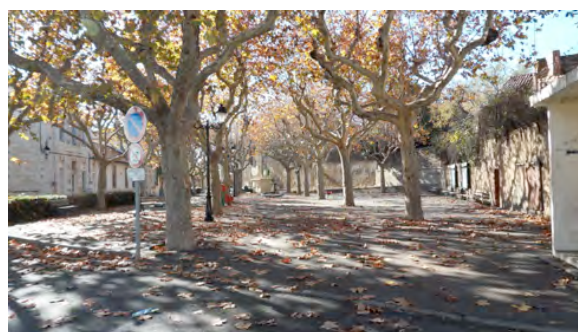
Le second est l'élément fondamental de composition de la place Jules Ferry. Les platanes permettent à cet espace public urbain d'être un lieu de vie partagé et vivant en période estivale du fait qu'ils apportent ombre et fraîcheur. Leur présence marque aussi une coupure verte dans le tissu bâti dense forte appréciée et qui contribue à mettre le cadre bâti en valeur.

En cela, la protection de ces deux éléments est justifiée.

Les espaces publics protégés



Avenue de la Liberté



Place Jules Ferry

Les espaces remarquables

Deux espaces remarquables identifiés dans les OAP sont protégés. Cela se justifie par la nécessité d'assurer leur maintien. Il s'agit de deux pins dans la zone 0-AU0 Les amandiers et de la trame verte en frange de la zone UC le long du chemin du Crianel qui permettront d'asseoir les projets urbains et de favoriser leur intégration dans le paysage.

Le parc du château est également protégé. Il s'agit de garantir le maintien de l'écrin végétal du château et d'arbres anciens qui créent une respiration dans le tissu ancien. Ces arbres sont également un marqueur fort dans le paysage autignacois, notamment depuis la D154 et la rue de l'égalité.

Les espaces remarquables protégés



Les Pins en zone 0-AU0 Les amandiers



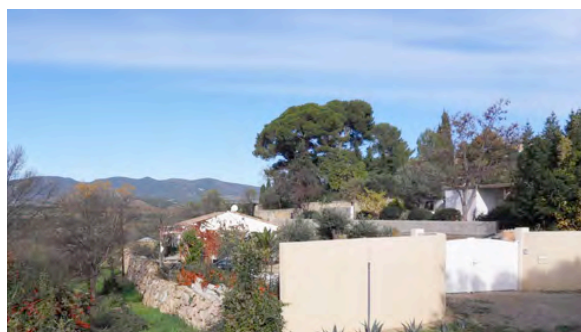
Boisement du talus du secteur UC Crianel



Les respirations dans le tissu bâti, la trame verte urbaine

De nombreux boisements ou espaces verts sont protégés dans le PLU. Leur protection se justifie par leur intérêt paysager, la préservation de la trame verte urbaine et des liaisons écologiques avec les espaces agricoles et naturels. Il s'agit également de préserver la qualité du cadre de vie des quartiers résidentiels et des espaces de respirations dans le tissu qui permettent de limiter l'effet d'îlot de chaleur.

Quelques éléments de la trame verte urbaine protégés



Chemin du Crianel



Rue du Stade



Rue de l'Égalité



Avenue de la Liberté



PARTIE IV : INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

Les incidences du projet ont été évaluées sur l'environnement au sens large du terme défini à la section 2 intitulée « L'état initial de l'environnement ».

INCIDENCES DU PLAN

Les nouvelles zones à urbaniser

Zone 0-AU0 – Les amandiers

La zone 0-AU0 est comprise dans une dent creuse, au contact avec le tissu bâti ancien du village. Les terres sont actuellement en friche pour la majorité d'entre elles. Les impacts sur l'activité agricole sont inexistantes. Cette zone d'urbanisation future va par ailleurs contribuer à remodeler le tissu urbain en lui donnant une forme plus harmonieuse et en favorisant les connexions avec les quartiers déjà établis.

La zone 0-AU0 – Les amandiers a une superficie d'environ 2,70 hectares soit 0,23 % du territoire communal et 38 % des zones AU prévues au plan.

Zone I-AUI – La Poujade

Cette zone concerne une frange sud de l'espace bâti. L'objectif de l'ouverture à l'urbanisation de ce secteur est d'améliorer la qualité de la frange urbaine notamment en imposant une harmonie dans sa réalisation. Il ne s'agit pas de terres agricoles mais de parcelles plantées d'une faible présence végétale arbustives ou arborées. Sa contiguïté avec une zone naturelle peut avoir des incidences néfastes sur le milieu, surtout les fonds de parcelles sont traités de façons peu poreuses et non végétales.

La zone I-AUI – La Poujade a une superficie de 0,4 hectare environ, soit 0,03 % du territoire communal et 6 % des zones AU prévues au plan.

Zone I-AUI – Château d'eau

La zone I-AUI est concise dans le tissu bâti. Elle n'est pas de nature à avoir des incidences négatives sur le tissu urbain, elle vient au contraire reconnecter les espaces bâtis entre eux. L'activité agricole n'est plus présente sur le secteur du fait de sa localisation dans le tissu bâti. La commune envisage la réalisation d'un lotissement communal sur cette zone.

La zone I-AUI – Château d'eau a une superficie de 1 hectare environ, soit 0,09 % du territoire communal et 14 % des zones AU prévues au plan.

Zone 0-AU0E

La zone 0-AU0E prévoit l'implantation d'activités économique. Elle se positionne en partie en extension urbaine dans la continuité du bâti. Les parcelles concernées sont pour partie plantées de

vignes et pour partie en friche. Ce secteur témoigne de la déprise agricole au contact des zones urbaines qui s'opère à Autignac et dans d'autres communes du département. Les incidences sur l'agriculture sont faibles. Sur l'environnement urbain, outre la présence potentielle de nuisance sonores dues aux activités, la zone 0-AU0E va permettre de combler une dent creuse dans le tissu. La zone 0-AU0E a une superficie de 1,10 hectares environ, soit 0,09 % du territoire communal et 16 % des zones AU prévues au plan.

Zone I-AU1ep

Il s'agit d'un secteur réservé à l'établissement d'équipements publics. En rupture avec l'urbanisation, ce secteur vient englober le cimetière d'Autignac en vue de son extension future. Les terrains y sont essentiellement plantés d'arbres fruitiers et de conifères que la réalisation d'un cimetière pourra facilement intégrer. Il n'est pas attendu d'incidences sur l'activité agricole.

La zone I-AU1ep – a une superficie de 1,84 hectares environ, soit 0,16 % du territoire communal et 26 % des zones AU prévues au plan.

Secteur	Superficie ha	% du territoire communal 1166	% des zones AU
Zones AU habitat			
0-AU0 Les Amandiers	2,70	0,23%	38%
I-AU1 La Poujade	0,40	0,03%	6%
I-AU1 Château d'eau	1,01	0,09%	14%
Zones AU équipements et activités économiques			
0-AU0E Zone d'activités	1,10	0,09%	16%
I-AU1ep Cimetières	1,84	0,16%	26%
Total zones AU	7,05	0,60%	100%

Les objectifs chiffrés de consommation d'espace

Le PLU fixe des objectifs de consommation d'espace modérés. L'urbanisation en zones à urbaniser à vocation dominante d'habitat représente environ 4,41 hectares en extension d'urbanisation. En zone urbaine, la résorption de dents-creuses dans le tissu bâti doit générer une consommation d'espace d'environ 2,20 hectares sur les secteurs Poujade et Crianel, à laquelle s'ajoute la fin d'urbanisation du lotissement Les Hauts de Foncerise (9 lots, environ 0,43 hectare).

Les objectifs de consommation d'espace pour l'habitat sont donc fixés à 7,04 hectares, pour un total d'environ 74 logements, soit 950 m2 par logement (dont équipements primaires de voirie, gestion pluviale...).

Effets sur le cadre physique

Effets sur l'hydrographie

Le réseau hydrographique d'Autignac n'est pas modifié. Un fossé est intégré à la zone 0-AU0 Les amandiers, il sera préservé et renforcé si nécessaire pour récolter les eaux de pluie des nouveaux aménagements qui seront déviées vers une rétention pour limiter les incidences sur l'environnement naturel.

Effets sur l'habitat

La commune souhaite s'inscrire dans un scénario volontariste de production de logements tout en respectant les objectifs fixés par le SCoT du Biterrois en termes de densité d'habitat et de consommation d'espace. Une densité minimale de 14 logements par hectare est respectée dans l'ensemble des zones urbaines et à urbaniser d'Autignac.

La production en zone AU va atteindre près de 50 logements. Le réinvestissement de terrains non bâtis dans le tissu urbanisé ou de logements inoccupés est encouragé, 45 unités sont programmées dont 13 dans le secteur du Crianel. Par ailleurs, au dernier recensement de la mairie, la commune compte 36 logements vacants. Il apparaît raisonnable qu'une dizaine d'entre eux puissent être réinvestis d'ici 2025, soit environ un tiers. Au total, près de 95 résidences supplémentaires seront produites d'ici 2025. Ces logements répondront à la croissance démographique projetée du territoire, mais aussi au desserrement des ménages et au parcours résidentiels des populations.

Différentes formes d'habitat seront proposées dans l'optique de favoriser l'accès au logement à tous et de répondre aux besoins et attentes de la population par ailleurs devenue de plus en plus exigeante sur les types de biens proposés.

La servitude de mixité sociale inscrite en zones U et AU ainsi que l'emplacement réservé n°6 pour la réalisation de logements à caractère social permettra d'atteindre les objectifs de mixité sociale.

Les zones AU ne s'ouvriront pas toutes à l'urbanisation dans un même temps. Une programmation dans le temps de leur ouverture va permettre d'échelonner dans le temps la production et éventuellement de réadapter le(s) projet(s) en fonction des besoins et de la demande. Les zones I-AU1 seront les premières à être urbanisées, la zone 0-AU0 doit faire l'objet d'une modification.

Secteur	Superficie brute (en Ha)	Supercifie cessible	Nombre de logements potentiels	
			Densité nette	Nbre lgts
Zones AU habitat				
0-AU0 Les Amandiers	2,70	2,03	14	28
I-AU1 La Poujade	0,40	0,26	14	4
I-AU1 Château d'eau	1,01	0,74	16	12
Zones AU équipements et activités économiques				
0-AU0E Zone d'activités	1,10	0,83		6
I-AU1 ep Cimetières	1,84	1,84	0	0
Sous-total zones AU	7,05	5,69	44	50
Réinvestissement urbain (dents-creuses, logement vacant et densification)				
UC Le Crianel	1,20	0,90	14	13
UC La Poujade	1,00	0,75	11	8
Dents-creuses et densifications				14
Logements vacants				10
Sous-total zones AU				45
Potentiel TOTAL	8,15	6,52	95	

Incidences sur le cadre paysager et patrimonial

La conservation de l'identité agricole de Autignac

La valeur paysagère de l'agriculture est préservée. Les paysages agricoles sont très peu modifiés par l'urbanisation. Le plan ne crée pas d'incidence sur les paysages agricoles en limitant l'urbanisation en extension et en privilégiant le comblement de dents creuses. Les terrasses agricoles sont maintenues dans leur état initial observable aujourd'hui et les zones AU s'appuient essentiellement sur des parcelles en friche suite à une déprise agricole.

Sur le reste du territoire, la construction d'hangars liés à l'activité économique agricole est permise dans l'optique de favoriser le maintien des activités. De légères modifications du paysage sont ainsi autorisées mais elles contribuent à une évolution nécessaire du territoire tout en conservant ses qualités. Au cours de l'élaboration du PLU, aucun projet de construction d'un tel bâtiment en zone A n'a été présenté à la commune. La valeur paysagère de cet espace fortement dominé par la culture de la vigne restera inchangée.

La conservation de l'identité bâtie de Autignac

Le caractère de la commune est conservé en notamment en utilisant le langage architectural développé à Autignac comme base de référence pour les aménagements futurs. Les constructions nouvelles se rapprocheront des hauteurs et des aspects extérieurs des bâtiments voisins pour mieux s'intégrer et former une harmonie à l'échelle communale.

Les principes suivants sont retenus :

- la diversité des formes urbaines en allant du plus dense au moins dense depuis le centre ancien vers l'extérieur ;
- la mixité des typologies (du collectif ou groupé à la maison individuelle);
- la mixité urbaine, avec la possibilité d'avoir du logement et de l'activité dans les différentes zones ;
- la densification, afin d'économiser l'espace ;
- la restauration et la réhabilitation du patrimoine bâti existant.

Une liberté architecturale est toutefois laissée. Elle vise à permettre un ancrage de la commune dans la modernité avec des projets bâtis plus en relation avec les aspirations de conception architecturale actuelle telles que les toits terrasse plantés, les pergolas...

Le plan autorise l'installation de panneaux solaires et photovoltaïques en toiture afin de favoriser la production d'énergie. Une attention particulière sera accordée à l'installation de ces systèmes aux abords du vieux village et dans les secteurs à votre visibilité afin de ne pas dénaturer le site. La production d'énergie par éolienne n'est pas envisagée pour éviter le mitage du paysage avec des émergences inopinées au gré des envies des particuliers.

La préservation des boisements, ripisylves et des haies remarquables

La préservation de ces espaces passera par :

- la préservation des corridors écologiques,
- l'intégration de ruisseaux, arbres isolés et haies dans les aménagements des zones AU lorsqu'ils sont présents.

La commune n'est pas concernée par des zones Natura 2000 ou des ZNIEFF de type I ou 2. Elles ne sont pas non plus situées à proximité immédiate du territoire ce qui pousse à considérer que le plan ne présente aucune incidence sur ces milieux sensibles.

Les corridors écologiques principaux de la commune sont épargnés par l'urbanisation. Ils sont considérés en zone N en vue de leur préservation et respectent la trame générale fixée par le SCoT. Ils participent à l'attrait paysager des sites et à la qualité de la biodiversité faunistique et floristique d'Autignac

Plusieurs ensembles boisés sont protégés dans la partie urbanisée de la commune afin de maintenir des espaces de respirations et la qualité des tissus bâtis.

Le ruisseau qui traverse la zone I-AUI Les amandiers est intégré à la zone. L'OAP sur le secteur fixe les principes d'aménagement et plus particulièrement ceux à prévoir autour du ruisseau en vue de la préservation des continuités écologiques qu'il offre avec le territoire.

Les haies, arbres isolés et autres éléments végétaux dans les zones AU seront autant que possible intégrés aux aménagement pour préserver ou servir de base à la construction de continuités

écologiques entre le milieu urbain et les milieux naturels.

Incidences sur la démographie

La production de logement va induire une augmentation de la population. À raison de 2,3 personnes par logement¹, la population accueillie dans les logements neufs peut atteindre jusqu'à 218 individus, dont 20% issus du desserrement (soit 44 personnes). L'apport en nouveaux habitants est alors de 174 personnes. Le taux de croissance annuel moyen se situe entre 1,4% et 1,5% entre 2014 et fin 2025, pour une population communale totale de 1 067 habitants fin 2025.

Secteur d'urbanisation	Zones AU		Réinvestissement hors AU		Projet total 2026		
	Logements	Population*	Logements	Population*	Logements	Population*	Population**
0-AU0 Les Amandiers	28	65			28	65	52
1-AU1 La Poujade	4	9			4	9	7
1-AU1 Château d'eau	12	27			12	27	22
0-AU0E Zone d'activités	6	14			6	14	11
UC Le Crianel			13	29	13	29	23
UC La Poujade			8	19	8	19	15
Dents-decreuses et densificatio			14	32	14	32	26
Logements vacants			10	24	10	23	18
TOTAL	50	110	45	104	95	218	174

* Population dont 20% de desserrement

** Population hors 20% de desserrement

Effets sur les équipements et services publics

De nouveaux équipements publics devraient voir le jour à court, moyen et long terme afin de répondre aux besoins exprimés à travers le diagnostic et ceux générés par le projet communal.

Équipements et services liés à l'enfance

CRÈCHE

L'apport en enfants de bas âge est estimé à 7 sur toute la période du PLU (jusqu'à 2025), soit moins d'un enfant par an entre 2012 et 2025. La création d'une structure pour accueillir ces jeunes enfants ne semble pas nécessaire.

ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES (MATERNELLE ET PRIMAIRE)

Le renouvellement de la population scolarisée dans le groupe scolaire communal est de 11 enfants par an. On estime à 2 le nombre d'enfants nouveaux en âge d'être scolarisés par an jusqu'à 2025 à Autignac. La capacité de l'équipement communal est suffisante. En effet, en 2012, les écoles accueilleraient près de 100 élèves, soit 25 en plus que le nombre prévu pour la rentrée 2015-2016, 75 enfants.

¹ RP2012 INSEE

AIRE DE JEUX POUR ENFANTS

L'unique aire de jeux implantée place Jules Ferry face aux écoles risque d'être insuffisante face à l'accroissement de la population infantile. Une nouvelle aire peut s'avérer nécessaire, notamment à proximité des terrains de sport puisque c'est dans ce secteur que va se concentrer l'essentiel du développement urbain d'Autignac jusqu'à 2025.

Équipements pour personnes âgées

La commune ne dispose pas d'équipement pour les personnes âgées. Face à l'augmentation du nombre de personnes de plus de 60 ans attendue, un établissement spécialisé est envisageable afin que les Autignacois(es) puissent continuer à résider dans la commune. Aucun projet de ce type n'est pour l'heure envisagé. La commune y réfléchit.

Collecte des déchets

En 2012, les déchets ménagers ou ordures ménagères résiduelles (OMR, bac vert) représentent 360 kg/an/habitant relève le SICTOM et 72 kg/an/habitant pour les déchets recyclable (bac jaune)². Pour Autignac, la production en déchet est alors de 315 tonnes pour les OMR et de 63 tonnes pour les recyclables.

Sur la base des derniers ratios de 2016 du SICTOM et à production constante, les autignacois devraient générer près de 367 tonnes de déchets ménagers et 59 tonnes de recyclables.

	Ordures ménagères	Déchets recyclables	TOTAL
2012	360 kg/an/pers.	72 kg/an/pers.	432 kg/an/pers.
	315 000	63 000	378 tonnes
2025	350 kg/an/pers.	56 kg/an/pers.	406,00 kg/an/pers.
	367 232	58 757	426 tonnes

Cimetières

Le cimetière d'Autignac se divise en deux parties de part et d'autre de la RD 154 au Sud du village. L'article L. 2223-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que « Le terrain consacré à l'inhumation des morts est cinq fois plus étendu que l'espace nécessaire pour y déposer le nombre présumé des morts qui peuvent y être enterrés chaque année ». Les deux cimetières possèdent une capacité résiduelle suffisante pour accueillir les défunts potentiels de la commune à horizon 2025. Toutefois, la commune se réserve la possibilité d'agrandir l'équipement à travers les zones AUep dont elle est propriétaire des terrains.

Effets sur l'activité et l'emploi

L'agriculture

Les terroirs AOP et IGP d'Autignac sont peu impactés par la consommation de terres agricoles à des

² Production moyenne par an par habitant pour l'ensemble du périmètre d'intervention du SICTOM

fins d'urbanisation. Nombre d'entre-elles ont perdu de leur intérêt agronomique du fait de leur enclavement dans le tissu urbain. Certaines jouissent encore d'une culture tandis que d'autres se sont progressivement enfrichées à cause du délaissement des agriculteurs mais aussi d'une demande d'urbanisation de ces terres.

Toutefois, la révision du PLU prend en compte la préservation de l'agriculture là où sont concentrées les meilleures terres en circonscrit le développement dans les secteurs déjà urbanisés ou classés en zone de future urbanisation. Ainsi, en dehors de la zone urbanisée, le plan n'a pas d'incidence majeure sur le foncier agricole. Les zones AU du PLU s'appuient essentiellement sur des parcelles en friches ce qui limite davantage les incidences de l'urbanisation sur les activités agricoles.

Une zone Ap est créée. Elle a pour objectifs de promouvoir la qualité des constructions agricoles afin de préserver la valeur paysagère des terrasses viticoles visibles depuis de la RD 909 sans empêcher le développement et le maintien des activités.

Le développement de l'activité

Le développement de l'activité de la commune d'Autignac s'exercera de diverses manières :

- avec le développement de services et commerces de proximité en lien avec l'apport de population programmé dans le projet de PLU ;
- avec le développement des activités artisanales dans le cadre de la création d'une zone d'activités artisanales favorisant le développement des entreprises de la commune.

Effets sur les infrastructures et réseaux

Les réseaux

POUR L'EAU POTABLE

Les besoins en eau, pertes comprises, de la commune pour 2011 s'établissent à 97 436 m³/an et 575 m³/j en jour de pointe selon les données du Syndicat mixte intercommunal d'adduction en eau potable de Rive Gauche de l'Orb (SRGO). Le SRGO envisage une augmentation de la population desservie de 1 520 habitants permanents et saisonniers. À l'horizon 2020, les projections du SRGO évaluent à 76 060 m³/an le besoin de la commune en volume consommé, soit 111 852 m³/an pertes comprises en considérant un rendement du réseau à 68 %.

La projection de croissance de la population prévue ne devrait pas permettre à la commune d'atteindre le nombre d'habitants envisagés par le SRGO. Ainsi, la ressource en eau sera suffisante pour les dix années à venir.

Le réservoir d'Autignac d'une capacité de 500 m³ devient légèrement sous-dimensionnés pour assurer l'autonomie d'un jour moyen du mois de pointe. Toutefois, d'ici 2025, la situation sera peu défavorable avec une autonomie allant de 18 à 21h. Le SRGO n'estime pas nécessaire de programmer aujourd'hui des extensions sur ces ouvrages compte tenu des incertitudes à long terme.

POUR L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

L'ouverture à l'urbanisation doit permettre un bouclage du réseau dans les secteurs concernés, ainsi que sa sécurisation. L'apport en population et donc l'augmentation des effluents produits risque de fragiliser davantage la canalisation en provenance des abattoirs qui rompt fréquemment au niveau du poste de relevage du chemin de Saint-Nazaire. Son recalibrage est envisagé pour éviter ces événements.

La station d'épuration doit être reprise pour être aux normes, notamment au niveau des rejets. Sa capacité reste toutefois en mesure d'accueillir et traiter les effluents de la population nouvelle. En période de pointe, elle fonctionne à 1 020 Eqh environ d'après les estimations de la SAUR sur les 1 500 Eqh de capacité. La population d'Autignac devrait atteindre en période de pointe 1 350 individus.

POUR L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Pour l'ensemble des secteurs où l'assainissement non collectif est autorisé, un contrôle des dispositifs épuratoires individuels sera fait.

POUR LES EAUX PLUVIALES

Le réseau pluvial existant de la commune (ruisseaux, fossés...) est conservé. Lorsque un fossé ou un ruisseau traverse une zone à urbaniser, celui-ci est intégré dans la réflexion d'ensemble pour l'aménagement de ladite zone et son fonctionnement préservé.

POUR LA LUTTE CONTRE LES INCENDIES

Le réseau incendie de la commune est doré et déjà sous-équipé. Selon le SRGO, il manque 3 bornes incendies pour couvrir l'ensemble des zones urbanisées d'Autignac. Dans les zones AU, un système de défense contre les incendies sera réalisé par extension du réseau. Autant que possible, les zones non-desservies par le réseau et proches des zones d'urbanisation future seront intégrées à la réflexion de positionnement des bornes afin de mettre en sécurité les biens et les populations des quartiers existants.

La voirie

Le maillage des voies se réalisera progressivement ; les extensions de voirie (débouchés, desserte) des zones d'urbanisation future sont transcrites dans les orientations d'aménagement. Le maillage permettra une meilleure fluidité du trafic routier et de diminuer les nuisances liées à celui-ci.

La commune travaille depuis plusieurs années sur l'amélioration de son réseau viaire et de son accessibilité pour les piétons et cyclistes. Elle poursuivra ses efforts afin que les zones urbaines et d'urbanisation future puissent être reliées les unes aux autres, et surtout aux équipements.

Les OAP fixent les principes généraux d'aménagement des voies nouvelles afin de garantir la qualité

des aménagements, tant pour les automobilistes que pour les usagers des modes doux (piétons, cyclistes...). Elles précisent dans certains cas les aménagements routiers nécessaires aux bonnes conditions de circulation et de sécurité routière à réaliser. Cette disposition du plan va contribuer à fluidifier le trafic routier en limitant au plus les conflits d'usages.

Les déplacements

L'apport en population va générer une augmentation du trafic routier dans la commune. Les nouvelles zones à urbaniser se trouvent essentiellement le long des axes de circulation principaux d'Autignac et proches des différentes entrées de ville. Cette position des zones à urbaniser va permettre de ne pas engorger davantage la circulation en centre-ville et rendre celle-ci plus complexe qu'elle ne l'est aujourd'hui par sa morphologie à rues étroites et en l'absence d'une voie de contournement sud.

Ainsi, l'augmentation du trafic routier, si elle devait générer des incidences néfastes sur le fonctionnement urbain, devrait se concentrer sur les espaces périphériques du cœur de village et donc ne pas avoir pour effet des nuisances telles qu'elles pourraient compromettre le cadre de vie des habitants.

La gestion du stationnement est prévue dans les opérations des zones AU. Des améliorations de l'existant ne sont pas à attendre à travers les secteurs d'urbanisation future mais les difficultés rencontrées dans les quartiers existants n'auront pas leur place dans les nouveaux quartiers de Autignac. L'amélioration de l'existant sera du fait d'une volonté communale de repenser le partage de l'espace public pour mieux l'optimiser.

Effets sur l'environnement

Effets sur le cadre biologique ou écologique (valant R. 414-19 al.2 C. Env.)

Les incidences sur le cadre biologique ou écologique sont mineures. La commune n'est pas soumise à évaluation environnementale et n'est pas située à proximité d'une zone Natura 2000. Le projet prévoit essentiellement l'urbanisation de friches dans la continuité directe du tissu bâti.

Par ailleurs, plusieurs espaces boisés et naturels sont protégés dans le PLU au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme. Des effets positifs sur la biodiversité sont attendus en zone urbaine par le maintien d'une végétation riche et diversifiée.

Effets sur le cadre urbain

La croissance urbaine envisagée va imposer l'extension du réseau d'éclairage public. Ce type d'éclairage, outre le fait qu'il soit très consommateur d'énergie crée un halo lumineux au-dessus de la commune. Ce halo est amené à évoluer, avec une intensité et une taille plus importante. Au vu de la faible extension d'urbanisation, les incidences sont bénignes.

Les nuisances sonores générées par le projet sont faibles. Le trafic routier, en augmentation, se concentrant essentiellement sur les entrées de ville, il n'y aura pas de changement notable en cœur

de village.

La commune de Autignac est engagée depuis 2012 dans la réalisation de son Plan Local d'Urbanisme (PLU). Le projet urbain proposé dans le cadre du PADD du PLU engage la commune dans une perspective de développement sur 15 ans. La volonté de cette dernière est de favoriser le réinvestissement urbain et la préservation de l'urbanisation dans l'enveloppe urbaine existante.

En effet, le choix a été fait de privilégier une densification en centre de village et en périphérie au contact des zones pavillonnaires par le comblement de dents creuses.

Les effets sur l'environnement urbain consistent en :

- le maintien du caractère de la commune d'Autignac par les mesures de protection du site et de l'architecture qui sont mises en œuvre dans le règlement ;
- la constitution des cheminements piétons qui permettra de diminuer la vitesse des véhicules et donc de limiter les nuisances sonores.

L'information auprès des pétitionnaires devrait permettre (avec les articles 12 et 14 du règlement) :

- une diversification des haies et donc la suppression du caractère de « muraille verte » ;
- la limitation de l'imperméabilisation des sols.

Le niveau de densité envisagé sur la commune est conforme aux prescriptions du SCoT. La commune respecte l'objectif minimal de 14 logements fixé par le SCoT dans les zones U et AU.

Une densité minimale de 14 logements par hectare est réalisée en zones U et AU. Intensité plus importante que celle actuelle, elle s'intégrera néanmoins au tissu bâti existant. Cette forme urbaine plus compacte permet également de limiter la consommation foncière.

Vis à vis de l'intégration de ces nouvelles constructions par rapport au voisinage, pas d'incidences sont envisageables. En zone O-AU0 Les amandiers, le périmètre est contiguë au bâti ancien dense du village et à un lotissement relativement dense par rapport aux pratiques sur la commune. En zone I-AUI Château d'eau, l'intégration avec le voisinage se pose peu, la densité devrait être sensiblement identique aux lotissements limitrophes. En I-AUI La Poujade, les logements permettront de refermer l'urbanisation et de donner plus de cohérence urbaine avec une forme plus dense.

Effets sur la santé

SUR LA QUALITÉ DES EAUX

La commune ne dispose pas de forage sur son territoire. L'eau est acheminée depuis des terroirs voisins par un réseau de canalisations enterrées, le château d'eau d'Autignac a pour fonction son stockage. Le plan n'apporte aucune incidence sur la qualité des eaux potables.

Les ruisseaux et cours d'eau sont épargnés par l'urbanisation et une amélioration de la STEP est prévue pour obtenir des rejets dans les ruisseaux conformes aux normes en vigueur. La qualité des eaux superficielles sera améliorée.

SUR LA QUALITÉ DE L'AIR

La pollution liée au trafic automobile devrait croître en même temps que la population. Ce phénomène est lié au caractère rural de la commune où l'essentiel de la population active se déplace majoritairement dans le pôle d'emploi de Béziers. Les mouvements pendulaires domicile-travail sont donc amenés à augmenter, engendrant davantage de pollution atmosphérique.

Toutefois, elle sera limitée par l'absence d'activité productrice de ce type de nuisance, et par un projet urbain maîtrisé.

Effets sur la consommation et la production d'énergie

La production de 95 logements à l'horizon fin 2025 va générer une demande en énergie. En considérant une taille moyenne des logements à produire de 100 m² (T4/T5) et sur la base d'une consommation maximale de 40 kW/m²/an³, la consommation en énergie supplémentaire peut être estimée à environ 378 771 kW/an .

L'obligation légale de rachat de l'énergie photovoltaïque est plafonnée à 3 kWc par foyer. On peut alors penser que les ménages ne seront pas intéressés par produire plus d'énergie sans avoir l'assurance qu'elle sera rachetée. Sur cette base, la production d'énergie des nouveaux logements pourrait représenter 103 689 kW par an, soit moins d'un tiers de la consommation des ménages.

Taille moyenne des logements en m ²	100
Consommation maximale en énergie en kW/m ² /an	40
Nombre de logements produits	95
Consommation par an totale en kW	378 771
Production maximale en énergie en kWc/logement	3
Nombre de logements produits	95
Production potentielle en kW/an	103 689

³ Consommation maximale exigée par la norme RT 2012

MESURES POUR LIMITER LES INCIDENCES NÉGATIVES DU PLAN

Zones à urbaniser

Dans toutes les zones à urbaniser, un coefficient d'espace libre (CEL) est instauré afin de préserver les sols d'une imperméabilisation totale. Le CEL a aussi pour objectif de préserver la qualité urbaine des quartiers existants et de la favoriser dans les nouvelles opérations, notamment grâce à la possibilité de planter des arbres de haute tige pour rythmer les paysages. La mise en place d'un règlement commun permettra de mieux intégrer les nouveaux quartiers à ceux existants et d'harmoniser l'architecture sur le territoire.

Une plus grande diversité des formes urbaines est admise dans le plan pour éviter la création de paysages monotones et aseptisés que l'on peut observer très souvent dans les quartiers pavillonnaires.

Logements

Afin de ne pas exclure les populations les moins aisées du territoire, une obligation de réaliser des logements aidés (locatifs sociaux, accession aidée...) dans les zones AU. 10 % du nombre total de logements à produire seront des logements aidés. Par ailleurs, la commune explore la possibilité de réaliser un lotissement communal sur la zone I-AU2 Château d'eau ce qui permettra d'offrir des terrains à bâtir à un coût inférieur à celui pratiqué dans la promotion privé.

La diversité des formes d'habitat est aussi encouragée dans le plan pour répondre au mieux aux aspirations des citoyens. Logements en bande et maisons individuelles trouvent leur place dans le projet communal.

La création de nouveaux logements se fera en plusieurs étapes pour que la production soit en accord avec l'état et la capacité des équipements de la commune, mais aussi que l'ouverture à l'urbanisation corresponde à la demande.

Population démographie

Pour accompagner l'essor démographique, la commune entend développer les activités économiques sur son territoire qui permettront notamment de limiter les déplacements automobiles vers les territoires voisins. De nouveaux espaces publics seront créés pour éviter l'entre soi des habitants et favoriser les interactions sociales.

Réseaux

Réseaux AEP

Une amélioration du réseau d'adduction est prévue pour réduire les pertes sur canalisation qui s'établissent à 32 %.

Le Syndicat d’Alimentation en Eau Potable de la Rive Gauche de l’Orb projette une population de 1 230 habitants à Autignac d’ici 2025. Le projet du PLU devrait faire croître la population d’environ 182 individus, portant ainsi l’effectif communal à environ 1 057 habitants. La ressource en eau sera assurée.

Réseaux EU

Le réseau d’eaux usées sera renforcé là où il présente des faiblesses. Son bouclage sera recherché au maximum à travers les zones AU afin de favoriser la mise en sécurité et l’amélioration du réseau. Les zones d’assainissement autonome aptes à être raccordées au service collectif pourront l’être.

La capacité de la station d’épuration (STEP) est en adéquation avec l’apport de population attendu à horizon 2025. Une mise aux normes de l’équipement est nécessaire pour stopper les rejets non conformes.

Réseaux EP

Le réseau d’eaux pluviales sera maintenu dans les quartiers existants et prolongé dans les nouvelles urbanisations. Des noues et bassins de rétention seront créés dans chaque nouvelle opération afin de compenser l’imperméabilisation des sols et seront autant que possible reliés à la trame bleue ou au réseau pluvial existant d’Autignac.

Cimetière

La commune se laisse la possibilité d’organiser une extension de l’équipement sur une parcelle voisine d’un des deux cimetières existant. La zone I-AUIep est prévue à cet effet.

Équipements scolaires et accompagnement de l’enfance

La capacité de l’équipement communal est suffisante pour accueillir l’ensemble des nouveaux enfants en âge d’être scolarisés jusqu’à 2025, et ce dans de bonnes conditions.

Une nouvelle aire de jeux pourra être envisagée en I-AUI Les amandiers pour les jeunes du nouveau quartier et de ceux existants jouxtant le secteur.

La commune ne prévoit pas la réalisation d’une crèche pour les enfants en bas-âge. Leur accueil continuera à se faire par le relais des assistantes maternelles.

Déchets

Pour faire face à l’augmentation des déchets, le service de ramassage des ordures ménagères assuré par le SICTOM Agde-Pézenas sera renforcé sur la commune. Les encombrants et végétaux seront toujours acheminés vers une des déchetteries du SICTOM, à Laurens ou Magalas pour les plus proches. Le SICTOM déterminera si l’augmentation de la population autignacoise nécessite l’ouverture d’une nouvelle déchetterie sur la commune ou l’extension d’une des deux plus proches.

Trafic routier

Le trafic routier en augmentation pourra être compensé par une meilleure diffusion des pratiques de covoiturage auprès de la population. L'emplacement réservé numéro 4 visant à l'élargissement d'une voie communale permettra d'améliorer l'accessibilité de la partie sud du village et de reporter une partie du trafic routier du centre-ville sur cette voie. Le centre-village s'en trouvera apaisé.

La création de cheminements doux pour les piétons et cyclistes permettra de minimiser l'usage de la voiture dans les petits déplacements quotidiens des lotissements aux commerces du centre-village. Aussi, cela permet d'envisager une plus faible augmentation de la pollution atmosphérique par gaz d'échappement et de conserver une bonne qualité de l'air et de vie.

Les nuisances sonores générées par l'augmentation du trafic routier pourront être atténuées grâce à la mise en place de zone 30. Ce dispositif, outre le fait qu'il favorise un meilleur partage de l'espace entre les différents usagers, permet d'atténuer la sensation de bruit des moteurs de voitures. De la sorte, les riverains des principaux axes où la circulation sera plus importante pourront conserver un cadre de vie semblable à celui d'aujourd'hui. Les nuisances sonores seront également réduites en centre-village par la réalisation de l'élargissement de la voie communale au sud (emplacement réservé n°4).

La municipalité œuvre depuis plusieurs années pour améliorer les conditions de stationnement dans la commune, en particulier dans le centre-village. Les nouvelles opérations d'aménagement comprendront un stationnement obligatoire à la parcelle et du stationnement sur l'espace public afin d'éviter que naissent des pratiques indésirables de parcage sur les espaces piétons ou paysagers.

Pollution lumineuse

Pour limiter l'effet de la pollution lumineuse liée à la nouvelle urbanisation, la commune peut envisager la mise en œuvre d'éclairage plus adapté aux usages tels que des bornes basses le long des chemins piétons.

L'utilisation d'éclairage LED est aussi à envisager, il est moins émetteur de pollution lumineuse. Un système d'éclairage par détection de mouvement peut aussi apporter une réponse à cette problématique.

Énergies renouvelables

La production d'énergies renouvelables est encouragée à travers le plan et le règlement du PLU. Elle se fera à la parcelle, notamment avec l'utilisation de panneaux solaires. Les incidences attendues sont positives.

Écologie

La trame verte et bleue d'Autignac est préservée par la création de zones naturelles. Leur

inconstructibilité permet de maintenir les grands équilibres écologiques à l'échelle communale et intercommunale.

Par ailleurs, plusieurs espaces protégés sont repérés au plan au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme afin de préserver la trame verte urbaine et la qualité des tissus bâtis et du cadre de vie.

INDICATEURS DE SUIVI

Des indicateurs de suivi ont été mis en place pour mesurer l'impact du PLU sur les milieux humains et environnementaux et connaître l'évolution « naturelle » du territoire. Ils sont au nombre de 9 répartis en trois thématiques. Les indicateurs sont présentés ci-dessous après la mise en exergue de leurs objectifs :

- ✓ **L'évolution du parc de logements**, qui vise à mieux connaître les effets du PLU sur la production, la temporalité de la production et les pratiques individuelles qui consistent à densifier le nombre de logements dans l'enveloppe urbaine sans créer de nouvelles surfaces. Ses données permettront d'anticiper les besoins futurs de la commune en équipements (réseau AEP, EU...) et de mieux appréhender l'évolution de la population sur le territoire.
- ✓ **L'évolution de la consommation d'espace**, qui tend à vérifier si les objectifs de densité fixés dans le PLU sont respectés au regard du nombre de logements produits. Aussi, cet indicateur permet d'évaluer l'incidence de l'urbanisation sur l'artificialisation des sols et d'anticiper des dérèglements futurs tel qu'un ruissellement d'eau de pluie trop important pouvant générer des désordres nouveaux dans le tissu bâti ou naturel.
- ✓ **L'évolution de l'environnement naturel**, en observant les pratiques individuelles de coupe d'arbre, de haie notamment qui pourront avoir un effet sur les milieux et les paysages. De même, la consommation d'espace paysagers ou écologiques remarquables sera surveillée dans un but de mieux protéger ces espaces et la déprise agricole. La reprise agricole de certaines parcelles sera observée pour mieux comprendre les pratiques et besoins des agriculteurs et les menaces sur les espaces naturels que peut porter l'agriculture.

Indicateurs sur le milieu humain

La consommation d'espace sera évaluée chaque année. Pour cela, la commune collectera les données relatives :

- ✓ **L'évolution du parc de logements :**
 - Comptabilisation du nombre de permis de construire accordés
 - Comptabilisation du nombre de logements vacants constatés sur terrain dont un compteur électrique ou eu est présent mais sans occupant
 - Le changement de destination de certains locaux, notamment ceux à vocation commerciale transformés en logement
 - La division en volume d'immeuble ou maison créant de nouveaux logements dans une même enveloppe bâtie, notamment pour mesurer les incidences sur le stationnement des véhicules

✓ **L'évolution de la consommation d'espace en comptabilisant :**

- la surface affectée à chaque permis de construire qui constitue un espace artificialisé
- la surface totale consommée afin de tenir compte de l'artificialisation des sols due à la création de voirie notamment

Indicateurs sur l'environnement

La préservation de l'environnement est un objectif du PLU. Pour mieux comprendre son évolution, les éléments suivants sont observés sur l'évolution de l'environnement naturel :

- La coupe et l'abattage d'arbre,
- La consommation d'espace des éléments paysagers ou écologiques remarquables L. 123-I-5-3-2 CU, notamment pour de l'activité agricole
- La mesure des surfaces mises en friches des terrains agricoles, sur la base d'un arrache sans droit de replantation
- La mesure de la surface en garrigue ou taillis reconvertie en zone agricole



WWW.URBANPROJECTS.FR

URBAN PROJECTS
58 AVENUE GEORGES CLEMENCEAU
34000 MONTPELLIER
CONTACT@URBANPROJECTS.FR